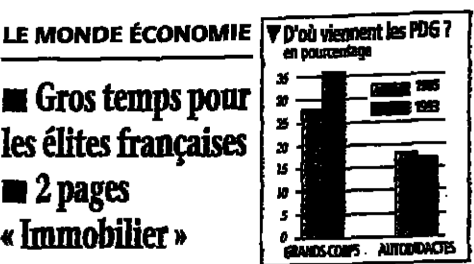
هكذا من الاصل



LE MONDE ÉCONOMIE

■ Gros temps pour les élites françaises

■ 2 pages « Immobilier »



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16365 – 7,50 F — MARDI 9 SEPTEMBRE 1997 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

La droite redoute d'être condamnée à de longues années d'opposition

Le RPR et l'UDF sont divisés sur leur stratégie de reconquête

UNE SEMAINE avant la rentrée du Parlement, les deux principales composantes de l'opposition, le RPR et l'UDF, sont toujours sous le choc de leur défaite électorale de juin. Les journées parlementaires de l'UDF, qui se sont tenues à Port-d'Albret les 5 et 6 septembre, ont témoigné de la volonté de la confédération libérale et centriste d'apparaître unie et pugnace. Ainsi, François Léotard, président de l'UDF, s'est interrogé sur les capacités *d'« homme d'Etat »* de Lionel Jospin. Mais les responsables de l'UDF restent divisés sur leur stratégie à long terme. De la même manière, alors que le président du RPR, Philippe Séguin, poursuit la tournée des fédérations de son parti, le mouvement néogaulliste est loin d'avoir retrouvé la sérénité. Pas moins de cinq candidats au poste de président du groupe RPR de l'Assemblée nationale se sont déclarés. Cette compétition est de nature à faire apparaître au grand jour les clivages internes au RPR. La confiance de l'opinion publique, dont bénéficient Lionel Jospin et son gouvernement, contribue à entretenir la déprime de la droite.



Lire page 7

La mort en exil de Mobutu, ex-président zaïrois

L'ANCIEN PRÉSIDENT du Zaïre Mobutu Sese Seko est mort dimanche 7 septembre à l'hôpital Mohammed-V de Rabat, à l'âge de soixante-six ans. A Kinshasa, la radio officielle a annoncé sans commentaire, lundi matin, la mort de celui qui régna sur le pays pendant trois décennies. Le porte-parole du nouveau gouvernement n'a pas exclu que l'ancien président soit inhumé dans sa ville natale, dans le nord de ce qui est devenu la République démocratique du Congo. Chassé du pouvoir par l'Alliance rebelle de Laurent-Désiré Kabila, Mobutu, souffrant d'un cancer de la prostate, était arrivé au Maroc le 23 mai, après avoir été dissuadé de chercher refuge en France.

Lire pages 16 et 30 et notre éditorial page 13

Renault choisit le temps partiel

Accord en vue avec les syndicats

LA DIRECTION de Renault doit soumettre aux syndicats, mardi 9 septembre, un projet d'accord sur le travail à temps partiel. Cette forme de travail, adoptée aujourd'hui par plus de 16 % des salariés en France, est très répandue dans les services, mais assez peu dans l'industrie. Chez Renault, elle ne concerne pratiquement que les salariés en préretraite progressive. Si les syndicats signent l'accord, chaque salarié qui le souhaite pourra réduire son temps de travail. Toutes les formes de temps partiel seront possibles pourvu que le salarié travaille au minimum seize heures par semaine en moyenne annuelle et au maximum 80 % d'un temps plein. La hiérarchie ne pourra s'opposer à la demande des salariés qu'en fonction de critères précisément définis.

La baisse de salaire sera proportionnelle à celle du temps de travail. Néanmoins, le salarié recevra, la première année, une prime correspondant à 40 % du manque à gagner. En contrepartie, il doit s'engager à rester, sauf circonstances exceptionnelles, au moins deux ans à temps partiel. Au terme de cette période, il pourra, s'il le souhaite, retravailler à plein temps. La direction lui proposera un poste *« équivalent »* mais pas forcément sur le même site. Selon la direction, trois syndicats (FO, CFTC, CGC) devraient signer l'accord. L'attitude de la CFDT est plus incertaine. La CGT, premier syndicat, ne devrait pas le signer.

Ce projet d'accord permet au constructeur automobile de renouer les fils du dialogue social après cinq mois de tension provoqués par la fermeture de l'usine belge de Vilvorde. A moins d'un mois de la conférence nationale que le gouvernement va organiser sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, Renault préfère donc le temps partiel choisi à la semaine de 35 heures.

Lire page 18

■ La violence au Proche-Orient

Pour sa première tournée dans la région, Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, arrive à un moment d'extrême tension entre Israël et ses voisins. p. 2

■ Alger gagnée par la peur

Les habitants de la banlieue algéroise vivent à l'heure de la psychose de nouveaux massacres après la mort d'une soixantaine de personnes dans la nuit de vendredi à samedi. p. 3

■ Dominique Voynet tient bon

La ministre de l'environnement maintient ses critiques sur la non-abrogation des lois Debré et Pasqua. p. 9

■ Volés par les nazis, en vente à New York

Les héritiers d'Alphonse Kann s'opposent à la mise en vente de manuscrits médiévaux dérobés au grand collectionneur par les nazis. p. 24

■ Le succès du prêt à taux zéro

145 000 prêts à taux zéro ont été souscrits en 1996. Mais déjà pointe la question du financement de cette aide à l'accession à la propriété. p. 10

■ L'Inde pleure Mère Teresa

Delhi a décidé deux jours de deuil et des funérailles nationales après la mort de la religieuse. p. 6 et 29

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 909 - 7,50 F

Cambriolages et incendie : les étranges déboires du juge Eva Joly

LE DESTIN s'acharnerait-il sur Eva Joly ? Chargée d'instruire certains des dossiers les plus en vue de la galerie financière du tribunal de Paris, la magistrate est, depuis plusieurs mois, confrontée à une série de coups du sort qui pénalisent ses enquêtes. Le dernier de ces mystérieux événements s'est produit le 19 août, en Normandie : l'entrepôt d'une société d'archivage, qui conservait une partie des dossiers du Consortium de réalisation (CDR) – la structure chargée de liquider les actifs douteux du Crédit lyonnais –, a été dévasté par les flammes. Des documents archivés ne subsiste qu'un tas de cendres.

Cet incendie est survenu alors que Mme Joly venait d'adresser aux dirigeants du CDR une demande de communication de pièces intéressant l'enquête sur la société International Bankers (IBSA). Rachetée par le Crédit lyonnais en 1990, cette banque est soupçonnée d'avoir dégagé, de 1987 à 1993, en Suisse et au Luxembourg, plusieurs centaines de millions de francs de commissions occultes lors d'opérations immobilières, le plus souvent au moyen de promesses de vente fictives. Six personnes ont été mises en examen dans ce dossier, dont le fondateur d'International Bankers, Jean-Maxime Lévêque, incarcéré depuis le 29 mai à la maison d'arrêt de la Santé, à Paris.

En s'adressant au CDR, la magistrate entendait élargir ses recherches aux opérations effectuées personnellement par M. Lévêque, inspecteur des finances, ancien président du Crédit commercial de France et du Crédit lyonnais. Mme Joly souhaitait retrouver certains documents comptables, et notamment la trace écrite de prêts consentis à la famille de M. Lévêque ainsi que de transactions immobilières suspectes. Mais le 19 août, ses espoirs sont partis en fumée...

Apparemment soucieux d'épargner au juge une si cruelle déception, le CDR n'a informé du sinistre la brigade financière – qui assiste Mme Joly – que le 1er septembre. Une enquête sur les circonstances de l'incendie a, depuis, été confiée à la police judiciaire de Rouen, qui n'exclut, comme le veut la formule, *« aucune hypothèse »*. Le CDR a indiqué qu'une étincelle dans le moteur d'un tapis roulant serait à l'origine du feu. Le parquet de Paris a toutefois insisté pour qu'une équipe du laboratoire de police scientifique soit dépêchée sur les lieux, afin de vérifier la solidité de cette explication. La société d'archivage n'avait, semble-t-il, jamais connu pareil incident, et possédait un système de protection conforme aux normes requises.

Les enquêteurs sont d'autant plus circonspects que l'incendie normand est le second « accident » de cette instruction. Au mois de mai, à la veille d'une perquisition dans l'appartement de l'avocat d'IBSA, Christian Pautonnier – lui-même mis en examen pour *« complicité d'abus de biens sociaux »* –, d'autres archives relatives à l'affaire avaient disparu au cours d'un étrange cambriolage. Mais ce vol n'avait eu que peu de retentissement, survenant peu après l'incroyable disparition, dans les locaux de la brigade financière, au cours du week-end du 19 avril, d'un carton de pièces saisies chez un décorateur de Saint-Tropez. Cet artisan avait effectué d'importants travaux pour André Tarallo, alors PDG d'Elf-Gabon, dont les comptes étaient examinés de près par Mme Joly.

Partie en vacances à l'étranger depuis deux semaines, Eva Joly n'a pas encore été prévenue de ce nouveau contretemps. Dès son retour, elle aura tout le loisir d'inscrire cette nouvelle mésaventure au compte d'une malchance décidément tenace.

Jacques Follorou

Diana, princesse de la planète

LA PRINCESSE de Galles était sans doute l'image par excellence. Sa mort est-elle en train de la hisser au rang de symbole ? Le village planétaire, passionné par sa disparition, aurait-il entrepris d'en faire une sainte d'un nouveau type ? L'anthropologue Marc Augé examine ces hypothèses après avoir assisté en téléspectateur fasciné à des obsèques qui furent peut-être, à ses yeux, *« le premier cours magistral de socialisme réaliste en Mondiovision »*. A Londres, au lendemain de funérailles qui furent une nouvelle occasion de critiques de la monarchie telle que l'incarne Elizabeth II, la presse exhorte la reine à changer de style. Tel fut aussi le thème de l'oraison funèbre prononcée par le frère de Diana.

Lire nos informations page 4 et l'article de Marc Augé page 12

Lionel Jospin, ou l'art d'imposer sa différence

IL Y A UN AN, à pareille époque, Alain Juppé, cherchant à se faire pardonner par les Français le matraquage fiscal auquel il les avait soumis depuis l'été 1995, se préparait à annoncer la réduction, sur cinq ans, de l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, Lionel Jospin envisage tranquillement, pour 1998, 15 milliards de francs de recettes supplémentaires, provenant pour moitié des entreprises et pour moitié des ménages. Les amabilités fiscales d'Alain Juppé n'avaient pas suffi à le rendre moins impopulaire ; la sécheresse de Lionel Jospin ne semble pas devoir mettre en péril la confiance dont il dispose, dans l'opinion, après trois mois à Matignon.

Le crédit que Lionel Jospin avait acquis auprès des Français, et auquel la gauche doit pour une bonne part sa victoire de juin, n'a pas été sérieusement entamé par les premières épreuves du pouvoir. Il semble même s'être consolidé, si l'on en croit les sondages qui montrent un pays plutôt bien disposé envers ses gouvernants. Ceux-ci ont fait preuve jusqu'à maintenant de qualités indéniables commes « agents d'ambiance », fournisseurs de bonne humeur, quand le gouvernement précédent ne paraissait capable de produire qu'ennui et morosité. Comme le disait M. Giscard d'Estaing pendant la campagne des législatives, les Français ne voulaient pas nécessairement changer de majorité ; ils voulaient seulement *« être gouvernés autrement »*.

Le changement de majorité et de gouvernement pouvait se révéler soit désastreux, soit illusoire : désastreux par les conséquences des promesses faites pendant la campagne ou par l'inexpérience des nouveaux détenteurs du pouvoir ; illusoire s'il était apparu que l'alternance débouchait, une fois de plus, sur la continuation de la même politique, menée avec les mêmes moyens. Or, le premier ministre, le gouvernement et sa majorité ne sont tombés dans aucun de ces deux travers. Jusqu'à maintenant, le sérieux de leur action n'a pu être mis en doute aux yeux des Français, de façon convaincante, dans aucun domaine.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 13

L'Australie à l'US Open



PATRICK RAFTER

IL Y AVAIT près d'un quart de siècle qu'un Australien ne s'était imposé en finale de l'US Open. Le jeune Patrick Rafter a pris la succession de John Newcombe de belle manière en s'imposant au fil des rencontres d'un tournoi où il a imposé son tennis d'attaque. Chez les femmes, Martina Hingis l'a emporté sur Venus Williams.

Lire page 20

International	2	Jeux	22
France	7	Météorologie	23
Société	10	Annonces classées	23
Régions	11	Culture	24
Horizons	12	Guide culturel	26
Carnet	17	Communication	27
Entreprises	18	Abonnements	28
Finances/marchés	19	Radio-Télévision	28
Aujourd'hui	20	Kiosque	29

ISRAËL Le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright est attendu en Israël, mercredi 9 septembre, pour sa première visite au Proche-Orient. Mme Albright espère relancer le dialogue israélo-palestinien qui est dans l'impasse depuis le mois de mars. ● SURVENANT MOINS d'une semaine après l'attentat de jeudi, la mission de Mme Albright est jugée *« impossible »* par les commentateurs israéliens et palestiniens qui déplorent l'alignement de la diplomatie américaine sur les positions du gouvernement israélien. ● RÉUNIS AU CAIRE, le chef de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat, le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie ont condamné le terrorisme, dimanche 7 septembre, tout en invitant Israël remplir ses obligations. A Jérusalem, une huitième victime est décédée des suites de ses blessures après l'attentat du jeudi.

La diplomatie américaine effectue un retour réticent au Proche-Orient

En laissant la situation se détériorer, Washington a rendu aléatoire la mission de bons offices que Madeleine Albright entreprend en Israël et dans les territoires palestiniens. Le dialogue israélo-palestinien est dans l'impasse depuis le mois de mars

WASHINGTON
de notre correspondant

C'est sans enthousiasme que la diplomatie américaine reprend l'initiative au Proche-Orient. Ce retour est demandé par tous, à commencer par les Israéliens et les Palestiniens, incapables de faire les gestes nécessaires pour renouer le dialogue sans passer par l'intermédiaire américain. La plupart des pays arabes, inquiets de la rapide dégradation des relations israélo-palestiniennes, réclament depuis longtemps l'intervention de Washington. L'Europe, de son côté, reconnait implicitement que seuls les Etats-Unis disposent d'une influence susceptible de relancer un processus de paix de facto moribond depuis mars.

Le chef de la diplomatie américaine, Madeleine Albright, qui est attendu mercredi 10 septembre à Jérusalem, a longtemps retardé cette mission de bons offices, laquelle s'effectue aujourd'hui dans les pires conditions. La crise de confiance entre le gouvernement de Benyamin Nétanyahou et l'Autorité palestinienne n'a jamais été aussi grave et l'Etat juif vient d'être doublement meurtri par l'attentat-suicide de Jérusalem, jeudi, et le sanglant fiasco de l'opération commando au Liban sud, vendredi, ce qui le rend encore moins enclin à accepter d'éventuelles pressions américaines.

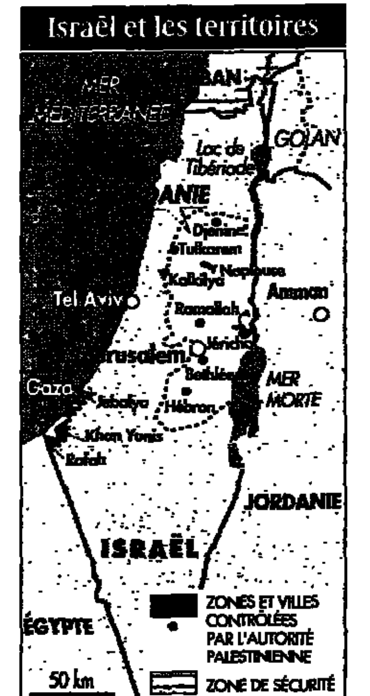
Washington, parrain historique du processus de paix, ne peut éluder sa responsabilité dans le pourrissement de la situation, et partant dans la spirale de la violence. Depuis l'échec de la rencontre entre Bill Clinton et M. Nétanyahou, en avril, la diplomatie américaine s'est retranchée derrière les atermoiements des protagonistes israéliens et palestiniens pour justifier sa propre passivité.

Le chef de la Maison Blanche avait indiqué qu'un voyage du secrétaire d'Etat dans la région ne se justifiait pas tant que la *« confiance »* n'était pas rétablie, et le département d'Etat avait précisé que Mme Albright voulait être sûre d'intervenir *« au bon moment »*. Or la méfiance entre les deux parties n'a fait que croître, et l'attitude de plus en plus pro-israélienne de l'administration Clinton a sérieusement terni l'image de médiateur impartial des Etats-Unis auprès des Palestiniens et, au-delà, de l'opinion arabe.

RÉTICENCES

Mme Albright intervient dans l'urgence, pour tenter d'éteindre un foyer de tensions risquant d'embraser une région vitale pour les intérêts des Etats-Unis. Plusieurs raisons expliquent la pusillanimité américaine de ces derniers mois. Le prétexte officiel, selon lequel les conditions n'étaient pas réunies pour que Washington puisse *« faire la différence »*, n'emporte pas la conviction. Mme Albright, que l'on peut créditer d'un premier bilan positif à la tête de la diplomatie américaine, ne tenait manifestement pas à remettre en cause cet acquis par une intervention intempestive au Proche-Orient.

Son prédécesseur, Warren Christopher, a essuyé bien des critiques pour s'être rendu à plus de vingt reprises à Damas, sans parvenir le moins du monde à relancer le dialogue israélo-syrien. Les commentateurs soulignent que Mme Albright brille davantage par son style que par la substance de son action et sa vision des relations internationales. L'écheveau du processus de paix israélo-palestinien constitue pour le secrétaire d'Etat un test diplomatique majeur, et risqué. Ses réticences à s'entremettre dans ce conflit ne surprennent pas, tant elles rappellent la propension de Bill Clinton à évaluer toute initiative diplomatique à l'aune de ses retombées en politique intérieure.



Le souci de ne pas s'aliéner les sympathies du lobby pro-israélien – dont le soutien politique et financier sera important pour le vice-président, Al Gore, dans le cadre de sa stratégie électorale présidentielle – existe sans aucun doute. Au-delà, M. Clinton doit compter avec un Congrès largement favorable à Israël, où tout attentat perpétré au cœur de l'Etat juif réveille les vieilles dénonciations contre le *« terrorisme palestinien »*. De nombreux éditorialistes insistent, comme les responsables de l'administration, sur la nécessité de privilégier les questions de *« sécurité »* sur toute autre considération.

Ce préalable souligne les limites de la mission de Mme Albright : la reprise des pourparlers entre Israéliens et Palestiniens, et a fortiori la stratégie consistant à engager, sans attendre la fin de la période intérimaire prévue par les accords d'Oslo, les négociations sur le *« statut final »* des territoires palestiniens, passent au second plan. Les membres du Congrès rejoignent ainsi M. Nétanyahou pour exhorter Mme Albright à faire peser tout le poids de l'influence américaine sur Yasser Arafat.

M. Clinton reconnaît volontiers que celui-ci est pris entre deux feux, les frustrations des Palestiniens et son souci de ne pas s'aliéner les « ultras » islamistes d'un côté, son engagement en faveur du processus de paix de l'autre. Mais, comme Mme Albright, il répète qu'il n'y a pas de parallèle possible entre *« les bombes et les bulldozers »*, une manière de relativiser la politique de colonisation poursuivie sans désemparer par le gouvernement de M. Nétanyahou, laquelle ne peut guère être considérée comme fidèle à l'esprit, sinon à la lettre des accords d'Oslo.

Ce contexte politique limite la marge de manœuvre de Mme Albright et explique l'insistance avec laquelle l'administration rappelle que le secrétaire d'Etat n'est pas un *« magicien »*. Le temps des poignées de main médiatiques, chères à Bill Clinton, entre dirigeants israéliens et palestiniens sur les pelouses de la Maison Blanche est révolu : celui de la prise de risques diplomatiques recommence.

Laurent Zecchini

Ariel Sharon pour un retrait israélien du Liban sud

Le débat sur un retrait unilatéral des soldats israéliens du Liban sud a été relancé par le flasco militaire du 5 septembre. Un treizième soldat a été tué, dimanche, dans ce pays, ce qui porte à trente et un le nombre d'Israéliens tués dans cette zone depuis le début de cette année – sans compter les soixante-treize soldats morts dans un accident d'hélicoptère.

Le traumatisme causé par le massacre du commando a provoqué de profondes divisions au sein du gouvernement, qui s'est réuni, dimanche 7 septembre, pour examiner, notamment, ce dossier. Quatre ministres au moins se sont prononcés publiquement pour un retrait unilatéral de la *« zone de sécurité »* qu'Israël occupe au Liban sud. Parmi eux figure même le chef de file des « faucons », le ministre des infrastructures nationales, Ariel Sharon. On y trouve aussi le chef de la diplomatie, David Lévy, et le ministre de la sécurité intérieure, Avigdor Kahalani.

Une huitième victime à Jérusalem

Un cinquième Israélien est décédé, lundi 8 septembre, des suites des blessures subies lors de l'attentat perpétré, jeudi 4 septembre, à Jérusalem-ouest par trois kamikazes palestiniens, a-t-on appris de source hospitalière. La police, qui poursuit ses investigations, a indiqué, dimanche, que, selon ses estimations, les auteurs de l'attaque de jeudi sont venus de l'étranger et qu'ils ont préparé leur attentat à partir d'un territoire contrôlé par Israël.

La police a, par ailleurs, établi un lien entre ces attentats et la découverte, en août, d'un atelier de fabrication de bombes du Mouvement de la résistance islamique (Hamas) à Beit Sahour, près de Bethléem, en Cisjordanie. L'enquête sur les derniers attentats s'avère difficile. En dépit de plusieurs réunions entre les services secrets israéliens et palestiniens, en présence d'experts de la CIA, les auteurs de l'attentat du 30 juillet, sur le marché juif de Mahané Yehouda, n'ont ainsi toujours pas été identifiés.

M. Arafat, M. Moubarak et le roi Hussein condamnent le terrorisme

LE CAIRE
de notre correspondant

A trois jours de la visite dans la région du secrétaire d'Etat américain, Mme Madeleine Albright, le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie ont apporté leur soutien au chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, au cours d'un sommet tripartite qui s'est tenu dimanche 7 septembre au Caire. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, les participants ont lancé un appel à la communauté internationale, et notamment *« aux puissances qui jouent un rôle essentiel dans le processus de paix, pour intensifier leurs efforts afin de faire face aux dangers qui menacent tous les peuples de la région et leurs intérêts vitaux »*.

Le communiqué – qui rejette ces menaces sur *« la minorité, arabe et israélienne, ennemie de la paix »* – demande *« l'arrêt du recours à la force »* et condamne *« le terrorisme et la violence qui visent les civils innocents »*. Il appelle à la reprise des négociations *« dès que possible et sans conditions sur tous les niveaux (...) tout en respectant le principe de la terre contre la paix et la réalisation des droits politiques légitimes du peuple palestinien »*.

Critiquant l'Etat juif, le texte condamne *« le non-respect des engagements pris qui mine la confiance des peuples de la région dans les accords de paix »*. Il insiste sur la nécessité de la réalisation par le gouvernement israélien du nouveau redéploiement de l'armée israélienne en Cisjordanie. Les trois responsables arabes ont aussi requis l'arrêt des *« punitions collectives »* contre les Palestiniens, la construction de nouvelles colonies de peuplement juives et les mesures visant à *« imposer le fait accompli en ce qui concerne le statut de Jérusalem »*.

Les trois responsables ont enfin exprimé leur souhait de voir Mme Albright parvenir à débloquer la situation. Toutefois, on se fait peu d'illusions au Caire sur les chances de succès du secrétaire d'Etat américain, dont la presse officieuse critique depuis plusieurs jours l'engagement *« à faire prévaloir les questions de sécurité sur toutes les autres »*. Le roi Hussein de Jordanie, en signe de bonne volonté, a pourtant fait arrêter dimanche, à Amman, Ibrahim Ghoché, porte-parole du Mouvement de la résistance islamique (Hamas), qui a revendiqué les derniers attentats perpétrés à Jérusalem.

Alexandre Buccianti

La presse israélienne juge « impossible » la mission du secrétaire d'Etat américain

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Dans une analyse publiée vendredi 5 septembre par le journal israélien de droite *Maariv*, Hémi Shalev, l'un des commentateurs les plus célèbres du pays, a bien résumé le sentiment général qui prévaut en Israël : la première tournée que Madeleine Albright devait entreprendre dans la région à partir de mercredi 9 septembre s'apparente à une véritable *« mission impossible »*.

Le secrétaire d'Etat américain devait théoriquement proposer un *« programme de mesures réciproques »* entre Israéliens et Palestiniens pour *« sortir le processus de paix des abysses »* et *« rétablir un minimum de confiance entre les deux parties »*. Ce programme n'avait déjà guère de chances d'être accepté par Benyamin Nétanyahou avant le triple attentat de jeudi à Jérusalem et la mort de douze soldats israéliens au Liban.

Dimanche, alors que le pays apparaissait, toujours selon *Maariv*, *« sonné comme un boxeur qui a pris de trop de coups »* et que le débat sur la présence israélienne au Liban sud était relancé, le programme américain, qui comprenait notamment un renouvellement de l'engagement antiterroriste de Yasser Arafat en échange de la suspension *« temporaire »* de la colonisation accélérée des territoires occupés, n'avait pratiquement plus, selon les commentateurs, *« aucune chance d'être accepté par le gouvernement »*.

Le premier ministre, qui, selon *Haaretz*, proche des travaillistes, *« n'était guère enthousiaste pour la visite de l'Américaine – il craignait que la pression soit forte pour le contraindre à stopper la colonisation, les confiscations de terres et les démolitions de maisons palestiniennes –, est aujourd'hui plus avenant »*.

« UNE GUERRE RÉGIONALE POSSIBLE »

Motif énoncé par David Bar Illan, son principal porte-parole : *« Après ce qui s'est passé, il est clair pour Israël que la visite de Mme Albright doit être centrée sur la lutte contre le terrorisme et sur la sécurité du pays. »*

De fait, nul n'a entendu le chef de la diplomatie américaine évoquer clairement, ni ces derniers jours ni ces dernières semaines, la raison pour laquelle le processus de paix a cessé de progresser depuis mars : la construction d'une nouvelle colonie dans la partie arabe annexée de Jérusalem et la relance générale de la colonisation juive aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie.

« Benyamin Nétanyahou, écrit Nahoum Barnéa dans *Yediot Aharonot*, le premier quotidien populaire d'Israël, *nous avait promis une politique différente. Il ne nous a offert aucune politique, il a simplement transformé un homme, Yasser Arafat, qui était notre partenaire de paix, en ennemi déclaré. »* Dans ces conditions, écrit encore Hémi Shalev, *« si Mme Albright parvient à empêcher l'effondrement total du processus d'Oslo, ce sera déjà un beau succès. Si elle échoue, il est probable que le prochain attentat conduira à une confrontation violente et générale avec les Palestiniens, et même, possiblement, à une guerre régionale globale. »*

Avis partagé par la quasi-totalité des observateurs, et notamment par Yossi Sarid, le chef du parti de la gauche Meretz, qui, dans une tribune libre du *Jerusalem Post*, proche de la droite, appelle Mme Albright à forcer la main du gouvernement nationaliste pour *« qu'il cesse toute colonisation et annonce exactement l'ampleur des territoires* [palestiniens] *qu'il entend évacuer »* rapidement. Espoir évidemment partagé côté palestinien, mais sans illusion.

« La visite de Mme Albright, écrit le *Jerusalem Times*, bebdomadaire arabe anglophone de Jérusalem, *n'apportera très probablement rien de neuf tout simplement parce que ni elle ni son patron à la Maison Blanche ne sont prêts à faire pression sur Israël pour qu'il honore au moins les accords déjà conclus. Ils ne veulent pas heurter le Congrès américain, qui est très pro-israélien. (...) Nous ne demandons pourtant pas que l'Amérique abandonne Israël, nous lui demandons simplement d'être juste. »*

Dans une série de *« dix suggestions pour Madeleine Albright »*, Yoël Marcus, le vétéran des commentateurs de *Haaretz*, conseille ironiquement à la visiteuse américaine, si elle *« parvient à un accord avec notre premier ministre, lequel, sachez-le, est persuadé que nous avons l'Amérique dans la poche, de veiller à ce qu'il soit couché par écrit »*. Enfin, reprenant un thème largement répandu dans l'opposition et qui consiste à inviter l'Amérique à se montrer plus ferme avec Israël, le journaliste conclut : *« Rappelez-vous que le seul langage que Juifs et Arabes comprennent, c'est la force. »*

Patrice Claude

« Qu'as-tu fait, Bibi ? Tu as tué ma fille ! »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

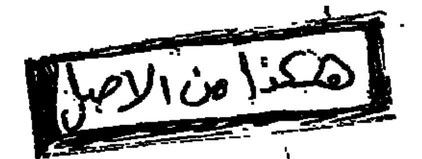
Fille de l'ancien général Matti Peled, décédé en 1995, pionnier, dès 1976, du dialogue avec l'OLP, Mme Nourit Peled-Elckanan a perdu sa fille Smadar, âgée de 14 ans, dans l'attentat qui a tué quatre jeunes Israéliens (ainsi que les trois kamikazes palestiniens) jeudi 4 septembre, dans une rue piétonne de Jérusalem. Elle-même militante passionnée de la paix, Mme Peled, qui est aussi une amie d'enfance de Benyamin Nétanyahou, a reçu au soir de l'explosion un coup de fil de condoléance du premier ministre.

Selon le quotidien israélien *Haaretz*, la mère de la jeune victime s'est adressée à M. Nétanyahou en ces termes : *« Qu'as-tu fait, Bibi ? Tu as tué ma fille ! »* Le chef du gouvernement nationaliste aurait tenté de se défendre en dénonçant la *« bestialité »* des *« assassins palestiniens »*. *« Non, Bibi*, a répondu Mme Peled-Elckanan, *c'est toi, c'est ta politique qui l'a tuée »*. Selon le compte rendu de la conversation reconstitué par le journal, le premier ministre, qui connaissait personnellement la jeune fille décédée se serait alors effondré en larmes. Mme Peled-Elckanan a assuré au *Haaretz* que la peine du premier ministre était *« sans aucun doute sincère »*.

Le père de la jeune victime, Rami Elckanan, qui, lui, a refusé de prendre M. Nétanyahou au téléphone, s'est adressé en ces termes au journal *Yedioth Aharonot*, le plus grand quotidien d'Israël : *« Notre peuple a perdu la raison. Je me sens complètement étranger au peuple juif d'aujourd'hui qui interdit à une femme enceinte de Gaza de franchir un barrage et dont l'enfant meurt. Notre politique vis-à-vis des Palestiniens n'est pas juste. Nous devons comprendre que lorsqu'un peuple en soumet un autre en esclavage et lui dénie tout espoir, le prix à payer, ce sont nos enfants qui doivent l'acquitter. Chaque jour qui passe, un enfant meurt sur l'autel de cette folie. Nous devons nous réveiller. Car autrement, comment empêcher un homme affamé, dénué de toute sécurité personnelle, sans espoir et dont la maison a été dynamitée par notre armée, de venir se suicider parmi nous ? »*

S'exprimant ensuite sur les chaînes de radio, Mme Peled-Elckanan, qui a accepté dimanche la présence d'un représentant de l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat aux obsèques de sa fille et dont les interventions sont intégralement reproduites par la presse israélienne, a dénoncé en ces termes la politique de l'actuel gouvernement : *« Ma fille est une victime de la paix. Je n'ai rien contre les terroristes, je me plains de ce gouvernement. Cette attaque démontre combien mon père avait raison : seule la formule de deux Etats pour deux nations séparées par une frontière et incluant la partition de Jérusalem constitue la solution. Ces attentats sont la conséquence directe de l'oppression, de l'esclavage, des humiliations et de l'état de siège imposés par Israël au peuple palestinien. Ces attaques sont des réponses à nos actes. Je n'ai là-dessus aucun doute : ces attentats sont les fruits du désespoir et la résultante directe de ce que nous, Israéliens, avons fait jusqu'ici dans les territoires. Ce gouvernement fait tout ce qu'il peut pour détruire la paix. Je n'ai pas de critique particulière à l'encontre des terroristes du Hamas, c'est nous qui les avons fabriqués. Côté palestinien, il n'y a pas une famille qui n'ait été atteinte par la mort que sème Israël. Tout ce que nous faisons dans les territoires, c'est de produire chaque semaine quelques kamikazes potentiels de plus. Ils sont notre miroir. Bien sûr, le terrorisme auquel ils se livrent paraît plus atroce que les bombardements perpétrés par notre armée sur les camps de réfugiés mais, au fond, les dommages que nous causons sont pires (...). Oui, ma fille est une victime de la paix, et c'est pourquoi elle reposera aux côtés de son grand-père. »*

P. C.



M. Chirac promet le maintien de l'aide française à l'Afrique subsaharienne

NOUAKCHOTT
de notre envoyé spécial

De la nostalgie à l'appel du large ; du culte du passé à l'éloge du changement dans les relations entre la France et l'Afrique... Jacques Chirac a oscillé entre ces deux tentations au cours des deux journées d'une visite officielle en Mauritanie qui s'est achevée samedi 6 septembre.

Les prétextes pour souligner les liens historiques entre la métropole et son ancienne colonie (jusqu'en 1960) ne manquaient pas. La présence, au premier rang des invités du président français, de Pierre Messmer, le dernier gouverneur de la Mauritanie avant son accession à l'indépendance, en fut un. Comme celle de ces Mauritaniens d'un autre âge, anciens soldats de l'armée française, et qui, venus accueillir Jacques Chirac lors de son escapade à Atar, une cité du Sahara mauritanien, arboraient sur leur poitrine des photos jaunies du général de Gaulle.

Au-delà de la célébration de ce passé partagé, restent les vieilles habitudes de la politique africaine de la France : celle de tresser des couronnes à des dirigeants qui ne les méritent pas toujours. Jacques Chirac a parlé avec insistance de son *« cher ami »* le président Ould Taya, un homme *« très écouté »* et que le président français n'a pas hésité à qualifier de *« sage »*.

Arrivé au pouvoir il y a treize ans à la suite d'un coup d'Etat militaire, le colonel Ould Sid'Ahmed Taya dirige la Mauritanie avec une grande fermeté. Même s'il est excessif de parler encore de *« régime dictatorial »*, comme le fait l'un des principaux opposants, Ahmed Ould Daddah, frère du premier chef de l'Etat mauritanien, la Mauritanie est loin d'être la *« démocratie pluraliste » vantée par la propagande du* régime.

PAYS DÉSERTIQUE

En dépit des progrès réalisés ces dernières années, la liberté de la presse reste un voeu pieux, l'indépendance de la justice n'est pas assurée et l'appartenance au parti au pouvoir, le Parti républicain démocrate et social (PRDS), demeure le meilleur viatique pour trouver un emploi dans l'administration. Un fait résume l'état d'avancement de la démocratie en Mauritanie : aux élections législatives d'octobre 1996, l'opposition n'a pu décrocher qu'un seul siège sur soixante-dix-neuf. Faute d'un minimum de garanties sur les conditions du scrutin, elle a d'ailleurs décidé de boycotter les élections présidentielles du 12 décembre (date anniversaire de la prise du pouvoir par le président Ould Taya).

Dénué de ressources en dehors du minerai de fer et de la pêche, relégué parmi les pays les moins avancés (PMA) par les organisations financières internationales, la Mauritanie – un pays désertique deux fois plus grand que la France peuplé d'environ 2,2 millions d'habitants – survit, pour partie, grâce à l'aide française. En 1997, Nouakchott devrait recevoir 320 millions de francs de Paris – dont les deux tiers sous forme de subventions non remboursables. Depuis quatre ans, la contribution française a *dépassé* le milliard de francs, *soit l'équivalent* de 20 % du produit intérieur brut (PIB) annuel du pays. *« La Mauritanie est l'un des Etats les plus aidés par la France »*, résume un diplomate.

Paradoxalement, c'est depuis ce pays où la France perpétue des relations d'un autre âge que Jacques Chirac, à l'unisson du gouvernement, a plaidé pour une *« adaptation »* de la politique française en Afrique *« aux temps modernes »* et *« aux nouvelles réalités »*. Mais s'il n'est plus question de *« s'ingérer »* comme par le passé dans les affaires intérieures des Etats africains (*« Ce qui était politiquement possible, admis, il y a vingt ans ne l'est plus aujourd'hui »*), la France, a dit le chef de l'Etat, n'a pas l'intention de se *désengager* du continent noir. Elle restera *« le premier pays donneur d'aide à l'Afrique subsaharienne »* et, sur le plan militaire, *« elle maintiendra, avec le même potentiel militaire »*, sa capacité d'intervention.

Jean-Pierre Tuquoi

Un sentiment de panique et d'abandon gagne Alger

Entre soixante et quatre-vingts personnes ont été tuées aux portes de la capitale durant le week-end. La seule décision des pouvoirs publics a été d'interdire la marche nationale pour la paix que souhaitait organiser le Front des forces socialistes

L'annonce par la presse d'un nouveau massacre, perpétré en toute impunité dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 septembre, qui aurait fait plus d'une soixantaine de morts, selon des estimations officieuses, et autant de blessés, à une dizaine de kilomètres du centre d'Alger, a semé la panique dans certains quartiers populaires de la capitale. Ceux-ci sont désormais désertés par leurs habitants à la moindre rumeur. Dans la région d'Alger la population a le sentiment d'être abandonnée à son sort par un pouvoir impuissant et silencieux. La presse privée juge sévèrement ce mutisme dont les raisons lui échappent. La seule décision des pouvoirs publics a été d'interdire, sans explication, la marche nationale pour la paix que souhaitait organiser le 11 septembre le Front des forces socialistes (FFS) d'Hocine Aït-Ahmed.

LES HABITANTS du Grand Alger vivent dans la psychose des massacres. Dans la journée de dimanche, à Beni Messous, une ville de la banlieue d'Alger, une rumeur annonçant l'arrivée d'un groupe armé a semé la panique parmi les habitants dont une majorité a fui. A l'hôpital, où le personnel était sur le pied de guerre, les visites de malades ont été interdites ce qui n'a pas empêché plusieurs familles de venir retirer des parents hospitalisés. *« Après ce qui s'est passé, on ne veut pas prendre le risque de les laisser là-bas »*, a expliqué un habitant.

Ce qui s'est passé c'est le massacre de soixante à quatre-vingts personnes, dans la nuit du vendredi 5 au samedi 6 septembre, à Sidi Youssef, un hameau à proximité de Beni Messous, sur les hauteurs de la capitale. Le scénario ressemble à celui des précédentes tueries : *« Les assaillants sont arrivés* [vers 21 heures] *à bord d'un camion*, a raconté un survivant. *Ils se sont présentés aux habitants qui étaient rassemblés par petits groupes sur une placette comme des agents des forces de l'ordre qui voulaient s'informer sur la sécurité du quartier*, a-t-il poursuivi. *Après s'être assurés d'avoir gagné leur confiance, ils ont entamé leur massacre tuant d'abord un jeune homme d'un coup de hache sur la tête. Ce fut ensuite la panique. Des habitants qui tentaient de fuir ont été tués à l'arme automatique par des hommes embusqués dans le bois. »*

Interrogée par une journaliste du quotidien *El Watan*, une femme à Beni Messous a expliqué avoir téléphoné au commissariat le plus proche. Les policiers lui auraient répondu que *« cela ne relevait pas de leur compétence mais de celle de la gendarmerie »*. Un autre témoin, cité par le quotidien, aurait tenté de contacter la police et les services de la protection civile. En vain.

La même nuit, à Aïn Benian, à deux pas de la capitale, un autre massacre a, semble-t-il, été évité de justesse grâce à la présence d'esprit d'un agriculteur qui, apercevant un groupe armé, a donné l'alerte. Les habitants se sont armés de gourdins, de haches et de barres de fer. Des sirènes et des projecteurs ont été installés. Le groupe armé a tiré des coups de feu blessant un citoyen avant de se replier. Une demi-heure plus tard, la police arrivait. Constatant que les habitants étaient décidés à se défendre, elle est repartie. *« Nous retenons une seule chose, Aïn Benian est devenue une zone à haut risque où l'insécurité et l'angoisse règnent. Ce qui m'épate par-dessus tout c'est que le Club des pins* [une vaste résidence où est logée sous bonne garde une partie de la nomenklatura du régime] *se trouve à 2 kilomètres d'ici. Comment ces terroristes ont-ils fait pour arriver jusqu'à chez nous, avec tous les barrages de l'armée autour ? »*, s'interoge un homme cité par *El Watan*.

SILENCE DU POUVOIR

Face à cette psychose, le pouvoir reste silencieux. S'il a interdit la marche nationale que le Front des forces sociales (FFS) avait prévu d'organiser le 11 septembre, ni la télévision ni le quotidien gouvernemental *El Moujahid* n'ont fait état du massacre de Beni Messous et de ses dizaines de victimes. En revanche, un reponsable – anonyme – du gouvernorat du Grand Alger s'en est pris, dans les colonnes d'*El Watan*, à la population locale accusée de ne pas s'impliquer suffisamment dans *« la lutte antiterroriste »*. *« Nous insistons pour dire que le renseignement et l'information sont primordiaux pour assurer la sécurité »*, explique-t-il. Au journaliste qui lui demande ce que fait l'Etat pour protéger les citoyens, il rétorque : *« Mais que fait le citoyen pour l'Etat ? Pour arracher ses droits, il faut assumer ses devoirs. »*

La presse de dimanche juge sévèrement l'inaction des pouvoirs publics. *« L'Etat et ses institutions perdent leur crédibilité par leur incapacité à mettre fin à un "terrorisme résiduel", dont les victimes se comptent par milliers* [...]. *Ceux qui ont en charge le destin de ce pays seront aussi les comptables des vies de ces martyrs »*, écrit le directeur de *Liberté*, Abrous Outoudert. De son côté *Le Matin* s'inquiète : *« L'incroyable liberté d'action dont semblent jouir les terroristes conuguée au non moins incroyable mutisme des autorités, autorisent les rumeurs les plus pernicieuses mais aussi, parfois, des interrogations d'angoisse absolue. »*

J.-P. T.

« La démocratie établira ses droits »

Jean-Pierre Chevènement a tenu, dimanche 7 septembre, en clôture de l'université d'été de son parti, le Mouvement des citoyens, à adresser un *« mot bref, en raison des fonctions qu*[il] *exerce »*, au *« peuple algérien, notre ami »*. *« Nous avons été sur le sol d'une même patrie* [...]. *L'Algérie doit trouver une identité moderne pour être au rendez-vous de son destin : celui d'une grande nation méditerranéenne où la démocratie établira ses droits. »* Le Parti communiste français a indiqué, la veille, qu'il enverrait prochainement une délégation en Algérie *« afin de rencontrer l'ensemble des forces de résistance dans ce pays, puis de rendre publiquement compte à son retour »* et d'exprimer *« l'engagement »* du parti auprès *« du peuple et des démocrates algériens »* face au *« terrorisme intégriste »*. Un rassemblement de solidarité sera organisé le 13 septembre en fin de journée à l'espace international de la Fête de *L'Humanité*.

Comment les insurgés des Comores ont remporté la bataille d'Anjouan

Après sa victoire sur les troupes de Moroni, l'île ne songe plus qu'à l'indépendance

MUTSAMUDU (Anjouan)
de notre envoyé spécial

REPORTAGE

Les indépendantistes avaient été informés par leurs espions du débarquement

« Ceux qui voulaient se battre se sont réunis, jeudi 4 septembre à 10 heures, dans la Mosquée du Vendredi, dans la médina », raconte Hanry Ahmed, un résistant séparatiste anjouanais. *« On a fait le rakan, la prière guerrière, avec les armes au milieu, et on a dit : On y va ! »* La bataille de Mutsamudu s'est préparée dans la médina, la vieille ville du chef lieu de l'île insurgée d'Anjouan. On appelle encore ce vieux quartier « Le Bateau », car un étranger qui y pénètre ne peut plus en sortir et se perd dans les ruelles. Sur la place de l'Indépendance, des groupes de personnes se racontent encore la bataille, devant quelques façades couvertes de slogans indépendantistes ou de traces des rafales tirées ce fameux 4 septembre.

VEDETTES BOMBARDÉES

L'opération de *« rétablissement de l'ordre »*, lancée par le gouvernement de Moroni, avait commencé le 2 septembre au matin, avec un débarquement dans le village d'Ouani visant à prendre le contrôle de l'aéroport de l'île. Puis, dans l'après-midi, une autre tentative de débarquement pour contrôler le port a été repoussée par le « Bob-Denard », surnom donné au Vulcain, le navire utilisé par le fameux mercenaire durant sa tentative de coup d'Etat de septembre 95. Confisqué par l'Etat comorien, le navire faisait depuis du transport entre les îles. Mais il avait été immobilisé par les indépendantistes anjouanais durant les troubles politiques du mois de juillet pour éviter, disaient-ils, que Moroni ne l'utilise pour un débarquement.

Les résistants, qui avaient été *informés par leurs espions* à la présidence comorienne, dès le 29 août, de l'éventualité d'un débarquement, avaient installé sur le « Bob-Denard » un binôme militaire équipé d'un mortier. En voyant les deux vedettes approcher du port, les insurgés ont fait sortir le navire pour bombarder les deux vedettes réquisitionnées par l'armée comorienne, qui ont pris la fuite. Pendant ce temps, les soldats comoriens débarqués à Ouani progressaient vers Mutsamudu, distante d'environ sept kilomètres, et étaient stoppés aux portes de la ville par un feu nourri des insurgés, qui les attendaient à un pont.

MUNITIONS ÉPUISÉES

Les combats ont cessé à la nuit tombée, les adversaires restant sur leurs positions. Durant la nuit, l'armée commorienne a effectué une nouvelle tentative de débarquement sur le boulevard Coelacanthe, à quelques centaines de mètres du port. Il n'y a pas eu de réactions de la part des résistants et les soldats ont réussi à toucher terre, à marcher vers le port et à s'en emparer sans combat.

« Mais la médina ne dormait pas, raconte Makine Zouber, un ancien directeur d'une compagnie aérienne, aujourd'hui sans travail. *Toute la nuit, nous nous sommes préparés et le matin, il y avait à la mosquée du vendredi dix combattants en armes, plus tous les partisans prêts à résister. Le muezzin a lancé un appel par le haut-parleur de la mosquée, ordonnant aux femmes et aux enfants de rester chez eux. »*

Ragaillardis par leur prière, les résistants se sont mis en position de tir, et la fusillade a commencé en fin de matinée. *« Ils ne pouvaient voir d'où les tirs venaient*, poursuit Makine Zouber, *et ils répliquaient à la roquette, appuyés par les deux vedettes qui étaient au large. A un moment donné, celles-ci ont envoyé avec des renforts en armes les zodiaques confisqués pour l'opération à l'hôtel Galawa* [un établissement de Grande Commore fréquenté par les touristes sud-africains]. *Nous avons alors compris qu'au port, les militaires étaient en difficulté. Un de nos tireurs d'élite a touché un des zodiaques et l'autre a immédiatement fait demi-tour. Nous avons commencé à progresser vers le port, renforcés par une cinquantaine d'autres combattants armés. Les militaires battaient en retraite sur les quais, puis ils sont sortis de l'enceinte du port et se sont dirigés vers la ville de Sima, située sur la pointe ouest de l'île, où ils pensaient trouver une population moins hostile. Constamment harcelés par les résistants, ils ont épuisé toutes leurs munitions sur les trente kilomètres qui les séparaient de Sima où ils ont été attaqués par la population armée de machettes et de bâtons. »* Les militaires se sont rendus à la population de Sima vendredi. Deux soldats au moins ont été tués, et les autres faits prisonniers.

Pendant ce temps à l'aéroport, d'où quelques militaires s'étaient enfuis dans l'avion venu récupérer les blessés, une trentaine d'autres se sont rendus vendredi aux résistants. Ces derniers détiennent *« quatre-vingt-dix-huit prisonniers »* qui serviront de monnaie d'échange dans d'éventuelles négociations. Les Forces armées comoriennes ont eu une quarantaine de tués et un nombre encore indéterminé de blessés qui ont été évacués sur les hôpitaux de Moheli et de Moroni. Du côté anjouanais, un bilan encore provisoire fait état d'une dizaine de morts (dont quelques combattants) et de trente-cinq blessés.

L'ATMOSPHÈRE SE DURCIT

Lundi matin, Mutsamudu était calme. Dans les rues, les enfants se rendent à l'école coranique. Le marché vient d'ouvrir. Sur la place de l'Indépendance, des groupes de jeunes discutent et surveillent le port où des navires – chargés d'une aide humanitaire envoyée par la France à la demande du gouvernement comorien et des séparatistes anjouanais – doivent accoster dans les prochains jours.

Il est prévu de faire parvenir des secours médicaux d'urgence pour trois cents personnes aux deux hôpitaux de l'île, et aussi dix tonnes de riz en aide d'urgence avant qu'un cargo de trois cents tonnes de riz n'arrive de Madagascar. Sept mille litres de fuel doivent également être livrés dans les jours qui viennent pour faire fonctionner les générateurs de l'hôpital et évacuer des blessés.

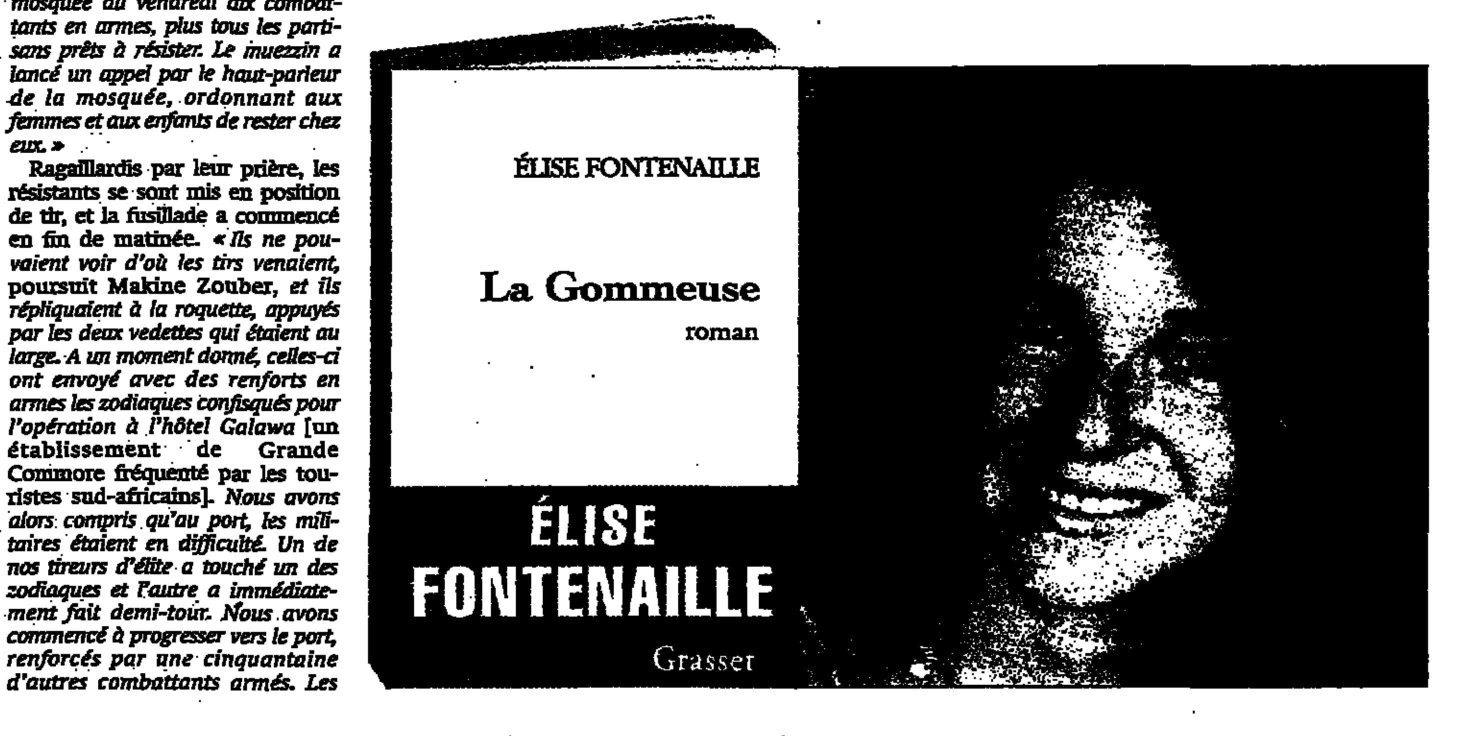
Si le climat est à l'apaisement sur l'île, du point de vue politique, l'atmosphère se durcit. Ahmed Charikane, un dirigeant de la coordination indépendantiste, déclarait lundi matin : *« Après ce qui s'est passé, l'indépendance d'Anjouan est acquise. »* Les quelques Anjouanais qui pensaient encore le mois dernier trouver une solution de type confédérale avec Moroni, pour une plus grande autonomie d'Anjouan, sont aujourd'hui devenus très rares, sinon inexistants sur l'île, et beaucoup s'interrogent désormais sur l'opportunité d'un dialogue que l'Organisation de l'unité africaine préparait depuis trois semaines et qui devait s'ouvrir le 10 septembre à Addis-Abeba.

Jean Hélène

Paris envoie une aide humanitaire

***Le gouvernement français*, en accord avec celui des Comores, a décidé, dimanche 7 septembre, d'envoyer une aide médicale et alimentaire d'urgence sur l'île d'Anjouan, où des affrontements entre séparatistes et soldats comoriens ont eu lieu ces derniers jours.**

Paris avait salué samedi la décision des Comores d'interrompre leurs opérations militaires sur l'île d'Anjouan. *« Dans l'immédiat, la France est disposée à apporter les secours d'urgence nécessaires dans l'île d'Anjouan, dès que les besoins humanitaires causés notamment par les récents combats auront pu être recensés, au bénéfice de tous ceux qui en ont été victimes de part et d'autre »*, avait déclaré le ministère des affaires étrangères. *« La réaffirmation par le gouvernement comorien de sa confiance dans la mission de médiation engagée par l'OUA est un élément important et très encourageant. Nous le saluons et appelons toutes les parties comoriennes à coopérer avec l'OUA pour rechercher ensemble une solution politique consensuelle respectant la cohésion, l'unité et l'intégrité territoriale de la RFIC »*, a ajouté le ministère.



Les Britanniques exhortent la monarchie à évoluer avec son temps

Les obsèques de Lady Diana, princesse de Galles, célébrées samedi 6 septembre à Londres, ont donné lieu à une nouvelle journée de critiques et de mises en cause d'une institution royale qui n'a jamais paru aussi lointaine et coupée des réalités du pays

Au lendemain de funérailles, qui, samedi 6 septembre, ont donné lieu à un élan de fervente sympathie renouvelé pour l'ex-belle-fille d'Elizabeth II, la presse londonienne était unanime à tirer un bilan politique de la semaine écoulée : jamais l'institution monarchique, telle que la souveraine l'incarne, n'a paru aussi coupée des réalités d'un pays qui a profondément changé ces vingt dernières années ; jamais le besoin d'un changement de style, sinon de personnes, ne s'était fait sentir avec autant d'acuité que ces dernières journées. Entre les lignes, tel fut le message qu'adressa le comte Spencer, frère de Diana, dans son intervention à l'abbaye de Westminster. A Paris, trois nouveaux photographes ont été mis en examen – et laissés en liberté – dans l'enquête sur la mort de la princesse dans un accident de voiture le 31 août. Les motifs sont les mêmes que pour les sept premières mises en examen : homicide involontaire et non-assistance à personne en danger *(lire aussi, page 12, l'analyse de Marc Augé : « Diana, la sainte du village mondial »).*

LONDRES

de notre correspondant

La modernisation de la monarchie est plus que jamais à l'ordre du jour après les obsèques de la princesse Diana. *« L'héritage de sa vie devrait être une Grande-Bretagne compatissante »*, a déclaré, dimanche, le premier ministre, Tony Blair, qui a longuement rencontré la reine à Balmoral (Ecosse) pour discuter de la nécessité de réformer de fond en comble le fonctionnement d'une royauté qui apparait désuète par rapport à l'évolution de la société britannique.

« Je m'engage à ce que nous, ta famille de sang, continuions à élever ces deux jeunes gens exceptionnels à ta manière, aimante et imaginative, afin que leurs âmes ne soient pas englouties par le devoir et la tradition. » La diatribe de Lord Spencer, frère de la défunte, contre le protocole royal restera sans doute l'un des moments les plus forts de la cérémonie de samedi, tout comme l'interprétation par Elton John de l'une des chansons favorites de la défunte. La poignée de journalistes admis à l'intérieur de l'abbaye de Westminster ont décrit une souveraine au visage impassible face à la colère du frère de Diana dont elle était visiblement la cible.

Ils pouvaient aisément deviner les pensées de la reine. Le rocker, semblait-elle dire, un des personnages sulfureux dont son ex-belle-fille aimait s'entourer, ça passe encore au nom de la défense de la musique populaire sanctifiée dans ce pays ; mais que Lord Spencer, neuvième comte d'Althorp, fils de son ancien écuyer, dont la lignée est bien plus ancienne que la sienne, s'en prenne publiquement aux Windsor, on aura tout entendu...

Pour honorer la mémoire de sa sœur adorée, le protecteur de William et Harry n'a pas hésité à reprendre à son propre compte l'entreprise de démolition de l'*establishment* qu'elle avait elle-même entamée. Le réveil est rude pour les Windsor. Le protocole royal, rigide et tâtillon, n'a cessé d'être battu en brèche au cours de cette *« révolution »* – l'expression est du *Sunday Times* – provoquée par le décès de Lady Diana, le 31 août, dans un accident de voiture à Paris. La mise en berne d'un Union Jack au mât de Buckingham Palace, l'allongement du cortège funèbre, le message du chef de l'Etat à la nation ainsi que son bain de foule... Rien de tout cela n'était conforme aux fameux protocole. Elizabeth II a dû avaler bien des couleuvres pour apaiser l'émotion – *aiguillonnée par une* presse populaire qui avait bien des choses à se faire pardonner – suscitée par son attitude distante.

Dieu sauve l'*establishment* ! L'agonie de l'empire, la cure de néo-libéralisme thatchérien, le boom du secteur tertiaire et la crise de l'Eglise anglicane ont sapé le pouvoir de l'aristocratie et de la haute bourgeoisie qui y est liée. Toutefois, deux piliers avaient résisté au ressac : la City et le palais. Mais la première a été victime de la globalisation de l'économie, comme l'atteste la perte d'indépendance des plus prestigieuses banques d'affaires londoniennes fondées par les grandes familles. Quant à l'institution monarchique, qui avait conservé intacts ses privilèges et ses biens, elle traverse une nouvelle zone de sérieuses turbulences.

ERREURS DE JUGEMENT

« La population veut une monarchie plus ouverte, moins coincée. Digne à en être marmoréenne, la reine est prisonnière d'une conception victorienne de son rôle qui, désormais, n'est plus de saison », soulignait, dimanche, un ministre sous couvert d'anonymat. Le projet de Tony Blair d'abolir le droit de vote à la Chambre des lords pour les pairs héréditaires issus de l'aristocratie devrait être la première étape de cette réforme visant à démocratiser le recrutement des hauts fonctionaires de la Maison royale. Les graves erreurs *de jugement commises par la cour*, dont les membres sont tous issus du même monde et coupés de la réalité, ont une grande part dans cette crise de confiance.

A l'inverse de l'appareil dynastique dépassé par les événements, le premier ministre a, dès l'annonce du drame, su trouver les mots justes en qualifiant Diana de *« princesse du peuple »*. Le locataire de Downing Street, qui a contraint Elizabeth II à accepter des obsèques populaires, sort fortement grandi de l'épreuve. Son rôle de premier plan qu'illustre sa lecture de textes saints sous les voûtes de Westminster devrait lui permettre de crever à nouveau tous les plafonds de popularité. Le gouvernement, dont la cote s'était effritée à la veille des vacances, espère tirer profit de ce succès pour forcer la décision lors du référendum sur la régionalisation en Ecosse, le 11 septembre, dont le résultat s'annonce serré.

La presse dominicale souligne le rôle pivot joué par le prince de Galles au côté de Tony Blair pour persuader la reine à faire des concessions. La disparition de Lady Diana a cimenté les liens qui unissaient déjà Tony Blair et le futur Charles III dont les sympathies pour les idées du Labour sont connues. la performance de l'ancien époux de la princesse est unanimement saluée par les chroniqueurs qui soulignent son chagrin, l'affection prodiguée à ses deux enfants ainsi que son déplacement à Paris pour ramener le cercueil (geste auquel la reine était hostile).

Avant la tragédie, l'opinion rendait Charles responsable de l'échec du mariage. Le fils d'Elizabeth II *bénéficie également des re*tombées de l'énorme courant de sympathie témoigné à ses deux enfants, William et Harry, sans parler des dernières révélations aux journaux d'une amie de la défunte affirmant qu'au début de l'été Diana lui avait fait part de l'affection qu'elle continuait à porter à l'héritier du trône.

Marc Roche

L'oraison funèbre du comte Spencer

Dans son oraison funèbre, le comte Spencer, frère cadet de la princesse de Galles, a promis de protéger William et Harry de la curiosité de la presse à scandale et de veiller à leur éducation dans le sens souhaité par leur mère : *« Nous respectons pleinement l'héritage dans lequel ils sont nés tous les deux et nous respecterons et encouragerons toujours leur rôle royal. Mais, comme toi* [Diana], *nous reconnaissons qu'ils ont besoin de faire l'expérience d'autant d'aspects que possible de l'existence afin qu'ils soient armés spirituellement et émotionnellement pour les années à venir. Je sais que c'est la moindre des choses que tu aurais attendues de nous. »*

Des funérailles pour la reine dont le peuple rêvait

L'hommage des anonymes se mêle aux commentaires acerbes à l'égard de Buckingham Palace

LONDRES

de notre envoyée spéciale

« Adieu princesse »... Le petit morceau de drap usé, fiché à quelques mètres de l'embranchement de l'autoroute du Nord qu'emprunta le cercueil de Diana, flotte encore quelques heures après la cérémonie des obsèques.

REPORTAGE

« Les "Royals" ont peur de leur ombre, tapis dans leurs palais. Du peuple, ils n'ont rien à faire »

Non loin, dans une artère populeuse, au numéro 101 de Camden High Street, une Chinoise menue, tailleur marine, pousse la porte de l'officine où elle exerce son métier de médecin acupuncteur. Elle montre le programme officiel de la cérémonie mortuaire distribué dans l'abbaye de Westminster. Le docteur Lily Hua Yu est l'une des rares inconnues à avoir été invitées, par Buckingham Palace, à assister aux obsèques de la princesse.

« UNE PERSONNE SIMPLE »

Le docteur Lily Hua Yu soignait la princesse de Galles depuis un an et demi. Elle montre d'un geste la banquette où s'allongeait sa patiente. *« C'était une personne simple, en proie à des troubles dépressifs quand elle vint me consulter pour la première fois, sur recommandation d'une de ses amies. Les contraintes du Palais semblaient la source de ses malheurs. Elle prenait depuis cinq ans des somnifères et avait un rapport maladif à la nourriture. »* Au cours des derniers mois, Lily Hua Yu n'eut jamais à se rendre à Kensington Palace : la princesse préférait venir à son cabinet. *« Elle arrivait à peine escortée, bavardait avec la clientèle dans la salle d'attente. »*

Entre le médecin et sa patiente, l'amitié naquit. *« On ne lui pardonnait guère son amour pour "Dodi", qui n'était pas British. Il y a du racisme ici et elle, justement, refusait ce racisme. »*

Dans ces heures qui suivent les obsèques, il y a là un couple immigré de New Delhi, une mère et ses enfants originaires de Hongkong ; un vieux Londonien à la face couperosée, une Anglaise à la chevelure fatiguée par les teintures. Chacun se souvient. Certains sont allés, ce samedi matin, à Hyde Park *« pour participer à l'Histoire »* ; d'autres ont préféré rester devant leur télévision. Quelques-uns racontent *« comment Diana était là, dans ce cabinet, il y a quelques semaines encore »*.

Camden, quartier populaire où se côtoient toutes les minorités ethniques, a rouvert ses magasins samedi après 14 heures. Ils étaient restés clos le matin, *« par respect pour la princesse de Galles »*, comme l'indiquaient des panonceaux dans les vitrines sous de grands portraits.

Carol et son amie Angie, deux rousses corpulentes accompagnées de leurs fils de dix ans sont rentrées à Camden où elles habitent. Manutentionnaires, elles s'étaient mises en congé pour passer deux jours à Marble Arch, où elles avaient réussi à apercevoir le cercueil, ses lys, les princes William et Harry. De retour à la maison, elles gardent leurs redingotes noires élimées et les enfants ont encore une rose blanche à la boutonnière. Elles vont porter le deuil quelques jours. Parler de Diana les fait encore pleurer : *« C'est horrible ce qui est arrivé. Elle et "Dodi" s'aimaient. C'était enfin le bonheur, comme nous on peut en rêver. Simple, ouvert, à notre portée, loin des "Royals" qui ne savent que taire leurs secrets et ne s'intéressent pas à nous. »*

Carol et Angie ont du mal à joindre les deux bouts. *« Diana était riche, cela ne nous gênait pas car elle savait nous parler. »*

L'HOMMAGE DES « GAYS »

Au Black Cap, un des cafés gays de Camden, ils sont nombreux à porter une tenue noire en signe de deuil. Bob et Tony étaient à Hyde Park parmi les centaines de milliers de jeunes qui firent le gros du public. La cérémonie de Westminster y était retransmise sur écran géant. La foule, assise sur les pelouses, se recueillait en silence. Comme tant d'autres, Bob et Tony se souviennent. Diana avait su prendre la défense des homosexuels comme celle d'autres minorités. Un chroniqueur l'avait même récemment comparée à une *« icône des gays »* !

Bob ricane à cette évocation. *« Si la reine mourrait, nous irions jeter un coup d'œil à son cortège, par curiosité. Pour Diana, c'est complètement différent. Nous nous devions d'assister à la cérémonie. Diana, c'est d'abord quelqu'un qui a contesté l'establishment. Elle a osé affronter la monarchie et l'establishment »*.

Fait-on remarquer à Bob et à Tony que des gens à Hyde Park ont salué l'hommage que prononça Tony Blair à Westminster Abbey ? *« A peine l'a-t-on écouté »*, concède Bob. *« Tony Blair n'est qu'un politicien. Elton John nous a émus davantage. Mais, à Hyde Park, tout le monde s'est levé pour applaudir longuement le frère de Diana : il a osé dire crûment aux "Royals" ce que sa sœur avait combattu. »*

La vague d'applaudissements franchit le portrail de l'abbaye, enflant jusqu'à déclencher sous ses voûtes gothiques, chez les mille neuf cents invités, la même ovation émue que celle enregistrée à l'extérieur. Scène sans précédent en pareille circonstance.

CONTRE LA TRADITION

Plus au sud, dans les maisons délabrées de Brixton, où vit une forte communauté d'origine jamaïquaine, les mères de famille ne disent pas autre chose. Jenny, cinquante-trois ans, encore sur le coup de la colère : *« La reine a parlé, mais trop tard. Cela ne change rien. Les "Royals" ont peur de leur ombre, tapis dans leurs palais. Du peuple, ils n'ont rien à faire. Et nous, d'eux, pas davantage. »*

Jenny cite à sa façon, pour faire bonne mesure, une chronique du quotidien *The Independent* parue la semaine passée, alors que la famille royale restait muette : *« Les "Royals" se conduisent comme si la révolution grondait sous les murs de Buckingham.*

– Tout de même pas ! Moi, je pense à Charles », rétorque un voisin pakistanais qui vend des journaux et des provisions de bouche. *« Je rêvais de voir la reine annoncer son départ en faveur de Charles. Elle ne l'a pas fait. Charles réalise dans la douleur à quel point il vient de perdre une reine. Diana n'a jamais eu ce titre. Mais elle était la reine telle que nous tous en rêvions, moderne, brillante, humaine, prête à communiquer avec tous. Les monarques belges, hollandais, danois, savent être près du peuple. La monarchie anglaise reste la seule à ne pas changer. »*

Le lendemain des obsèques, dans son édition dominicale, *The Observer* a choisi de titrer : « The nation unites against tradition » (La nation s'unit contre la tradition). Ainsi l'avait ressenti la foule de ceux qui, samedi, se serraient les uns contre les autres sur les pelouses d'Hyde Park, puis tout au long de la procession funèbre. Dimanche, toute la journée, jusqu'au soir, puis tard lorsque la nuit fut tombée, des milliers de gens attendaient encore devant Kensington Palace, qui fut la résidence de la princesse de Galles. Ils voulaient signer les livres de condoléances. Il y avait huit jours déjà que Diana avait trouvé la mort.

Danielle Rouard

La préparation du congrès du PC cubain s'accompagne d'une crispation du régime

Les réformes économiques marquent le pas

A moins d'un mois de l'ouverture du cinquième congrès du Parti communiste cubain, la vague d'attentats qui secoue l'île renforce les secteurs les plus intransigeants de la direction politique cubaine. La ligne « orthodoxe » n'avait pourtant pas besoin des attentats pour s'imposer. Cette évolution était en effet déjà perceptible à la lecture des documents préparatoires au congrès. Le rythme des réformes économiques marque le pas.

LA HAVANE
de notre envoyé spécial

La vague d'attentats qui secoue les hôtels de La Havane depuis plusieurs semaines et a provoqué, le 4 septembre, la mort d'un commerçant italien, Fabio Di Celmo, renforce l'aile dure au sein de la direction cubaine à moins d'un mois du cinquième congrès du PCC. *« Les attentats font monter la tension et relancent le débat sur le rôle des Etats-Unis, de Miami, de la contre-révolution »*, explique le sociologue Aurélio Alonso. A la fin de la semaine dernière, lors d'une cérémonie à Cienfuegos, Raul Castro, le numéro deux du régime, a pour sa part prévenu : *« Comme par le passé, notre ministère de l'intérieur trouvera l'aiguille dans la botte de foin. »*

Fondateur de l'agence indépendante Cuba Press, le journaliste dissident Raúl Rivero ne cache pas son pessimisme. *« Les bombes raréfient l'atmosphère. Elles donnent plus de marge au gouvernement pour réprimer la dissidence pacifique et les journalistes indépendants ; elles renforcent les secteurs les plus inflexibles à la veille du congrès »*, souligne Rivero, qui a été détenu trois jours au mois d'août.

La ligne « orthodoxe » n'avait pourtant pas besoin des attentats pour s'imposer. Depuis le mois d'avril, les documents préparatoires au congrès ont clairement marqué le cap, excluant autre solution que le parti unique et le socialisme. Intitulé *Le parti de l'unité, la démocratie et les droits de l'homme que nous défendons*, le texte de convocation rejette tout retour au multipartisme, assimilé *« à la politicaillerie, aux injustices et aux promesses démagogiques »*.

Le système politique fondé sur le parti unique est présenté comme *« la principale conquête »* permettant de défendre l'indépendance nationale face *« à l'objectif stratégique invariable des Etats-Unis, qui est de détruire la révolution »*. *« A la différence du texte préparatoire du quatrième congrès, en 1991, le document n'est cette année pas conçu pour susciter la discussion,* regrette un militant. *Il s'agit fondamentalement d'un appel à l'unité autour du parti, pour sauver le système politique. »*

A la fin des années 80, 95 % de la population active était employée par l'Etat. Aujourd'hui, plus de 30 % des Cubains travaillent dans le secteur privé, les coopératives et les sociétés mixtes, où l'influence du parti est moins forte. Pour Lazaro Barredo, député à l'Assemblée nationale populaire, qui y voit un appui implicite au régime, les quelque vingt mille observations présentées lors des deux cent trente mille réunions organisées dans tout le pays pour analyser le document de convocation du congrès, *« n'ont en rien modifié la ligne nationaliste »* proposée par la direction. Nancy Perez, qui a abandonné son emploi de chimiste dans une entreprise d'Etat pour ouvrir une petite cafétéria au centre de La Havane, n'attend, elle, rien du congrès. *« On se réveille le matin avec une nouvelle loi. Qu'elle nous plaise ou pas, nous n'avons pas le choix. De toute façon, les décisions sont prises en haut. »*

A défaut de changement de ligne, diplomates et journalistes spéculent sur les indices d'une éventuelle succession ou sur la composition du futur bureau politique. *« Tant que Fidel sera là, et qu'il pourra parler, ça ne changera pas »*, résume un diplomate. *« Fidel est le ciment de l'unité nationale, le symbole de l'indépendance et de la justice sociale »*, affirme pour sa part Lazaro Barredo.

Fidel Castro a profité de la rentrée des classes pour démentir, sur un ton ironique, les rumeurs qui circulaient sur son décès. *« Ils espèrent que tout changera lorsque la génération qui a commencé la révolution disparaîtra mais ils ignorent que viendront d'autres générations inspirées par l'œuvre de la révolution »*, a-t-il lancé.

FREINER LA DOLLARISATION

Après cinq mois d'un silence qui a alimenté les conjectures et désemparé les militants, le commandant en chef a bien précisé les limites de la politique d'ouverture mise en œuvre après l'effondrement du camp socialiste : *« Divers facteurs et circonstances ont rendu nécessaires certaines réformes »*, a-t-il prévenu. Mais cela a aussi créé *« des injustices, des inégalités, ne contribuant pas à former une conscience socialiste et communiste »*.

En tout cas, depuis dix-huit mois, le rythme des réformes s'est ralenti, voire inversé. *« La récente législation sur les locations privées, instituant des impôts dissuasifs, illustre cette méfiance vis-à-vis de tout ce qui est perçu comme une source d'enrichissement »*, note un homme d'affaires français installé à La Havane. La dollarisation de l'économie creuse l'écart entre les Cubains qui ont accès au billet vert, grâce aux envois de fonds de leurs parents émigrés ou parce qu'ils travaillent dans le tourisme, et ceux qui ne parviennent pas à joindre les deux bouts avec leur salaire en pesos. Le « consensus » – fondé sur un accès égalitaire à la médecine, à l'éducation et à une ration alimentaire minimum – est de plus en plus ébranlé par la différence de pouvoir d'achat entre les détenteurs de dollars et ceux qui n'en ont pas.

Jean-Michel Caroit

Les Etats baltes réaffirment leur volonté d'adhérer à l'OTAN

Réunis à Vilnius, leurs dirigeants ne se sont pas laissé séduire par les garanties de sécurité proposées par Moscou

LES RAPPORTS avec la Russie ont été au centre d'une réunion au sommet de douze pays d'Europe centrale et orientale, qui s'est tenue vendredi 5 septembre à Vilnius, à l'invitation du président lituanien, Algirdas Brazauskas, et de son collègue polonais, Alexandre Kwasnievski. Ces Etats, qui ont pour la plupart appartenu à la zone d'influence soviétique, sont conscients de l'influence de Moscou dans la région : *« La Russie est beaucoup plus grande que nous ; elle n'a pas seulement une partie européenne, et pas seulement une partie asiatique. C'est une puissance en soi »*, a déclaré Arap Gönz, le président de la Hongrie, qui devrait être admise à l'OTAN en 1999.

Mais les pays d'Europe centrale et orientale ne veulent pas que ce voisinage les empêche de choisir librement leurs alliances, et notamment d'appartenir à l'OTAN, dans laquelle ils voient la meilleure garantie de leur indépendance. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a eu beau répéter que son pays ne présentait plus aucune menace militaire pour quiconque et appeler à la mise en place d'un *« nouveau modèle »* de sécurité, il a essuyé une fin de non-recevoir.

Reprenant des propos tenus par Boris Eltsine au lendemain du sommet d'Helsinki avec le président américain, en avril, M. Tchernomyrdine a proposé aux Etats baltes de garantir leur sécurité, à condition qu'ils ne cherchent pas à adhérer à l'Alliance atlantique : *« La Russie s'inquiète de ce que les Etats de la région baltique soient mentionnés dans le communiqué* [du sommet de l'OTAN à Madrid], *même si c'est en relation avec des étapes ultérieures d'élargissement (...). La Russie est le principal pourvoyeur de sécurité dans la région baltique et toute tentative d'assurer la sécurité d'une autre manière n'a pas d'avenir »*, a-t-il dit.

Les dirigeants des Etats baltes lui ont répondu, selon l'expression de M. Brazauskas, que *« l'OTAN est l'organisation de base du système de sécurité en Europe et que la Lituanie veut en faire partie »*.

D. V.

Les banques suisses s'accrochent au secret bancaire

BERNE
de notre correspondant

Signe des temps, l'assemblée annuelle des banquiers suisses, qui s'est tenue vendredi 5 septembre à Berne, n'a pas été épargnée par la polémique sur le comportement de la Confédération durant la seconde guerre mondiale. Alors que d'ordinaire ce rendez-vous traditionnel du gotha de la haute finance helvétique relève davantage du rituel, les débats ont, cette fois-ci, été largement dominés par la question du secret bancaire dans le contexte de l'affaire des fonds en déshérence, quitte à reléguer au second plan les résultats, pourtant mirobolants, dont peuvent se targuer les banques suisses (*Le Monde* du 2 septembre).

Après avoir, dans un premier temps, fait la sourde oreille avant de se résigner à rouvrir le dossier des comptes dormants dans leurs coffres depuis 1945, les banques suisses cherchent à se ressaisir afin de redorer leur blason. Reconnaissant qu'elle rencontre un problème de communication, notamment à l'étranger, l'Association suisse des banquiers (ASB) a décidé de remplacer son secrétaire général et de confier ce poste à un professeur d'économie de l'Université de Bâle, Niklaus Blattner. Sa tâche sera à la fois d'améliorer l'information et d'élaborer *« un nouveau concept d'organisation »* pour les fonds en déshérence.

D'EXCELLENTES PERFORMANCES

Dans le discours prononcé à Berne, le président de l'ASB, Georg Krayer, n'a pas manqué de souligner le hiatus existant entre les excellentes performances des banques suisses et une image ternie par la controverse à propos des fonds en déshérence. A cet égard, il a admis que la publication, en juillet, d'une première liste de quelque 1 800 comptes dormants appartenant à des étrangers a pu donner lieu à *« des fausses pistes déplorables »*. Dans l'ensemble, a-t-il ajouté, *« elles sont peu nombreuses, mais quelques-unes sont désagréables »*. Sur quelque 28 000 formulaires demandés à la suite de la publication de cette liste, plus de 7 000 ont déjà été renvoyés. Une seconde liste de 20 000 noms de titulaires d'avoirs en déshérence ayant résidé en Suisse à l'époque est annoncée pour octobre, mais *« il sera encore plus difficile de l'exploiter »*, a indiqué M. Krayer.

Le président de l'ASB s'est également efforcé de rassurer sur l'avenir du secret bancaire écorné par la publication des noms de titulaires de comptes dormants. *« Le secret bancaire sert à protéger les clients et non les banques »*, a-t-il lancé à l'intention de ceux qui, en Suisse et aux Etats-Unis, réclament son abolition. En revanche, il s'est déclaré favorable à la création d'une base légale applicable non seulement aux banques, mais à tous les gérants de fortunes. Afin de régler la question des comptes en déshérence remontant à la seconde guerre mondiale, la Suisse n'étant pas seule concernée, il a proposé l'organisation d'une conférence internationale, sur le modèle de celle sur « l'or nazi » convoquée en décembre par la Grande-Bretagne.

Le gouvernement suisse s'était fait représenter par le ministre des affaires étrangères, Flavio Cotti, chargé du dossier sur l'attitude de la Suisse durant la seconde guerre mondiale. *« Si j'aborde ce sujet ici avec vous,* a d'emblée déclaré M. Cotti, *c'est parce que je suis convaincu qu'une responsabilité particulière revient aux banquiers. (...) Ce que font ou ne font pas les banques a souvent des répercussions sur tout le pays, non seulement sur le plan économique, mais aussi au niveau social et politique. »* Après ces propos liminaires, le ministre a mis un peu de baume au cœur de ses hôtes, réitérant le soutien du gouvernement à *« un secteur qui demeure un pilier central de l'économie helvétique »*. Enfin, M. Cotti a rappelé qu'il s'agissait, pour la Suisse, de *« relever un défi qui n'a jamais connu son pareil dans la période d'après-guerre »*.

Jean-Claude Buhrer

Vaste purge au sein de l'armée albanaise

TIRANA. Le président Rexhep Meidani a opéré, samedi 6 septembre, une vaste purge au sein de l'armée albanaise en limogeant 17 généraux, dont les commandants de la marine de guerre et des forces antiaériennes. « *Plusieurs anciens généraux de l'armée vont être mis en accusation pour abus de pouvoir lors des troubles de mars, avril et mai derniers* », a également annoncé Perikli Teta, secrétaire d'Etat au ministère de la défense. Cette purge, qui a pour but de consolider l'armée albanaise, tombée en déliquescence après l'éclatement de la rébellion populaire de février, frappe notamment les commandants de plusieurs divisions de l'armée de terre de Tirana, Gjirokastër (sud), Korça (sud) et Shkodër (nord). – *(AFP.)*

Le premier ministre japonais va être reconduit dans ses fonctions

LE PREMIER MINISTRE Ryutaro Hashimoto est assuré d'être reconduit à la présidence du Parti libéral démocrate (PLD) par une assemblée générale des parlementaires libéraux démocrates qui se tiendra jeudi 11 septembre. Aucune candidature rivale n'a été déposée, lundi 8 septembre. Etant donnée la majorité dont dispose le PLD au Parlement, M. Hashimoto conservera donc ses fonctions de premier ministre. Il sera le deuxième chef de gouvernement, après Yasuhiro Nakasone en 1984, à voir son mandat renouvelé. Son gouvernement jouit d'un taux de popularité élevé (50,5 %) et 72 % des personnes interrogées se sont prononcées en faveur de la reconduction de son mandat. Un remaniement ministériel est attendu. – (*Corresp.*)

Bosnie : le président Izetbegovic a été réélu à la tête du SDA

SARAJEVO. Le président bosniaque Alija Izetbegovic a été réélu, dimanche 7 septembre, pour quatre ans, président du Parti d'action démocratique (SDA), l'un des trois partis nationalistes au pouvoir en Bosnie. Le président musulman, seul candidat, a été élu par 516 voix pour et six contre par les délégués du SDA réunis samedi et dimanche en congrès. M. Izetbegovic a dénoncé devant eux « *toutes formes d'extrémisme, serbe, croate et même musulman* », appelant à la formation « *d'une Bosnie-Herzégovine unie* ». M. Izetbegovic, soixante-douze ans, préside la présidence collégiale bosniaque depuis 1990. Il a été réélu en 1991 puis lors des élections générales du 14 septembre 1996. – *(AFP.)*

La conférence contre la corruption s'est ouverte au Pérou

LIMA. Le Pérou a appelé les 90 pays participant à la huitième Conférence internationale contre la corruption à adopter l'ancien code éthique inca dans leur lutte contre le « *fléau de la corruption* ». « *Nous voulons bâtir un nouveau millénaire fondé sur les trois commandements incas : ne vole pas, ne mens pas, ne sois pas paresseux* », a déclaré, dimanche 7 septembre, à Lima, la coordinatrice de la conférence, Blanca Colan, objet de vives polémiques quant à sa partialité dans la défense d'un conseiller du président Fujimori récemment accusé d'enrichissement douteux. Un « *plan d'action* » international contre la corruption devrait être rendu public à l'issue de la conférence à laquelle participent le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et les Nations unies et devrait prendre la parole le président péruvien, Alberto Fujimori. – *(Reuter.)*

L'Iran assure que les ambassadeurs européens sont les bienvenus

LE MINISTRE IRANIEN des affaires étrangères Kamal Kharazi a affirmé, dimanche 7 septembre, que les ambassadeurs de l'Union européenne (UE) pouvaient regagner leurs postes à Téhéran « *à tout moment et quand ils le désirent* », a rapporté l'agence officielle IRNA. Les représentants des Quinze avaient été rappelés pour consultations en avril après qu'un tribunal berlinois eut mis en cause « *les plus hautes autorités de l'Etat iranien* » dans le verdict du procès de l'assassinat de quatre opposants kurdes iraniens en 1992 dans la capitale allemande.

Par ailleurs, une trentaine de parlementaires français des partis de la majorité de gauche se sont déclarés, dimanche, opposés à la reprise des relations diplomatiques entre la France et l'Iran. Ils ont adressé au gouvernement français une pétition en ce sens signée par de nombreux syndicalistes et universitaires français et lancée par la Ligue des Droits de l'homme et le Comité de défense en France de l'écrivain Salman Rushdie. – *(AFP.)*

Les déshérités de Calcutta défilent devant la dépouille mortelle de Mère Teresa

Les obsèques de la fondatrice des Missionnaires de la charité ont été reportées au samedi 13 septembre

D'abord annoncées pour mercredi 10 (*le Monde* daté 7-8 septembre), les obsèques de Mère Teresa, décédée vendredi 5 septembre, ont été reportées au samedi 13 à Calcutta (Inde). La dépouille mortelle de l'ancien Prix Nobel de la paix a été transférée à l'église Saint-Thomas, où des dizaines de milliers d'Indiens, toutes confessions confondues, viennent lui rendre hommage ***(lire aussi notre rubrique « Kiosque » page 29).***

NEW DELHI
de notre correspondante en Asie du Sud

C'est dans une simple ambulance des Missionnaires de la charité, entourée de sœurs et de volontaires de son ordre, que la dépouille mortelle de Mère Teresa a quitté, dimanche 7 septembre, la maison mère de la congrégation, dans un quartier pauvre de Calcutta, pour rejoindre l'église Saint-Thomas, là où la fondatrice de l'ordre avait commencé sa vie religieuse. Exposé sur un catafalque recouvert d'un drap blanc bordé d'un liseré bleu – la couleur de l'habit qu'elle avait choisi pour sa congrégation – le corps embaumé de Mère Teresa a été placé dans un cercueil de verre, entouré de gerbes de fleurs blanches, pour permettre à la foule, dignitaires et pauvres de la ville, pour une fois réunis, de lui rendre un dernier hommage. Venus les plus nombreux aux premières heures de sa disparition, les pauvres et anonymes de Calcutta réclamaient en effet de voir une dernière fois Mère Teresa. L'Inde, qui ne compte qu'environ 20 millions de chrétiens sur 970 millions d'habitants, mais qui avait adopté Mère Teresa, Albanaise d'origine, a décidé de lui accorder des funérailles nationales avec tous les honneurs militaires, un privilège jusque-là réservé aux seules grandes personnalités politiques, présidents ou premiers ministres. Lors d'une session spéciale du cabinet réuni à Delhi, le gouvernement a en outre décidé deux jours de deuil national et, dès samedi, tous les drapeaux des bâtiments officiels à travers l'Inde étaient en berne, ce qui sera encore le cas samedi 13 septembre pour les obsèques. Toutes les manifestations officielles ont été annulées. Les funérailles ont été repoussées de trois jours, « *pour permettre*, selon un porte-parole des Missionnaires de la charité, *aux nombreux admirateurs de Mère Teresa en Inde et à l'étranger de venir lui rendre un dernier adieu* ».

Le premier ministre, Inder Kumar Gujral, s'est rendu dimanche à Calcutta pour s'incliner devant le corps. M. Gujral, ému, a décrit sa visite comme un « *pèlerinage* » et a renouvelé l'engagement solennel de « *servir les fidèles de Mère Teresa en Inde et par le monde* ». « *Mère n'est plus. Mais son puissant message nous entoure. Le monde est en deuil. Des millions de gens ont le sentiment d'être orphelins. Je suis l'un de ces millions* », a affirmé M. Gujral. De très nombreuses personnalités politiques se sont déjà rendues à Calcutta et le chef de l'Etat, K. R. Narayanan, devrait assister, samedi 13 septembre, aux funérailles.

« QUI VA NOUS AIDER ? »

En l'absence de l'archevêque de Calcutta, retenu à Rome, c'est le vicaire général, Mgr Montigo Francis Gomes, qui a mis au point, avec les autorités du Bengale-Occidental, les détails des obsèques. L'armée organisera celles-ci et c'est sur un affût de canon que la dépouille mortelle de Mère Teresa, enveloppée du drapeau national indien, quittera l'église Saint-Thomas, pour être conduite au stade couvert de Netaji – 15 000 places – où la messe de funérailles aura lieu. A l'issue de celles-ci, Mère Teresa sera conduite dans la maison des pauvres qu'elle avait fondée, il y a quarante-quatre ans, où elle sera enterrée en privé.

Lundi matin, quelque 35 000 personnes avaient déjà défilé silencieusement devant le corps de Mère Teresa, qui sera exposé jusqu'à jeudi. Parmi eux, des pauvres qu'elle avait aidés, et qui ne cachaient pas leur peine. Beaucoup pleuraient aux portes de l'église, certains intimidés par le cérémonial. Indifférents aux mouvements des officiels, plusieurs demandaient : « *Qui va maintenant nous venir en aide ?* » L'assistance auprès des mourants, des enfants handicapés, des indigents, toujours nombreux aux portes des institutions de Mère Teresa, s'est poursuivie, comme elle l'avait souhaité, et seuls les visages défaits des sœurs ou des volontaires témoignaient de leur peine.

Françoise Chipaux

Plus de 4 000 missionnaires

Fondée par Mère Teresa en 1950 à Calcutta, la congrégation des Missionnaires de la charité compte plus de 4 000 religieuses dans environ 120 pays. Une « branche » masculine a été créée en 1965 et compte à présent 600 frères. Ces missionnaires sont répartis dans 600 « maisons » – hôpitaux, mouroirs, léproseries –, dont le tiers en Inde. Si le charisme de la fondatrice a beaucoup contribué financièrement à cette œuvre, la congrégation survivra à sa mort, estiment les spécialistes. Sœur Theresa avait été remplacée, le 13 mars 1997, par Sœur Nirmala, une religieuse indienne, hindoue convertie au catholicisme.

« Un exemple éloquent pour tous », déclare Jean Paul II

LE PAPE a consacré à la mémoire de Mère Teresa sa traditionnelle prière de l'Angelus, dimanche 7 septembre, de sa résidence d'été de Castelgandolfo. « *Cette sœur, universellement connue comme la mère des pauvres, nous laisse à tous, croyants et non-croyants, un exemple éloquent* », a-t-il affirmé. Devant plusieurs milliers de pèlerins, il a ajouté, très ému : « *Plusieurs fois, j'ai eu l'occasion de la rencontrer et sa silhouette fripée, ployée au service des pauvres parmi les plus pauvres, reste vive dans ma mémoire. Elle était toujours pleine d'une inépuisable énergie intérieure, l'énergie de l'amour du Christ. Mère Teresa ne perdait pas une occasion pour souligner, en toutes circonstances, l'amour de la vie. Les œuvres qu'elle a accomplies parlent d'elles-mêmes et révèlent aux hommes de notre temps cette haute signification des valeurs de la vie qui, malheureusement, se perdent* », a conclu Jean Paul II.

A Genève, le pasteur Konrad Raiser, secrétaire général du Conseil œcuménique des Eglises, a voulu témoigner aussi de l'émotion des Eglises protestantes, anglicanes et orthodoxes : « *C'est en nous engageant*, a-t-il dit, *dans un combat impitoyable contre la cupidité et l'exploitation que nous honorerons le mieux le souvenir de Mère Teresa.* » Frère Roger, prieur de la communauté œcuménique de Taizé, rappelle ses engagements communs avec Mère Teresa et ajoute : « *La prière était pour elle à la source d'un amour qui rend le cœur brûlant.* »

De nombreux hommages de chefs d'Etat et de gouvernement saluent aussi la mémoire de celle qui fut, en 1979, prix Nobel de la paix. En Albanie, où Mère Teresa était née en 1910, le gouvernement a décrété trois jours de deuil national. Quant au président Bill Clinton, il a associé « *deux femmes remarquables* », Diana et Mère Teresa, « *dont la formation et l'univers étaient très différents* », mais qui ont montré au monde « *comment donner un sens à sa vie par le souci des autres* ».

L'île de Niue, entre incantations divines et téléphone rose

NIUE (PACIFIQUE SUD)
de notre envoyée spéciale

On n'arrive pas à Niue par quatre chemins. A 500 kilomètres de l'archipel le plus proche, Tonga au sud-ouest, Samoa au nord, le petit îlot volcanique, qui semble dessiner une coquille d'huître perdue dans les eaux de l'océan Pacifique sud, n'est relié qu'au royaume de Tonga, deux fois par semaine. Chaque mardi et jeudi, l'atterrissage de l'avion est donc un événement majeur dans le calendrier de l'île-Etat et de ses 2 000 habitants. Lorsqu'il s'agit de l'avion officiel de l'ancienne puissance tutélaire que fut la Nouvelle-Zélande de 1901 à 1974, l'événement devient historique ; d'autant que la dernière visite d'un premier ministre néo-zélandais remonte à vingt ans.

Mais l'île de Niue, dont on fait le tour en moins de deux heures de scooter, est trop petite pour être rancunière. Surtout à l'égard d'un pays et d'un personnage que les insulaires « *voient tous les soirs à la télévision* », les seules actualités télévisées diffusées à Niue étant le programme de la première chaîne néo-zélandaise. Aucun honneur n'est donc oublié pour accueillir le premier ministre néo-zélandais, Jim Bolger.

Après les couronnes de fleurs et la danse guerrière traditionnelle qui se termine par l'offrande d'une noix de coco, le premier ministre est prié de passer en revue les troupes de la force de défense de Niue au grand complet : treize policiers au garde-à-vous sur le tarmac. Émouvante illustration du paradoxe de l'île, minuscule et dépeuplée, mais fière et heureuse de son « indépendance ».

Vient alors le temps de la prière. Comme avant n'importe quel acte important à Niue, on rend gloire à Dieu et on glisse aussi dans les prières du jour des messages plus politiques comme : « *Que Dieu éclaire la Nouvelle-Zélande pour que les Niueans puissent toucher la retraite néo-zélandaise tout en vivant à Niue.* » Les fidèles sourient. Car bien que Niue se dise « indépendante », l'île n'est en fait qu'autonome, en association libre avec la Nouvelle-Zélande, qui prodigue les passeports, la monnaie et les deux tiers du budget.

Les ressources locales sont limitées ; Niue n'a pas tous les attributs du paradis tropical : ni plages ni lagons mais des côtes abruptes et un sous-sol rocailleux. Et, au cours actuel du taro, l'île ne peut guère compter sur ses modestes exportations de patates douces pour offrir à ses habitants le confort du XXe siècle, à commencer par l'eau courante et l'électricité. Il a donc fallu trouver de meilleures idées, comme la ferme de quarantaine pour les alpagas péruviens. Les animaux passent un an à Niue avant de rejoindre leurs éleveurs australiens.

D'autre part, ayant plus de lignes de téléphone allouées que d'usagers sur l'île, Niue loue à des opérateurs du monde entier son réseau, qui a l'intérêt de n'avoir que quatre chiffres. En début d'année, il est apparu que Niue, comme d'autres Etats dans la région, fournissait en fait des « lignes roses » au Japon, les quelques abonnés de l'île s'étant plaints d'être réveillés la nuit par de pressants soupirs au bout du fil. Et puis il y a le tourisme : c'est même le portefeuille principal de l'un des trois ministres de l'île qui, avec le premier d'entre eux, Franck Lui, forment le gouvernement.

Florence de Changy

La diplomatie de Tokyo à l'égard de Taïwan inquiète Pékin

Le chef du gouvernement nippon, Ryutaro Hashimoto, n'est pas parvenu à lever les appréhensions chinoises

TOKYO
de notre correspondant

Qualifiées de part et d'autre de « *satisfaisantes* », les relations entre la Chine et le Japon sont marquées par une méfiance réciproque certes feutrée mais sensible. « *L'avenir des relations nippo-chinoises est incertain* », écrit l'*Asahi* en soulignant que l'interdépendance économique entre les deux pays ne s'est pas traduite par un approfondissement similaire de la confiance mutuelle. La visite du premier ministre, Ryutaro Hashimoto, en Chine, qui s'est achevée dimanche 7 septembre, n'a pas vraiment dissipé ce climat pesant, à quelques jours du vingt-cinquième anniversaire de la normalisation des relations entre les deux pays, le 29 septembre 1972.

En rompant avec le circuit rituel des visites officielles nippones (Pékin, Shanghaï, Xian), pour se rendre à Shenyang (autrefois Moukden), dans l'ancienne Mandchourie, M. Hashimoto a cherché à exorciser le passé, qui est l'une des ombres sur les relations nippo-chinoises. C'est à proximité de Shenyang qu'eut lieu en septembre 1931 un attentat sur la voie ferrée du Sud mandchourien, perpétré par les Japonais mais imputé aux Chinois, qui servit de prétexte à des représailles. L'incident fut le point de départ de l'agression nippone en Chine. A Shenyang, M. Hashimoto a visité un musée consacré à ces événements que les Chinois avaient temporairement épuré de quelques formules, telles que les « *crimes des diables* », pour ne laisser que des photographies aux légendes plus mesurées. « *Nous devons assumer le poids de l'histoire, mais ne pas rester obnubilés par le passé* », a déclaré M. Hashimoto, qui, reprenant les formules de son prédécesseur Tomiichi Murayama en 1995, a exprimé ses « *plus sincères remords* ».

LE PROBLÈME DE TAÏWAN

M. Hashimoto a été le premier chef de gouvernement japonais à se rendre dans ce qui fut l'Etat fantoche de Mandchoukouo, créé en 1932 par le Japon. Mais il a évité Nankin, qui fut le théâtre, en 1937, de l'un des plus dramatiques épisodes de la guerre en Chine : le sac de la ville et le massacre de la population civile, passée au fil des baïonnettes. Le massacre de Nankin est occulté par les « négationnistes » nippons, qui en contestent l'ampleur.

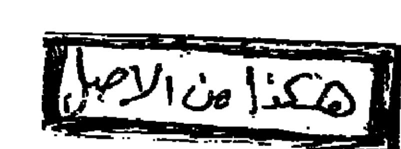
Si la reconnaissance par le Japon de sa responsabilité reste une question sensible, les vrais différends entre les deux pays sont des plus actuels et concernent les équilibres géopolitiques de la région. La réorientation de l'alliance nippo-américaine, dont les grandes lignes doivent être présentées le 24 septembre, préoccupe Pékin. L'extension de fait du périmètre de défense du Japon, qui s'engage à apporter son soutien aux forces américaines dans une « zone limitrophe » de son territoire, inclut en effet Taïwan.

« *La Chine n'acceptera pas que le Japon et les Etats-Unis étendent leur système de sécurité à Taïwan* », a rappelé le premier ministre chinois Li Peng. Mais, comme on pouvait s'y attendre, Pékin n'a pas obtenu de M. Hashimoto que l'île soit formellement exclue de l'aire couverte par l'alliance. Les assurances japonaises du respect du principe selon lequel Taïwan fait partie intégrante de la Chine n'ont qu'à moitié rasséréné les dirigeants chinois. « *Leur préoccupation demeure* », a reconnu M. Hashimoto à son retour à Tokyo.

La tension latente entre Pékin et Tokyo à propos des équilibres géopolitiques régionaux a relégué au second plan ce qui a été au cours du quart de siècle écoulé la grande dimension de leurs relations : la coopération économique. La Chine est le cinquième marché du Japon et son deuxième fournisseur. Les échanges entre les deux pays croissent au rythme de 10 % par an et se chiffreront en 1997 à 67 milliards de dollars (environ 400 milliards de francs).

La Chine, qui reprendra cette année la première place parmi les bénéficiaires de l'aide publique nippone, recevra 1,6 milliard de dollars en prêts à taux d'intérêt préférentiels destinés à des projets de protection de l'environnement.

Philippe Pons



OPPOSITION Un peu plus de trois mois après sa défaite aux élections législatives anticipées, la droite prend la mesure des difficultés devant lesquelles elle se trouve. Le pessimisme est perceptible dans ses rangs, notamment au sein de l'UDF, dont certains dirigeants se demandent s'ils ne sont pas condamnés à une longue période d'opposition. ● L'OPINION PUBLIQUE se révèle, selon les sondages, favorable au gouvernement, que l'on considère la cote de popularité de Lionel Jospin ou les appréciations des Français sur la conjoncture économique. La cohabitation profite à Jacques Chirac, dont la cote de popularité reste, cependant, négative. ● AU RPR, la présidence du groupe des députés, détenue provisoirement par Philippe Séguin, président du parti, est briguée par cinq candidats, qui tentent de faire oublier leur appartenance à tel ou tel courant.

La droite redoute d'être écartée du pouvoir pour de longues années

Les trois mois d'été ont fait prendre conscience aux responsables et aux élus du RPR et de l'UDF que leur défaite aux élections de mai et juin n'était peut-être pas un simple accident, conséquence de la dissolution, et que la victoire de la gauche pourrait être durable

PORT-D'ALBRET (Landes)
de notre envoyée spéciale

Ce serait, paraît-il, une question de volonté : *« être en forme »*, *« être positifs »*, c'est ce qu'a recommandé François Léotard à ses troupes, samedi 6 septembre, en clôture des journées parlementaires de l'UDF. A la veille de la rentrée parlementaire, pourtant, cette recommandation semble davantage relever de la méthode Coué que traduire une état d'esprit. Mise K.-O. par une défaite qu'elle n'envisageait pas, l'opposition n'est pas encore entrée en convalescence. L'été, les vacances, le recul, ont au contraire accentué son désarroi, *différé au printemps* par les premiers pas du gouvernement de Lionel Jospin.

La démoralisation des élus de droite se manifeste par une conviction nouvelle : ils sont aujourd'hui convaincus d'être dans l'opposition *« pour un bon bout de temps »*, selon la formule de Pascal Clément, secrétaire général de Démocratie libérale. *« Maintenant, il va falloir attendre »*, confirme Claude Goasguen, secrétaire général de l'UDF.

Au fil des semaines, l'idée que la gauche est au pouvoir pour cinq ans a gagné du crédit dans les esprits. *« Et cinq ans, à l'échelle des individus, c'est long »*, philosophe M. Clément. Certains poussent même plus loin : *« L'une des thèses en vogue en ce moment, c'est que nous serions dans la situation de la gauche en 1958 : dans l'opposition pour très longtemps »*, ironise François Léotard, qui n'y croit pas, mais qui traduit ainsi l'ampleur que la *défaite a prise dans les esprits*. Jacques Chirac a beau soutenir, devant certains de ses interlocuteurs de l'opposition, que la présente législature n'ira pas jusqu'à son terme, rien n'y fait.

« BONNE COMMUNICATION »

Ni les récriminations que leur ont adressées leurs électeurs pendant l'été, ni le lancinant problème que pose le Front national, conduisant certains à se demander si un retour au pouvoir sans lui est possible, ni la croissance, qui semble revenir, ne sont de nature à réconforter les responsables de la droite. Pas plus que ce qu'ils appellent la *« bonne communication »* du gouvernement, qui a franchi sans encombre l'été, s'offrant même le luxe de disposer, à la rentrée, d'une popularité inentamée.

A l'UDF, certains reprochent en outre, en privé, au président de la République de ne pas vouloir – ou de ne pas savoir... – utiliser les ressources de sa fonction pour compliquer la tâche de Lionel Jospin, comme François Mitterrand y avait excellé face à Jacques Chirac. De surcroît, les responsables de la confédération ne se sentent pas vraiment comptables d'une défaite qui ne serait *« pas vraiment la leur »*. Même François Bayrou, qui était pourtant, avec ses amis centristes, au cœur du dispositif gouvernemental d'Alain Juppé, a évoqué, samedi, un *« sentiment grave d'injustice, de regrets à l'égard de certains choix »*.

Cet état d'esprit a conduit M. Léotard, qui constate le passage d'une *« majorité présidentielle »* à une *« opposition parlementaire »*, à demander à ses amis de ne *« pas trop se pencher sur le passé »*. *« Il n'est pas utile de réfléchir plus longtemps aux causes de l'échec* (...). *Je ne veux pas de mines embarrassées et grises de la mélancolie »*, a-t-il lancé à son auditoire. Le huis clos décrété pour la première des deux journées parlementaires a permis que la rancœur s'exprime discrètement. Et maintenant, que faire ? A défaut de réponse, l'opposition laisse aujourd'hui entrevoir quelques divergences. Au RPR, Philippe Séguin a choisi de s'atteler prioritairement à la réorganisation de l'appareil et de remettre à une seconde étape la réflexion politique. Pourtant, celle-ci ne pourra être éludée longtemps : lorsque, à Brive, devant les cadres limousins du RPR, le président du RPR évoque *« un dépassement du clivage droite-gauche »*, son second, Nicolas Sarkozy, répond aussitôt qu'il se sent, lui, *« résolument de droite »*.

Pour ne s'être pas lancée dans une remise en question aussi radicale, l'UDF parvient pour l'instant à présenter un visage plus homogène. Encore qu'il ait fallu les journées parlementaires pour faire oublier la cacophonie qui avait accueilli le plan pour l'emploi des jeunes de Martine Aubry et le rapport de Patrick Weil sur l'immigration. Dans les deux cas, la confédération s'opposera aux projets de loi, à l'exception, peut-être, d'Hervé de Charette, attristé par *« les ravages de l'ultra-libéralisme au sein de l'UDF »*.

UNE NOUVELLE PAGE

Mais si M. Léotard et M. Bayrou sont d'accord pour considérer qu'il leur revient d'ouvrir une nouvelle page, ils n'ont pas levé toutes les incertitudes sur la compatibilité, à terme, de leurs projets. Le président de l'UDF a appelé ses amis à *« abandonner toute notion d'opposition constructive »*, qui *« appartient à un langage du passé, du compromis »*, au profit d'une *« opposition d'alternance »*. Pour illustrer cette orientation, il a mis en cause sans attendre la stature *« d'homme d'Etat »* de Lionel Jospin en raison du choix du gouvernement de ne pas privatiser Air France et des projets concernant l'immigration : *« On ne sert pas un pays en laissant entendre que c'est une sorte de grande surface dans laquelle il est possible de venir sans aucune espèce de contrôle et en dépénalisant »* l'entrée irrégulière sur le territoire, a-t-il affirmé.

M. Bayrou s'est gardé de reprendre l'interrogation à son compte. Le président de Force démocrate, qui poursuit son idée d'un grand centre qui, dans un élan de *« modernité »*, aille de *« Delors à Balladur »* au bénéfice d'un affaiblissement d'un clivage droite-gauche jugé archaïque, a plaidé pour *« la diversité »* et *« le débat »* au sein de l'opposition. Il a certes expliqué que ses *« pires inquiétudes sont en train de se réaliser »* à travers la politique du gouvernement. Mais il a tenu à indiquer que cela ne relevait pas d'un quelconque *a priori* puisque les centristes *« sont capables de dire, le cas échéant : là, nous pouvons donner notre accord »*. C'est une manière de garder l'avenir ouvert.

Cécile Chambraud



La nation « une, mais divisible » de François Léotard

Lors des journées parlementaires de l'UDF à Port-d'Albret, dans les Landes, François Léotard, président de la confédération, a plaidé, samedi 6 septembre, pour une nouvelle avancée de la politique de décentralisation, qui devrait aller jusqu'à organiser une France *« fédérale »*. *« La nation doit être une, mais doit pouvoir être divisible »*, a expliqué M. Léotard, qui a donné en exemple le statut de la Corse et le projet de référendum de Tony Blair sur l'Ecosse.

François Bayrou, président de Force démocrate et président délégué de l'UDF, lui a aussitôt répondu qu'il n'est *« pas sûr d'accepter cette proposition de France fédérale »*. L'article premier de la Constitution dispose que *« La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale »*.

Un climat favorable au gouvernement dans l'opinion

DEPUIS DEUX ANS, la droite est décidément fâchée avec l'opinion publique. En septembre 1995, trois mois après son installation à l'hôtel Matignon, Alain Juppé entamait une descente aux enfers des sondages, dont il n'allait plus se relever. Deux ans plus tard, son successeur socialiste, Lionel Jospin, continue à bénéficier, après cent jours de pouvoir, d'un socle de confiance élevé. Si l'opposition issue des élections législatives de juin misait sur l'érosion rapide du crédit du gouvernement de gauche, elle en est pour ses frais.

Avec 54 % d'opinions favorables en août, Lionel Jospin a progressé de 10 points en deux mois, selon Ipsos. La dernière enquête de l'IFOP le crédite de 51 %, soit 4 points de mieux qu'en juin. Pour la Sofres, il reste pratiquement stable, depuis trois mois, avec 62 % de bonnes opinions. Seul CSA est moins encourageant puisque le chef du gouvernement recueille, selon cet institut, 49 % de bonnes opinions en août, en recul de 6 points par rapport à juin. Quant aux opinions négatives sur M. Jospin, elles se situent autour de 30 %, avec un maximum de 36 % pour CSA. De M. Juppé à son successeur, le rapport entre bonnes et mauvaises opinions s'est inversé.

Le premier ministre commence donc à faire bonne figure dans la galerie de ses prédécesseurs. Selon la Sofres et l'IFOP, seuls Edouard Balladur, en 1993, et Pierre Mauroy, en 1981, bénéficiaient d'une cote de confiance supérieure après trois mois passés à Matignon. Plusieurs phénomènes expliquent ces sondages favorables au gouvernement et à son chef. En premier lieu, sans être porté par un véritable état de grâce, M. Jospin jouit indéniablement d'un préjugé favorable. Les Français le connaissaient mal. Depuis trois mois, ils le découvrent et sont d'autant plus disposés à lui reconnaître sérieux, capacité d'écoute et respect des autres que son prédécesseur était apparu, très vite, brutal, cassant et sourd aux attentes du pays.

En deuxième lieu, le gouvernement a eu la prudence et l'habileté de ne pas précipiter ses choix au début de l'été. Et par conséquent de ne pas brusquer ni provoquer l'opinion. Philippe Méchet, directeur des études politiques de la Sofres, observe ainsi que *« le gouvernement a réussi à mettre en scène la période de réflexion et de travail de cet été »*. *« Le sentiment largement partagé est qu'il travaille sérieusement sur les dossiers de fond. Il est attendu au tournant de la rentrée, mais il est écouté »*, estime M. Méchet. En outre, M. Jospin a réussi à ébranler le scepticisme des Français. Pendant les mois précédant la dissolution de l'Assemblée nationale et, même, durant le début de la campagne électorale, la différence entre la politique conduite par MM. Chirac et Juppé et celle que pourrait mener la gauche n'était pas perçue par l'opinion publique. Selon la dernière enquête de CSA, 54 % des personnes interrogées jugent que la politique du gouvernement de M. Jospin est différente de celle de son prédécesseur.

MORAL EN HAUSSE

Enfin, le gouvernement et la majorité tirent parti du recul encore timide, mais indéniable, du pessimisme des Français, contre lequel MM. Chirac et Juppé avaient bataillé sans succès pendant deux ans. La dernière enquête de BVA sur le climat économique et social en France témoigne, selon Romain Pache, directeur des études politiques de cet institut, que *« les Français retrouvent le moral »*. Ce changement de climat n'a rien d'une lame de fond : en mai 1997, quatre Français sur cinq estimaient que la situation économique de la France était mauvaise ; ils ne sont plus que trois sur quatre. Mais ce frémissement, nourri par une conjoncture économique moins déprimée, est, à l'évidence, favorable au gouvernement.

Dernier point significatif – et décourageant pour la droite : la cohabitation a certes permis au président de la République de retrouver quelque crédit dans l'opinion publique. Depuis les législatives, M. Chirac a regagné une dizaine de points de confiance ou de satisfaction par rapport au début de l'année. En août, il recueillait 47 % de bonnes opinions pour Ipsos, 45 % pour la Sofres, 44 % pour CSA et 40 % pour l'IFOP. Pour Ipsos et CSA, c'est la première fois depuis une vingtaine de mois qu'il retrouve une cote légèrement positive. Mais ce redressement est loin, pour l'heure, de modifier en profondeur le jugement porté par les Français sur le chef de l'Etat, comme cela avait été le cas pour François Mitterrand au début de la première cohabitation, en 1986. D'ailleurs, M. Chirac continue d'être nettement devancé, dans l'opinion des Français, par son premier ministre.

Pour autant, on reste prudent à l'hôtel Matignon. Comme le note Gérard Le Gall, conseiller auprès du premier ministre, *« ça commence bien, mais il serait prématuré de pavoiser. C'est dans quelques semaines que l'on pourra mesurer de façon plus solide l'état de l'opinion et son attitude à l'égard du gouvernement »*. D'ici là, le gouvernement aura arrêté son projet de budget, bouclé le projet de loi sur l'emploi des jeunes, engagé la discussion sur la réduction du temps de travail. Quant à la droite, elle aura retrouvé la tribune du Parlement et, peut-être, commencé à surmonter sa déprime actuelle.

Gérard Courtois

Cinq candidats pour diriger les députés RPR

LES CENT QUARANTE DÉPUTÉS du groupe RPR doivent élire, le 16 septembre, leur nouveau président. Cinq d'entre eux se sont déclarés candidats à la succession de Philippe Séguin, devenu président du RPR le 6 juillet : Michèle Alliot-Marie (Pyrénées-Atlantiques), Franck Borotra (Yvelines), Jean-Louis Debré (Eure), Jacques Godfrain (Aveyron) et Dominique Perben (Saône-et-Loire).

L'élection du président du groupe néo-gaulliste, organisée à bulletins secrets, est une épreuve à risques. En 1988, Bernard Pons l'avait emporté d'une voix sur M. Séguin et, en 1995, Michel Péricard avait vu, la veille de l'élection, surgir un outsider en la personne de François Guillaume (Meurthe-et-Moselle). Cette fois, la compétition est plus ouverte que jamais. Aussi les états-majors de l'Elysée ou du RPR, tout en l'observant attentivement, se défendent-ils de toute ingérence dans cette compétition qui concerne des parlementaires, en principe jaloux de leur indépendance. Jacques Chirac n'avait-il pas échoué, en 1988, à convaincre M. Séguin ou M. Pons de retirer leur candidature, au nom de la sacro-sainte unité du rassemblement ?

Cette dernière ayant, depuis, volé en éclats, chacun des concurrents s'efforce de laisser dans l'ombre son origine de clan – balladurien, chiraquien ou séguiniste –, susceptible de provoquer un rejet, et s'arrange pour faire valoir ses qualités personnelles et ses états de service.

Cultivant son profil de chiraquien rural et combatif, selon la formule d'un dirigeant RPR, M. Godfrain espère que ses anciennes fonctions de questeur (1990-1995) lui vaudront la reconnaissance de ses collègues. Dans sa profession de foi, le maire de Millau fait vibrer une corde sensible chez tout élu, soulignant que *« le groupe doit d'abord servir à vous aider à conserver votre siège »*.

Pour corriger son style un peu technocratique, M. Perben a choisi de tutoyer ses collègues dans sa lettre de candidature. Il se présente comme un élu local enrichi par son expérience gouvernementale, soucieux de *« réconcilier les différentes familles du groupe »*. En privé, M. Perben se décrit comme *« un proche de Balladur, ami de Juppé »*. Sans trop d'illusions sur ses chances, le maire de Chalon-sur-Saône calcule qu'un score honorable ne peut que renforcer ses positions locales dans la perspective des élections régionales et cantonales de 1998. Mme Alliot-Marie fait sans doute le même calcul, tout en misant sur sa qualité de femme. Ministre de M. Balladur puis favorable à M. Chirac dès le premier tour de l'élection présidentielle, le maire de Saint-Jean-de-Luz avait créé le « groupe passerelle », destiné à maintenir le contact entre les deux camps au cours de la campagne présidentielle. Cependant, sa double allégeance chiraco-balladurienne suscite la méfiance d'un certain nombre de ses collègues.

Jean-Louis Debré a attendu le 3 septembre pour se déclarer. Il lui fallait s'assurer auparavant que M. Pons n'allait pas se lancer dans la bataille. Sa fidélité légendaire au président de la République peut lui apporter les voix d'une cinquantaine de députés, selon les pointages d'un expert de la rue de Lille. *« Il dit qu'il a le soutien de l'Elysée. Vérification faite, ce n'est pas exact »*, assure le balladurien Perben, approuvé par le chiraquien Godfrain. Publiquement, le député de l'Eure se garde bien, comme les autres candidats, de se réclamer d'un quelconque soutien, préférant axer sa campagne sur la disparition des *« tendances, des clans, des querelles d'hommes »* au sein du groupe. L'ancien ministre de l'intérieur rappelle surtout qu'il a largement distribué les subventions aux collectivités locales RPR et qu'il a visité beaucoup de circonscriptions amies au cours de la campagne législative.

A propos de M. Borotra, son plus dangereux rival, M. Debré souligne perfidemment que *« Franck est largement soutenu par Nicolas Sarkozy »*. Ce qui est exact, même si le nouveau porte-parole du RPR sait qu'il a tout intérêt à ne pas trop manifester son penchant, au risque de susciter chez les chiraquiens un rejet du député des Yvelines. En plus du soutien officieux de M. Sarkozy, M. Borotra a également la préférence, tout aussi officieuse, de M. Séguin, qui se gardera bien de manifester le moindre soutien. *« Je suis proche de Philippe Séguin, mais je ne suis pas un ami personnel »*, nuance prudemment l'ancien ministre de l'industrie, en ajoutant : *« Cela ne m'empêche pas d'avoir été membre du gouvernement Juppé. »*

Ses supporteurs font également valoir que M. Borotra avait été l'adjoint – apprécié – du nouveau conseiller politique de M. Chirac, Jacques Toubon, à la direction du RPR de 1986 à 1988. Et que pense M. Balladur de M. Borotra ? Selon un proche du premier, le député des Yvelines « fait marrer » l'ancien premier ministre, qui le considérerait comme plus brillant que les autres candidats. Ces qualités personnelles, l'influent Pierre Mazeaud en fait volontiers la publicité : *« Borotra est discret, compétent, intelligent. Il est capable de calmer les esprits des membres du groupe s'ils venaient à s'échauffer et, surtout, c'est un excellent orateur, capable de parler sans notes. Lui, je l'imagine parfaitement défendre une motion de censure à la tribune de l'hémicycle. »*

Dans un vote où les affinités personnelles pèsent autant que les facteurs politiques, les experts de la rue de Lille annoncent une « finale » Debré-Borotra et jugent que son issue se jouera à quelques voix. Ils savent que des retraits, désistements ou, même, candidatures surprises peuvent survenir à chaque stade de la compétition, sans compter sur les réactions, difficiles à prévoir, des dix-huit nouveaux élus du groupe.

Fabien Roland-Lévy

Nicolas Sarkozy reçu à l'Elysée

Nicolas Sarkozy, porte-parole du RPR, a été reçu, lundi 8 septembre, à l'Elysée, pour un petit déjeuner avec le secrétaire général de la présidence de la République, Dominique de Villepin. Une première rencontre de ce genre avait eu lieu, le 29 juillet, à la demande de Jacques Chirac. Toutefois, l'ancien ministre du budget n'avait pas rencontré à cette occasion le chef de l'Etat, qui, cette fois-ci, l'a reçu pendant quarante-cinq minutes.

Alors que Jacques Chirac et Edouard Balladur, qui ont déjeuné ensemble mercredi 3 septembre, semblent avoir normalisé leurs relations, une partie de l'entourage du président de la République continue de considérer M. Sarkozy indigne d'exercer des responsabilités au RPR. De fortes pressions s'étaient exercées sur M. Séguin pour que l'ancien porte-parole ne soit pas nommé, au lendemain des assises de juillet, numéro deux du mouvement néogaulliste.

Jean Dérian (PCF) succède au Sénat à Félix Leyzour

UNE ÉLECTION SÉNATORIALE partielle était organisée, dimanche 7 septembre, dans les Côtes-d'Armor, pour élire le successeur de Félix Leyzour (PCF), élu député le 1er juin. Jean Dérian (PCF), ancien suppléant de M. Leyzour, a été élu au premier tour. Il était le candidat commun de la gauche. Il devance nettement le candidat de l'opposition RPR et UDF, Michel Bataille (UDF-FD). François Flöch (FN) n'obtient que 0,83 % des suffrages, mais ne devait en principe disposer que d'une seule voix (celle d'un conseiller régional Front national). Il démontre ainsi qu'il existe, dans les mairies des Côtes-d'Armor, douze grands électeurs sympathisants non affichés du Front national. Un candidat « libéral », Olivier Bidou, a mordu sur l'électorat du centre droit. – *(Corresp.)*

[7 septembre 1997 : I., 1 601 ; V., 1 582 ; A., 1,18 % ; E., 1 563 ; Jean Dérian, PCF sout. PS, m. de Ploufragan, v.-p. du c. g., 922 (58,98 %)... *ÉLU*

Michel Bataille, UDF-FD sout. RPR, 568 (36,34 %) ; Pierre Morvan, UDB, adj. m. de Paimpol, 41 (2,62 %) ; Olivier Bidou, div.d., 19 (1,21 %) ; François Floc'h, FN, 13 (0,83 %).

24 septembre 1989 : I., 1 581 ; V., 1 565 ; E., 1 560 ; PS : René Régnault, s., m. de Saint-Samson (sur-Rance, 658 ; Alain Gourlou, c. g., m. de Lannion, 632 ; Claude Saunier, c. g., m. de Saint-Brieuc, 632 ; Un. d. : Yves Le Cozanet, s., m. de Minihy-Tréguier, UDF, 653 ; Jean hélias, RPR, c. r., m. de Ploufragan, 640 ; Sébastien Couëpel, UDF-CDS, 634 ; PC : Félix Leyzour, c. r., c. g., m. de Callac, 264 ; Gérard Le Cam, adj. m. de Plénée-Jugon, 228 ; François Le Masson, c. g., adj. m. de Louargat, 222 ; UDB : François Le Peru, m. de Berthet, 31 ; Gabrielle Perrin, adj. m. de Ploubezre, 31 ; Pierre Gregam, 28.]

Cinq élections cantonales partielles

HAUTE-CORSE
Canton de Belgodère (second tour)
I., 3 053 ; V., 2 455 ; A., 19,58 % ; E., 2 418.
Joseph Firroloni, div. d., m. de Belgodère, 1 150 (47,56 %)... *ÉLU*
Claude Imperiali, RPR, m. d'Arego, 918 (37,96 %) ; Pierre Oberti, PS, m. de Muro, 350 (14,47 %).

[Bien qu'il ait resserré les rangs en ne présentant qu'un seul des deux candidats susceptibles de rester en lice au second tour, le RPR perd le canton de Belgodère au profit de Joseph Firroloni (divers droite). Celui-ci avait reçu le soutien du conseiller général sortant, Paul Patriarche, ancien RPR aujourd'hui UDF-DL, frappé par la loi sur le cumul des mandats après sa victoire sur Pierre Pasquini (RPR), ancien ministre, aux élections législatives. Cette élection ne modifie pas l'équilibre politique du conseil général de Haute-Corse, que préside Paul Natali (divers droite). Elle met cependant en évidence la montée de courants dissidents au sein du parti néogaulliste, majoritaire dans l'île.

31 août 1997 : I., 3 053 ; V., 2 305 ; A., 24,50 % ; E., 2 285 ; Joseph Firroloni, div. d., m., 812 (35,53 %) ; Claude Imperiali, RPR, m., 452 (19,78 %) ; Pierre Oberti, PS, m., 416 (18,20 %) ; Gilbert Billon, RPR, m., 410 (17,94 %) ; François Loverini, UPC, 116 (5,07 %) ; Philippe Suzzoni, FN, 79 (3,45 %).

29 mars 1992 : I., 3 014 ; V., 2 589 ; A., 14,10 % ; E., 2 416 ; Paul Patriarche, RPR, 1 337 (55,33 %) ; Ange-François Vincentelli, div. g., 1 079 (44,66 %).]

GERS
Canton d'Auch-Sud-Est (second tour)
I., 6 684 ; V., 2 917 ; A., 56,35 % ; E., 2 771.
Claude Bourdil, PS, adj. m. d'Auch, 1 415 (51,06 %)... *ÉLU*
Henri Datas, div. d., m. de Seissan, 1 356 (48,93 %).

[La gauche a finalement conservé le siège laissé vacant par Claude Desbons (PS), maire d'Auch, touché par la loi sur le cumul des mandats après son élection à l'Assemblée nationale en juin. Son adjoint, Claude Bourdil (PS), arrivé derrière Henri Datas (div.d.) au premier tour, en raison de la multiplicité des candidatures de gauche, ne l'a devancé que de 59 voix au second. Le bon score de M. Datas s'explique par la forte mobilisation en milieu rural. M. Bourdil est arrivé en tête à Auch.

31 août 1997 : I., 6 686 ; V., 2 571 ; A., 61,54 % ; E., 2 499 ; Henri Datas, div. d., m., 834 (33,37 %) ; Claude Bourdil, PS, adj. m, 738 (29,53 %) ; Patrick Fueyo, PRS, 381 (15,24 %) ; Jacques Guareschi, FN, 225 (9,00 %) ; Bernard Laborie, PC, c. m., 218 (8,72 %) ; Bérangère Chambon, Verts, 103 (4,12 %).

27 mars 1994 ; I., 6 642 ; V., 4 402 ; A., 33,72 % ; E., 4 155 ; Claude Desbons, PS, 2 432 (58,53 %) ; Geneviève Broussy, RPR, 1 723 (41,46 %).]

INDRE-ET-LOIRE
Canton d'Azay-le-Rideau (premier tour)
I., 8 560 ; V., 3 163 ; A., 63,04 % ; E., 3 060.
Marc Pommereau, div. d., m. de Vallères, 837 (27,35 %) ; Gaston Michin, div. d., m. d'Azay-le-Rideau, 649 (21,20 %) ; Noël Toupet, PS, 522 (17,05 %) ; Jean-Serge Hurtevent, div., 427 (13,95 %) ; Pascal Pérony, FN, 212 (6,92 %) ; Alain Patrice, div., 208 (6,79 %) ; Jacques Berger, PC, 104 (3,39 %) ; Bernard Gentil, div., 101 (3,30 %)... *BALLOTTAGE.*

[Marc Pommereau (divers droite), arrivé en tête, affrontera au second tour un autre divers droite, Gaston Michin. Il s'agit de pourvoir au remplacement de Marc Jacquet (divers droite), démissionnaire.

22 mars 1992 : I., 8 545 ; V., 5 905 ; A., 30,89 % ; E., 5 547 ; Marc Jacquet, div. d., 1 963 (35,38 %) ; Gaston Michin, div. d., m., 885 (15,95 %) ; Daniel Durand, PS, 814 (14,67 %) ; Jean-serge Hurtevent, maj. p., 615 (11,08 %) ; Michel Meneau, Verts, 579 (10,43 %) ; Louis Ronteau, FN, 475 (8,56 %) ; Michel Citerne, PC, 216 (3,89 %).]

INDRE-ET-LOIRE
Canton de Richelieu (premier tour)
I., 6 370 ; V., 2 895 ; A., 54,55 % ; E., 2 832 ; Hervé Novelli, UDF-DL, c. m. de Joué-lès-Tours, 1 718 (60,66 %)... *ÉLU*
Maurice Talland, PS, 885 (31,25 %) ; David Sauvage, FN, 172 (6,07 %) ; Patrick Fresnes, PC, 57 (2,01 %).

[Il s'agissait de pourvoir le poste de Gabriel Coquerie (divers droite), décédé. Promis à *une élection confortable, Hervé Novelli (UDF-DL), ancien député battu en juin, confirme* son implantation dans le canton en étant élu dès le premier tour. Il améliore son score des législatives, dans ce canton, de 2,42 points.

22 mars 1992 : I., 6 553 ; V., 4 790 ; A., 26,90 % ; E., 4 469 ; Gabriel Coquerie, div. d., 1 366 (30,56 %) ; Robert Dereux, div. g., 891 (19,93 %) ; Henri Gaulandeau, div. d., 878 (19,64 %) ; Jean-Pierre Duvergne, PS, 560 (12,53 %) ; Elisabeth Touzot, FN, 346 (7,74 %) ; Jean-Marie Robin, Verts, 327 (7,31 %) ; Patrick Fresne, PC, 101 (2,26 %) ; Marcellin Sigonneau, div. d., 0 (0,00 %).]

INDRE-ET-LOIRE
Canton de Sainte-Maure-de-Touraine (premier tour)
I., 7 968 ; V., 3 634 ; A., 54,39 % ; E., 3 437.
Jean Savoie, div.d., m. de Pouzay, 914 (26,59 %) ; Jacques Coutris, div. d., m. de Sainte-Maure, 797 (23,18 %) ; Alain Dayllan, PRS, adj. m. de Tours, 454 (13,20 %) ; Hubert Sautier, div., 262 (7,62 %) ; Patrick Monory, div., 246 (7,15 %) ; Jean-Pierre Fouasse, div., 194 (5,64 %) ; Marie-Rose Evrais, FN, 170 (4,94 %) ; Gérard Mathet, PC, 157 (4,56 %) ; Yves Beaudet, div., 149 (4,33 %) ; Jacqueline Plantefol, div., 94 (2,73 %)... *BALLOTTAGE.*

[Vice-président de la fédération nationale du bâtiment, Jean Savoie (div.d.) devance Jacques Coutris (divers droite), de 343 voix. Il l'affrontera seul au second tour. Alain Dayllan (Parti radical-socialiste), qui était soutenu par le PS, n'a pas réussi son implantation. Cette élection cantonale est rendue nécessaire par le décès de Jackie Dufour, conseiller général divers droite.

20 mars 1994 : I., 8 014 ; V., 5 197 ; A., 35,15 % ; E., 4 757 ; Jackie Dufour, div. d., 2 948 (61,97 %) ; Patrice Perrin, PS, 831 (17,46 %) ; Marie-Rose Ervais, FN, 521 (10,95 %) ; Josette Blanchet, PC, 457 (9,60 %).]

Jean-Pierre Chevènement fait face à la fronde des militants de son mouvement sur l'euro

Le ministre de l'intérieur assure que le chômage est « la pollution » la plus grave

Réunis en université d'été, les militants du Mouvement des citoyens de Jean-Pierre Chevènement se sont interrogés sur leur participation au gouvernement. Le ministre de l'intérieur, dont le projet de loi sur l'immigration n'a pas été critiqué, a assuré qu'un *« euro large ne sera jamais un euro fort »*. Il a accepté qu'un congrès du MDC se tienne à l'automne 1998 pour vérifier les conditions de création de cette monnaie.

AH, LES SLOGANS ! Comme ils sont gênants quand ils restent dans les mémoires. Après avoir crié *« non à l'euro »* depuis la fondation de leur parti, en décembre 1993, les militants du Mouvement des citoyens (MDC) se sont laissés aller, samedi 6 septembre, lors de leur université d'été aux Ulis (Essonne), à quelques mouvements de mauvaise humeur face au nouveau mot d'ordre d'*« euro faible »* lancé par leur président, Jean-Pierre Chevènement.

Rien à voir avec une fronde. Mais de quoi justifier, après un été très silencieux, que, le lendemain, le ministre fixe les nécessaires *« règles de conduite »* qu'impliquent une participation gouvernementale devant les cinq cents adhérents présents.

Au MDC, on a moins d'états d'âme que chez d'autres partenaires de la « gauche plurielle ». *« Une collégialité réelle s'est instaurée au sein du gouvernement ; sa ligne est le fruit d'un débat permanent, et croyez bien que j'y participe »*, a insisté le ministre de l'intérieur, avant d'ajouter : si *« la culture de gouvernement est étrangère aux démagogues, elle est naturelle aux républicains »*. Ainsi, M. Chevènement ne *« désespère pas d'être entendu »* sur la suppression des certificats d'hébergement, et a rappelé l'*« atout »* que constituait, pour lui, la filière électro-nucléaire. *« Il y a une pollution actuelle qui doit être traitée en priorité, c'est le chômage »*, a-t-il même ajouté.

Quel peut être, dès lors, le rôle des quatre mille militants du MDC ? *« Non, le Mouvement des citoyens ne doit pas s'éclipser au prétexte que son président est au gouvernement »*, a insisté le ministre de l'intérieur, Michel Suchod, secrétaire général du MDC, assurant même : *« Il n'y a nulle raison de chipoter notre soutien au gouvernement. »* Pour les prochaines élections régionales, par exemple, le MDC juge *« indispensable »* le *« rassemblement large de toute la gauche plurielle »* dans des listes d'union.

Sur son projet de loi sur l'immigration, M. Chevènement n'a essuyé aucune critique sérieuse : son parti ne réclamait pas l'abrogation des lois Pasqua-Debré. Le ministre a même été vivement applaudi lorsqu'il a expliqué que *« les problèmes du Sud doivent d'abord se résoudre au Sud. (...) Quand la France compte cinq millions de chômeurs réels, faut-il au nom du libéralisme sans frontières accroître le nombre de chômeurs en Seine-Saint-Denis ou ailleurs ? »*

« CHANGEMENT DE DIRECTION »

Les militants du MDC, en revanche, ont largement exprimé leur malaise européen. Plusieurs participants se sont plaints d'un *« changement de direction »* de leurs dirigeants sur l'euro. *« M. Chevènement sert peut-être le gouvernement mais il dessert le MDC »*, a lancé un élu de Juvisy devant l'intéressé, avant de réclamer – sous quelques sifflets – un congrès extraordinaire sur le bien-fondé du cumul dd'une fonction ministérielle avec la présidence de son mouvement. *« Aujourd'hui, quelle est notre originalité ? »* demandait une militante, sous l'approbation générale. Et de se plaindre que le MDC soit *« un des mouvements politiques les plus centralisés de France »*...

Les uns après les autres, les dirigeants du MDC ont expliqué que, s'il y a *« inflexion, ils continuent de marcher sur la vraie route »*, comme dit M. Suchod. *« Que serions-nous si nous avions choisi de nous isoler sur le bord du chemin pour le dérisoire plaisir d'avoir raison dans l'échec ? »*, a demandé M. Chevènement, en rappelant que les quatre conditions posées par le MDC pour le passage à l'euro lors de son congrès de Saint-Nazaire, en octobre 1996, avaient été reprises par le premier ministre durant sa campagne. Il a expliqué qu'il faisait de la participation de l'Italie la *« pierre angulaire »* de la mise en place de la monnaie unique, car *« un euro large ne sera jamais un euro fort »*. *« Un premier moment de vérité aura lieu au printemps »*, a-t-il expliqué à ses militants, proposant, en réponse aux injonctions de certains d'entre eux, qu'un congrès ait lieu *« à l'automne 1998, pour voir comment les choses se sont passées »*. *« Il s'agit de tenir bon sur cette exigence ! »*, leur a-t-il lancé.

Ariane Chemin et Loïc Sauzay

Près de 90 000 sans-papiers ont demandé leur régularisation

89 432 sans-papiers, vivant pour la plupart en région parisienne, ont déjà demandé à bénéficier des dispositions de la circulaire Chevènement du 24 juin, a annoncé, vendredi 5 septembre, le ministère de l'intérieur. Ces chiffres, arrêtés au 31 août, sont provisoires puisque les étrangers en situation irrégulière ont jusqu'au 31 octobre pour réclamer leur régularisation.

Ce bilan laisse aparaître une baisse sensible du nombre de demandes par rapport au mois de juillet (– 40 %), mais le niveau demeure élevé. La Seine-Saint-Denis (22 418 demandes) et Paris (21 791) regroupent près de 50 % des dossiers déposés. Trois autres départements – le Val-de-Marne, les Bouches-du-Rhône et les Hauts-de-Seine – passent la barre des 5 000 candidatures. La Lozère reste le seul département où aucune demande n'a été enregistrée.

La direction du PCF souhaite des listes d'union pour les élections régionales

LE PARTI COMMUNISTE a réuni, samedi 6 septembre, son comité national pour débattre de la *« situation politique »*. Un samedi, une fois n'est pas coutume, pour – officiellement – permettre aux non-permanents d'assister aux travaux, mais aussi vraisemblablement pour cadrer les interventions des parlementaires communistes qui tiennent leurs journées d'études les 8 et 9 septembre.

Si la coalition gouvernementale n'a pas à rougir de ses *« cent jours »*, comme l'assure Robert Hue, les communistes savent que le plus difficile est à venir : pour Lionel Jopsin, mais aussi pour eux. Dans son rapport introductif, Jean-François Gau a adopté un ton très défensif. *« Ayons l'honnêteté de reconnaître que nous sommes en phase d'apprentissage »*, a-t-il demandé, avant de rassurer les militants : *« Il ne s'agit pas d'accueillir désormais chaque décision gouvernementale avec des trépignements de joie ! »*.

Face à *« l'impatience des communistes »*, M. Gau a largement exposé la nouvelle *« initiative stratégique »* du PCF : la création d'*« espaces citoyens »*, *« nouveaux lieux de débats, de solidarité, d'action »*. La formule a été lancée par Robert Hue après la formation du gouvernement, mais elle avait été mise sous l'étouffoir, de nombreux militants craignant que des structures permanentes et unitaires, aux contours à vrai dire plutôt flous, ne viennent remplacer les bonnes vieilles cellules. *« Personne ne considère ces espaces comme une sorte d'entonnoir par quoi devrait désormais passer toute l'activité communiste »*, a rassuré M. Gau. *« Dans notre jargon, chacun aura bien compris qu'il y a une volonté de dépasser les formes traditionnelles »*, s'amusait néanmoins, dans les couloirs, une proche de Robert Hue...

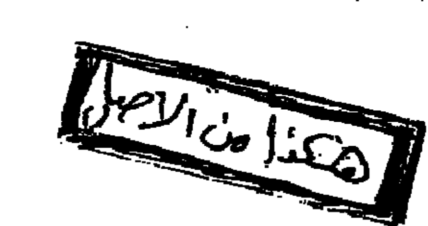
C'est d'abord Air France et l'ouverture promise de son capital qui, l'après-midi, a mobilisé l'attention générale. Pas de *« crise »*, selon les participants, mais de nombreuses critiques. « L'Humanité *a souvent une appréciation naïve, voire simpliste, de la situation »*, a ainsi indiqué l'économiste Paul Boccara, proche de Robert Hue : et de citer le quotidien qui, pour les emplois-jeunes, parlait de *« rupture » « Trop, c'est trop ! »*. M. Boccara a aussi plaidé pour la mixité des capitaux d'Air France : *« Dire, comme Jean-Claude Gayssot, "ni privatisation, ni statu quo", c'est juste, mais ça ne suffit pas »*, tandis que les syndicalistes de la salle manifestaient leur hostilité à toute ouverture du capital. Guy Hermier, chef de file des refondateurs, soulignait quant à lui que *« Lionel Jospin s'engage dans la voie d'une ouverture au privé du capital des entreprises publiques concernées, qui fait légitimement craindre (...) un processus de privatisation »*.

OPPOSITIONS

Les tensions ont été plus vives encore lorsque la question des élections régionales a été abordée. Le souhait de la direction, pour la première fois, de listes d'union avec les autres forces de la coalition gouvernementale, a été consteste. *« Au prétexte de travailler sur la réforme du mode de scrutin, en juillet, la direction a en réalité négocié à l'avance nos alliances avec le PS »*, pestait par exemple Guy Hermier dans les couloirs. Pierre Blotin, numéro deux du parti, ne veut pas être pris de vitesse par les autres partis de gauche, comme lors des élections législatives, où le PCF avait suspendu les rencontres avec les Verts pour cause de 29e congrès. *« Nous serons la première force politique de gauche à prendre cette décision »*, a plaidé M. Gau.

Les oppositions à cette stratégie unitaire ont parcouru l'ensemble de l'échiquier communiste, du refondateur Guy Hermier à l'ultra-orthodoxe Rolande Perlican, en passant par les patrons de fédérations Jean-Claude Danglot, pour le Pas-de-Calais, mais aussi Annick Mattighello (Nord), membre du bureau national, au titre que *« ce n'est pas là la meilleure façon de combattre le Front national »*. La Somme et l'Aisne, qui, pour les législatives, avaient déjà témoigné de leur indépendance en présentant des candidatures communes avec les Verts et le MDC, mais sans le PS, se sont aussi opposées à une stratégie unitaire. Mais dorénavant, le conseil national du PCF ne vote plus sur les rapports qui lui sont présentés.

Ar. Ch.





Mme Voynet ne veut pas menacer de démissionner pour gagner des arbitrages ministériels

« Je ne suis qu'un vingt-septième du gouvernement », explique la dirigeante des Verts

La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement était, dimanche 7 septembre, la première invitée de la nouvelle émission politique de TF 1. Elle a assuré que sauf atteinte *« au plus profond »* de ses convictions, elle n'envisageait pas d'user de chantage à la démission en cas de désaccord avec le premier ministre. Les Verts ont décidé de renforcer la liaison entre leur mouvement et le ministère.

« PLUTÔT AGRÉABLES à vivre » : c'est ainsi que Dominique Voynet, première invitée de la nouvelle émission politique de Michel Field, « Public », sur TF 1, dimanche 7 septembre, a qualifié ses cent premiers jours passés au gouvernement. Elle a aussi écarté vivement toute idée de chantage à la démission en cas de désaccord avec les arbitrages du premier ministre : *« Je ne raisonne pas dans une logique du tout ou rien. C'est sur des décisions qui violeraient au plus profond mes convictions que je pourrais être amenée à démissionner »*, évoquant l'exemple de Jean-Pierre Chevènement, au moment de la guerre du Golfe. D'ailleurs, a-t-elle ajouté en souriant, Lionel Jospin ne se ferait pas prier, si elle s'amusait trop souvent à menacer de quitter le gouvernemnt, de la *« raccompagner avec plaisir à la porte »*...

Sur la coopération en Afrique, sur la discrétion du gouvernement face aux massacres en Algérie, Mme Voynet est restée prudente : *« Je ne suis pas ministre de la coopération. J'essaie de faire ce qu'il faut dans le champ de ma compétence. Pour le reste, je ne suis qu'un vingt-septième du gouvernement. »* Comme Milchel Field lui montrait les images de M. Jospin, le 15 mai, au Zénith, criant sous les vivats : *« Nous abrogerons les lois Pasqua »*, Mme Voynet a commenté en souriant : *« Je le trouve très convaincant. »* Reconnaissant qu'en matière de lutte contre la pollution, *« il n'y a pas une solution mais un bouquet dans lequel il faudra choisir »*, elle a réaffirmé son attachement à un rapprochement des prix du gazole et des autres carburants : *« Le différentiel n'est pas justifié. » « Année après année, les choix faits dans ce pays visent toujours à encourager la route »*, a-t-elle conclu, amère. Expliquant volontiers qu'ils sont *« en train d'apprendre »*, les dirigeants des Verts rappellent que leur chef de file ne souhaitait pas entrer elle-même dans le gouvernement et que, de ce fait, ils ont été pris de court dans la mise en place du ministère. L'entourage de Mme Voynet est désormais conscient que celle-ci sera parfois obligée de signer des textes contraires au programme de son mouvement. Le plus difficile sera de faire comprendre aux militants ces contradictions, inhérentes à l'exercice du pouvoir. Mais, insiste un responsable du parti écologiste, *« on n'est pas là pour trois semaines, ni même pour trois mois »*. Mme Voynet est ainsi encouragée à revenir à la charge chaque fois qu'elle n'emportera pas la décision, à jouer des éventuelles contradictions entre les ministres socialistes et à rechercher des appuis auprès des syndicats ou du mouvement associatif.

Les Verts ont décidé de mieux s'organiser afin de réduire les décalages entre leur base et leur représentante au gouvernement. Depuis la semaine dernière et désormais tous les jeudis, une réunion est organisée entre Mme Voynet, Denis Baupin, son conseiller politique, un député Vert, un permanent du mouvement, le directeur administratif, Dominique Plancke, et Jean-Luc Bennahmias, secrétaire national des Verts (*Le Monde* du 29 août). Ces réunions de travail pourront, à l'occasion, être élargies à d'autres responsables écologistes : ce sera le cas par exemple, jeudi 11, pour débattre de la réduction du temps de travail.

Les fabiusiens souhaitent un « vrai rassemblement » du PS

POUR LEUR SÉMINAIRE de Clichy (Hauts-de-Seine), dimanche 7 septembre, les amis de Laurent Fabius avaient fait un geste. Rompant avec la tradition consistant à ne pas inviter le premier secrétaire du Parti socialiste à leur réunion de « courant », ils avaient convié François Hollande, premier secrétaire délégué. Mais le successeur désigné de Lionel Jospin a préféré rejoindre ses ex-amis deloristes du club Témoin à Lorient (Morbihan). M. Hollande a cependant fait parvenir aux huit cents fabiusiens réunis à Clichy un *« message d'amitié »* dans lequel il se prononce pour un *« rassemblement »* de tous les socialistes lors de leur congrès de Brest, du 21 au 23 novembre.

Sans s'appesantir sur la défection de l'ancien ministre André Billardon, maire du Creusot et député de Saône-et-Loire, qui a signé la contribution de Daniel Vaillant (*Le Monde* du 4 septembre) – ratifiée par tous les ministres socialistes à l'exception de Hubert Védrine et Christian Pierret –, les fabiusiens ont souhaité que le congrès de Brest *« soit l'occasion d'un vrai rassemblement »* pour *« confirmer et amplifier les succès du PS et de la gauche »*. La contribution de M. Fabius, *Dix réflexions pour un socialisme moderne* (*Le Monde* du 5 septembre), a fait l'objet d'ateliers dont le principal, sur la « respiration » du secteur public, a été animé par Henri Weber, sénateur de Seine-Maritime. Selon M. Weber, pour qui le *« réalisme de gauche »* de M. Jospin *« passe très bien »*, les fabiusiens sont favorables à un capital *« pluriel »* des entreprises publiques.

A Lorient, indique notre correspondant, lors d'un colloque sur « La démocratie en mouvement », qui a réuni deux cents participants, M. Hollande a invité la gauche à *« jouer la partie avec le gouvernement »* et à ne pas *« marquer des buts contre* [son] *camp, même si certains y sont quelquefois tentés »*. *« Si l'on a cette conscience que nous sommes tous aujourd'hui citoyens,* a souligné l'ancien président du club Témoins, *je pense que nous pouvons remporter cette compétition sans fin contre l'ignorance, l'injustice et les inégalités. »*

De son côté, Jean-Christophe Cambadélis, chargé au secrétariat national des relations extérieures et des fédérations, a estimé, dimanche 7 septembre sur Radio J, que *« le congrès de Brest s'annonce comme le plus homogène depuis le congrès de Valence au lendemain de 1981 »*. M. Cambadélis a fustigé la Gauche socialiste, *« parfois utile, mais souvent futile dans ses analyses »*, qui, à travers sa contribution, *« appelle déjà à sanctionner Lionel Jospin »* sans proposer de majorité de rechange.

Michel Noblecourt

DÉPÊCHES

■ **FRANCE TÉLÉCOM : François Hollande, premier secrétaire délégué du PS,** a estimé, lundi 8 septembre sur RTL, que l'ouverture du capital de France Télécom doit être *« très limitée et ne peut être acceptée que si le service public est développé »*. Harlem Désir, secrétaire national du PS chargé des relations avec le mouvement social, a demandé à Lionel Jospin, dimanche, *« de ne pas suivre les conclusions du rapport Delebarre »*. Michel Delebarre a indiqué quant à lui, lundi sur Europe 1, que l'ouverture du capital de France Télécom à hauteur d'un tiers pourrait rapporter à l'Etat entre 40 et 45 milliards de francs.

■ **FRANCS-MAÇONS : Alain Sede,** cadre de société de cinquante-neuf ans, a été élu, samedi 6 septembre, président de la Fédération française du Droit humain en remplacement de Danièle Juette, qui ne pouvait pas se représenter. Le Droit humain est une obédience franc-maçonne mixte et internationale. Fondé en 1893, il appartient à la mouvance maçonnique *« libérale »*, qui prône la liberté de conscience comme le Grand Orient, et compte en France plus de 13 000 membres.

■ **FINANCES : le ministère des finances pourrait perdre de 500 à 800 emplois,** dans le cadre de la loi de finances 1998, a-t-on appris auprès de la Fédération FO des finances, lundi 8 septembre. Si aucune suppression d'effectifs n'est prévue dans la fonction publique d'Etat, des redistributions sont toutefois prévues entre ministères.

■ **RPR : Philippe Séguin, président du RPR,** a déclaré, samedi 6 septembre à Marseille, que le changement de nom du parti néogaulliste *« peut être envisagé »*. *« Nous n'avons plus exactement les mêmes échéances que le RPR au moment de sa fondation en 1976, quand il avait été créé pour récupérer l'Elysée »*, a-t-il souligné.

■ **MEYZIEU : Michel Tribet, premier adjoint PS de Jean Poperen,** décédé le 23 août, a été élu, samedi 6 septembre, par le conseil municipal de Meyzieu (Rhône) pour succéder à l'ancien ministre socialiste comme maire de la ville. M. Tribet, cinquante-sept ans, a été élu avec 25 voix contre 6 au candidat divers droite Michel Forissier. Trois membres du FN se sont abstenus.

LOGEMENT Selon des statistiques de la Société de gestion des fonds de garanties de l'accession sociale, 145 000 prêts à taux zéro ont été distribués en 1996, soit un peu plus que l'objectif (120 000 par an) que s'étaient fixé Alain Juppé et son ministre du logement, Pierre-André Périssol, lorsqu'ils avaient mis en œuvre ce nouveau dispositif d'accession sociale à la propriété. ● LA PLUPART des emprunteurs sont des ménages modestes, voire très modestes. Le revenu net moyen de ces nouveaux propriétaires est de 13 000 francs mensuels. ● 88 % DES OPÉRATIONS ont concerné des maisons individuelles. L'actuel gouvernement réfléchit actuellement au moyen de pérenniser le dispositif après 1998. ● À SAINT-GERMAIN-LÈS-ARPAJON (Essonne), 70 % des nouveaux propriétaires du lotissement du Parc ont bénéficié de ce prêt, soit une centaine de jeunes ménages dans une commune plutôt vieillissante.

Le gouvernement va s'efforcer de prolonger le succès des prêts à taux zéro

Plus de 140 000 ménages ont bénéficié, en 1996, de ce dispositif d'accession à la propriété. La plupart d'entre eux ont choisi une maison individuelle. Problème : comment pérenniser le système sans prélever encore sur le 1 % patronal ?

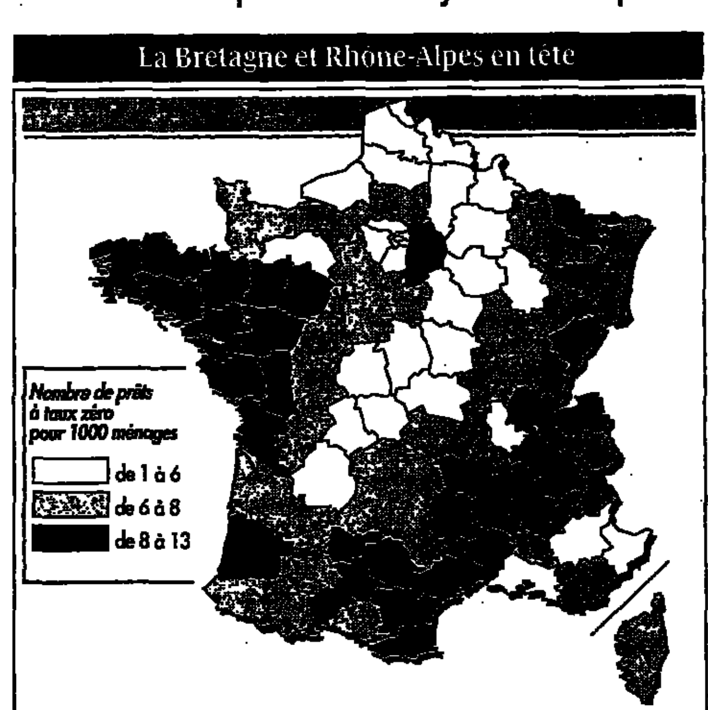
EST-CE un simple engouement, une vraie réussite ou seulement *« une belle réussite médiatique »* selon la formule du secrétaire d'Etat chargé du logement, Louis Besson ? Si l'on s'en tient aux chiffres que vient de publier la Société de gestion des fonds de garantie de l'accession sociale (SGFGAS), avec 145 000 prêts à taux zéro distribués en 1996, la réforme de l'accession sociale à la propriété, lancée il y a deux ans, a rempli son contrat. Le premier gouvernement d'Alain Juppé avait fixé la barre à 120 000 prêts par an. Ces prévisions ont donc été dépassées. L'objectif était de donner un coup de fouet au secteur de la construction neuve, à bout de souffle, et de remobiliser les couches sociales modestes sur un rêve qu'elles avaient fini par abandonner : devenir propriétaire. Sur ce point aussi, le but semble être atteint puisque l'enquête du SGFGAS indique que le revenu net mensuel moyen des nouveaux accédants bénéficiaires du prêt plafonne à 13 000 francs.

Dès la campagne pour l'élection présidentielle, une vaste réforme de l'accession sociale avait été promise par Jacques Chirac. Elle avait, ensuite, été immédiatement mise en musique par Pierre-André Périssol, alors ministre du logement, sous la forme d'un prêt à taux zéro, d'un montant moyen de 120 000 francs, accordé sous condition de ressources et de composition familiale. Le prêt était distribué à « guichet ouvert » et n'était donc pas à la merci des coups d'accordéon budgétaires comme l'étaient les anciens PAP (prêts pour l'accession sociale). Une nouveauté unanimement saluée par les professionnels, promoteurs et constructeurs. Enfin, pour rendre le dispositif attractif et permettre une meilleure solvabilité des ménages les plus modestes, un différé complet ou partiel d'amortissement pouvait être accordé en fonctions des revenus. En contrepartie, tombaient, pour tous les bénéficiaires du prêt, certains avantages fiscaux dont bénéficiaient les titulaires des anciens PAP.

BOND EN AVANT

Quantitativement, l'amélioration est sensible, même si le prêt à taux zéro est limité – comme l'étaient les PAP – à l'achat de neuf et à l'ancien avec gros travaux. De 180 000 PAP financés en 1978, on était passé à 50 000 dix ans plus tard pour osciller, ensuite entre 30 000 et 40 000 PAP par an. A partir de 1991, le relèvement des taux d'intérêt des PAP et la sélection de plus en plus dure des ménages candidats par les organismes de crédit – échaudés par l'agmentation des cas de surendettement – avaient rendu les PAP inaccessibles aux ménages les plus modestes. Avec le nouveau système, même si la construction plafonne sous la barre symbolique des 300 000 mises en chantier annuelles, les 145 000 prêts à taux zéro alloués en 1996 représentent près de la moitié de la construction neuve annuelle privée. Il est vrai que pour doper le démarrage de la réforme, le gouvernement d'Alain Juppé avait élargi, pour 1996 seulement, les conditions d'octroi du prêt dans l'ancien. Mais malgré cela, le SGFGAS estime que la consommation de prêt devrait avoisiner 120 000 en 1997 dont 100 000 dans le neuf.

C'est surtout la maison individuelle, qui représente 88 % des opérations, qui a profité de la réforme. Par rapport au premier trimestre 1995, la Fédération nationale des promoteurs constructeurs (FNPC) annonce, pour 1997, un bond en avant de 25 % des ventes de maisons individuelles et parle de *« véritable succès »* même si les effets de plafond, conjugués au coût du foncier, limitent considérablement le nombre d'opérations aidées dans les zones les plus tendues du marché. Chez le constructeur Maison France-Confort, dont 65 % de la clientèle bénéficie du prêt à taux zéro, on parle d'un *« impact marketing puissant »* et on se félicite de *« voir revenir vers l'accession des ménages disposant de 10 000 francs mensuels »*. Même écho du côté de l'Union nationale des constructeurs de maisons individuelles (UNCMI), qui salue le retour vers les bureaux de vente des primo-accédants, plus jeunes que les anciens « papistes ».



C'est en province que la consommation de prêts à taux zéro a été la plus forte. En raison du coût élevé du foncier, les investissements ont été relativement faibles en Ile-de-France, à l'exception de la Seine-et-Marne, qui totalise plus du tiers des prêts financés dans la région.

Ce bel enthousiasme est toutefois tempéré par les incertitudes qui pèsent sur le financement du prêt à taux zéro après 1998. Quel est le coût budgétaire unitaire d'un prêt ? 65 000 francs en moyenne. S'appuyant sur un rapport de la commission des finances de l'Assemblée nationale d'octobre 1996, l'économiste Michel Mouillart estime qu'en raison de la montée en régime du dispositif, il devrait manquer environ 1 milliard de francs pour boucler le budget du prêt à taux zéro en 1997. Ce déséquilibre devrait encore s'accentuer en 1998. Le coût global du prêt pourrait alors atteindre 10 à 11 milliards.

AVENIR DE LA RÉFORME

Pour les deux exercices budgétaires de 1997 et 1998, ce sont les collecteurs de 1 % patronal qui ont été mis à contribution pour financer la bonification des prêts par le versement d'une *« contribution exceptionnelle »* de 7 milliards par an. Non seulement les sommes affectées semblent avoir été nettement sous-évaluées, mais la convention passée entre les collecteurs et l'ancien ministre du logement s'achève au 30 septembre 1998. Or, si Louis Besson ne s'est pas encore publiquement exprimé sur l'avenir de la réforme il a, plusieurs fois, clairement dit son intention de ne plus tirer sur la corde du 1 %.

Dans la mesure où l'on voit mal le dispositif être arrêté en plein vol, il faudra trouver un autre mode de financement. Tous les observateurs insistent sur le contexte « très favorable » de baisse générale des taux qui a porté la réforme mais qui pourrait changer. *« Si les taux d'intérêt remontent en 1998, ce qui est probable,* analyse un expert, *il y aura deux solutions : ou bien le gouvernement maintient les barèmes actuels et le coût unitaire du prêt grimpe ; ou bien il réduit l'aide et il fragilise les acquéreurs. »*

Le ministre du logement réfléchit actuellement au moyen de pérenniser au moins le dispositif après 1998. L'hypothèse de travail actuelle serait de puiser dans la manne de l'épargne-logement qui est considérable et seulement partiellement utilisée pour conduire des opérations d'accession. Ainsi 28 % seulement de l'encours des prêts sont finalisés dans un achat de logement, soulignent les professionnels. La prime d'Etat non affectée à des opérations d'accession représenterait, selon les années, entre 3,5 et 5,5 milliards de francs et la marge mobilisable annuellement sur l'ensemble de système serait de 9 à 10 milliards de francs.

Christine Garin

Un faible impact sur le parc HLM

C'était un objectif et un argument fort de promotion de la réforme : le prêt à taux zéro allait *« vider »* le parc HLM et augmenter, ainsi, la rotation, actuellement très faible, des logements sociaux. Il semble que le but ne soit pas atteint. Le bilan publié par la SGFGAS fait discrètement l'impasse sur cette donnée que ne souhaitait pas rendre publique l'ancien gouvernement. Il se contente d'indiquer : *« 78 % des bénéficiaires du prêt à taux zéro sont d'anciens locataires. »* En fait, la part des anciens locataires du parc HLM ne dépasserait guère 16 % de cet ensemble.

Tous types d'accédants confondus, l'enquête-logement de l'Insee de 1992 indiquait, pour la période 1988-1992, une proportion de 20 % d'anciens locataires du parc social, en chute de 7 points par rapport à la période des quatre années précédentes. Ce recul de l'accession chez les locataires HLM ne paraît pas avoir été corrigé par la création du prêt à taux zéro.

Les emprunteurs sont souvent des ménages très modestes

LA RELANCE de l'accession sociale à la propriété était l'objectif essentiel poursuivi à travers la réforme d'octobre 1995. Il semble bien atteint puisque les ménages modestes, voire très modestes, sont les premiers bénéficiaires du prêt à taux zéro (PTZ). Le bilan publié durant l'été par la Société de gestion du fond de garantie de l'accession sociale à la propriété (SGFGAS) sur les 140 000 prêts distribués en 1996 indique que le revenu net moyen des emprunteurs est de 13 000 francs par mois. Ces nouveaux accédants sont plus d'un sur quatre à disposer de moins de 10 000 francs net par mois et 6 % ont des revenus inférieurs à 7 500 francs.

La SGFGAS estime que, pour un ménage sur quatre (21 %), l'accession peut être qualifiée de *« très sociale »*. Il s'agit soit d'une personne célibataire ou d'un couple sans enfant disposant de moins de 7 500 francs de revenu mensuel, soit d'une famille d'au moins trois personnes disposant de moins de 10 000 francs (respectivement 6 % et 15 % des bénéficiaires d'un PTZ en 1996). Juste au dessus, les emprunteurs *« modestes »* représentent 21 % du total des bénéficiaires du prêt. Dans ce groupe d'accédants modestes ou très modestes, la SGFGAS distingue deux profils types : les jeunes célibataires, qui viennent de quitter leurs parents et débutent dans la vie active ; les ouvriers âgés de 25 à 35 ans. Les premiers investissent plutôt dans l'ancien et achètent un logement de moins de 450 000 francs. Les seconds ont moins de 50 000 francs d'apport personnel et ils effectuent des opérations dont le coût ne dépasse pas 550 000 francs.

Au dessus, l'emprunteur moyen (36 % de l'ensemble) est un employé marié, âgé de trente-cinq ans, anciennement locataire, ayant tout au plus un enfant. Son revenu mensuel net est compris entre 10 000 et 15 000 francs, son apport personnel est de 50 000 à 100 000 francs et, par le biais du PTZ, il investit 550 000 à 700 000 francs dans une opération dans le neuf. Enfin, une dernière catégorie, qualifiée d'*« aisée »* – la moins nombreuse (22 %) –, dispose de revenus supérieurs à 17 500 francs (pour une famille d'au moins trois personnes). On y retrouve, souligne la SGFGAS, des cadres mariés, déjà propriétaires et détenant de ce fait un apport personnel supérieur à 100 000 francs, qui investissent dans des opérations de plus de 700 000 francs.

« AIRBAG DE L'ACCESSION »

En raison de la faiblesse de leurs revenus, 78 % des bénéficiaires d'un prêt à taux zéro ont, en 1996, bénéficié d'un différé de remboursement de ce prêt, total (40 %) ou partiel. Cet avantage constitue l'une des originalités de la réforme. Il permet aux plus modestes des emprunteurs de ne commencer à rembourser son PTZ qu'une fois achevé ou largement entamé l'amortissement de son prêt principal.

Mieux solvabiliser les accédants modestes mais aussi leur offrir un « filet de sécurité » : tels étaient les deux objectifs de la réforme. Si le premier semble atteint, le second est passé aux oubliettes. Pour des raisons budgétaires, l'« airbag de l'accession », censé limiter les risques d'accidents de parcours causés, notamment, par une perte d'emploi et présenté, en 1995, comme un élément essentiel de la réforme, n'a jamais vu le jour. Il devait permettre d'alléger d'un tiers, pendant quinze mois, les mensualités de remboursement de l'accédant à partir du dixième mois de chômage indemnisé.

Le profil très social des nouveaux accédants rend urgent la mise en place d'un tel système de sécurisation. Le Parti socialiste s'y était engagé durant la campagne des législatives. Le gouvernement de Lionel Jospin lui donnera-t-il corps ?

Ch. G.

A Saint-Germain-lès-Arpajon, les nouveaux propriétaires du lotissement du Parc

REPORTAGE

Un même choix : se serrer la ceinture quelques années pour une « vraie maison »

BIEN SÛR, ce n'est pas la maison de leurs rêves, celle qu'ils résument d'une formule – *« un grand terrain, un sous-sol total »* – et qui n'aurait pas eu l'inconvénient du pavillon en bande où l'on n'est pas vraiment chez soi. Mais les P. n'en reviennent pas d'être devenus propriétaires. Si vite, alors qu'ils y pensaient, mais pour plus tard, *« beaucoup plus tard »*. C'est sans regret qu'ils ont quitté il y a six mois leur immeuble HLM *« vaguement standing »*, qui leur coûtait, *« parking compris »*, 3 800 francs par mois. Pour 1 400 francs de plus, ils sont chez eux, dans une maison de quatre pièces, et jouissent d'un morceau de jardin. Avec leurs 15 000 francs de revenus mensuels, ils n'avaient pu mettre de côté que quelques dizaines de milliers de francs. De quoi payer les frais de notaire, sans plus. C'est le prêt à taux zéro qui a fait la différence : 150 000 francs d'un coup qu'ils remboursent seulement pour moitié pour l'instant. La maison a coûté 813 000 francs tout compris.

A Saint-Germain-lès-Arpajon (Essonnes), petite commune de 8 000 habitants de la grande couronne parisienne, sortie de son statut de banlieue rurale grâce à l'arrivée, à ses portes, de la ligne C du RER, l'effet d'aubaine de la réforme a joué à plein. 70 % des nouveaux propriétaires du lotissement du Parc ont bénéficié du prêt à taux zéro. Par ce biais, la commune a pu vendre des terrains et donner un ballon d'oxygène à des finances très mal en point. Quant aux promoteurs, Promogim et Stim-Bâtir, deux filiales du groupe Bouygues, ils ont pu écouler leurs deux programmes de logements en seize mois à peine. Un temps record, inespéré.

Regroupées par quatre, les maisons sont modestes. Pour 750 000 à 850 000 francs l'unité, prix du terrain compris, les propriétaires n'ont droit qu'à du revêtement plastique sur les sols et les aménagements extérieurs sont réduits au minimum : un rang de dalles, pas plus, pour conduire de la rue à la porte d'entrée. Les jardins mitoyens, tous encombrés de jouets d'enfants, sont séparés par de simples grillages et la végétation naissante ne garantit pas encore l'intimité tant recherchée.

REMBOURSEMENT DIFFÉRÉ

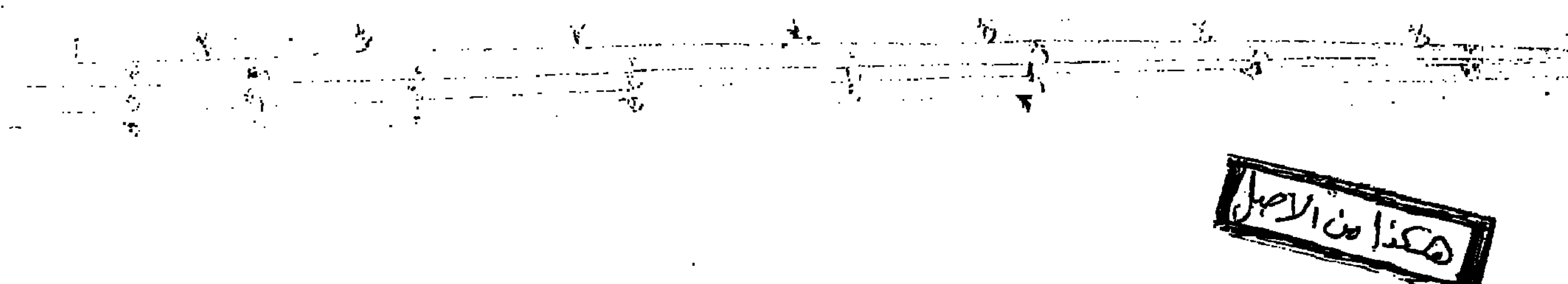
Promogim était le numéro 1 privé du financement en PAP (prêt pour l'accession à la propriété), l'ancêtre du prêt à taux zéro. Il réalise aujourd'hui, en Ile-de-France comme en province, les trois quarts de ses ventes en résidence principale à des ménages bénéficiant du nouveau dispositif. Quatre acheteurs sur dix, chez Promogim, bénéficient d'un différé complet de remboursement de son prêt à taux zéro. *« L'accession devient possible pour une catégorie de ménages aux revenus très modestes dont les banques ne voulaient pas entendre parler dans l'ancien dispositif »*, remarque William Truchy, directeur commercial.

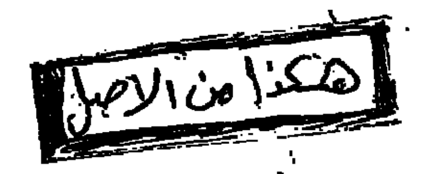
Mme N., enceinte de son premier enfant, fonctionnaire, et son compagnon, employé dans la restauration, sont représentatifs de ce *« cœur de cible »*. Comme leurs voisins, ils se sont d'abord renseignés, pour voir. Comme eux, ils ont été étonnés que tout ait marché lorsqu'ils ont signé, deux mois après le lancement du nouveau prêt : un an auparavant, on leur avait refusé un prêt PAP car leur apport personnel était largement insuffisant (70 000 francs) et leur taux d'endettement trop important. Les 139 000 francs de prêt à taux zéro, dont le remboursement ne jouera à plein que dans dix-sept ans, ont donné le coup de pouce salvateur. Bien sûr, le couple s'endette pour vingt ans, avec un remboursement mensuel de 4 700 francs qui tombera à 2 200 francs dans... dix-sept ans. Bien sûr, Mme N. a découvert qu'elle ne pouvait pas déduire les intérêts d'emprunt de son prêt principal, à la différence des autres accédants. Mais, comme ses voisins, elle a préféré *« prendre des risques »* plutôt que de continuer à payer, à fonds perdus, 3 400 francs de loyer pour un studio dans les Yvelines.

Dans la même rue, une autre famille a fait le même choix : se serrer la ceinture pendant quelques années pour jouir, enfin, d'une *« vraie maison »*. Chaque mois, il reste aux S. et à leurs trois enfants 10 000 francs à peine pour assurer le quotidien. Les cinq pièces encore vides de meubles en témoignent : les S. ont totalement banni le superflu de leur mode de vie. Et s'ils s'en sortent, c'est grâce à l'aide de leurs parents. C'est, en fait, grâce à leurs parents qu'ils ont pu quitter leur appartement au quatrième étage sans ascenseur du centre parisien. Sans un prêt familial gratuit de 120 000 francs, l'opération n'était pas jouable. Mais, au total, les S. déboursent 10 000 francs par mois pour leur logement. Les élus de Saint-Germain ne cachent pas qu'ils sont un peu inquiets pour l'avenir. Le choix de l'accession a été dicté, d'abord, par des raisons financières.

La vente des terrains a rapporté 4,5 millions de francs à la commune, soit 20 % de son budget d'investissement. Le lancement du programme était aussi, pour la nouvelle équipe UDF-RPR élue aux municipales de 1995, une manière de *« rompre avec la logique du tout-logement social »* de ses prédecesseurs PC-PS. L'apport d'une centaine de jeunes ménages dans une commune plutôt vieillissante est positif : il a fallu ouvrir trois classes nouvelles à cette rentrée. Mais, pour des raisons de coût, aucun équipement collectif n'a été prévu dans ce nouveau quartier. Et même s'il est trop tôt pour risquer un pronostic, certains ménages paraissent vraiment à la limite de leurs capacités financières.

Ch. G.





AMÉNAGEMENT **A l'initiative du maire de Collonges-la-Rouge (Corrèze), Charles Ceyrac (RPR), et de l'association SOS-Villages, la première Journée nationale du village s'est déroulée, dimanche 7 septembre, dans quelque 600 communes de moins de 2 000 habitants. ● SES PROMOTEURS VEULENT montrer que la désertification des campagnes n'est pas irrémédiable. ● A ROQUEFÈRE, dans l'Aude, le maire a décidé de lancer une expérience originale de réhabilitation des maisons de son village, en partenariat avec l'organisme local de HLM. En dix ans, la population, rajeunie, a presque doublé. ● L'ÉLAN DE REMISE EN VALEUR des villages en voie de désertification a gagné les communes avoisinantes. Cette volonté de revitaliser les villages par leur centre symbolise une *« citoyenneté participative »*.**

La France des villages s'organise pour enrayer la désertification

Près de 32 000 communes ont moins de 2 000 habitants ; le premier dimanche de septembre sera désormais leur journée nationale. Il s'agit de mobiliser les maires pour retrouver un certain « art de vivre ». A Roquefère, dans l'Aude, la reconquête a déjà commencé et les habitants reviennent

CARCASSONNE
de notre envoyé spécial

Un petit village perdu du haut Cabardès, terre insoumise aux confins des départements de l'Aude et du Tarn, où rivalisent les influences atlantiques et méditerranéennes. Roquefère, accroché à son flanc de montagne, est enfoui sous la masse sombre des chênes verts et celle, à peine plus claire, des oliviers et des châtaigniers. C'est un de ces villages sur la route encaissée qui mène des châteaux de Lastours au pic de Nore, le plus haut sommet de la Montagne Noire, que l'on est content de laisser derrière soi tant est prégnante l'impression de tristesse suintant de ces bâtisses délabrées et inhabitées.

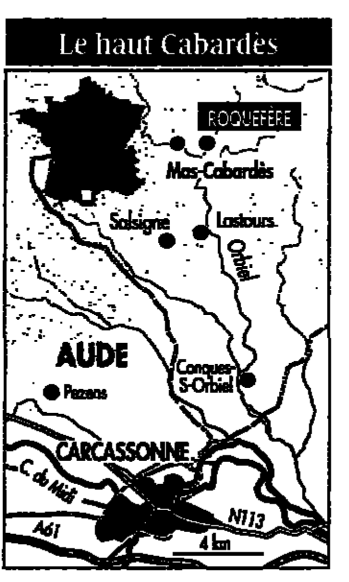
C'était il y a dix ans. Mais c'était sans compter la combativité d'un homme, Francis Bels (PS), maire de Roquefère. Celui-ci veut tout simplement que les cheminées de son village fument à nouveau, et rêve que de longs panaches blancs s'élèvent entre les flancs resserrés de la montagne à partir du point de vue qu'offre la route en lacets, quelques kilomètres plus haut, sur Corbières.

Mais les ressources communales, elles-mêmes fonction de la population – quelques dizaines d'habitants seulement –, sont limitées ; d'où le montage conçu par M. Bels, également conseiller général, avec l'aide de l'organisme local d'HLM dans lequel il est agent de maîtrise. Cette opération s'appelle « bail-réhabilitation » : elle prévoit la remise aux normes et la réhabilitation du bâti par l'organisme HLM, qui le gère pendant vingt-cinq ans ; la commune ne supporte ainsi aucune des incidences de gestion (collecte des loyers, risque d'impayés, entretien, etc.). L'annuité d'emprunt due au titre de l'acquisition du bâtiment par la mairie est intégrée dans le montant du loyer : le coût s'avère nul pour la commune, qui voit simultanément son patrimoine et ses ressources (loyers, taxes foncières, etc.) s'accroître.

CRÉATION D'UNE DYNAMIQUE

Résultat : aujourd'hui, le nombre d'habitants a été pratiquement multiplié par deux : il s'agit d'une population jeune, *« en dessous de quarante ans »*, selon M. Bels, et employée sur place. Pas de quoi, cependant, revitaliser durablement Roquefère, qui, compte tenu de sa situation encaissée, du manque de surface disponible et de son éloignement géographique, se prêterait mal à la création de lotissements, comme c'est le cas en aval, à Conques-sur-Orbiel, commune résidentielle qui mise sur la proximité de Carcassonne. Mais une dynamique s'est créée. Cette reconquête du « noyau », cette volonté de revitaliser le village par le centre au lieu de transformer la périphérie en zone résidentielle, a valeur de symbole sinon de modèle : le centre revisité, c'est l'espace où se crée le lien social, où les désirs s'ébauchent et se rencontrent, l'enceinte de cette *« citoyenneté participative »*, pour reprendre un thème qui a beaucoup fleuri ces derniers temps dans l'Aude. Bref, le lieu où l'on décide de son sort, fût-il ingrat. Du moins, c'est ainsi que l'entendent les jeunes porteurs de projet qui ont décidé de s'installer sur la commune en ne comptant que sur le soutien de leurs proches ou des collectivités locales, dont la logique de développement croise la leur.

Car l'élan impulsé à Roquefère s'est prolongé sur les communes avoisinantes. C'est d'abord la mise en place d'un plan pour l'habitat locatif : les logements nécessaires et leur emplacement sont programmés, en fonction de la demande prévisionnelle sur cinq ans. Il s'agit d'une réelle politique de l'habitat à l'échelon intercommunal, dans le cadre de l'Association de développement du haut Cabardès, qui regroupe 17 communes et 2 500 habitants. Et la convention de partenariat signée en février 1995 avec le conseil général fait de l'accueil des populations une priorité du développement. Dans le contexte local de désertification, la mise en valeur des villages passe,



avant l'accueil de la population touristique, par l'augmentation de la population permanente.

Logiquement, les ressources naturelles inutilisées ou abandonnées, s'agissant de forêts de châtaigniers ou de plantations d'oliviers cultivées en terrasse, sont remises en exploitation. Cette valorisation des richesses locales passe par le développement de nouvelles activités. Les volets bleu pervenche de la ferme-auberge du hameau, au-dessus de Roquefère, signalent à la fois une réhabilitation réussie du bâti communal et l'installation d'un jeune, Michel Aznar, et de sa femme, qui ont constitué, parallèlement, un troupeau réunissant toutes les races caprines. Et ce cheptel, unique en Europe, paît sur les anciennes friches communales.

Car les nouvelles activités explorent souvent des niches économiques très étroites ; en témoignent, quelques kilomètres plus loin, Marc et Charles, avec leur projet d'entreprise de cibles pour tir à l'arc. Même si *« micro-économie rime avec macro-galère »*, selon Charles, qui, malgré l'aide de la structure d'animation locale, peine à sortir des tracasseries administratives et des procédures publiques d'aide à la création pour démarrer son activité et répondre aux commandes. Jean- Pierre Pédrégosa, lui, n'a déclaré son activité de producteur de framboises à la Mutualité sociale agricole (MSA) que deux ans après son installation sur l'exploitation familiale : l'entrée dans la logique productiviste et ses impitoyables critères de rentabilité – lesquels conditionnent toute aide et toute existence légale – s'avèrent impossibles à suivre, du moins au démarrage.

Pas d'usines à gaz pour autant : ici, ce sont les relations de proximité qui priment, on se méfie des initiatives imposées de l'extérieur, et de certaines logiques industrielles coupables, comme à Salsigne, dans le même département (*Le Monde* du 7 mai), de laisser prospérer à côté de mines d'or des déchets industriels extrêmement toxiques, en toute clandestinité.

Bruno Trubert

« Une nouvelle vie est possible »

FAIRE de chaque premier dimanche de septembre une Journée nationale du village : en lançant, il y a quelques mois, cet appel aux édiles des quelque 31 800 communes de moins de 2 000 habitants – sur les 36 000 que compte la France –, Charles Ceyrac, maire (RPR) depuis trois décennies de Collonges-la-Rouge (Corrèze), avait une ambition enthousiaste bien qu'un peu brouillonne (il le reconnaît lui-même), de la suite dans les idées et, surtout, le sentiment de partager avec beaucoup d'autres son amour des villages.

« Nous avons tous, au fond de notre cœur, un petit village qui sommeille : celui de notre enfance, celui de nos parents ou de nos grands-parents », souligne à l'envi M. Ceyrac, qui mène ce *« combat »* depuis longtemps : il a fondé, il y a quinze ans, l'Association des plus beaux villages de France – un label dont s'honorent 400 petites communes – et créé, en 1992, SOS-Villages, afin de mobiliser les maires derrière l'idée de *« reconquête d'un certain art de vivre dans les petites communes »*. Il tentait ainsi de provoquer un sursaut de l'opinion publique face à la désertification des campagnes. Près de 4 000 maires ont répondu à son *« cri du cœur »*...

Le goût de la terre et du terroir revient aux citadins, les vacances à la campagne ont de plus en plus d'adeptes et nombreuses sont les familles qui choisissent d'habiter un village, s'il est situé en zone périurbaine (*Le Monde* du 16 avril). Charles Ceyrac est donc confiant dans son initiative. Il espère faire de sa Journée – la première s'est déroulée dimanche 7 septembre à Collonges-la-Rouge et dans quelque 600 communes rurales qui avaient répondu à l'appel –, à plus ou moins long terme, l'équivalent de la Fête de la musique ou du patrimoine.

L'ancien président du conseil général de Corrèze se défend d'être un passéiste. *« Nous ne reviendrons pas aux veillées d'antan, mais la Journée nationale du village doit sensibiliser et informer l'opinion publique sur l'importance des petites communes en tant que réalité culturelle, économique et sociale »*, assure-t-il.

VITRINE DE PROJETS

« Une nouvelle vie est possible dans nos villages », plaide encore M. Ceyrac. Pour le faire comprendre aux citadins et les attirer, quoi de mieux que de faire la fête, une fois l'an ; d'ouvrir grandes les portes sur les trésors riches ou humbles mais souvent méconnus que recèlent les villages ? Concerts, manifestations sportives ou culturelles, parcours en chemins de randonnée, visites de fabriques locales, mises en route de fours à pain, ouverture des églises et autres monuments étaient programmés, la Journée devait être aussi, selon ses organisateurs, une vitrine des projets économiques et culturels des villages.

Cette Journée, soutenue par plusieurs médias, a été placée sous le haut patronage de Jacques Chirac, qui avait confié à Charles Ceyrac, alors qu'il était encore maire de Paris : *« Nous avons tous deux en charge des villages, même si Paris est le plus grand de France... »*

Ali Habib

Vers un compromis à Vingrau ?

PERPIGNAN
de notre correspondant

Peu avant la dissolution de l'Assemblée nationale, Dominique Voynet était venue sur le site de Vingrau (Pyrénées-Orientales) soutenir les opposants à l'ouverture d'une carrière de carbonate de calcium, qui divise les habitants cette commune de 460 âmes. Mardi 9 septembre, la ministre (Vert) de l'aménagement du territoire et de l'environnement devait recevoir séparément des représentants de l'entreprise Omya et ses contestataires. Sur place, le dialogue, longtemps rompu, a repris pendant l'été : à l'initiative du préfet Bernard Bonnet, Bernard Christofol (Vert), suppléant du député (PS) Jean-Claude Codognès, le maire de Vingrau, Claude Bazinet (écol.), Jean-Jacques Porchez, élu Vert d'Ile-de-France et représentant officieux de Mme Voynet, et le PDG d'Omya, Jean Crespon, se sont rencontrés à plusieurs reprises.

Pour le PDG d'Omya, sept points, sur les neuf discutés, auraient fait *« l'objet de sérieuses avancées »*. L'entreprise refuse de réduire ou de déplacer le gisement. Omya avance l'idée, contestée par ses opposants, d'une assurance-dommage, à partir d'une expertise phytosanitaire des vignobles AOC. MM. Porchez et Bazinet souhaitent que les travaux ne débutent pas avant le 1er janvier 1998. La société, elle, souhaite édifier rapidement son unité de concassage. Enfermée dans un bâtiment, cette installation serait pilote en la matière. Sur les 32 millions de francs qu'Omya envisage d'investir dans une première phase, 14 seraient consacrés à la protection de l'environnement. Après plusieurs années de conflit, aucune des deux parties ne peut s'avouer vaincue. La solution envisagée – faire de l'ouverture d'une carrière dans un site sensible une réalisation exemplaire – permettrait d'imaginer une sorte de « jurisprudence », appliquée ensuite aux autres exploitations du même type : le surcoût lié à l'installation, à l'exploitation et à la remise en état correspondrait, de fait, à une écotaxe, comme les Verts en proposent depuis longtemps.

Jean-Claude Marre

Incidents à Lyon après une nouvelle manifestation contre « TEO »

DEUX MILLE AUTOMOBILISTES, rejoints par plus de deux mille motards, ont manifesté, samedi 6 septembre, dans les rues de Lyon pour réclamer la gratuité sur le périphérique nord de la ville. Mise en service le 22 juillet, la Transversale Est-Ouest (TEO) est très largement boycottée par les automobilistes et les motards de l'agglomération (*Le Monde* du 2 septembre). Au terme de la manifestation, les motards se sont rendus au péage de la « porte du Rhône ». Des barrières d'accès et plusieurs postes de péage ont été détruits ou endommagés. – *(Corresp. rég.)*.

DÉPÊCHES

■ **TGV-Est : la porte-parole du gouvernement, Catherine Trautmann**, ministre de la culture et de la communication, a affirmé que le calendrier du TGV-Est sera respecté. *« La réalisation du TGV-Est européen ne prendra pas de retard »*, a déclaré Mme Trautmann au quotidien *L'Alsace*, daté du vendredi 5 septembre. La ministre a souligné que le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, *« a donné son feu vert pour que le comité de pilotage du TGV-Est européen se réunisse avant la fin septembre (...). Il veillera au respect des délais, car le calendrier sera tenu »*.

■ **STRASBOURG : la Région Alsace a décidé**, vendredi 5 septembre, d'offrir 50 % de réduction sur les billets plein tarif pour l'ensemble des lignes régionales SNCF en cas de pic de pollution de niveau 3. Cette mesure, à effet immédiat, a été votée lors d'une réunion de la commission permanente du conseil régional à Strasbourg, responsable de l'organisation des transports ferroviaires régionaux.

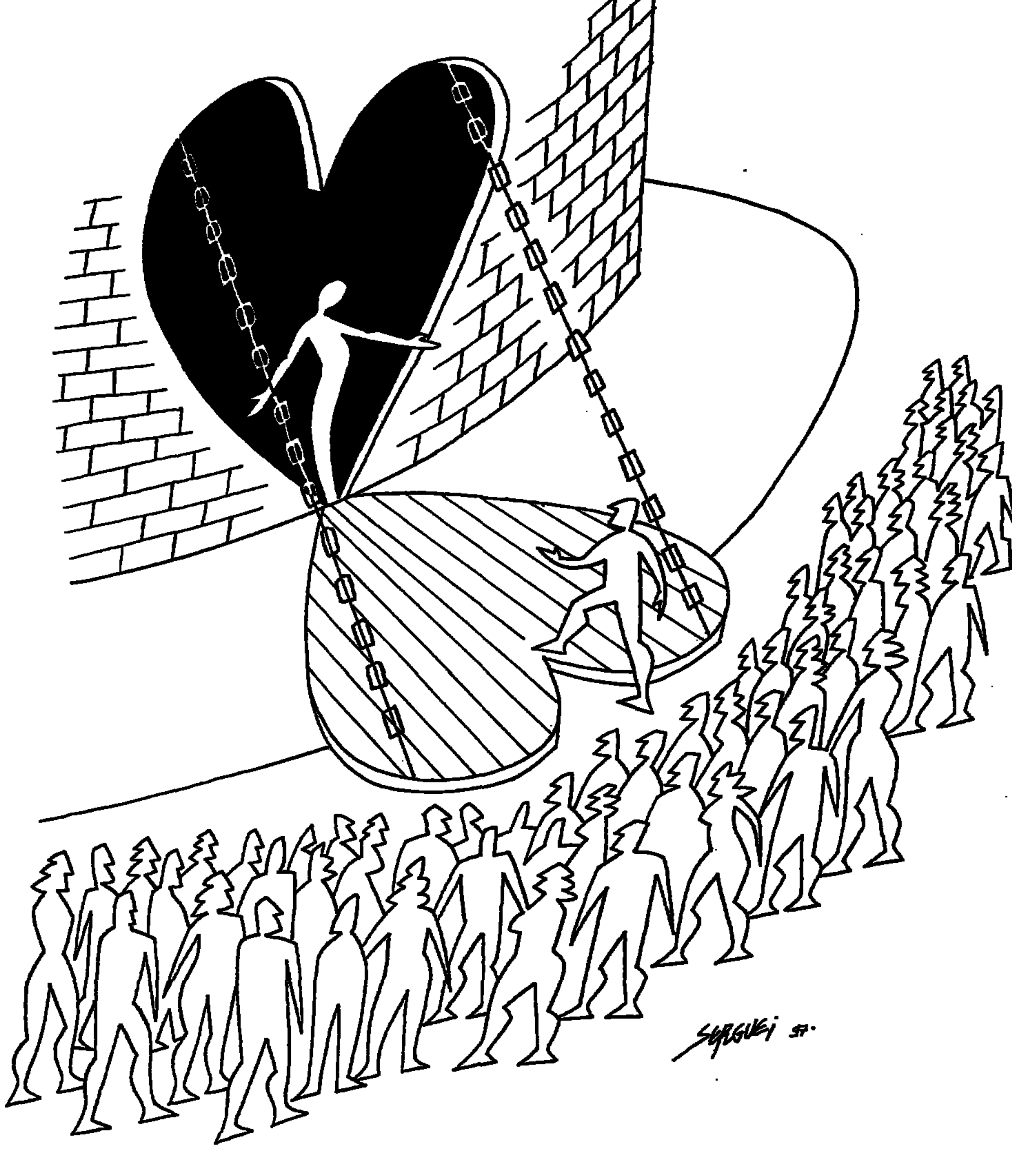
■ **TOULOUSE : la Cité de l'Espace** de Toulouse a accueilli, vendredi 5 septembre, son 100 000e visiteur, deux mois après son inauguration (*Le Monde* du 28 juin) ; 150 000 visiteurs étaient attendus pour la première année.

HORIZONS

ANALYSE

Diana, la sainte du village mondial

par Marc Augé



LADY DI était une image – image de presse, image de télévision, image subie et construite à la fois – comme sont toutes les images *que les individus* essaient d'avoir et de donner d'eux-mêmes. Nous nous identifions tous à une certaine image de nous-mêmes et le regard d'autrui participe à l'élaboration et à l'évolution de cette image. Mais on conçoit que ceux qui découvrent chaque jour leur image – *très matérielle*, très « réelle », très « ressemblante » – dans la presse ou sur l'écran puissent s'interroger sur la nature exacte de ces instantanés, de ces doubles qui leur échappent, et douter parfois de leur propre identité.

Quotidiennement multipliée, l'image *est un peu comme une* mémoire sans oubli : impossible à vivre. Aux yeux des autres, en revanche, ces images disponibles et qui, mises bout à bout, composent une histoire ou une légende, constituent de puissants facteurs d'identification. Les images fréquentées chaque semaine depuis des années nous sont aussi familières que les êtres qui vivent à nos côtés, et plus proches encore parce que, quelles que soient les péripéties de leur existence – ce récit dont nous suivons les épisodes –, elles nous demeurent fidèles. Lady Di a quitté le prince Charles, mais elle est restée présente chez ceux pour qui elle existait comme image. Il n'est donc pas étonnant que beaucoup aient eu le sentiment non seulement de la connaitre, mais de perdre avec elle un peu d'eux-mêmes.

Drame en quinze ans et trois figures : la femme heureuse, la femme trahie, la femme moderne. A chacune de ces figures, des femmes ont pu s'identifier d'autant plus facilement qu'elles en ont été contemporaines et qu'elles ont trouvé dans le récit des aventures princières une transposition publique et magnifiée des heurs et malheurs de leur propre existence : des épisodes les plus banalement intimes – l'amour, la jalousie, la trahison –, mais aussi du mouvement de libération par lequel elles se dégageaient progressivement des rôles imposés. La transformation de la princesse de Galles en femme libérée, embellie et avocate mondiale des causes humanitaires a dû avoir pour d'autres que pour elle le goût exquis de la revanche.

Mais, aux yeux de tous, hommes et femmes, l'ultime avatar de Lady Di, sa projection dans l'espace mondial en forme d'ecran où se côtoient Jean Paul II, Elton John, Bill Clinton, John Travolta ou Mère Teresa, la rend éminemment moderne – ou postmoderne – et, par là même, prestigieuse.

AUJOURD'HUI, les mondes du show-biz, des affaires, de la politique et de la religion sont entremêlés. Au moins est-ce l'impression que donnent au public les images qui leur en sont proposées. Les royautés anciennes aussi avaient recours au spectacle et à l'image. Mais, dans notre société d'individus en principe libres et autonomes, l'image est partout diffusée : si les personnages publics sont toujours à l'abri de leurs villas, de leurs yachts ou de leurs palais, nous les voyons tous les jours dans nos journaux ou sur nos écrans. Aux yeux de tous, ils existent comme image. L'image, ce n'est alors ni la vie privée ni la vie publique, mais l'existence même – la manière d'exister aux yeux des autres –, une mesure de l'intensité d'être : beaucoup rêvent de « *passer à la télé* » pour être vus, c'est-à-dire pour être sûrs d'exister.

Ces jeux d'images relèvent de l'illusion – c'est-à-dire, selon Freud, du désir –, mais c'est par cette illusion que passe aujourd'hui l'essentiel de notre relation aux autres et au monde. Le paradoxe de notre époque – qui en fait aussi le caractère dramatique –, c'est que seule la mort peut « donner corps » à l'image. Mais le spectacle du cadavre est insoutenable et son image impensable. Le scandale des paparazzi tient à ce contretemps, à cette contradiction : à l'heure de la mort, ils proposent l'image de la fin d'une image. Or l'image ne peut pas disparaître ainsi, se montrer soudain infidèle à ceux qui l'ont aimée. Certes, elle a toujours évolué, toujours changé ; c'est qu'elle était vivante et participait du jeu de substitutions qui est au principe de toute séduction : je ne suis pas celle que vous croyez.

La vie de Diana est, à travers quelques épisodes dramatiques et quelques changements à vue, le dévoilement de vérités successives : derrière la *jeune épouse* naïve la femme trahie, derrière la femme trahie la séductrice, derrière la séductrice la « sainte » prête à secourir la misère du monde, derrière la vedette planétaire la mère exemplaire... Si le jeu s'arrête, si Diana « trouve enfin le bonheur », l'histoire s'arrête aussi et l'image disparaît. « *Les gens heureux n'ont pas d'histoire* », disait Stendhal. Mais la mort, plus indulgente que le bonheur, la mort brutale, bête et cruelle ne tue pas toujours et pas tout de suite l'image : elle la transforme pour un temps en image pieuse, en effigie – nombreuses étaient les images de Diana brandies ou affichées sur le parcours du cortège funèbre –, et l'on ne peut pas exclure que la princesse de Galles entre bientôt dans le panthéon des religions d'Amérique latine, qui, comme le candomblé, l'umbanda ou la santeria, n'hésitent pas à recruter leurs dieux parmi les héros de l'histoire ou de l'actualité.

En Grande-Bretagne où, autant et plus qu'ailleurs, Lady Di vit et continuera à vivre sa vie d'image, la question se pose de savoir si elle n'est pas aussi devenue un symbole. Un symbole n'est symbole de quelque chose que s'il l'est pour un certain nombre d'individus qui se reconnaissent et reconnaissent du même coup qu'ils ont quelque chose en commun. Le symbole est à la disposition de ses usagers. A la différence de l'image, qui permet des identifications singulières, c'est un instrument de reconnaissance collective : si le corps du mort, le cadavre, joue toujours un rôle symbolique, c'est que, ne serait-ce que pendant les funérailles ou la période du deuil, il reste l'objet médiateur d'une relation entre les vivants qui se souviennent, qui partagent au moins un souvenir. La mort d'un grand de ce monde, *a fortiori*, possède toujours une dimension symbolique.

> Aux yeux de tous, hommes et femmes, l'ultime avatar de Lady Di, sa projection dans l'espace mondial en forme d'écran où se côtoient Jean Paul II, Elton John, Bill Clinton, John Travolta ou Mère Teresa, la rend éminemment moderne – ou post-moderne – et, par là même, prestigieuse

CE qu'il y a eu de stupéfiant au cours de la semaine qui a suivi la mort de Lady Di, star et princesse, c'est moins l'émotion mondiale – davantage liée à son image – que l'émoi populaire en Grande-Bretagne, immédiatement senti et formulé par le premier ministre Tony Blair. Les commentateurs se sont demandé si cette mort condamnait ou sauvait la monarchie britannique. On a pu alors avoir le sentiment que la cour n'avait pas assez vite pris la mesure des enjeux et que, trop préoccupée par l'image de Lady Di, elle se lançait avec un temps de retard dans la course au symbole que lui avait imposée pour la dernière fois la « *princesse du peuple* ». Cette course-poursuite entre le symbole et l'image, entre le peuple et la reine, fut comme une étrange réplique de la cavalcade des motards qui, tels les anges de la mort dans l'*Orphée* de Cocteau, avaient accompagné Lady Di jusqu'aux portes de la nuit.

Plusieurs fois rattrapée par la « pression populaire », la cour d'Angleterre dut fuir en avant. Jour après jour, nous avons appris progressivement que les funérailles de la princesse de Galles seraient « *quasi nationales* », que le parcours du cortège funèbre serait allongé pour être à la mesure du million de spectateurs supplémentaires quotidiennement annoncé, que le drapeau britannique serait hissé sur Birmingham et mis en berne ; nous avons vu la reine, le prince et ses enfants serrer quelques mains dans la foule, et leur regard se perdre dans les montagnes de fleurs élevées par la ferveur populaire.

Enfin, la reine parla pour dire son émotion et l'estime qu'elle portait à la princesse de Galles. Les Windsor avaient-ils gagné, récupéré le cadavre de la princesse enfuie, fait du prince divorcé un veuf éploré et de la monarchie lointaine un symbole d'unité et de modernité ? Les funérailles, peut-être, apporteraient la réponse.

Comme une majorité de Français républicains, je suis sensible aux fastes de la monarchie britannique. Sensible aussi à la force d'un peuple capable de chanter d'une seule voix – et quelle voix ! –, de camper des nuits entières sur les pelouses de Hyde Park et d'exprimer sans fausse honte sa tristesse et sa peine. Le spectacle qu'offrait la télévision samedi matin était double, puisque, d'une cérémonie minutieusement réglée, il nous proposait des vues elles-mêmes préparées, sélectionnées et cadrées : une explication de texte en somme. Belle explication, efficace par surcroît : du grand art.

PEU nombreux furent, j'imagine, les téléspectateurs qui n'éprouvèrent pas quelque émotion et la certitude de partager celle d'un peuple lorsque les hommes de trois générations emboîtèrent le pas des gardes gallois pour suivre le cercueil de la princesse et, plus encore, lorsque éclatèrent sous les voûtes de Westminster, à l'entrée du convoi, les accents du *God Save the Queen*. L'art d'adapter le rituel, de le faire évoluer est, partout et toujours, la condition de survie des religions et des régimes politiques. Nous pouvions être *rassurés : la vieille monarchie* avait su s'adapter.

> Le scandale des paparazzi tient à ce contretemps, à cette contradiction : à l'heure de la mort, ils proposent l'image de la fin d'une image. Or, l'image ne peut pas disparaître ainsi, se montrer soudain infidèle à ceux qui l'ont aimée

Et puis, au fil de la cérémonie, j'éprouvai – léger malaise – le sentiment qu'une fois encore, comme au temps des splendeurs victoriennes, l'Angleterre, mine de rien, était en train de donner au monde une leçon de politique, de montrer la voie à suivre. Que, derrière le supposé « repentir » de la famille royale, les péripéties du roman familial et les adaptations du rituel, elle esquissait, sous les yeux de deux milliards et demi de téléspectateurs, l'image d'une sorte de néo-Commonwealth qui ressemblait comme deux gouttes d'eau au fameux village planétaire, au monde globalisé d'Internet, de l'économie et du rock.

Lady Di pouvait passer à juste titre pour l'héroïne, la sainte ou le symbole de ce monde-là. Avec la bénédiction de Mère Teresa, si l'on en croyait les médias, n'avait-elle pas parcouru la Terre, de la Bosnie à l'Angola, pour montrer la détresse et prêcher l'amour ; était-elle autre chose en somme qu'une héroïne de la comtesse de Ségur à l'échelle planétaire ? L'amour, toujours l'amour : des grandes vertus, nous rappelaient l'archevêque, saint Paul et Tony Blair – télégénique en diable –, c'est l'amour, *love*, qui est la plus importante. Et Elton John renchérissait. Cet « *amour* »-là, dans sa traduction française, c'est la « *charité* » – mot redoutablement ambigu dès lors qu'il sert de mot de passe politique.

La foule endolorie chantait devant Westminster, balançant ses bougies dans le vent, et je me demandai, un peu rêveur, un peu terrifié, si nous ne venions pas d'assister, en Mondiovision, au premier cours magistral de socialisme réaliste.

Marc Augé, *anthropologue, est directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).*



هكذا من الاصل

Euro-effervescence dans la finance

DANS son édition du 13 août, le journal allemand *Die Welt* faisait état de l'intérêt que la Deutsche Bank porterait aux AGF. Une semaine plus tard, l'information était reprise par la lettre financière du *Spiegel*. Jeudi 4 septembre, le magazine allemand *Stern* prenait la relève en publiant un article selon lequel l'assureur Allianz envisageait de fusionner avec la Dresdner Bank, provoquant à nouvau des spéculations sur une possible opération de la Deutsche Bank sur les AGF. La veille, le quotidien économique belge de langue flamande *De Financieel Economische Tijd* annonçait l'imminence d'une opération publique d'achat (OPA) du groupe néerlandais ING sur la banque belge Bruxelles-Lambert.

Parmi les rumeurs relevées pêle-mêle au cours des derniers mois, on peut encore citer les appétits d'ING ou du Crédit suisse sur la Commerzbank, ceux, en Grande-Bretagne, de Hongkong and Shanghai Corp. (HSBC) sur la Royal Bank of Scotland ou encore d'Abbey National, d'Halifax et de HSBC sur Natwest.

Parmi les rumeurs qui ont couru les salles de marché dans la chaleur de l'été, certaines n'auront peut-être jamais de suite. Quelques-unes ont d'ailleurs fait l'objet de démentis : la Deutsche Bank a fermement réagi, jeudi 4 septembre, aux intentions qu'on lui prêtait sur la compagnie d'assurances française. Elles traduisent en tout cas la fébrilité de l'industrie financière européenne. La moindre augmentation de capital est interprétée comme la volonté de se doter d'une capacité financière supplémentaire pour faire face à une acquisition. Une déclaration sur la nécessité accrue pour les assureurs d'avoir des fonds propres importants et mieux faire face aux risques, une réflexion sur la fragmentation du marché bancaire allemand ou sur le fait que le tour de table de telle entreprise n'est pas verrouillé provoquent instantanément la flambée des titres.

Les opérateurs, qui vivent de ce mouvement perpétuel de baisse et de hausse des cours, et les banques d'affaires, marieuses professionnelles, ne font qu'amplifier une réalité : l'industrie financière du Vieux Continent se met en mouvement pour opérer une profonde redistribution des cartes.

UNE AMPLEUR INÉGALÉE

Le mouvement de concentration de l'industrie financière mondiale tiré par les Etats-Unis, la proximité de l'Union monétaire et les masses de capitaux en quête d'investissement expliquent cette effervescence. La capacité financière des grands fonds de pension, collecteurs nets de fonds ; la baisse des taux d'intérêt qui provoque un transfert des obligations vers les actions, et la meilleure rentabilité des entreprises nourrissent les spéculations.

La concentration que connaît l'industrie bancaire et d'assurance est d'une ampleur inégalée. Les grandes entreprises financières doivent gérer des pertes de parts de marché. Aux Etats-Unis, elles sont confrontées à l'arrivée des intermédiaires, des supermarchés, de la montée en puisance des cartes de crédit. En Europe, et particulièrement en France, les Caisses d'épargne, La Poste, les banques et les compagnies d'assurances marchent de plus en plus sur leurs plates-bandes. Cette surcapacité provoque des baisses de marges. L'évolution de la technologie rend nécessaires les baisses de coût. *Big* est à nouveau *beautiful*.

Outre-Atlantique, le processus de concentration en cours est très avancé. La méthode, à base de croissance externe et à coups de licenciements massifs pour constituer des supergroupes, est désormais éprouvée. Selon l'expression d'un banquier, *« le processus d'enzymes gloutons est, sinon sous contrôle, du moins maîtrisé »*. Les fusions bancaires américaines ont dépassé le montant record de 100 milliards de dollars en deux ans.

L'Europe n'en est pas là. Mais les établissements financiers poussent les feux dans la perspective de l'Union monétaire. Alors que les entreprises financières se préparaient déjà techniquement – et de façon inégale selon les pays – à intégrer l'arrivée de la nouvelle monnaie, on a l'impression qu'elles découvrent seulement les conséquences de ce nouvel espace commun et mesurent l'urgence de raisonner à cette échelle en termes stragégiques.

Certains pays sont en meilleure position que d'autres. Les Pays-Bas, dont le processus de concentration nationale a débuté au début des années 90 – trois acteurs bancaires se partagent 82 % du marché des particuliers –, profitent du plein effet de la restructuration. La situation financière des groupes néerlandais est florissante mais ils sont confrontés à l'étroitesse de leur marché intérieur. L'euro renforce leur conviction qu'ils doivent se développer au sein du marché européen.

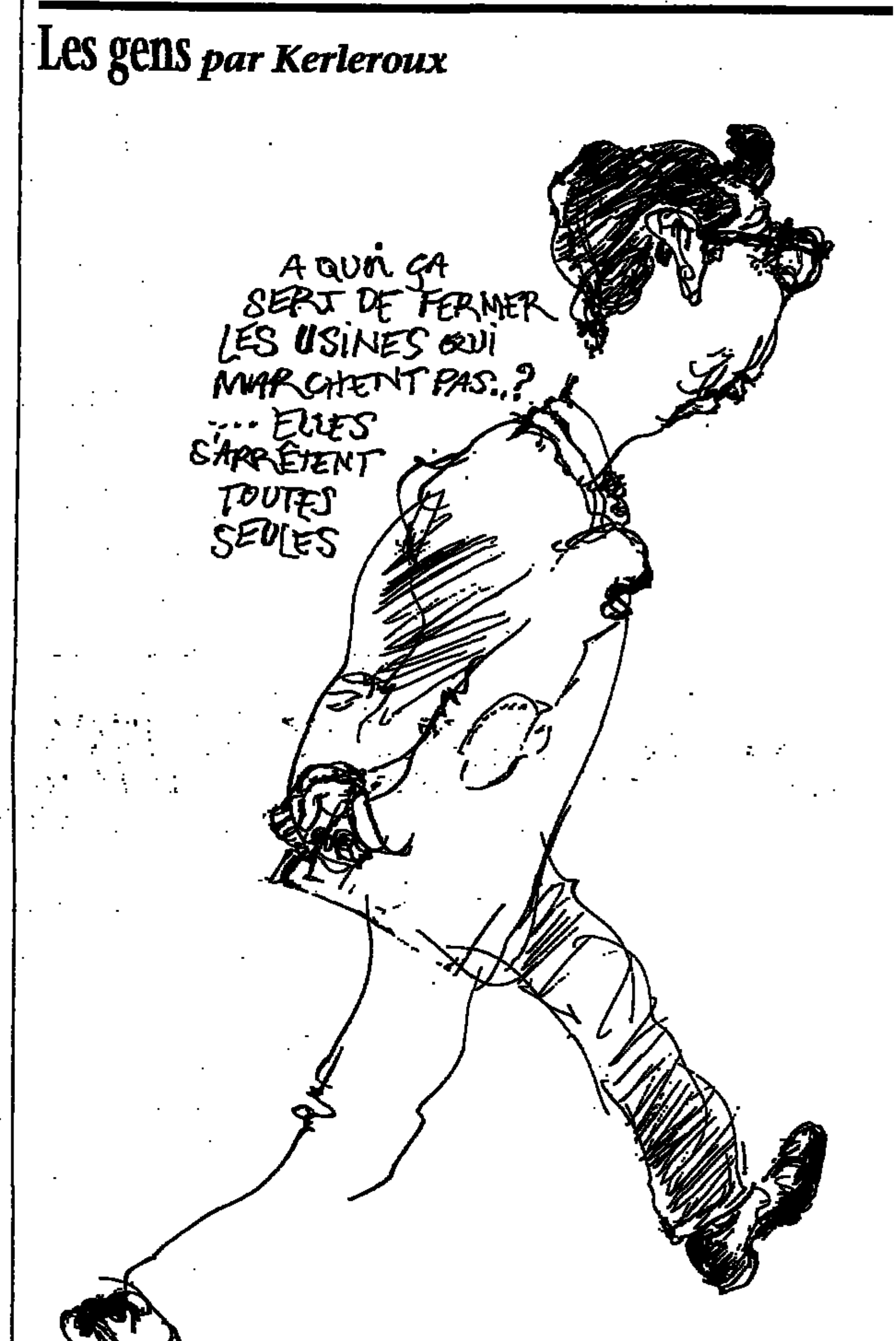
En France et en Allemagne, il a fallu deux grosses opérations de fusion pour provoquer le sursaut d'un secteur historiquement figé : le rapprochement, en France, des compagnies d'assurances AXA et UAP, donnant naissance au deuxième groupe d'assurances mondial et celui, en Allemagne, de deux banques bavaroises, Vereinsbank et Hypotheken und Wechsel Bank. Ces deux électrochocs ont provoqué chez les opérateurs attente et intenses spéculations sur la réaction possible des autres acteurs du marché.

L'envolée des Bourses, la faiblesse des taux, la volonté des fonds de pension américains d'investir en Europe : autant de facteurs qui permettent de dégager des munitions financières. Les déclarations sibyllines des patrons de grands groupes sur leur stratégie de croissance externe alimentent les spéculations. Le président de la compagnie d'assurances néerlandaise Aegon affirmait, fin août, être intéressé par le marché français, son compatriote ABN-Amro recherche ouvertement un *« second marché domestique »* en Europe. Le président de la Deutsche Bank, Rolf Breuer, a officiellement déclaré vouloir faire une acquisition en France. Allianz cherche aussi à s'imposer dans l'Hexagone.

Dans tous les cas, la rumeur, farfelue ou plausible, fait flamber les titres. Mais le mouvement de fond est bien là. Les établissements financiers européens ont une triple obligation : se renforcer sur leur propre marché, chercher des débouchés transnationaux et composer avec l'effacement progressif des frontières entre les métiers de banque et d'assurance. Les mois qui viennent vont voir une accélération des mariages, fusions, alliances et rapprochements. Et personne ne veut rester célibataire.

Babette Stern

Les gens *par Kerleroux*



Lionel Jospin, ou l'art d'imposer sa différence

Suite de la première page

Dans le même temps, la politique menée est perçue comme différente de celle du gouvernement précédent. La différence réside pour une part dans la manière : sans rien retrancher de son autorité, Lionel Jospin donne à la délibération une part que son prédécesseur semblait se faire gloire de lui refuser. Alain Juppé avait tout misé sur l'impulsion qui devait venir d'en haut : il s'agissait de montrer aux Français que ceux qu'ils avaient choisis pour les diriger ne se dérobaient pas et qu'une volonté s'exerçait au sommet de l'Etat. Lionel Jospin s'efforce, à l'inverse, de les convaincre que leurs soucis, leurs aspirations, leurs souhaits contradictoires sont pris en compte et que la décision finale procède de la confrontation d'opinions qui partagent les citoyens eux-mêmes autant que les ministres convoqués aux réunions bimensuelles de Matignon.

Pour une autre part, c'est par ses décisions elles-mêmes – et pas seulement par la façon dont elles sont prises ou préparées – que le gouvernement actuel fait la différence. Il a jusqu'à maintenant trouvé le moyen de paraître innovant, sans risquer pour autant d'être taxé d'irréalisme. La rupture qui semble s'opérer ici se fait à la fois par rapport au gouvernement d'Alain Juppé et par rapport à une orthodoxie définie durant la précédente législature socialiste, à la fin des années 80 et au début des années 90. Chacun à sa manière, Lionel Jospin, Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, avaient en commun, dans ces années-là, de ne s'accommoder qu'à contre-coeur du *statu quo* caractérisant le socialisme gestionnaire incarné par Pierre Bérégovoy. Aujourd'hui au pouvoir, ils n'ont pas renié, jusqu'à maintenant, la différence qu'ils revendiquaient alors.

Comme lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale, en juin, Lionel Jospin montre qu'il n'éprouve aucune gêne à s'inscrire dans la logique qui avait permis à Jacques Chirac de l'emporter en 1995 : celle de la rupture avec une certaine paresse politique, consistant par exemple à considérer que, pour ce qui est de la lutte contre le chômage, *« on a tout essayé »* et qu'il ne reste plus qu'à s'y résigner. Devant les députés, le premier ministre avait repris à son compte – au grand agacement de Philippe Séguin – l'idée de la nécessaire rénovation du pacte républicain et de la restauration du lien entre les citoyens et leurs représentants et dirigeants.

LE TEMPS DES DÉCISIONS

Au cours de l'été, que ce soit avec le plan Aubry pour l'emploi des jeunes ou avec la cascade de propos iconoclastes que Claude Allègre déverse sur l'éducation nationale, le gouvernement a semblé mettre en pratique le volontarisme qui avait fait le succès du chef du RPR, il y a deux ans, face à l'immobilisme imputé à Edouard Balladur.

Lionel Jospin et ses ministres ont paru réhabiliter, avec plus de force de conviction que leurs prédécesseurs, la capacité d'initiative du pouvoir politique face aux contraintes imposées par la situation économique et par le calendrier européen, face aux rigidités sociales, aussi. Après un premier ministre – Alain Juppé – qui leur disait : *« C'est ainsi, il n'y a pas moyen de faire autrement, il faut y passer »*, les Français voient un chef de gouvernement qui met en scène la recherche collective de solutions à des problèmes qui ne sont plus considérés comme n'en ayant qu'une ou... aucune.

Au temps de la méthode de décision succède maintenant celui des décisions elles-mêmes. Lionel Jospin a réussi la première épreuve, en parvenant notamment à superposer aux différentes formations de sa majorité « plurielle » un cinquième parti : celui du gouvernement lui-même, qui se fait entendre sans contestation réelle, jusqu'à maintenant, tant chez les Verts qu'au PCF et, même, chez les socialistes ! Toute la question est de savoir si les décisions remporteront le même succès que la méthode dont elles seront le résultat.

Patrick Jarreau

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

La mort d'un dictateur

MOBUTU Sese Seko n'aura survécu que quelques mois à son éviction du pouvoir au Zaïre. Il est mort, terrassé par la maladie, dimanche 7 septembre, en exil au Maroc, seul pays à lui avoir accordé l'hospitalité. Il avait quitté Kinshasa à la veille de l'entrée en ville des troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), le 16 mai, une rébellion armée venue de l'est du pays avec le soutien de forces étrangères, celles du Rwanda et de l'Ouganda, et avec l'appui des Etats-Unis.

Mobutu a régné sans partage pendant plus de trois décennies, après s'être emparé du pouvoir par la force, le 24 novembre 1965. En trente ans, le dictateur et son entourage ont consciencieusement pillé le pays – un des plus riches du continent. Une toque en peau de léopard éternellement vissée sur le crâne, un bâton en ébène de chef à la main, il a laissé derrière lui un Etat sans structures ni infrastructures. L'armée – son armée – ne s'est pas battue pour lui. Elle ne s'est opposée qu'en de rares endroits à la progression des rebelles.

En dépit des souffrances imposées aux Zaïrois par cette dictature, ceux-ci ont fait preuve d'une infinie patience. Ils n'ont pas chassé celui qui a fait leur malheur. Mobutu était habile. Il corrompait. Il agissait en vieux chef africain. Sentant le vent tourner à la fin des années 80, il avait instauré le multipartisme, faisant miroiter aux Zaïrois, férus de politique, des lendemains meilleurs. Il avait accepté qu'une Conférence nationale souveraine décide de l'avenir du pays. Mais il avait, dans le même temps, créé des dizaines de partis politiques et plusieurs quotidiens, noyautant et divisant une opposition extrêmement morcelée.

C'est Laurent-Désiré Kabila, le chef des rebelles de l'AFDL, et ses alliés, qui ont finalement détrôné Mobutu, après avoir conquis l'ensemble du territoire. Le vieil opposant lumumbiste s'est proclamé président de la République démocratique du Congo (RDC) le 17 mai, faisant naître un immense espoir au sein d'une population qui voyait en lui un libérateur.

Les Zaïrois – redevenus Congolais – en ont déduit que leur pays allait enfin s'inscrire dans la normalité. Ils ont imaginé qu'ils auraient du travail, des salaires, qu'ils allaient scolariser et pouvoir soigner leurs enfants. Mais le président Kabila n'a fait que promettre des élections. Pour le reste, il s'est empressé d'interdire toute activité politique, obligeant les opposants de Mobutu à adhérer à son mouvement, transormant *de facto* l'AFDL en nouveau parti unique.

Les tergiversations du régime Kabila à autoriser les Nations unies à enquêter sur les effroyables massacres de réfugiés hutus rwandais pendant la conquête n'ont fait qu'accroître l'inquiétude de la population. Habituée aux roueries du pouvoir, celle-ci commence à croire qu'une dictature a simplement chassé une autre.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Pas d'Europe sans l'Allemagne

QUAND il s'agit de reconstruire l'Europe sous l'égide du plan Marshall, l'Allemagne est absente de la conférence des Seize ; quand il s'agit de reconstruire l'Allemagne sous l'impulsion du général Clay, les Seize ne sont point consultés, et l'Europe est absente à son tour. Les Français ne seraient-ils pas les seuls à ignorer la géographie, et malgré les progrès récents de leurs géopoliticiens, les Etats-Unis n'auraient-ils rien à nous envier sous cet angle ?

L'Allemagne fait partie de l'Europe, et l'on ne rebâtira pas l'une sans l'autre. Sans l'industrie allemande, l'Europe ne peut être qu'une colonie américaine ; sans l'espoir européen, l'Allemagne ne peut songer qu'à la revanche, ou au nihilisme qui l'entraînerait dans les bras de la Russie, et l'Europe avec elle. Les destins de l'Allemagne et de l'Europe sont irrémédiablement liés, et il n'y aura point de renaissance européenne sans une renaissance allemande.

Il faut choisir. D'un côté, la paix de type traditionnel, c'est-à-dire le diktat du vainqueur et la volonté corrélative de revanche qu'il insuffle au vaincu, la paix qui porte en soi le germe d'une autre guerre, la paix qui n'est qu'une trêve. De l'autre, une paix d'un type nouveau qui, tout en faisant leur part aux justes réparations, abolirait les notions de vainqueur et de vaincu pour leur substituer celle d'un effort commun pour restituer aux hommes des possibilités de vivre, la paix qui mettrait fin aux interminables rivalités nationales par l'établissement d'une collaboration véritable entre les peuples, la paix qui fermerait enfin les portes de la guerre.

Maurice Duverger
(9 septembre 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE
Adresse Internet : http ://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Isabelle Stengers, professeur à l'Université libre de Bruxelles

« Paradoxalement, l'indécidable avenir de l'Etat belge n'est pas un facteur de panique »

Pour la philosophe, la Belgique est représentative explicitement de ce qui se passe implicitement dans d'autres pays quant à la démission du politique

« La Belgique vient de vivre une année mouvementée : affaire Dutroux, « marche blanche », Renault-Vilvorde, *crise de confiance* dans les institutions. On a beaucoup entendu les gens simples, notamment les parents des petites victimes, et assez peu les intellectuels. Comment analysez-vous ce fait ?

– L'action de ces gens qu'en Belgique on appelle simplement « les parents » a obligé un très grand nombre de Belges à penser, alors que ce rôle est normalement dévolu aux intellectuels. Ils ont fait notre travail, ils ont trouvé d'autres chemins pour faire penser. On pouvait craindre le développement d'une hystérie de type réarmement moral, et cela ne s'est pas produit. Entre parenthèses, c'est plutôt en France que les effets des événements belges ont produit des effets contestables, comme cette « chasse aux pédophiles » à grand spectacle aboutissant à des suicides.

» Ce qui est important et nouveau, c'est que l'histoire a pris un cours improbable, et qu'elle a échappé au pire. L'attitude des parents a fait que ce drame nous a obligés à nous interroger sur ce qui nous arrive à tous, et pas seulement *en Belgique*.

> « La Belgique est artificielle. Nous n'avons pas de fierté nationale, sauf peut-être cette fierté de le savoir »

– Et que nous arrive-t-il ?

– Il nous arrive ce qui leur est arrivé à eux aussi : savoir que ça ne va pas et ne rien pouvoir faire de ce savoir. Ce savoir et ce sentiment d'impuissance qui a accompagné le drame de la perte de leurs enfants, tels que les parents l'ont exprimé, ont eu une force de propagation formidable.

– Pensez-vous que des manifestations du type des « marches blanches » constituent une forme nouvelle de l'expression des citoyens dans les démocraties occidentales ?

– La « marche blanche » du 20 octobre 1996, du fait même de son caractère massif, ne préfigure rien. Rien ne peut en sortir au sens singulier, sauf une mise en garde, une mise en alerte. Ce sont les suites qui, éventuellement, peuvent compter, la manière dont chacun peut prolonger dans sa pratique propre la prise de conscience de l'anormalité.

» Au début, j'ai été très sceptique par rapport au caractère « blanc » de ces marches, et quand j'ai vu ce que cela signifiait dans les rues de Bruxelles, j'ai été impressionnée. C'est à partir de cet inattendu, pour moi, que je raisonne maintenant. En tant qu'intellectuelle, a priori je n'aimais pas cela. Quand je m'y suis rendu, *je me suis dit* « attention, il se passe quelque chose ». Il s'agit maintenant de prolonger ce « il se passe quelque chose » dans tous les registres où se reproduit ce sentiment que l'avenir n'est pas pris en charge par ceux qui en ont statutairement la responsabilité.

– Vous estimez donc qu'il y a une démission du pouvoir politique en Belgique, et plus généralement en Europe ?

– Certainement. En Belgique cela se sent beaucoup plus, puisque l'un des refrains que l'on serine aux citoyens belges, c'est « nous sommes un petit pays, nous ne pouvons rien faire », que notre destin est de dépendre des décisions des grands. Cette démission est plus officielle et moins hypocrite que dans d'autres pays comme la France. La Belgique est représentative *explicitement de ce qui se passe* implicitement dans d'autres pays.

– On a pu remarquer que contrairement à ce qui se passe en France, les intellectuels belges interviennent peu sur les *grands problèmes de société*. Aucun d'entre eux ne prétend s'instituer en guide moral de la nation...

– La population n'attend pas de guide moral. Attendre un sauveur *n'appartient pas* à la culture belge. Tout Belge sait que la création de la Belgique est artificielle. Notre existence a dépendu de décisions d'autres que nous. Nous n'avons donc pas de fierté nationale, *sauf peut-être* cette fierté de le savoir, de ne pas nous payer d'illusions. Cela nous protège de la confiance dans les mensonges d'Etat et de l'attente du sauveur.

» Cet humour du Belge, qui peut vivre dans la dérision, a pour conséquence que les intellectuels ne sont pas pris spécialement au sérieux. Nous disons souvent : « Ceux qui se prennent trop au sérieux, eh bien, ils n'ont qu'à aller en France ! ». Pour être bien en Belgique, il faut surtout ne pas attendre que l'on vous prenne pour quelqu'un.



DESSIN JEAN-PIERRE GAÛZÈRE

– A-t-on tout de même conscience de la finitude de ce pays, dont le maintien comme entité étatique est régulièrement mis en doute ?

– *Je crois que* les tensions linguistiques, culturelles et sociales entre le Nord et le Sud ont des racines qui peuvent remonter jusqu'aux guerres de religion. Celles-ci ont produit un ravage culturel de la Flandre, dont ont été chassés tous les humanistes des grandes cités, tous ceux que l'on appellerait aujourd'hui les libres-penseurs. Cela a eu des conséquences encore perceptibles aujourd'hui. On règle cette histoire dans la Belgique contemporaine à coups de compromis extrêmement coûteux pour les finances de l'Etat. Cette stratégie est en train d'atteindre ses limites.

» Mais paradoxalement, ce caractère indécidable de l'avenir de l'Etat belge n'est pas un facteur de panique. On ne sait pas, mais, de toute façon, il y a une chose que l'on sait : c'est qu'il y a des riches partout en Belgique, et que ceux-là ont intérêt à préserver leur situation en élaborant de nouveaux types de compromis dont on n'a même pas encore idée...

– Tout de même, on perçoit, du côté francophone, sinon une panique, du moins une forte inquiétude devant la force d'affirmation du projet flamand...

– Il y a effectivement une dissymétrie entre la Flandre, qui a une volonté d'autonomie de plus en plus affirmée, et la Wallonie, qui ne voit pas les choses de la même manière. Mais un projet national, ou ethnico-culturel, ne s'improvise pas. C'est encore de l'ordre de l'indécidable. Il arrivera bien quelque chose à la Wallonie, mais l'idée d'un réarmement moral de la région en suscitant un sentiment national fort a déjà été tentée, par la création du Rassemblement wallon dans les années 60, et a échoué.

» Certains disent alors : « Lorsqu'il n'y aura plus aucun espoir du côté de la Belgique, nous irons frapper à la porte des Français qui sont tellement nationalistes qu'ils nous accepterons sans problème. » Il reste certes toujours cette carte à jouer. Mais c'est curieux, et je ne me l'explique pas : je n'arrive pas à prendre ce problème au sérieux, et en cela, je me sens assez représentative.

– *Alors, quels problèmes* convient-il de prendre au sérieux en Belgique ?

– La politique de l'emploi et le statut du chômeur en Belgique constituent pour moi un véritable scandale. *Le chômeur* vit quasiment sous surveillance policière. On n'a pris aucun compte du fait que le chômage de longue durée, exclu au moment de la mise en place des allocations chômage, est devenu à peu près la norme. Il y a une hypocrisie radicale face à la situation de victimes concrètes. On retrouve là la même irresponsabilité que celle qui a *été* dénoncée sur d'autres thèmes lors des « marches blanches ».

– Cette irresponsabilité ne se nourrit-elle pas de la certitude, chez les responsables, que l'alternance politique est exclue du fait des compromis entre les forces politiques principales dominantes au nord et au sud du pays ?

– D'accord, mais ce constat de l'impossibilité de l'alternance en Belgique m'avait fait caresser l'idée d'une émigration vers la France lorsque cette alternance s'est produite en 1981. On a vu ce qu'il en était en France. Je crois encore une fois que la Belgique, sous cet aspect, exacerbe cette crise du politique qui est généralisée en Europe. Elle en fait la preuve d'une manière quasi breughélienne avec tout le grotesque que cela comporte.

» En tant que Belge, ce qui m'importe, c'est de savoir si les syndicats européens finiront par comprendre qu'ils doivent s'entendre, si de nouveaux rapports de force pourront se recréer au niveau de l'Europe dans son ensemble... Je me souviens de la tristesse d'un ami sociologue marxiste qui entendait un haut responsable wallon triompher parce que, cette année-là, la Wallonie avait eu moins de jours de grève que la Flandre. Quand on connaît la tradition socialiste de la Wallonie, les bras vous en tombent.

– La Belgique est-elle nécessaire d'un point de vue culturel ?

– Il n'y a de nécessité de rien. Il existe des histoires et des traditions plus ou moins précieuses. La culture belge a ceci de spécifique qu'elle est tissée d'humour, d'une dérision qui n'est pas un cynisme. Ce qui peut faire panique à d'autres, comme la peur de la disparition de l'Etat, est ici tout à fait vivable. Comme intellectuelle, je suis un pur produit de la Belgique, profondément enracinée dans la culture française, mais sans aucune nostalgie ou frustration de ne pas être française. Je n'ai pas besoin de "me croire" ».

Propos recueillis par Luc Rosenzweig

La passion de l'épistémologie militante

ISABELLE STENGERS, née en 1949, est issue d'une famille d'universitaires bruxellois. Les travaux de son père, l'historien Jean Stengers, sur la monarchie belge font autorité. Après des études de chimie à l'université libre de Bruxelles, où elle collabore avec le Prix Nobel de chimie, Ilya Prigogine, elle devient docteur en philosophie, discipline qu'elle enseigne actuellement à l'ULB.

Dans son domaine de recherche, la philosophie des sciences, elle passe au crible d'une interrogation sans complaisance les pratiques scientifiques, conteste la « hiérarchie » des sciences telle qu'elle s'est établie en Occident depuis le XIX[e] siècle.

« Mon souci, déclarait-elle en avril 1997 à la revue *La Recherche, c'est de donner à différents types de pratiques une existence légitime. Le sens de mon projet est de transformer notre espace politique où, aujourd'hui l'Africain, dont la pratique n'est pas faite pour affronter le type d'épreuve attendue en Occident, sera toujours perdant. Il faut arrêter de faire s'entrechoquer le pot de terre contre le pot de fer. Il y a d'autres leçons à tirer du contraste entre une superbe poterie de terre et une vieille marmite de fer que de conclure à la solidité supérieure de l'une par rapport à l'autre. »*



ISABELLE STENGERS

L'exposé de ses recherches et de ses théories a fait l'objet d'une publication en sept tomes parus en 1996 et 1997 sous le titre général *Cosmopolitiques* aux éditions La Découverte. Le même éditeur publiera, au cours du mois de septembre, un nouvel ouvrage d'Isabelle Stengers, *Science et pouvoir.*

L. R.

Alain Dieckhoff, chercheur au CNRS

« Les Etats-Unis, touchés eux-mêmes par le terrorisme, sont devenus perméables à la rhétorique de M. Nétanyahou »

Pour ce spécialiste d'Israël, la séparation territoriale et la création d'un Etat palestinien sont indispensables

« Où en sont Israéliens et Palestiniens ?

– Politiquement, les acteurs ne semblent plus avoir les ressources nécessaires pour surmonter la crise actuelle. L'unique chose qui pourrait donner de *l'allant* au processus de paix serait une intervention extérieure. La seule possible est celle des Etats-Unis, qui doivent sortir de leur passivité actuelle. Une initiative forte est nécessaire. *Il faudrait*, par exemple, que Madeleine Albright parvienne rapidement à amorcer les discussions sur la phase finale d'Oslo, en particulier sur le statut définitif des territoires palestiniens, et redonner un contenu et un objectif politiques aux discussions. Mais je ne suis pas sûr que les Etats-Unis soient prêts à faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il s'engage dans cette voie, qui exigerait, par exemple, un moratoire sur les implantations juives. Dans une certaine mesure, priorité absolue à donner à la lutte contre le terrorisme aux dépens du volet politique.

– Quelles mesures permettraient d'envisager de sortir de *cette* impasse ?

– Il faudrait une véritable solution politique qui aille au-delà d'une simple gestion sécuritaire du problème. Le contentieux israélo-palestinien ne peut être ré*glé que par la création d'un* deuxième Etat, palestinien, à côté de celui d'Israël. Si l'on se contente d'un statut d'autonomie élargie, avec des souverainetés enchevêtrées, la situation restera ingérable. Certes, l'existence de deux Etats ne mettra pas *ipso facto* un terme à toute violence, mais, en clarifiant le jeu politique, elle en limitera l'attrait.

– On dit parfois que seul le Likoud peut faire la paix, qu'en pensez-vous ?

– La droite israélienne ne peut pas faire un pas qui soit trop en rupture avec son présupposé idéologique de base : la terre d'Israël, qui s'étend de la Méditerranée au Jourdain, appartient au seul peuple juif. Elle ne peut pas *envisager cette séparation* territoriale, pourtant indispensable. Le maximum qu'elle puisse concéder, c'est l'autonomie de « poches » palestiniennes, qui ne représenteraient au total que 50 % *de la Cisjordanie, une série* d'enclaves séparées les unes des autres par les implantations juives, un statut en patchwork qui serait la porte ouverte à la poursuite de la violence.

Le schéma idéal consisterait dans la mise en œuvre du principe de séparation, avec quelques concessions territoriales palestiniennes le long de la « ligne verte » en Cisjordanie. Mais, dans ce cas, nationalistes religieux et laïques s'opposeront à une évacuation des implantations, et il y aurait certainement une rébellion de juifs contre les Palestiniens et même contre les autorités israéliennes qui prendraient une telle décision.

– Pensez-vous qu'un gouvernement d'*union nationale* en Israël soit souhaitable ?

– Un gouvernement d'union nationale peut limiter les dégâts dans l'immédiat, mais, en aucun cas, il ne pourra trouver la recette *pour une solution* au *conflit*, les positions sont beaucoup trop antagonistes pour que le dossier puisse avancer. L'union nationale, on l'a vu par le passé, dans les années 80, c'est l'assurance de la *paralysie*.

– Mais les travaillistes n'ont pas toujours un discours très différent de celui du Likoud.

– Les travaillistes avaient montré avec Oslo qu'ils étaient capables d'innovation politique. Ils pouvaient être extrêmement durs dans les négociations, mais ils ont également offert des marges de manœuvre. Ils ont ouvert la voie aux concessions territoriales, même s'ils se sont toujours abstenus d'en préciser le terme ultime. Avec Benyamin Nétanyahou, il n'y a plus eu de propositions politiques. La seule chose qui s'est passée au niveau territorial depuis son arrivée au pouvoir, c'est l'application à Hébron d'un accord conclu par Rabin et Pérès.

– *Que peut faire Yasser Arafat ?*

– Les marges de manœuvre de Yasser Arafat sont des plus réduites. Tant que le processus de paix lui apportait des gains territoriaux, même *s'ils* n'étaient pas énormes, il pouvait s'en prévaloir. Mais, avec Nétanyahou, le gradualisme n'a pas fonctionné et toute sa stratégie se trouve compromise. Il ne peut se contenter de faire la police pour Israël, sans obtenir de contrepartie politique.

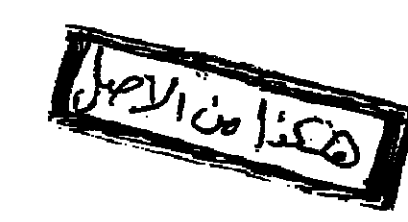
– Est-on véritablement à un tournant aujourd'hui ?

– Il y a eu beaucoup de crises depuis Oslo, mais celle-ci est certainement la plus sérieuse. Avant juin 1996, les deux parties apportaient toujours des réponses politiques aux crises. Cela n'est plus le cas aujourd'hui, le cul de sac est total.

– Pensez-vous qu'il existe des risques de guerre ?

– Je n'imagine pas de conflagration militaire, pour l'instant, comme en 1967 et en 1973. Un autre scénario, en revanche, paraît plus plausible, si la tournée de M[me] Albright est infructueuse. On peut alors assister à une dégradation en Israël-Palestine accompagnée d'un réchauffement du front nord et d'une montée de la tension régionale. En ce cas, c'est toute l'architecture d'Oslo qui volerait en éclats. »

Propos recueillis par Gilles Paris



Change-t-on de pilote ou de cap à Air France ?

par Léon Cremieux

DANS les plans du gouvernement Juppé et de la direction du groupe Air France, la privatisation devait avoir lieu en octobre de cette année, à la fin du processus de fusion entre Air France et Air Inter.

Le coup d'arrêt mis à ce scénario par la décision du gouvernement de ne pas poursuivre la privatisation a amené Christian Blanc à quitter la direction de la compagnie. Depuis cette annonce, les prises de position se multiplient, non seulement pour louer les qualités de gestionnaire de l'ancien PDG, mais aussi pour dénoncer l'état d'esprit *« archaïque »* qui aurait présidé à la décision gouvernementale.

Pêle-mêle, cette décision est présentée comme contraire aux engagements de la France à Bruxelles, coupant les ailes d'Air France en lui interdisant toute alliance internationale, enfin, comme une décision idéologique tournant le dos à l'évolution du monde moderne dans lequel aucune grande entreprise ne saurait continuer à avoir un statut public.

L'accord de la Commission de Bruxelles du 27 juillet 1994 pour la recapitalisation de 20 milliards de francs par l'Etat aurait été, nous dit-on, conditionné au processus de privatisation de la compagnie. A la lecture détaillée de la décision de la Commission, il apparaît que l'engagement à la privatisation n'était pas une condition mise par Bruxelles à la recapitalisation, mais un engagement unilatéral pris à l'époque par le gouvernement Juppé et Air France. L'accord de Bruxelles sur les trois tranches de recapitalisation supposait la réalisation d'objectifs de réduction d'effectifs et de blocage du développement, à aucun moment l'ouverture du capital aux investisseurs privés, présentée comme *« éventuelle »*, et dans tous les cas sans aucune date d'échéance.

De plus, l'article 222 du traité de Rome pose le principe de la neutralité à l'égard du régime de propriété des entreprises dans les Etats membres et le principe d'égalité entre les entreprises publiques et privées.

La privatisation, ou même l'ouverture du capital, sont présentées comme des conditions *sine qua non* pour la réalisation d'accords commerciaux avec d'autres compagnies aériennes. Pourtant, Air France, compagnie publique, est en tête de toutes les compagnies mondiales – juste derrière Lufthansa – pour le nombre d'accords de partenariat (partage de codes de vols qui permettent aux passagers de prendre indifféremment les vols de l'une ou l'autre compagnie, terminaux communs dans les aéroports...) avec d'autres compagnies aériennes (vingt-cinq au 1er juin). De plus, les accords avec prises d'actions se font de plus en plus rares, moins de 15 % du nombre total d'alliances entre compagnies aériennes existantes à ce jour.

L'air du temps porte aussi un a priori tout aussi idéologique. Toute entreprise publique serait forcément déficitaire, mal gérée et un fardeau pour le contribuable. L'Etat a, durant les années 80, bloqué les investissements d'Air France alors qu'il fallait renouveler la flotte, obligeant ainsi la compagnie à crouler sous les frais financiers d'une dette contractée le plus souvent auprès de banques... publiques. C'est essentiellement cette attitude qui a mis Air France au bord de la faillite.

Pendant près de dix ans, ce sont les salariés qui auront ainsi alimenté les rentrées financières des banques, et la recapitalisation aura été un rattrapage d'investissements qu'aurait dû réaliser depuis longtemps l'Etat comme actionnaire. Ce n'est donc pas tant une perte d'exploitation qu'auront comblée les 20 milliards de l'Etat, mais une nécessité d'investissements.

En décidant l'ouverture du capital aux actionnaires privés, le ministère et le gouvernement suspendent la privatisation, mais mettent eux-mêmes le doigt dans l'engrenage qui y conduit

Nous avons fait l'expérience de la voie où voulait nous mener Christian Blanc. Son modèle était le plus souvent British Airways ou certaines compagnies américaines à bas coûts. Peut-on parler d'efficacité dans le cas de compagnies qui ne prennent comme critère que l'augmentation de la productivité, non pas essentiellement pour faire face à la concurrence, mais pour satisfaire les exigences des actionnaires et de la rémunération de leurs capitaux ?

Des compagnies ou des sociétés commerciales qui, dans le même temps, accumulent des profits et procèdent à des plans sociaux et à la détérioration des conditions de travail et de rémunérabon des salariés, qui développent le travail précaire, ne sont pas pour nous des *« entreprises performantes »*.

A Air France, nous connaissons les objectifs de la direction au travers de la privatisation : s'attaquer frontalement aux acquis du statut des personnels, filialiser, développer le recours à la sous-traitance, augmenter la productivité par la baisse du coût du travail. Là est l'enjeu réel, et non pas idéologique, de la privatisation-filialisation. Ce qui est en jeu ne se réduit pas à un débat simpliste et manichéen entre public et privé, entre *« conservateurs »* et *« modernistes »*. Le sort des 45 000 salariés actuels du groupe est en jeu. Il ne s'agit ni d'un débat technique ni d'impératifs économiques, mais bien de choix fondamentaux de société.

Mais ni la position prise par le gouvernement ni la démission de Christian Blanc ne règlent la question de ces choix fondamentaux. En décidant l'ouverture du capital aux actionnaire privés, au nom de la *« respiration nécessaire »*, le ministère et le gouvernement suspendent la privatisation, mais mettent eux-mêmes le doigt dans l'engrenage qui y conduit.

L'alternative est claire. Air France peut dégager une réelle alternative au mode de développement de compagnies privées comme British Airways, qui consacre tous ses efforts à la diminution de la masse salariale et au versement de dividendes aux très puissants fonds de pensions américains. Ce qui impose la mise en œuvre d'un plan cohérent de développement du transport aérien et la prise en compte de ses missions de services publics.

Ou alors, dans la foulée de l'ouverture du capital, Air France se soumet à ses actionnaires privés dans une logique de recherche du profit maximum. La compagnie prendra alors le chemin de la privatisation, du démantèlement des activités avec la multiplication de PME sous-traitantes pratiquant les plus bas salaires et le recours systématique à la précarité.

Il ne faut pas changer seulement de pilote mais aussi de cap. Les salariés d'Air France, absents du débat de ces derniers jours, devront une fois de plus se faire entendre pour y arriver.

***Léon Cremieux** est secrétaire général de SUD aérien.*

Edward Said ou l'huile sur le feu

par Rita Thalmann

LA pratique de la littérature comparée aurait dû apprendre à Edward W. Said qui s'est exprimé dans la page « Débats-Horizons » du *Monde* du 5 septembre que tout discours unilatéral, tout propos excessif bloque les possibilités de dialogue au lieu de les stimuler. Qualifier le processus de paix de *« couche de cosmétique »*, d'accord destiné à assurer l'hégémonie d'Israël sur les territoires palestiniens, de *« rhétorique hypocrite »* n'est sans doute pas le meilleur moyen de contribuer à remettre sur les rails les accords d'Oslo, porteurs de tant d'espoirs après un demi-siècle de guerres meurtrières dont il ne souffle mot.

Pour ceux et celles d'entre nous qui soutiennent depuis des années les efforts entrepris en vue d'une solution négociée d'un conflit qui – il convient de le rappeler – fut d'abord israélo-arabe avant d'être israélo-palestinien, il paraît surprenant qu'un enseignant d'une université américaine prestigieuse ait une perception aussi peu nuancée, pour ne pas dire manichéenne, des partis en présence.

Ignore-t-il que l'occupation militaire israélienne fut le résultat des guerres déclenchées au départ par les armées arabes coalisées ? Que les fondamentalismes et intégrismes en tout genre se renforcent mutuellement et qu'ils pèsent proportionnellement infiniment plus lourd du côté arabe que du côté israélien ? Les temps sont-ils si éloignés où il s'agissait de rejeter les juifs à la mer ou d'adopter une charte préconisant la destruction de l'Etat hébreu ?

Il est certes logique, et même devenu banal, d'affirmer qu'il ne peut y avoir de sécurité sans paix. Mais de là à qualifier de *« pathologique »* l'aspiration à la sécurité de la population israélienne traumatisée par les attentats, de l'OLP d'abord, puis du Hamas et du Hezbollah, qui n'ont cessé d'émailler leur vie quotidienne, il y a un pas qu'il faut se garder de franchir. Cette préoccupation sécuritaire a d'ailleurs, on le sait, provoqué le renversement du gouvernement travailliste, dont le premier ministre a payé de sa vie son engagement lucide en faveur d'une solution équitable du conflit, et renforcé l'engrenage de la méfiance, de la peur et de la violence.

Faut-il, dans ces conditions, jeter de l'huile sur le feu ? Ou n'est-il pas du devoir des citoyen(ne)s, *a fortiori* des intellectuels de la diaspora que nous sommes, de contribuer, selon nos compétences et nos moyens, à sauvegarder les chances d'une paix juste et durable, indispensable au développement de la prospérité et de la démocratie pour les Israéliens comme pour les Palestiniens ? Tel est bien le point de passage obligé vers un règlement des autres sources de conflits au Moyen-Orient.

La voie ouverte par les accords d'Oslo se révèle plus chaotique que nous l'avions imaginé. Elle n'en demeure pas moins la seule pour parvenir à la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens

La voie ouverte par les accords d'Oslo se révèle plus chaotique que nous l'avions imaginé. Elle n'en demeure pas moins la seule pour parvenir à la réconciliation entre deux peuples qui se sont trop longtemps combattus.

***Rita Thalmann** est historienne.*

COURRIER

D'OÙ VIENT LE MOT « PAPARAZZI » ?

J'attire votre attention sur une erreur introduite dans *Le Monde* du 2 septembre concernant le terme de *paparazzo/i*. Malgré l'ingénieux montage sémantique du néologisme qu'aurait inventé Fellini, je vous invite à prendre connaissance du texte suivant d'Ennio Flaiano [scénariste de *La Dolce Vita*], qui explique l'origine du terme : « Pour ce photographe *nous ne savons quoi inventer ; jusqu'au moment où, en ouvrant par hasard le merveilleux petit livre de George Gissing intitulé* Sur les rives de la mer Ionienne *nous trouvons un nom prestigieux : « Paparazzo ». Notre photographe s'appellera Paparazzo. Il ne saura jamais qu'il porte le nom respectable d'un hôtelier de Calabre, dont Gissing parle avec reconnaissance et admiration »* (*La Solitude du satyre*, Le Promeneur, 1996)

Françoise Reumaux
Poitiers

La seconde mort de Mobutu

L'ancien président zaïrois est décédé le 7 septembre à l'âge de soixante-six ans. Après vingt-cinq ans de pouvoir absolu et sept ans d'une transition cahotante, il s'est éteint en exil au Maroc, déchu, après avoir été chassé par Laurent-Désiré Kabila

MOBUTU SESE SEKO n'a pas réalisé son rêve. Il n'est pas mort chez lui ; il n'est pas mort au pouvoir. Celui qui répétait volontiers : *« On ne dira jamais : voilà l'ex-président du Zaïre, mais : ci-gît Mobutu, président du Zaïre »* a terminé ses jours en exil. Il s'est éteint dans un hôpital marocain, terrassé par un cancer généralisé. Les marabouts et les sorciers dont il s'entourait l'auront trompé jusqu'au bout : l'homme était mortel et le Zaïre ne lui appartenait pas.

Muni de son bâton de chef en ébène et coiffé d'une éternelle toque de léopard, il avait quitté Kinshasa le 16 mai, en toute hâte. La rébellion née aux confins rwandais, en septembre 1996, parrainée par les pays voisins et les Etats-Unis, était aux portes de la capitale. Les troupes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), de Laurent-Désiré Kabila, entrèrent en ville le lendemain, sans combattre. Le temps pour le maréchal Mobutu de gagner son palais de Gbadolite, au bord de l'Oubangui, son fief de l'Equateur, sa province natale.

Il avait décidé de fuir après une nuit de discussion avec le général Nzimbi, le patron de la division spéciale présidentielle (DSP), le général Likulia Bolongo, premier ministre, le général Ilunga Shamanga, ministre de l'intérieur, et le général Mahele Bokungu Lieko, chef d'état-major et ministre de la défense. Les généraux lui avaient expliqué qu'ils ne pourraient contenir l'invasion de Kinshasa par les forces de M. Kabila.

Le général Mahele – qui se méfiait des réactions imprévisibles de la DSP, disposée à piller la capitale – avait prévu de déclarer Kinshasa ville ouverte et de se rendre à Lusaka, en Zambie, le 17 mai, où il voulait annoncer personnellement à Laurent-Désiré Kabila le ralliement des Forces armées zaïroises (FAZ). Mais les officiers de la DSP, la garde prétorienne de Mobutu, convaincus de la trahison du chef d'état-major, l'assassinaient au milieu de la nuit, à l'heure où les premiers éléments de l'AFDL s'infiltraient dans les faubourgs de Kinshasa.

Les officiers de la DSP sont tous des Ngbandis – comme le maréchal Mobutu –, un groupe ethnique de l'Equateur. Le général Mahele est un Mbunza, un autre groupe de la région. La nouvelle de sa mort se répand comme une traînée de poudre. La tribu se soulève et la garnison de Kotakoli marche sur « Gbado ». Mobutu Sese Seko est contraint d'abandonner son sanctuaire plus vite que prévu. Son avion décolle *in extremis* sous une volée de balles tirées par des militaires mbunzas décidés à venger leur chef assassiné.

Le « Grand Léopard » zaïrois, pris au dépourvu, n'a d'autre choix que de se rendre à Lomé, au Togo, où le président Gnassingbé Eyadéma l'accueille le 18 mai. Il restera dans la capitale togolaise jusqu'au 23, quittant alors Lomé pour Rabat, au Maroc, où le roi Hassan II, fidèle en amitié, lui offre l'hospitalité. Le maréchal Mobutu aurait aimé se rendre dans sa villa de Roquebrune-Cap-Martin, sur la Côte d'Azur, mais les autorités françaises, après la dissolution de l'Assemblée nationale, sont beaucoup plus préoccupées par les élections législatives que par le sort de l'ex-président du Zaïre, devenu un ami plutôt embarrassant.

Comble de l'ironie, une plage agréable des environs de Tanger, proche de sa première résidence au Maroc, s'appelle Kabila ! Les Marocains ont voulu voir là un signe de l'inéluctabilité du destin, enrichissant leur quotidien d'un nouveau dicton : *« Fuir ne mène nulle part, Mobutu va à Kabila ! »* Après vingt-cinq ans de pouvoir absolu et sept ans d'une transition cahotante, le « Guide », le « Timonier », le « Léopard » est mort en exil, déchu.

Il était né le 14 octobre 1930 à Lisala, une petite localité sur la rive nord du fleuve Congo. Sa mère, Mama Yemo – devenue après sa mort l'objet d'un véritable culte –, était, semble-t-il, d'une exceptionnelle beauté. Elle avait vécu avec un chef coutumier avant d'épouser Albéric Gbemani, cuisinier des missionnaires flamands puis employé du substitut de Lisala et de Coquilhatville (Mbandaka), qui allait adopter le jeune Joseph-Désiré, emmenant avec lui l'enfant à chaque fois qu'il changeait d'emploi. Il arrive pour la première fois à Léopoldville (Kinshasa) à l'âge de quatre ans. Son père meurt à l'Hôpital général des Congolais, le 11 août 1938. Il quitte la capitale en 1940, avec sa mère, et retourne dans l'Equateur, où il est pris en charge par son grand-père paternel et son grand-oncle, dont il porte le nom. Mais c'est sous la responsabilité d'un oncle maternel qu'il reprend ses études primaires (interrompues en 1938) en 1946, à Coquilhatville. L'adolescent est turbulent et chahuteur. Il est chassé de l'école en 1949, après une fugue qui le mène à Léopoldville, et enrôlé de force dans l'armée pour sept ans.



Première photo officielle du président de la République du Congo-Kinshasa, en 1969.

VERSTRAETEN/ISO PRESS. - SIPA

L'administration coloniale l'expédie à Luluabourg (Kananga), où il suit des cours de secrétaire-comptable. Il sort troisième de sa promotion et est affecté en 1953 à l'état-major de la Force publique à Léopoldville, où il devient chef de tous les comptables-dactylos et responsable de la rédaction de *Sango ya Bisu*, le journal de l'armée. Il est promu sergent le 1er avril 1954, le plus haut grade accessible aux indigènes dans l'armée coloniale. Nanti d'une situation, il épouse Gbiatibwa Gbongbe Gbiatene, qui deviendra Mama Mobutu Sese Seko, le 26 juillet 1955, et lui donnera neuf enfants.

L'Avenir colonial belge a le bon goût, en janvier 1956, de se transformer en *L'Avenir*, de créer une rubrique « Actualités africaines », d'ouvrir ses colonnes aux Congolais et de recruter un Joseph-Désiré Mobutu qui rêve de journalisme. Le jeune homme est encore dans l'armée et signe ses articles J. de Banzy, un pseudonyme tiré de Banzyville, son terroir aux confins du Centrafrique, devenu Mobayi-Mbongo. Il est libéré de ses obligations militaires le 31 décembre 1956 et intègre le comité de rédaction des « Actualités africaines ». C'est dans ce bureau, en juillet, qu'il rencontre pour la première fois Patrice Lumumba, un militant anticolonialiste qui créera deux ans plus tard le Mouvement national congolais (MNC).

Mobutu, qui vient d'effectuer son premier voyage en Europe, à l'occasion du Congrès de la presse coloniale, organisé en marge de l'Exposition universelle de Bruxelles, adhère le 28 décembre 1958 au MNC de Lumumba. Il retourne en Belgique en 1959 suivre un stage professionnel auprès de l'Office de l'information et des relations publiques pour le Congo belge et le Rwanda-Urundi. Il suit des cours à la maison de la presse de Bruxelles et s'inscrit à l'Institut supérieur d'études sociales. Il participe, au sein de la délégation du MNC, à la Conférence de la Table ronde économique, financière et sociale, en avril-mai 1960, qui aboutira à l'indépendance.

De retour à Kinshasa le 10 juin, il est nommé, deux semaines plus tard, secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, chargé des questions politiques et administratives dans le premier gouvernement constitué par Patrice Lumumba. Le Congo devient indépendant le 30 juin 1960. Un mois plus tard, le président de la République, Joseph Kasavubu, et le premier ministre lui demandent de calmer les casernes, où souffle un vent de mutineries. L'ancien sergent prend du galon. Il est nommé colonel et chef d'état-major de l'armée, le 8 juillet.

Jouant de la rivalité qui oppose le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, le colonel Mobutu neutralise les hommes politiques et met en place une équipe de technocrates, le Collège des commissaires généraux. Il réussit en fait son premier coup d'Etat, le 14 septembre 1960, qui n'avait pour but que l'élimination de Patrice Lumumba. Celui-ci fuit vers Stanleyville (Kisangani), où se trouvent ses fidèles, mais il est arrêté, placé en résidence surveillée, incarcéré après une tentative d'évasion et livré, en janvier 1961 à Elisabethville (Lubumbashi), aux partisans de son ennemi juré, le sécessionniste katangais Moïse Tshombé. Le chantre du nationalisme congolais est affreusement torturé avant d'être assassiné, le 18 janvier, dans des circonstances qui n'ont toujours pas été élucidées. Une chose est sûre, la CIA – qui avait recruté Mobutu – redoutait les liens que Lumumba était en train de tisser avec le communisme international.

Quelques jours plus tôt, le 7 janvier, Mobutu est « promu » général-major, commandant en chef de l'armée nationale. Il rend le pouvoir aux civils en février, mais sa position à la tête de l'armée se renforce au fur et à mesure qu'il réorganise celle-ci. Les relations entre le président Kasavubu et Moïse Tshombé, qui a succédé à Patrice Lumumba, se dégradent. En octobre 1965, le président révoque son premier ministre. Tshombé prend le chemin de l'exil. Rien ne s'oppose plus à l'ambition de Mobutu. Lumumba est mort, Tshombé est à l'étranger : le général renverse Kasavubu le 24 novembre 1965. Ce second coup d'Etat réussit. Mobutu s'installe au pouvoir pour trois décennies. Il n'imagine pas à ce moment-là que Laurent-Désiré Kabila, militant lumumbiste de la première heure, sortira un jour d'octobre 1996 des oubliettes de l'histoire pour le contraindre à son tour à prendre le chemin de l'exil...

Entre-temps, Mobutu aura fait pendre l'ex-chef du gouvernement, Evariste Kimba, et trois de ses ministres, en 1966, au terme du sinistre « procès de la Pentecôte », à l'endroit précis où s'élève aujourd'hui le grand stade de Kinshasa, construit par les coopérants chinois. Il aura favorisé en 1967 l'enlèvement de Tshombé, organisé par la CIA. Le chef de la sécession katangaise succombera mystérieusement à une crise cardiaque dans une prison algérienne. Il se sera « débarrassé » de Pierre Mulele en 1968, un compagnon de Lumumba, qui avait lancé une insurrection armée dans le Kwilu en 1964, après l'avoir attiré dans un piège et fait torturer à mort par ses services.

Il est « élu » président de la République le 6 janvier 1966, et instaure en juin 1967 un régime de parti unique, après avoir créé le Mouvement populaire de la révolution (MPR), qui deviendra plus tard le parti-Etat, dont tous les Zaïrois seront décrétés *« membres de naissance »*. Le 30 octobre 1970, il est « réélu » à la tête du pays, et le sera régulièrement tous les sept ans. Dix ans après l'indépendance, il lance la campagne d'« authenticité », qui doit *« nettoyer le pays des scories du colonialisme »*, et transforme le Congo-Kinshasa en Zaïre, en octobre 1971.

Les Zaïrois ne s'appellent plus « Monsieur », mais « Citoyen », et il n'est plus décent de se vêtir à l'occidentale. Le costume-cravate est proscrit au profit de l'« abacost », l'abréviation d'« à bas le costume », une sorte de veste-tunique fermée jusqu'au col et portée sur un pantalon. Les prénoms chrétiens sont africanisés. Joseph-Désiré Mobutu devient Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Zabanga, ce qui signifie en ngbandi, la langue de sa tribu : « le guerrier tout-puisssant qui grâce à son endurance et son inflexible volonté vole de victoire en victoire et sème la désolation sur son passage ». Un nom qui peut être traduit de manière plus triviale par un moins pompeux « l'invincible coq qui couvre toutes les poules de la basse-cour ».

En 1974, la « zaïrisation » des biens et des entreprises conduit à la nationalisation des grandes compagnies minières qui exploitent les incroyables gisements qui truffent le sol et le sous-sol du pays. Les réserves sont colossales. Cuivre, or, diamants, cobalt, manganèse, argent, uranium, pétrole ou gaz : rien ne manque. Le pays, si bien doté, est souvent décrit comme *« un scandale géologique »*. Mais la redistribution des richesses n'atteint pas le « citoyen » zaïrois. Le maréchal-président est le premier prédateur de l'économie nationale. Il puise sans discernement dans les caisses de l'Etat, utilisant les coffres de la banque centrale comme un compte personnel. Ses proches l'imitent et s'approprient les richesses du pays.

En 1984, le maréchal estime lui-même être à la tête de la deuxième fortune de la planète. Certains prétendent qu'à cette époque ses avoirs égalent la dette extérieure du pays... Il affirme sur une chaîne de télévision américaine détenir 8 milliards de dollars sur un seul compte en Suisse. Avec la complicité d'intermédiaires étrangers peu srupuleux, la nomenklatura zaïroise pille consciencieusement le pays, transférant globalement des milliards de dollars à l'étranger.

Après la mort de Mama Mobutu Sese Seko, en 1977, le maréchal-président attend trois ans pour épouser officiellement sa concubine, Mama Bobi Ladawa, qui lui donnera quatre enfants. Mais, en Afrique, les jumeaux sont indissociables. On leur prête nombre de pouvoirs occultes. Bobi Ladawa a une soeur jumelle, Kossia, veuve de Litho Moboti, l'oncle du maréchal. Le frère aîné des jumelles, Fangbi, aussi intéressé qu'influent, pousse Kossia dans les bras de Mobutu. Le cercle de la belle-famille se resserre. Kossia lui donnera deux enfants.

Il a été le rempart inébranlable, le dernier bastion contre la progression de l'influence soviétique en Afrique. Il a vu venir la fin de la politique des blocs, mais il n'a jamais pensé que la chute du mur de Berlin entraînerait un jour la sienne

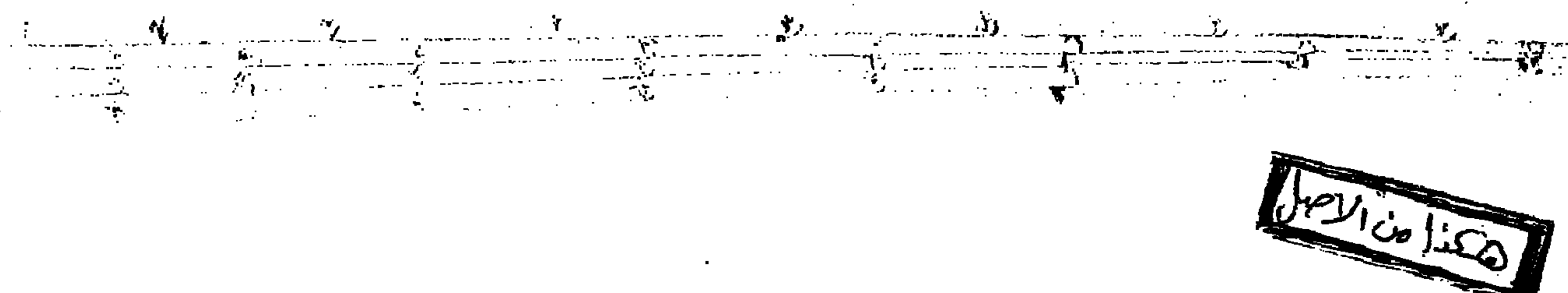
Mobutu Sese Seko abandonne un pays exsangue, sans Etat ni infrastructures. Plus rien ne fonctionne, la décrépitude est partout, sauf dans les villas des quartiers résidentiels, corollaire de la corruption et du pillage éhonté d'un des pays les plus riches du continent. La démocratisation annoncée le 24 avril 1990, dans un discours anticipant de deux mois celui que devait prononcer François Mitterrand au sommet franco-africain de La Baule, a fait long feu. Mobutu promet-il le multipartisme qu'il crée au même moment – ou fait créer par ses fidèles – une constellation de petits partis et plusieurs journaux. Sa capacité de corruption n'avait d'égale que la formidable vénalité de la classe politique zaïroise.

Il a su jouer avec virtuosité de l'anticommunisme viscéral des Américains et des règles édictées pendant la guerre froide pour se concilier les faveurs de l'Occident. Il a été le rempart inébranlable, le dernier bastion contre la progression de l'influence soviétique en Afrique.

Il a reçu, en échange, des sommes colossales des Etats-Unis, qui n'ont pas hésité à en faire un commandeur de la Légion du mérite. Il a vu venir la fin de la politique des blocs, mais il n'a jamais pensé que la chute du mur de Berlin entraînerait un jour la sienne. Ceux qui l'ont fait roi l'ont abandonné avec le plus grand cynisme, jouant la carte de Laurent-Désiré Kabila, le lumumbiste avec qui Che Guevara avait envisagé d'allumer un grand foyer révolutionnaire dans le Kivu... Rattrapé par la Realpolitik, Mobutu avait eu raison de proclamer : *« Il n'y avait pas de Zaïre avant moi, il n'y en aura plus après moi. »* C'était au temps de sa splendeur.

Frédéric Fritscher

Lire aussi notre éditorial page 13 et nos informations page 30



DISPARITIONS

Philippe Rossillon

Un militant désintéressé de la francophonie et de la latinité

PHILIPPE ROSSILLON – qui fut, en 1966, à l'initiative du président de Gaulle, le premier rapporteur général du Haut Comité pour la défense et l'expansion de la langue française, et qui accomplit des missions politiques délicates pour le fondateur de la Vᵉ République – est mort samedi 6 septembre à Cormeilles, en région parisienne.

Il était âgé de soixante-six ans et venait de quitter le secrétariat général de l'Union latine, organisation intergouvernementale groupant vingt-quatre Etats de langue romane, qu'il animait depuis 1983. Il s'apprêtait à ouvrir à Paris un bureau privé centré sur la promotion de la francophonie.

Il sera inhumé dans son village de Beynac-et-Cazenac, en Périgord, dont il fut maire de 1965 à 1984. Président du Syndicat des communes riveraines de la Dordogne, il installa avec succès deux cents familles portugaises dans la contrée.

Enarque (promotion Albert Thomas), administrateur civil au ministère des finances, chef du service de la coopération au Quai d'Orsay en 1974-1976, Philippe Rossillon fut également toute sa vie un militant inlassable – et désintéressé jusqu'à financer des opérations sur ses propres deniers – de la francophonie et, avec autant de conviction, de la latinité. Dans *Un milliard de Latins en l'an 2000* (L'Harmattan, 1983), il expose que l'ensemble linguistique latinophone (700 millions de locuteurs, dont 125 millions de francophones) sera en mesure, s'il s'organise, d'empêcher l'hégémonie de l'américano-anglophonie (500 millions de locuteurs). En 1985, il fonda à Paris le cinéma Latina et, en 1992, Radio-Latina.

C'est néanmoins en servant la cause du français au Canada que le jeune Rossillon connut son « heure de gloire » en 1968, lorsque le premier ministre canadien en personne, Pierre Elliott Trudeau, l'accusa publiquement d'être *« un agent plus ou moins secret »* de la France, agissant d'une manière *« clandestine et subreptice »* au Canada. Durant les cinq années précédentes, l'énarque avait en tout cas accompli, avec l'aval de de Gaulle, plusieurs missions sinon secrètes du moins discrètes parmi les francophones canadiens, en particulier au Manitoba. « L'affaire Rossillon » défraya un peu plus la chronique alors déjà passablement agitée des relations Paris-Ottawa, l'accusé rétorquant à M. Trudeau : *« Je suis un fonctionnaire qui a milité pour les droits des minorités francophones, mais j'avais un ordre de mission de Matignon. »* Ses armes préférées lors de ses missions étaient, dit-on, des disques de Brel et des albums d'Astérix... Durant un lustre, ensuite, Philippe Rossillon n'avait plus pu se rendre au pays de Maria Chapdelaine.

Sa première expérience de militantisme actif, Philippe Rossillon l'avait connue auparavant dans le cadre de Patrie et Progrès, cercle qu'il cofonda en 1958 pour regrouper des hommes de gauche, gaullistes ou chevènementistes avant la lettre, favorables à l'Algérie française, à une grande *« Françalgérie »*. Après l'indépendance de ce pays, en 1962, plusieurs membres de Patrie et Progrès s'intéressèrent au nationalisme québécois et également au rattachisme wallon pro-français, deux thèmes suivis par le général.

Outre un très précis *Atlas de la langue française* (Bordas, 1995), Rossillon est entre autres l'auteur de *Survivre à de Gaulle* (en collaboration avec Jacques Gagliardi, Plon) et de *De Gaulle et les patries*. Allié à la haute société protestante par sa femme Véronique Seydoux-Fornier de Clausonne, Philippe Rossillon en eut deux fils, auxquels, en adepte de la vieille France laïque et martiale, il a donné les prénoms de Kléber et Marceau. Le couple avait en outre adopté une fillette haïtienne, symbole vivant de l'attachement de Rossillon aux peuples francophones.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

■ **MOBUTU SESE SEKO**, ancien président zaïrois, est mort dimanche 7 septembre à Rabat (Maroc) d'un cancer de la prostate. Il était âgé de soixante-six ans *(lire pages 16 et 30)*.

■ **MAX FERNET**, ancien directeur général de la police judiciaire parisienne, est décédé le 31 août. Né le 12 décembre 1910 à Paris, Max Fernet était entré dans l'administration comme secrétaire en 1934. Devenu commissaire en 1940, il a effectué presque toute sa carrière à la police judiciaire (PJ) de la préfecture de police de Paris. Chef d'un cabinet de délégations judiciaires de 1944 à 1948, il dirige la brigade mondaine, en 1948, puis la brigade criminelle, en 1952. De 1956 à 1970, il est le directeur puis, de 1970 à 1971, le directeur général, de la PJ parisienne, dont il modernise les méthodes, contribuant notamment à la création de la brigade antigang pour lutter contre le grand banditisme. En janvier 1966, il avait été mis en cause au sujet de l'affaire Ben Barka, du nom du chef de l'opposition marocaine enlevé en octobre 1965 en plein Paris. Il avait reconnu avoir soustrait à la justice, pendant une semaine, le temps d'une mission diplomatique au Maroc, l'un de ses subordonnés policiers qui avait participé à l'enlèvement. A la retraite depuis 1975, il avait agi comme intermédiaire privé entre la famille du baron Edouard Empain, enlevé en janvier 1978, et les ravisseurs.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

– **Sophie et Alexis ROLLIN**
sont très heureux d'annoncer la naissance de

Julie,

le 22 juillet 1997.

44, rue Gutenberg,
75015 Paris.

Mariages

– Après vingt-huit ans de valse-hésitation,

Annie AVERBUCHS-ESKENAZI
et
Charles FRANC

ont le plaisir de faire part de leur mariage, célébré le samedi 6 septembre 1997, à la mairie de Saint-Rémy-lès-Chevreuse.

Sylvie CARDOSO
et
Didier SAFAR

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a été célébré à Paris, le 7 septembre 1997.

28, rue Cardinet,
75017 Paris.

Décès

– Mᵐᵉ Marcel Alexandre,
née Juliette Neu,
son épouse,
Aline Alexandre,
Muriel Alexandre,
Yves et Joëlle Alexandre,
ses enfants,
Sylvie, Isabelle, Cécile, Claire, Vincent et Xavier,
ses petits enfants,
Ses arrière-petits-enfants
Et les autres membres de sa famille,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 7 août 1997, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, de

Marcel ALEXANDRE,
ancien élève de l'Ecole polytechnique.

Ils rappellent le souvenir de son père,

Léon ALEXANDRE,

décédé en déportation à Auschwitz, le 12 mars 1944, à l'âge de soixante et onze ans.

– M. Roger Bauer,
son époux,
Michel et Monique, Claude et Frédérique, Jean-Louis et Bernadette,
ses fils et belles-filles,
Estella, Nathan, Rebecca, Raphaël, Arthur, Alice et Balthazar,
ses petits-enfants,
Mᵐᵉ Juliette Lempert,
sa sœur,
Ses neveux,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Marguerite BAUER
née LÉVY-MAGER,

survenu le 1ᵉʳ septembre 1997, dans sa quatre-vingt-quatrième année, et vous demandent d'associer à vos pensées le souvenir de

Céline,

Julius,

Gertrude,

et

Louis LÉVY-MAGER,

ses parents, sœur et frère, victimes de la Shoah.

L'inhumation a eu lieu dans la stricte intimité, le 8 septembre, au cimetière de Trivaux à Meudon (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

60, avenue Jean-Jaurès,
92190 Meudon.

– L'association Liberté-Mémoire,
a la tristesse de faire part du décès, le 31 août 1997, de son vice-président,

Etienne BAUER,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre avec palmes 1939-1945,
médaillé de la Résistance avec rosette.

Battez tambours,
crevez les murs de la mémoire,
rompez les parois du barrage
où se heurte le flot des morts...
Battez tambours,
que l'autre côté du décor
afflue au jour...

Anne-Marie Bauer.

9, rue de Verneuil,
75007 Paris.

(*Le Monde* du 5septembre.)

Les familles Briet et Bruant,
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond BRIET,

survenu le 2 septembre 1997.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité familiale.

4 bis, place Bir-Hakeim,
69003 Lyon.
19, rue Boudousse,
64121 Serres-Castet.

– Mᵐᵉ Pierre Chatenet,
son épouse,
Christian et Karin,
ses enfants,
Mˡˡᵉ Pauline Parodi,
sa belle-sœur,
Les familles Genes, Rollet, Le Pouriel, Parodi,
Tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès, à l'âge de quatre-vingts ans, de

Pierre CHATENET,
commandeur de la Légion d'honneur,
conseiller d'État honoraire,
ancien ministre,
ancien membre
du Conseil constitutionnel,
ancien président de l'Euratom,

survenu à Tavers, le 4 septembre 1997.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 septembre 1997, à 11 heures, en l'église Saint-François-Xavier, à Paris.

11, av. de Suffren,
75007 Paris.

(*Le Monde* du 6 septembre.)

– Nantes. Mesquier. Deauville.

M. et Mᵐᵉ Léon Clergeau-Guérithault,
ses parents,
Le docteur Léon-Philippe Clergeau,
Le docteur Jean-Marie Clergeau,
M. et Mᵐᵉ Philippe Boudon-Clergeau,
ses frères, sœur et beau-frère,
Paul-Louis, Marie-Béatrice, Eléonore, Charlotte, Guillaume et Théodore,
ses neveux et nièces,
Les familles Clergeau, Guénel et Guérithault,
ont l'immense douleur de faire part du décès de

Ghislaine CLERGEAU,

à l'âge de trente-deux ans.

La cérémonie religieuse et son inhumation ont eu lieu à Mesquer, le 19 juillet 1997.

27, bd Guist'hau,
44000 Nantes.

– Nous apprenons le décès de

Basile LE BOHEC,

survenu à l'hôpital de la Salpêtrière, le 6 septembre 1997.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 septembre, à 9 h 30, au cimetière du Val-d'Argenteuil, rue de Rochefort, Argenteuil (Val-d'Oise).

[Basile Le Bohec, collaborateur au service préparation du journal, vient de nous quitter à l'âge de cinquante-deux ans. Il était la bonhomie même. Il associait la gentillesse, la convivialité et la joie de vivre. Sa vie s'est arrêtée très brutalement, samedi 6 septembre en soirée, à l'hôpital de la Salpêtrière. La direction du *Monde* et l'équipe de la préparation présentent à sa famille leurs plus sincères condoléances et s'associent à la douleur de ses proches.]

– M. Samuel Devisme,
Mˡˡᵉ Frédérique Devisme,
ses petits-enfants,
Mᵐᵉ Christian Devisme,
Mᵐᵉ Brigitte Soyez-Devisme,
Ainsi que toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mᵐᵉ DEVISME,
née Geneviève BRUNNARIUS,

survenu le 3 septembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 septembre, à 11 heures, en l'église luthérienne des Billettes (24, rue des Archives, Paris 4ᵉ).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

– Daniel, Guy-Michel et Stéphane Fernet,
ses enfants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Max FERNET,
directeur central honoraire
de la police judiciaire,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 31 août 1997, dans sa quatre-vingt-septième année.

L'inhumation a eu lieu à Vincennes, le vendredi 5 septembre, dans la plus stricte intimité.

Ils souhaitent associer à leur douleur ses anciens collaborateurs et amis.

86, chaussée de l'Etang,
94160 Saint-Mandé.

(Lire ci-dessus.)

– Magali Godignon,
son épouse,
Anne Godignon et Jean-Louis Thiriet,
ses enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre GODIGNON,
receveur régional des douanes,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Paris, le 31 août 1997.

L'incinération a eu lieu le jeudi 4 septembre, dans la plus stricte intimité, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Paris. Canterbury. Pointe-à-Pitre. Fort-de-France.

On nous prie d'annoncer le décès de

Henri GROS-DESORMEAUX,
avocat honoraire
à la cour d'appel de Paris,

survenu le 1ᵉʳ septembre 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu le samedi 6 septembre, au cimetière du Montparnasse, dans l'intimité.

225, rue de la Croix-Nivert,
75015 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Eugène LÉPICIER,
producteur de cinéma
(Filmel),

survenu à Montmorency, le 4 septembre 1997, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 septembre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marguerite-Marie des Joncs marins, 8, rue de la Cascade, Le Perreux (Val-de-Marne).

L'inhumation aura lieu au cimetière du Perreux.

14, rue Lincoln,
75008 Paris.

Les familles Sainsaulieu, Houlon, Givelet,

L'A.P.E.S.C.,

font part du décès de

Yves SAINSAULIEU
missionnaire des Pères blancs,
curé de Guyancourt.

La cérémonie religieuse aura lieu jeudi 11 septembre 1997, à 8 h 30, en l'église Saint-Victor à Guyancourt (Yvelines).

N.F.N.C. Dons reçus pour un dispensaire au Burkina Faso.

Sainsaulieu
16, square du Brabant,
78990 Elancourt.

– Alain Zang,
son époux,
Isabelle Zang,
Stéphane Zang,
ses enfants,
Jean-Benoit et Josiane Giacopelli,
Philippe Giacopelli,
ses frères et belle-sœur,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Marie-Claude ZANG,
née GIACOPELLI,

survenu le 4 septembre 1997, dans sa soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

La Reliette,
86600 Celle-l'Evescault.

Rectificatifs

– Dans l'avis de décès du 4 septembre 1997 de

Marcelle Jeanne LAFOREST,

il fallait lire :

M. Maurice Descatoire,
son époux,

Marcelle Jeanne DESCATOIRE,
née LAFOREST.

Communications diverses

– Responsable d'une maison de retraite, savez-vous que vous pouvez encore vous inscrire à

UN DIMANCHE SAVOUREUX,

organisé par le mouvement La Flamboyance, qui se déroulera partout en France

LE 5 OCTOBRE 1997.

800 maisons de retraite sont déjà inscrites.

Rens. : Régie GéA
Tél. : 03-85-20-21-87.
Fax : 03-85-34-17-33.

FINANCE L'industrie de la réassurance, qui consiste à assurer les assureurs, ne s'est jamais aussi bien portée. Les traces du cyclone Andrew, qui avait provoqué, en 1992, 16 milliards de dollars (100 milliards de francs) de dégâts et du tremblement de terre de Los Angeles en 1994 ont été absorbées par des hausses de tarifs. ● UNE POLITIQUE de risques prudente a permis aux réassureurs français d'augmenter, l'an dernier, de 37,5 % leurs résultats. ● DÉPENDANTS des besoins des assureurs, les réassureurs découvrent que la demande de leurs clients est en train de changer. Les groupes d'assurances se réassurent de plus en plus eux-mêmes et réclament des produits financiers plus complexes et plus dangereux. ● POUR S'ADAPTER, Munich Re et Swiss Re, les deux premiers groupes mondiaux de la réassurance, ont repris pied sur le marché de l'assurance directe.

Les réassureurs défendent leurs positions face à la puissance des assureurs

Les deux premiers groupes mondiaux du secteur, Munich Re et Swiss Re, ont changé brutalement de stratégie au cours des derniers mois. Ils participent désormais activement aux concentrations des compagnies d'assurances

MONTE-CARLO
de notre envoyée spéciale

Comment doit-on réagir quand les deux premières compagnies mondiales de réassurance, Munich Re et Swiss Re, rompent brutalement avec une stratégie affirmée haut et fort depuis quatre ans ? Et surtout, qu'est-ce que cela signifie ? Ce sont ces interrogations qui vont agiter les quelque 2 500 participants au quarante et unième Rendez-vous de Monte-Carlo, qui réunit, du 8 au 13 septembre, tout ce qui compte d'assureurs, de réassureurs et de courtiers dans cette profession planétaire. Les professionnels avaient pourtant presque tout pour aborder ce traditionnel rassemblement sur le Rocher avec satisfaction. L'industrie de la réassurance, qui consiste à assurer les assureurs, ne s'est jamais aussi bien portée sur le plan financier. Les traces du cylone Andrew, qui avait provoqué, en 1992, quelque 16 milliards de dollars de dégâts, le tremblement de terre de Northridge, près de Los Angeles, en 1994 ont été absorbés par des hausses substantielles de tarifs. Et si l'incendie du Crédit lyonnais, en mai 1996, ou celui du tunnel sous la Manche en novembre de la même année ont plus particulièrement affecté, pour des raisons géographiques, les réassureurs français, leurs résultats n'en ont pas trop souffert. Instruits par la succession de catastrophes du début des années 90, ils ont, à l'instar de l'ensemble des réassureurs, poursuivi une politique de risques prudente qui a eu pour effet de tasser leur chiffre d'affaires. Ce dernier est passé de 45,3 milliards de francs en 1995 à 41,8 milliards de francs en 1996. Leurs résultats ont, en revanche, bondi de 37,5 %, malgré une hausse de 19 % de leurs provisions techniques. Pour le premier semestre 1997, les professionnels français ont de surcroît profité à plein de la hausse du dollar et de la bonne tenue de la Bourse.

Le changement de pied inattendu du suisse et de l'allemand, qui s'étaient, jusque là, contentés de se livrer mutuellement une concurrence acharnée pour la suprématie de la profession, laisse celle-ci perplexe. Jusqu'en 1993, leurs politiques respectives étaient claires. L'allemand Munich Re (406,7 millions de dollars de bénéfice net après impôts en 1996 pour un chiffre d'affaires de 13,2 milliards de dollars) concentrait ses activités sur la réassurance tout en ayant de nombreuses participations dans l'assurance, mais toutes très minoritaires. Swiss Re, de son côté (1,2 milliard de dollars de bénéfice pour un chiffre d'affaires de 10,7 milliards de dollars), avait construit un portefeuille de participations majoritaires en assurance au point que son chiffre d'affaires était également réparti entre assurance et réassurance. En 1993, Swiss Re adoptait une stratégie similaire à celle de Munich Re en cédant ses filiales d'assurances en Allemagne, en Suisse et en Italie.

INCERTITUDES

Les frontières semblaient désormais tracées : d'un côté, les assureurs, de l'autre, les réassureurs. Ce bel ordonnancement a volé en éclats cette année. Juste avant l'été, les deux réassureurs ont effectué un virage à 180 degrés dans leurs stratégies respectives. En juillet, Munich Re annonçait la fusion de sa filiale Hamburg-Mannheimer avec sa consoeur Victoria. Elle devenait ainsi le deuxième assureur direct allemand derrière le puissant groupe Allianz. Comme en réponse, Swiss Re prenait, le même mois, 5 % du capital de l'assureur suisse Winterthur, donnant le signal de l'inflexion de sa stratégie. Dans la foulée, son principal actionnaire, le Crédit suisse, engageait une procédure de fusion avec Winterthur. Swiss Re, également actionnaire du Crédit suisse, détiendra, à l'issue de l'opération, 4 % du nouvel ensemble de bancassurance, puisque l'opération se fait pour partie par échange d'actions.

Compte tenu du poids de Munich Re et Swiss Re, leurs mouvements devraient avoir une influence sur le comportement de l'ensemble de la profession. Ils rendent plus aiguës les incertitudes qui pèsent sur les réassureurs. Traditionnellement dépendants des besoins des assureurs de se protéger contre des sinistres, ils découvrent que la demande de leurs clients pour ces *prestations* classiques est en train d'évoluer rapidement. D'une part, les assureurs réassurent de plus en plus eux-mêmes leurs propres risques, d'autre part, ils accordent des produits très sophistiqués dans la gestion des risques aussi bien que des actifs. Le succès qu'a rencontré, cet été à Wall Street, l'émission d'obligations de 400 millions de dollars lancée par l'assureur américain USAA pour faire face aux risques d'ouragan illustre bien cette tendance.

Les nouvelles prestations demandées par les clients exigent des réassureurs une expertise accrue, mais également une solidité financière à toute épreuve. Les deux années qui viennent de s'écouler leur ont été particulièrement clémentes. Des inondations dramatiques ont bien dévasté l'Europe en juillet et coûté des milliards de francs de dommages, mais peu de gens étaient assurés. Combien de réassureurs seraient, en revanche, capables d'assumer un *désastre tel que celui* qui a dévasté la Californie il y a trois ans ?

Babette Stern

La grande migration monégasque

DEPUIS MAINTENANT quarante ans, la fin de l'été voit la grande migration des réassureurs, ces drôles d'oiseaux qui font profession d'assurer les assureurs, vers Monte-Carlo. Albanais, Indonésiens, Allemands, Américains, Japonais, Zaïrois, Croates ou Jordaniens, ils viennent ainsi tous les ans de plus de quatre-vingts pays célébrer le même rite obscur. Le non-initié ne verrait qu'agitation dans le ballet incessant de ces hommes, en costume sombre malgré la chaleur de plomb, qui arpentent le triangle formé par les plus fameux hôtels de Monte-Carlo : l'Hôtel de Paris, L'Ermitage et le Loews. D'autres, dans des tenues plus adaptées à la saison, envahissent la terrasse du Café de Paris qui jouxte le casino. Ils se retrouvent dans de grandes accolades bruyantes avant de s'asseoir à deux ou par grappe devant une boisson. Leur discussion est toujours animée. D'autres, enfin, restent dans la pénombre du hall de l'Hôtel de Paris. Installés au plus profond des fauteuils disposés sous l'immense lustre, ils chuchotent dans toutes les langues, mais nul ne connaît la teneur de leurs mystérieux échanges.

Vers la fin de l'après-midi, la place du Casino retrouve pour un moment son aspect habituel. Les touristes se la réapproprient, s'extasiant sur la Ferrari, la Cadillac ou la Rolls d'un flambeur monégasque ou d'un riche client de l'Hôtel de Paris. Les réassureurs ont-ils disparu ? Non, les voilà qui reviennent. Accompagnés de femmes très élégantes, ils s'engouffrent dans le hall des hôtels et piquent droit vers les ascenseurs, un carton à la main. C'est en hauteur désormais, sur les terrasses, que les choses se passent. Plus conventionnel et plus mondain à ce stade de la journée, le rite n'en est pas pour autant plus facile à respecter. Les cocktails se succèdent et il faut s'y montrer, ne serait-ce que le temps de serrer quelques mains. Les Rendez-vous de Monte-Carlo ne seraient-ils qu'un gigantesque prétexte pour venir prolonger de quelques jours ses vacances dans un site qui fait rêver dans les chaumières ? Le non-initié n'aurait décidément rien compris. Sur le Rocher, en ce début de septembre, se retrouvent les patrons et les bataillons d'une industrie qui brasse plus de 75 milliards de dollars par an. Chacun à son niveau y fait des affaires, consolide ses relations, noue une alliance. Ici se définissent, de façon informelle, les tarifs que la profession va appliquer pour l'année à venir. Ici, on travaille ! Les esprits chagrins auront malgré tout la tentation de se rallier à cette formule attribuée à Claude Bébéar, le patron d'AXA : *« Les réassureurs, ça voyage, ça déjeune et ça encaisse. »*

Ba. S.

L'OPA de Promodès sur Casino divise la famille Guichard

AU LENDEMAIN de l'annonce, lundi 1er septembre, de l'offre publique d'achat de Promodès sur Casino, Jean-Charles Naouri, premier actionnaire et président du conseil de surveillance du groupe stéphanois, a écrit aux cadres de l'entreprise pour les assurer de sa *« totale détermination »* à résister à *« l'opération hostile et contraire à l'intérêt de chacun »* lancée par Promodès. De son côté, Antoine Guichard, représentant la famille du fondateur de Casino, détentrice de près de 8 % du capital, a pris sa plume dès le mardi 2 septembre pour exhorter ses 400 parents à ne pas céder aux sirènes.

Dans ce courrier *« important et confidentiel »*, adressé aux *« membres du protocole »* (le protocole d'accord qui lie entre eux les héritiers porteurs de parts), M. Guichard qualifie de *« ridiculement bas »* les 340 francs proposés par le groupe de Paul-Louis Halley. Cette offre représente pourtant un bonus de 15 % par rapport au dernier cours moyen de l'action Casino – dont la cotation a été suspendue en raison de l'OPA –, et valorise le groupe de distribution à 34 fois ses bénéfices de 1996. Mais la hausse des résultats de Casino en 1997 et l'acquisition de Franprix-Leader Price, annoncée le 3 septembre, amènent *« la direction de Casino à estimer avec prudence un doublement des bénéfices en 1999 »*, écrit M. Guichard. *« En termes plus précis, mon avis personnel est qu'à cette date, il n'est pas interdit d'espérer un cours proche de 600 francs, soit un doublement dans les deux ans. »* Et le patriarche de conclure : *« De toute façon, ne faites rien avant la réunion des membres du protocole qui se tiendra le samedi 13 septembre à 11 heures à Saint-Etienne »*.

SCEPTICISME

Ce courrier, de l'avis d'un proche de la famille, montre que la détermination de ladite famille à résister en bloc à Promodès ne serait pas aussi assurée que l'affirme en public M. Guichard. *« Beaucoup de membres lui savent gré de les avoir persuadés de ne pas vendre voici trois ans, lorsque l'action semblait « collée » autour de 130 francs »*, affirme ce même proche. Et pour cause : l'action a, depuis, plus que doublé sa valeur. Mais justement, les mêmes seraient aujourd'hui *« sceptiques quant aux chances de voir à nouveau doubler le cours du titre »*.

Les actionnaires attendent la reprise de la cotation de Casino, qui devrait intervenir dans le courant de la semaine. *« Si l'action s'envole au-delà de l'offre de Promodès, et que celui-ci s'aligne, Antoine aura du mal à garder un front familial uni »*, estime le même interlocuteur.

Côté Promodès, on soulignait vendredi que *« lorsqu'on lit entre les lignes les déclarations de MM. Naouri et Guichard, on observe qu'ils se sont abstenus de toute forme d'agressivité »*, ce qui tendrait à prouver que, *« malgré le rejet officiel de l'OPA par Casino et Rallye, leur porte n'est pas complètement fermée »*.

De l'avis général, la balle est maintenant dans le camp de M. Naouri. Il serait en train de chercher des alliés pour lancer une contre-OPA sur Casino, avec sa société Euris qui détient, via Rallye, 28 % de Casino. Mais les boursiers tablent plutôt sur une cession de Rallye par M. Naouri : en fin de semaine, l'action de Foncière Euris, la holding cotée d'Euris qui porte les 62,8 % de Rallye, et dont le cours n'a pas été suspendu, s'est valorisée de 40 %, du fait de la perspective de plus-value que génèrerait la vente de Rallye à Promodès.

Pascal Galinier

Renault préfère le temps partiel choisi aux 35 heures imposées

CONTRAIREMENT à de nombreuses grandes entreprises, Renault a décidé de ne pas attendre la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail pour conclure avec les syndicats une négociation sur un de ces thèmes. Après plusieurs mois de discussions discrètes, la direction devait soumettre aux syndicats, mardi 9 septembre, un projet d'accord sur le temps partiel. Celui-ci concerne l'ensemble de l'entreprise : des ouvriers à l'encadrement.

Alors que, chez Renault, cette forme de travail n'est pratiquée que par des personnes en préretraite *progressive ou des employées qui* « prennent leur mercredi », le projet d'accord prévoit que tout salarié pourra, s'il le souhaite, demander à travailler à temps partiel, avec une baisse proportionnelle de son salaire. Sa hiérarchie ne pourra refuser que sous certaines conditions très précises. Toutes les organisations du travail sont envisageables pourvu que le salarié travaille au moins 16 heures par semaine en moyenne annuelle et au plus 80 % d'un temps plein. Pour inciter les salariés à franchir le pas, la direction a prévu deux dispositions. Si les salariés s'engagent à rester deux ans à temps partiel – sauf circonstances exceptionnelles –, ils percevront la première année une prime correspondant à 40 % de la différence entre leur salaire à temps plein et leur nouvelle rémunération.

De plus, la direction s'engage à accepter que le salarié puisse retravailler à plein temps, s'il le désire, au bout de deux ans. Dans ce cas, il retrouvera un poste *« équivalent »*, mais pas nécessairement sur le même site.

En revanche, la direction a refusé *de s'engager sur les embauches* compensatrices. Elle n'a pas accepté non plus que les salariés à temps partiel puissent continuer à cotiser pour leur retraite sur la base d'un temps plein. Ce refus s'explique par l'incertitude dans laquelle se trouve le constructeur. Un sondage interne a révélé que 30 % des salariés étaient éventuellement *« intéressés »* par un travail à temps partiel. Il est peu probable que ce niveau soit atteint, mais ce sondage montre que l'attente des salariés est réelle.

Le succès de l'accord dépend de l'attitude de l'encadrement face au temps partiel. Georges Bouverot, directeur du personnel et des affaires sociales, a révélé que, pour vaincre cet obstacle, la direction sensibilisait les cadres sur ce thème *depuis... 1992*. Selon la direction, au moins trois syndicats (FO, CFTC et CGC) devraient parapher l'accord dans les prochains jours. L'attitude de la CFDT est plus incertaine.

Pour Renault, cet accord est évidemment un moyen de renouer les fils du dialogue social après le choc causé par la fermeture de l'usine belge de Vilvorde. Mais sa signature probable, quelques jours avant la conférence nationale sur les salaires, l'emploi et le temps de travail, montre que la direction est très réservée sur le projet gouvernemental de réduction généralisée du temps de travail. *« La réduction du temps de travail, en soi, n'est pas créatrice d'emplois. Elle n'est envisageable qu'accompagnée d'une baisse des salaires, d'un calcul du temps de travail au minimum sur l'année et d'une augmentation de la durée d'utilisation des équipements. Mais, mathématiquement, si l'on crée une troisième équipe dans des usines sans augmenter la production globale, il faudra bien s'interroger sur le maintien de l'ensemble des sites de production »*, fait remarquer M. Bouverot.

Si le groupe automobile se montre toujours aussi réservé face à la loi Robien qui facilite la réduction du temps de travail, M. Bouverot a néanmoins révélé qu'une filiale de Renault, la Société métallurgique de Villeurbanne (600 salariés), l'avait utilisée, créant ainsi 60 emplois.

Frédéric Lemaître

Forte augmentation de capital chez Volkswagen

Le numéro un européen de l'automobile va procéder à une importante augmentation de capital qui devrait lui rapporter 7,5 milliards de deutschemarks (25 milliards de francs). La moitié des six millions d'actions nouvelles qui seront émises sera réservée aux actionnaires actuels de Volkswagen. Le principal actionnaire du groupe (avec 19,5 % du capital) est le Land de Basse-Saxe. Après l'annonce de l'opération, vendredi 5 septembre au soir, le cours de l'action Volkswagen s'est effondré sur le marché électronique Ibis perdant 9,6 %. Cette augmentation de capital devrait permettre au constructeur d'accroître sa capacité de production hors d'Europe, en particulier en Asie et en Amérique latine. Un porte-parole de Volkswagen a démenti les rumeurs d'acquisition par le constructeur allemand d'un de ses concurrents, et notamment de Porsche, dont les actions ont gagné 10 % vendredi soir.

DÉPÊCHES

■ **DOCKERS : la priorité à l'embauche des fils de dockers** est illégale, a déclaré le procureur de la République du Havre, Marc Gaubert, le 6 septembre. Cette clause présente *« un caractère discriminatoire »*.

■ **AOM : les syndicats de pilotes et de mécaniciens navigants** ont déclenché une grève surprise les 6 et 7 septembre, pour protester contre leurs conditions de travail. La fin du mouvement était fixée au 8 septembre à 4 heures du matin.

■ **AIR FRANCE : Marc Ladreit de Lacharrière, président du groupe** Fimalac, a démissionné de son poste d'administrateur du groupe Air France, par solidarité avec Christian Blanc. Il estime qu'il ne peut rester membre du conseil alors que la décision de privatiser la compagnie est reportée.

■ **CRÉDIT LYONNAIS : la banque publique a cédé la Banque Chalus,** présente en Auvergne et dans le Limousin, au Crédit agricole Centre France.

■ **WORLDCOM : l'opérateur téléphonique américain,** qui s'apprête à acquérir la société de services en ligne Compuserve (*Le Monde* daté 7-8 septembre), négocie aussi le rachat du réseau de communication d'America OnLine, selon l'agence Bloomberg.

■ **BRIOCHE PASQUIER : le pionnier de la viennoiserie industrielle** vient d'acquérir la totalité de la firme Sopal-Narvik, premier fabricant français de saumon fumé (22 % du marché national avec un chiffre d'affaires de 282 millions de francs).

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 8 SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 3,50
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 PARIS −0,22 %
CAC 40 : 2918,19

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	971	[illegible]	− 0,41	[illegible]
Cr.Lyonnais(T.P.)	960	[illegible]	− 1,77	[illegible]
Renault (T.P.)	1865	[illegible]	+ 0,26	[illegible]
Rhone Poulenc(T.P)	2270	[illegible]	—	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1354	[illegible]	—	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	973	[illegible]	—	[illegible]
Accor	972	[illegible]	− 1,85	[illegible]
AGF-Ass.Gen.France	238,50	[illegible]	− 0,46	[illegible]
Air Liquide	931	[illegible]	− 0,53	[illegible]
CPR	441	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cred.Fon.France	64,10	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Credit Lyonnais CI	347,50	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Cred.Nat.Natexis	385,60	[illegible]	[illegible]	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	200,10	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Damart	4340	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Danone	898	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dassault-Aviation	1376	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dassault Electro	534	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dassault Systemes	368	[illegible]	[illegible]	[illegible]
De Dietrich	249	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Degremont	425	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Deveaux(Ly)#	710	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	43,95	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dexia France	574	[illegible]	[illegible]	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	111,60	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Dynaction	147,50	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eaux (Gle des)	714	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eiffage	316,30	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Elf Aquitaine	755	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eramet	292	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Eridania Beghin	835	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Essilor Intl	1475	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1420	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Esso	565	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Suez Lyon.des Eaux	667	[illegible]	− 1,34	[illegible]
Synthelabo	715	[illegible]	+ 0,13	[illegible]
Technip	800	[illegible]	+ 0,12	[illegible]
Thomson-CSF	166,20	[illegible]	− 1,62	[illegible]
Total	648	[illegible]	− 0,30	[illegible]
UFB Locabail	610	[illegible]	− 1,63	[illegible]
UIF	426	[illegible]	+ 2,08	[illegible]
UIS	207	[illegible]	− 2,12	[illegible]
Unibail porteur	575	[illegible]	− 1,39	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	% variation 31/12 (1)
United Technol. #	497,80	480	− 3,57	[illegible]
Vaal Reefs #	302,20	300,90	− 0,43	[illegible]
Volkswagen A.G #	4110	4042	− 1,65	[illegible]
Volvo (act.B) #	157,60	158	+ 0,25	[illegible]
Western Deep #	138,50	139,70	+ 0,86	[illegible]
Yamanouchi #	149,70	151,10	+ 0,93	[illegible]
Zambia Copper	17,05	17	− 0,29	[illegible]

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :

Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Metal Deploye	380	381
Mors	7,15	7,20
Navigation (Nle) ◆	104	104
Optorg ◆	328,90	328,90
Paluel-Marmont ◆	300	300
Exa.Clairefont(Ny)	912	912
Parfinance	287	282
Paris Orleans	268,10	268,30
Finaxa	338	337
Gaillard (M) ◆	1600	1600
Givaudan-Lavirotte ◆	1291	1291
Grd Bazar Lyon(Ly) ◆	161,10	161,10
Gd Moul.Strasbourg ◆	1981	1981
Hotel Lutetia	315,20	316,80
Hotels Deauville	565	540
Immeubl.Lyon(Ly)# ◆	540	540
L.Bouillet (Ly) ◆	307	307

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Fructivie	650	[illegible]
Gautier France #	246,70	[illegible]
Gel 2000	47	[illegible]
GFI Industries #	949	[illegible]
Girodet (Ly) #	34,50	[illegible]
GLM S.A	267	[illegible]
Grandoptic.Photo #	1061	[illegible]
Gpe Guillin # Ly	220	[illegible]
NSC Groupe Ny ◆	810	810
Onet # ◆	1000	1000
Paul Predault #	166	166
P.C.W. ◆	19	19
Petit Boy #	93,90	92
Phyto-Lierac #	383	371
Pochet ◆	820	820
Poujoulat Ets (Ns)	245	245

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 SEPTEMBRE

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 SEPTEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin Cl. ◆	751	751
Crédit Gén.Ind. ◆	9,50	9,50
Générale Occidentale ◆	178	178
Sté lecteurs du Monde ◆	125,10	125,10
Via Crédit (Banque) ◆	25,30	25,30

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; ↑ offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 5 septembre

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Kaleis Dynamisme ◇	1124,27	1102,23
Kaleis Équilibre ◇	1082,71	1061,48
Kaleis Sérénité ◇	1047,17	1036,80
Latitude C ◇	149,18	149,18
Latitude D ◇	135,91	135,91
Oblitys D ◇	624,01	614,79
Plénitude D PEA ◇	212,87	207,68
Poste Gestion C ◇	14938,96	14938,96
Revenus Trimestr. D ◇	5234,99	5183,16

SYMBOLES

◇ cours du jour; ◆ cours précédent.

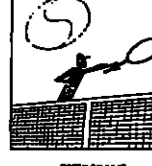
TENNIS **Patrick Rafter et Martina Hingis sont devenus, dimanche 7 septembre, champions des Internationaux des Etats-Unis. L'Australien, tête de série n° 13, a battu le Britannique Greg Rusedski (6-3, 6-2, 4-6, 7-5), et la Suissesse, numéro un mondiale, s'est imposée devant l'Américaine Venus Williams (6-0, 6-4). ● MARTINA HINGIS a encore battu un record, devenant la première joueuse à dépasser les 3 millions de dollars en une saison. Depuis le début de l'année, elle a enlevé dix tournois, dont trois du Grand Chelem, et perdu seulement deux matches. ● LES DOUBLES ont été gagnés par la paire russo-tchèque Evgueni Kafelnikov - Daniel Vacek et par la paire américano-tchèque Lindsay Davenport - Jana Novotna. Pendant la quinzaine 1997, avec son nouveau central, Flushing Meadow a affiché une fréquentation record de 559 544 spectateurs, contre 530 764 en 1996.**

A l'US Open, Patrick Rafter clôt une saison pleine de nouveautés

Vainqueur de la surprenante Venus Williams (6-0, 6-4), la Suissesse Martina Hingis s'est imposée chez les dames, signant ainsi sa troisième victoire de l'année dans un tournoi du Grand Chelem

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

Il a marqué la balle de match de sa griffe, par une volée, et Patrick Rafter a eu les gestes coutumiers de la victoire, un cri, un corps qui s'abandonne à terre, des saluts et des baisers aux amis ou à la coupe qui lui est offerte. Le monde est à lui.


TENNIS

Il a vingt-quatre ans, il est beau, il a le tennis collé au plus près du filet et il vient de gagner les Internationaux des Etats-Unis après une quinzaine folle. L'autre jour, il a éliminé Andre Agassi au terme d'une partie de fier-à-bras : samedi 6 septembre, en demi-finale, il a éliminé Michael Chang, n° 2 mondial, en trois sets. Patrick Rafter se qualifiera plus tard de joueur « affamé ».

En face de lui, dimanche, un autre ambitieux, l'un de ceux que personne n'attendait non plus à ce stade de la compétition. Greg Rusedski, Canadien devenu Britannique, gigantesque serveur et cœur sensible. Pendant toute la deuxième semaine de l'US Open, le garçon a porté un ruban noir, hommage posthume à la princesse Lady Diana.

La partie fut belle, car c'était une partie de gourmands, de ceux qui savent que la chance est trop belle, pourquoi pas unique. Le spectacle a été total, puisque chacun ne voulait lâcher une once de son terrain. Pour preuve, le nombre d'aces servis dans une rencontre supposée d'un mitrailleur et d'un as du service-volée. Neuf pour Rusedski et sept pour Rafter. Une misère. Car tous deux, aujourd'hui, semblent avoir quatre yeux, encore plus de réflexes – ils sont gonflés à l'adrénaline. Ils ont eu tous les culots, ils ont fait des courses insensées pour ne pas voir la balle rebondir deux fois. Celle-ci ne sembla jamais donnée pour morte, puisqu'ils décidèrent de la défendre comme leur vie. Un service inouï, frappé à nouveau. L'un galope, l'autre plus encore. Il gronde, il ahane, il se fraye un chemin à la force de sa fierté, il tend son bras à tout prix, il gifle dans un dernier effort, parfois il gagne le point. Le public enfle de joie.

Patrick Rafter est le plus fort. Il a un peu plus d'expériences, celles qui font les champions, racontent les histoires. D'abord, il y a la jeunesse débridée d'un jeune joueur qui croit que tout est arrivé ; puis les blessures. Lui, c'est une cheville et un poignet. Enfin, il y a la défaite. De sa carrière, l'Australien n'avait gagné qu'un seul tournoi.

UNE SAISON EXEMPLAIRE

Devenu adulte pour toutes ces raisons, Patrick Rafter a vécu une saison exemplaire mais toujours difficile au cours de laquelle il a collectionné cinq finales sans victoire. Et il y a eu cette demi-finale, à Roland-Garros, sur une terre battue peu convenue à son style où lui-même ne s'attendait pas. Cela lui a donné des espérances et de la persévérance. De finale en finale, jusqu'à ce quatrième tour furieux contre Andre Agassi, mercredi 3 septembre, à l'US Open, il lui restait à conclure. Dimanche, Patrick a fait oublier aux Australiens Marc Philippoussis, qui le supplantait depuis deux ans. Greg Rusedski, que les Britanniques avaient du mal à adopter, a sans doute touché un peu de leur affection en accédant à la finale. Quand Pete Sampras a été éliminé, au quatrième tour, il s'était posé en prétendant potentiel.

A tous les deux vingt-quatre ans, Patrick et Greg ne représentent sans doute pas la nouvelle génération, mais ils font partie des symboles d'une histoire en marche dans le tennis qui se découvre une longue galerie de nouveaux visages. En 1997, sept joueurs ont disputé les quatre finales des Grands Chelems. Sampras s'est imposé aux Internationaux d'Australie et à Wimbledon contre l'Espagnol Carlos Moya et le Français Cédric Pioline. Le Brésilien Gustavo Kuerten, tout juste vingt ans, a fait vibrer Roland-Garros en battant l'Espagnol Sergi Bruguera. A l'US Open, Rafter et Rusedski se rencontraient. La bonne nouvelle, c'est que le tennis masculin est loin d'être un monolithe, les styles s'y combinent en variation. A Kuerten l'attaque du fond du court, à Rusedski la puissance du service, à Rafter l'élégance du service-volée, à Sampras la superbe et la suprématie. Et tout pour le spectacle.

Le tournoi féminin, lui, a vu le couronnement de la numéro un mondiale Martina Hingis, qui devient la sixième joueuse à gagner trois tournois du Grand Chelem en une année, après Margaret Court, Billie-Jean King, Martina Navratilova, Steffi Graf et Monica Seles. La Suissesse a amélioré un autre record en dépassant les 3 millions de dollars de gains en une saison. Elle a juste regretté d'être tombée de cheval quelques semaines avant les Internationaux de France, où elle avait échoué... en finale. L'enfant-championne a estimé, tout sourire : *« J'aurais pu réaliser le Grand Chelem à seize ans. »*

Martina Hingis a sans doute compris que sa tâche serait plus difficile l'an prochain. En 1996, le circuit féminin comme le circuit masculin ont connu un vrai renouvellement. Martina Hingis la conquérante aura eu quatre différentes adversaires en finale des grands chelems : Mary Pierce, Iva Majoli, Jana Novotna et Venus Williams.

A dix-sept ans, cette dernière est à la tête de la génération qui part à l'assaut de la montagne. Avec elle, Anna Kournikova, demi-finaliste à Wimbledon, la Croate Mirjana Lucic, qui a fait sensation à l'US Open, manquant d'éliminer Jana Novotna au troisième set, et, sans nul doute, d'autres jeunesses qui piaffent à l'orée de la saison 1998. Le tennis, condamné il y a quelques années, est un mourant qui se porte à merveille.

B. M.

Arnaud Di Pasquale, champion junior

C'est en juniors que cela se passe, et le champion des Internationaux des Etats-Unis est français. Il s'appelle Arnaud Di Pasquale et il a battu, dimanche, le Sud-Africain Wesley Whitehouse. Il a dix-huit ans, il est droitier et il fut demi-finaliste aux Internationaux d'Australie, demi-finaliste aux Internationaux de France de Roland-Garros. Arnaud Di Pasquale revient au bon niveau après avoir soigné une blessure au dos qui ne le gène plus désormais, assure-t-il.

Dans le tournoi juniors féminin, la victoire est revenue à la Zimbabwéenne Cara Black, déjà vainqueur, cette année, à Wimbledon et finaliste à Roland-Garros. Cara a dix-huit ans, elle est droitière et développe un jeu offensif, ce qui est insolent pour sa taille, et mesure 1,63 mètre. Cara est la petite sœur de Wayne et de Byron, deux bons joueurs du circuit. Dimanche, elle a battu en finale la jeune Française Kildine Chevalier.

Mélanie Molitor, mère et entraîneur de Martina Hingis

« Le talent, c'est d'abord du travail »

NEW YORK
de notre envoyée spéciale

« Comment analysez-vous l'année de votre fille ?

– Elle a trouvé une vraie maturité dans son jeu, et aujourd'hui celui-ci est suffisamment solide pour qu'elle puisse se permettre d'avoir des passages à vide dans ces matches avant de les gagner plutôt facilement. Martina est en train de devenir une femme. Alors, c'est normal, certains moments sont psychologiquement difficiles. Mais nous trouvons des solutions en en parlant.

– Vous vous attendiez à une telle année ?

– Je n'ai pas pensé la progression de Martina en matière de temps, mais quand elle a commencé à gagner son premier tournoi, en 1996 (Oakland), la confiance est venue. Et quand la confiance vient, on peut s'attendre à tout.

– Quand avez-vous su qu'elle avait du talent ?

– Quand elle est née.

– Son talent est donc plus inné qu'acquis ?

– Le talent, c'est d'abord du travail, l'athlète se fait. Au départ, celui-ci a simplement besoin d'une santé naturelle. Si on parvient à trouver et optimiser ses meilleures qualités, on arrive à de grandes choses.

– Cela veut dire que vous êtes le meilleur entraîneur du monde.

– Je suis la mère de Martina, je sais ce dont elle a besoin.

– Vous prenez des conseils de l'extérieur ?

– Non, mais je regarde les autres joueuses. En ce moment, je ne regarde personne, car personne ne la surpasse ! Sur les tournois du grand chelem, je vais voir quelques joueurs à l'entrainement. Et quand j'en ai le temps – et je n'en ai pas en ce moment –, je regarde le basket-ball masculin et le hockey sur glace.

– Comment s'entraine Martina ?

– Quand elle était plus jeune, elle faisait du tennis intensif à raison de sept heures par jour. Aujourd'hui, elle fait de la gymnastique, de la boxe – qui est excellente pour la condition physique et les réflexes –, et elle joue au tennis une heure par jour. Pour le reste, je fais en sorte qu'elle ait une vie normale : elle monte à cheval, fait du roller-blade, bref, elle a les activités d'une joueuse de son âge.

– C'est elle qui a choisi de faire de la boxe ?

– Non, bien sûr, c'est moi qui décide. Sans moi, elle ne s'entrainerait pas assez. Martina est un peu paresseuse.

– Dans quels domaines doit-elle progresser ?

– Elle ne doit plus progresser beaucoup. L'important, aujourd'hui, est de garder ce qu'elle a engrangé pendant toutes ces années.

– Qu'aimez-vous le plus et le moins chez elle ?

– J'aime son élégance, je n'apprécie pas sa paresse.

– De quoi êtes-vous la plus fière ?

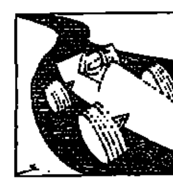
– Avec sa manière de jouer et ses succès, Martina influence déjà le tennis féminin et le sport en général. Je suis aussi très fière qu'elle soit restée normale. Bien que numéro un mondiale, elle ne s'est pas exclue comme certaines jeunes joueuses qui viennent d'arriver sur lecircuit. Elle parle avec tout le monde, et tout le monde lui parle. C'est une enfant d'un heureux caractère. »

Propos recueillis par Bénédicte Mathieu

David Coulthard gagne le Grand Prix de formule 1 de Monza

MONZA
de notre envoyé spécial

Détresse chez Williams-Renault, dépit chez Benetton-Renault : la victoire de la McLaren-Mercedes de David Coulthard au Grand prix d'Italie, devant Jean Alesi et Heinz-Harald Frentzen, a provoqué une bouffée de nostalgie dans les stands des deux écuries qui avaient dominé les derniers championnats. Visages défaits, les ingénieurs de Franck Williams se prenaient à regretter les moments d'un passé encore proche, où leurs deux monoplaces caracolaient en tête sur des circuits comme l'autodrome de Monza, réputé favorable aux puissants moteurs Renault.


FORMULE 1

A quelques metres de là, leurs confrères de Benetton se morfondaient également en songeant, eux, au temps béni où leur pilote fétiche, Michael Schumacher, gagnait des courses grâce à des arrêts ravitaillement aussi audacieux que rapides.

« *A cause des risques d'incendie ou de collision dans les stands, les ravitaillements me font toujours un peu peur*, avoue Pat Symonds, directeur technique de Benetton-Renault. *Mais, d'un point de vue sportif, c'est une bonne idée.* » « Inventés » par Gordon Murray pour le compte de l'écurie Brabham, les arrêts-ravitaillements en course avaient été interdits en 1984 pour des raisons de sécurité, avant d'être de nouveau autorisés en 1994. Pat Symonds est de ceux qui s'en félicitent : « *Cela s'ajoute à tout ce qu'une équipe peut faire pour aider les pilotes. Toute l'équipe, des mécaniciens aux tacticiens, se trouve impliquée par le déroulement de la course.* » Au 32e tour du Grand Prix d'Italie, dimanche 7 septembre, les mécaniciens de Benetton se tenaient donc sur le qui-vive, prêts à reproduire en un minimum de temps des gestes mille fois répétés : changer les quatre roues et injecter de l'essence dans le réservoir de la monoplace de Jean Alesi. Auteur de la deuxième pole position de sa carrière – il avait réussi la première à Monza, en 1994, au volant d'une Ferrari –, le pilote avignonnais occupait alors la tête du Grand Prix d'Italie. A vingt tours de l'arrivée, il pouvait caresser l'idée, chère à son cœur, de remporter le deuxième Grand Prix de sa carriere devant le public italien. Après tant de déboires, il envisageait la fête que ne manqueraient pas de lui réserver ses fans italiens (« *Monza est toujours avec toi, Jean* », disait une banderole déployée en face du stand Benetton).

Lancé à l'assaut des longues lignes droites tracées dans le parc de Monza, Jean Alesi se concentrait sur trois objectifs : tenir la cadence infernale imposée par le circuit le plus rapide de la saison, contenir l'Ecossais David Coulthard, très menaçant, et, surtout, réussir l'arrêt ravitaillement idéal tel que décrit par Pat Symons : « *Le pilote doit entrer dans les stands à la vitesse maximum autorisée, s'arrêter au bon endroit, au centimètre près, s'assurer qu'il réagit correctement aux instructions de l'équipe, enclencher la première au bon moment, jouer de l'accélérateur et du frein pour repartir le plus rapidement possible.* »

DÉMONSTRATION MAGISTRALE

L'opération, conclue en 8 s 07, s'est parfaitement déroulée. A un détail près : elle s'est prolongée neuf dixièmes de seconde de trop, neuf dixièmes qui ont changé la face de la course aux dépens de Jean Alesi. Placé en embuscade, David Coulthard attendait son heure. L'Ecossais savait qu'il ne pourrait pas doubler son adversaire sur la piste tant les performances des voitures étaient proches à Monza. Il savait qu'il disposait d'une plus grande réserve d'essence : il n'avait donc qu'à guetter l'arrêt de Jean Alesi, le suivre dans les stands et, qui sait, redémarrer en tête à la faveur d'un ravitaillement plus expéditif. En 7 s 08, le coup de poker de Coulthard a fonctionné à merveille. Sa McLaren s'est faufilée sous le nez de la Benetton-Renault de Jean Alesi. Démonstration magistrale qu'un Grand Prix de formule 1 peut aussi se gagner à 0 km/heure, soit la négation d'une épreuve de vitesse.

« *Peut-être que la McLaren ingurgite l'essence plus rapidement que les autres voitures...* », s'interrogeait Jean Alesi, un peu déçu d'échouer pour la quinzième fois sur la deuxième marche du podium. Mais, chez McLaren-Mercedes, on avançait une autre explication à cette célérité : d'un poids de 109 kilos, le moteur allemand est plus léger et consomme moins d'essence que ses concurrents. La combinaison de ces deux données a permis à l'écurie de Ron Dennis de lancer des voitures plus chargées en essence, sans rien perdre en performance. Après trente-deux tours de piste, le réservoir de David Coulthard contenait encore beaucoup d'essence, suffisamment pour effectuer un ravitaillement ultra rapide.

Au moment de s'envoler vers sa troisième victoire, l'Ecossais s'est surpris à laisser son esprit en suspens. Il a pensé à « elle », à Lady Diana. Serait-il convenable de sabler le champagne après ce week-end de deuil national ? Oui, lui a fait savoir Ron Dennis, le propriétaire anglais de McLaren. Michael Schumacher aurait sans doute aimé trinquer : sixième du Grand Prix, il n'a concédé qu'un petit point à son adversaire au championnat du monde des pilotes, Jacques Villeneuve. Le Canadien, décevant cinquième à Monza, compte toujours dix points de retard sur Schumacher.

Eric Collier

Damon Hill en route vers Prost Grand Prix

La bonne performance de Jean Alesi au Grand Prix d'Italie tombe à pic pour le Français, qui ne sait pas encore pour quelle écurie il courra l'année prochaine. S'il ne parvient pas à conserver sa place chez Benetton, il pourrait rejoindre l'écurie Jordan. Seules deux écuries ont confirmé leurs pilotes pour 1998 : Ferrari avec l'Allemand Michael Schumacher et l'Irlandais Eddie Irvine, et McLaren avec l'Ecossais David Coulthard et le Finlandais Mika Hakkinen. La situation est plus ambiguë chez Williams, où le Canadien Jacques Villeneuve et l'Allemand Heinz Harald Frentzen, encore sous contrat pour un an, n'ont pas été officiellement reconduits. Mais la rumeur qui agite le plus le paddock concerne l'avenir de Damon Hill. Après avoir repoussé une offre de McLaren, le champion du monde anglais est en contact très avancé avec Alain Prost. *« J'ai besoin d'un pilote d'expérience »*, a déclaré le patron de Prost Grand Prix, qui a déjà renouvelé sa confiance à Oliver Panis. L'annonce du recrutement de Damon Hill pourrait intervenir cette semaine.

Cinq médailles pour l'aviron français aux championnats du monde

AIGUEBELETTE
de notre envoyé spécial

Il faudra bien qu'un jour l'aviron français élève une statue à Eberhard Mund. Ancien responsable des équipes est-allemandes, arrivé à la rescousse au début des années 90, il lui aura fallu moins de trois ans pour faire décoller l'aviron français et permettre à celui-ci de décrocher trois médailles d'or aux championnats du monde de Roudnice, en 1993. Dans la foulée, les rameurs français, sevrés de podium olympique depuis quarante ans, ont remporté quatre médailles aux jeux d'Atlanta (1996). Et sa part dans les cinq médailles que les Français ont remportées ce week-end sur « leur » lac, à l'occasion du championnat du monde d'Aiguebelette (Savoie), est loin d'être négligeable.

En novembre 1996, quand les meilleurs rameurs français de pointe (en « pointe », chaque équipier manie une seule rame contre deux en « couple ») – dont six des médaillés olympiques – lui font part de leur vif désir de monter un « huit », le bateau roi, en vue du rendez-vous savoyard, Eberhard Mund ne cache pas son scepticisme. Le technicien allemand craint qu'en regroupant ses meilleurs rameurs sur une seule embarcation, l'aviron français se prive de plusieurs chances de médailles, sans être assuré pour autant de monter sur le podium du huit. Il cède tout de même.

Au printemps, l'aventure tourne court : les tests ne sont pas fameux, l'entente entre les huit rameurs loin d'être aussi cordiale qu'elle aurait dû l'être. Erberhard Mund revient à la charge et conseille aux athlètes de mettre un terme à l'entreprise. « *Il ne nous a rien imposé*, explique Jean-Christophe Rolland, médaillé de bronze aux jeux d'Atlanta en deux sans barreur. *Il nous a simplement dit que, selon lui, le risque de terminer à une cinquième ou à une sixième place, à Aiguebelette, était réel. La décision de poursuivre ou non nous revenait.* »

Courant juin, le « huit » est démantelé. Jean-Christophe Rolland et Michel Andrieux reforment le deux sans barreur, champions du monde en 1993. Samedi 6 septembre, à Aiguebelette, ils ont ajouté un deuxième titre à leur palmarès, quatre ans après. Daniel Fauché, Gilles Bosquet, Bertrand Vecten et Olivier Moncelet, vice-champions olympiques de quatre sans barreur en 1996, remontent à bord du même bateau. Dimanche 7 septembre, ils ont remporté une nouvelle médaille d'argent, ne cédant que devant des Britanniques impériaux.

Vincent Malizewski et Bernard Roche ont longtemps craint être les dindons de la farce. Après avoir failli embarquer sur le quatre sans barreur, ils se sont retrouvés à bord du quatre barré et ont décroché, dimanche, le second titre français du week-end.

Le sabordage du huit français s'est donc avéré payant en termes de médailles : deux d'or et une d'argent, auxquelles sont venues s'ajouter les médailles d'argent du quatre sans barreur poids légers et du skiff féminin poids légers de Bénédicte Luzuy.

Gilles Van Kote

Malgré ses qualités, le Portugal d'Artur Jorge n'est pas assuré de son avenir international

Le match nul (1-1) obtenu, samedi 6 septembre, en Allemagne ne garantit pas un billet pour la France

Il leur fallait une victoire. Ils ont dû se contenter du match nul. Et pourtant, avant l'expulsion – très contestée – de leur milieu de terrain Rui Costa par l'arbitre marseillais Marc Batta, à un quart d'heure de la fin de la rencontre, les Portugais menaient 1-0 devant la sélection allemande. Désormais, ils ne sont plus maîtres de leur destin mondial et comptent sur de mauvaises performances de leurs rivaux ukrainiens.

LISBONNE
de notre correspondant

Le match nul (1-1) du Portugal face à l'Allemagne, à Berlin, samedi 6 septembre, à l'occasion des éliminatoires de la Coupe du monde 1998 (Zone Europe, groupe 9), pourrait passer pour un bon résultat. Seulement voilà, les Allemands ont semblé un peu démobilisés (il ne leur manque plus que quatre points en deux matches pour rejoindre le peloton des qualifiés), et les Portugais avaient absolument besoin d'un succès après une première partie de compétition calamiteuse.

FOOTBALL

C'est bien pourquoi la Fédération portugaise de football a déclaré, à l'issue de la rencontre, qu'elle protestait auprès de la Fédération internationale (FIFA) contre la décision de l'arbitre marseillais Marc Batta d'exclure le milieu terrain Rui Costa. A cet instant, la sélection lusitanienne menait 1-0 et il restait un quart d'heure à jouer.

Marc Batta a infligé un deuxième carton jaune au milieu de terrain de la Fiorentina parce qu'il « traînait » alors qu'il quittait la pelouse pour être remplacé.

« *Je ne me souviens d'aucun cas comme celui-ci dans un match national ou international. Le joueur était déjà en train de quitter la pelouse, il n'a dit aucun mot à l'arbitre et seulement parce qu'il n'allait pas assez vite, il a écopé d'un carton jaune*, a déclaré le président de la fédération, Gilberto Madail. *J'ai signé une lettre de protestation que je vais déposer à la FIFA.* »

« *Le Portugal est un petit pays, tandis que l'Allemagne est toujours présente en phase finale des grandes compétitions. Alors, ce genre de décision, c'est plutôt en leur faveur qu'en la nôtre*, a confié le milieu de terrain Figo, au journal *L'Equipe*. *C'est rageant car ça pouvait modifier complètement les positions dans le groupe. En gagnant ici, on avait notre destin en main lors de la dernière journée.* »

Quant à Berti Vogts, le sélectionneur allemand, il reconnaissait sans détours, avivant les regrets portugais, que « *la meilleure équipe a perdu deux points. Si le Portugal n'est pas en France l'an prochain, c'est à se demander qui joue le bon football.* »

Grâce à cette rencontre, la sélection portugaise a renoué avec des supporters qui la boudaient depuis ses faux-pas face à l'Ukraine (défaite 2-1) et à l'Arménie (0-0).

« *Il s'agit de l'une des meilleures prestations de l'équipe qui a rempli le pays de fierté. Aucun pays ne peut divorcer d'une telle formation et on ne peut que lui pardonner quand elle fait la moue*, écrit samedi le journal *A Bola*. *Il aurait suffit d'une minute de chance pour transformer en victoire une rencontre qui restera comme une des plus grandes prouesses de l'histoire du football portugais.* »

UN HOMME SEUL

Mais si cette « bonne » prestation vient effacer un peu tard les erreurs passées, elle ne renforce pas pour autant la position du sélectionneur Artur Jorge, qui joue sa place dans le prochain match contre l'Irlande du Nord, samedi 11 octobre, à Lisbonne.

« *Je ne suis pas fâché contre M. Batta, que je connais bien, mais tout était correct et personne n'a compris sa décision*, a-t-il simplement déclaré après la rencontre. *Affronter les Allemands chez eux, n'est pas facile à onze contre onze ; alors, imaginez à dix contre onze...* »

Une fois de plus, le moutachu bougon redevient l'homme seul et soucieux, que, finalement, il ne déteste pas être. L'ancien entraîneur du Matra Racing et du Paris Saint-Germain alterne optimisme sans faille – il croit dur comme fer à la qualification – et « lamentation » – il croit avec la même force que la sélection est mal-aimée des Portugais. En guise de réplique, les supporters (et certains commentateurs) lui reprochent de ne pas avoir su « utiliser » une génération de joueurs qui avait emporté le titre mondial junior en 1989 à Ryad et l'avait conservé en 1991 à Lisbonne. La performance berlinoise serait ainsi plutôt mise à l'actif des talents individuels qu'au crédit de la tactique échafaudée par Artur Jorge.

Déjà éclaboussé par l'affaire Sa Pinto (l'attaquant international du Sporting Lisbonne qui l'avait agressé physiquement en mars et qui s'était vu infliger une suspension d'un an), le sélectionneur est conscient de sa position en porte-à-faux. Du coup, il se fait désirer, affirmant avoir reçu des « invitations » de la part des meilleurs clubs européens. « *Mais je reste*, a-t-il confié. *J'ai un contrat avec la fédération, je crois à notre qualification pour la phase finale du Mondial et il ne me semble pas digne ni correct de quitter la sélection maintenant.* »

Alexandre Flucher-Monteiro

La France se prépare pour le rendez-vous

Le ministre de la jeunesse et des sports, Mme Marie-George Buffet, a noté avec satisfaction que l'avancement de la préparation de la Coupe du monde de football était conforme aux prévisions, à l'issue d'une réunion de travail avec Michel Platini et Fernand Sastre, co-présidents du Comité français d'organisation (CFO), Jacques Lambert, directeur du CFO, et Noël de Saint-Pulgent, délégué interministériel.

Cette rencontre a confirmé l'ampleur des projets d'animations sportives et culturelles prévus pour accompagner cet événement. Ces projets font actuellement l'objet d'un recensement de la part du ministère et du CFO, lors des rencontres décentralisées organisées dans les dix villes où auront lieu des matches de la Coupe du monde. Plusieurs d'entre elles sont déjà programmées, le 9 septembre à Paris, le 12 à Montpellier, le 15 à Nantes, le 16 à Toulouse et le 19 à Lens. Les autres rencontres auront lieu avant la fin du mois à Marseille, Bordeaux, Saint-Denis, Lyon et Saint-Etienne.

MONDIAL 98 (qualifications)

ZONE EUROPE, groupe 1

● **Croatie - Bosnie-Herzégovine, 3-2** : grâce à un but inscrit par Zvonimir Boban, la Croatie peut encore croire en ses chances.

● **Slovénie-Grèce, 0-3** : à Ljubljana, les Grecs réussissent une excellente opération, avant le décisif Grèce-Danemark, le 11 octobre, à Athènes.

Classement : 1. Grèce, 13 pts ; 2. Danemark, 13 ; 3. Croatie, 12 ; 4. Bosnie, 6 ; 5 . Slovénie, 1.

Groupe 3

● **Azerbaïdjan-Norvège, 0-1** : à Bakou, les Norvégiens ont obtenu leur qualification. Après la World Cup 94, ils confirment leur solidité.

● **Suisse-Finlande, 1-2** : énorme déception pour la sélection helvétique, battue à Lausanne par la Finlande de Jari Litmanen.

Classement : 1. Norvège, 17 pts ; 2. Finlande, 10 ; 3. Hongrie, 8 ; 4. Suisse, 7 ; 5. Azerbaïdjan, 3.

Groupe 4

● **Ecosse-Biélorussie, 4-1** : les Ecossais ont pris la tête du groupe mais ne sont pas sûrs de pouvoir la garder.

● **Autriche-Suède, 1-0** : l'Autriche, qui doit encore rencontrer à deux reprises la Biélorussie, est favorite pour la qualification directe.

● **Lettonie-Estonie, 1-0** : avec dix points récoltés en huit rencontres, la sélection lettone fait bonne figure dans ce groupe.

Classement : 1. Ecosse, 20 pts ; 2. Autriche, 19 ; 3. Suède, 15 ; 4. Lettonie, 10 ; 5. Biélorussie, 4 ; 6. Estonie, 4.

Groupe 5

● **Luxembourg-Chypre, 1-3** : dans un groupe dominé par la Bulgarie et la Russie, les Chypriotes ont réussi quelques coups d'éclat.

Classement : 1. Bulgarie, 15 pts ; 2. Russie, 14 ; 3. Israël, 13 ; 4. Chypre, 7 ; 5. Luxembourg, 0.

Groupe 6

● **Iles Féroé - République tchèque, 0-2** : les Tchèques, finalistes de l'Euro 96, ne seront pas présents l'an prochain en France.

Classement : 1. Espagne, 20 pts ; 2. Yougoslavie, 19 ; 3. Slovaquie, 15 ; 4. République tchèque, 10 ; 5. Iles Féroé, 6 ; 6. Malte, 0.

Groupe 7

● **Pays-Bas - Belgique, 3-1** : devant 50 000 spectateurs au Feyenoord Stadion de Rotterdam, les Néerlandais ont surclassé leurs voisins.

Classement : 1. Pays-Bas, 18 pts ; 2. Belgique, 15 ; 3. Turquie, 10 ; 4. Pays de Galles, 7 ; 5. Saint-Marin, 0.

Groupe 8

● **Liechtenstein-Roumanie, 1-8** : déjà qualifiés, les Roumains se sont offert un festival offensif à Eschen.

● **Islande-Eire, 2-4** : en dépit de leur victoire à Reykjavik, les Irlandais vont avoir du mal à garder leur deuxième place.

● **Lituanie-Macédoine, 2-0** : à Vilnius, les Lituaniens ont remporté une victoire qui peut leur permettre de terminer deuxièmes.

Classement : 1. Roumanie, 24 pts ; 2. Eire, 14 ; 3. Lituanie, 14 ; 4. Macédoine, 13 ; 5. Islande, 6 ; 6. Liechtenstein, 0.

Groupe 9

● **Allemagne-Portugal, 1-1** : voir ci-contre.

● **Arménie-Albanie, 3-0** : première victoire arménienne.

Classement : 1. Ukraine, 17 pts ; 2. Allemagne, 16 ; 3. Portugal, 16 ; 4. Arménie, 8 ; 5. Irlande du Nord, 7 ; 6. Albanie, 1.

ZONE CONCACAF

Etats-Unis - Costa Rica, 1-0 ; Jamaïque-Canada, 1-0

Classement : 1. Mexique, 11 pts ; 2. Etats-Unis, 9 ; 3. Costa Rica, 8 ; 4. Jamaïque, 8 ; 5. Salvador, 6 ; 6. Canada, 5.

ZONE ASIE, groupe B

Corée du Sud - Kazakhstan, 3 -0 ; Japon-Ouzbékistan, 6-3

Classement : 1. Japon, 3 pts ; 2. Corée du Sud , 3 ; 3. Ouzbékistan, 0 ; 4. Kazakhstan, 0 ; 5. Emirats arabes unis, 0.

Bonne tenue des clubs français de rugby dans les coupes européennes

LES QUATRE clubs français engagés en Coupe d'Europe se sont imposés, mais non sans mal, ce week-end lors de la première journée. Bourgoin a souffert mais l'a emporté d'un point face à Cardiff (26-25). Même victoire étriquée pour Pau à Trévise (19-18). Le champion de France, Toulouse, s'est imposé sans convaincre en Irlande face à Leinster (34-25). Après-midi plus tranquille en revanche pour Brive, qui a disposé aisément de l'équipe écossaise des Borders (56-18).

Bilan plus contrasté dans la Conférence européenne où seize clubs français sont inscrits. Agen, Montferrand, Dax, le Stade français, Colomiers, Perpignan, Castres se sont imposés. La Rochelle, Montpellier, Grenoble, Biarritz, Narbonne se sont inclinés. Nice-Bègles-Bordeaux (24-25) et Toulon-Béziers (19-14) ont donné à ce rendez-vous « continental » des faux airs de championnat de France.

■ **FOOTBALL : Lorient a pris, seul,** la tête du championnat de France de division 2, à l'issue de la 8e journée, après sa victoire face à Lille (2-0). Troyes a été tenu en échec par Nice (1-1). Les autres résultats : Wasquehal-Toulon : 1-1 ; Caen-Niort : 0-0 ; Laval-Sochaux : 0-1 ; Red Star-Le Mans : 2-1 ; Valence - Saint-Etienne : 1-1 ; Gueugnon-Martigues : 3-0 ; Amiens-Nîmes : 2-0 ; Mulhouse-Beauvais : 0-0 ; Nancy - Louhans-Cuiseaux : 3-1.

■ **BASKET : la première journée** du championnat de France (pro A) s'est disputée, samedi 6 septembre. Résultats : Cholet-Montpellier : 66-56 ; PSG-Racing - Chalon-sur-Saône : 60-38 ; Antibes-Besançon : 69-83 ; Limoges-Nancy : 79-71 ; Le Mans-Strasbourg : 87-75 ; Dijon-Gravelines : 82-87 ; Villeurbanne-Toulouse : 79-56 ; Pau-Orthez-Evreux : 79-74.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 72 du samedi 6 septembre. Premier tirage** : 5, 12, 16, 20, 27, 34 ; numéro complémentaire : 32. Rapport pour 6 bons numéros : 3 693 140 F. Rapports pour 5 numéros, plus le complémentaire : 54 795 F ; pour 5 numéros : 3 800 F ; pour 4 numéros : 104 F ; pour 3 numéros : 12 F.
Second tirage : 2, 3, 25, 37, 41, 43 ; numéro complémentaire : 16. Rapport pour 6 numéros : 15 177 260 F. Rapport pour 5 numéros, plus le complémentaire : 173 195 F ; pour 5 numéros : 10 670 F ; pour 4 numéros : 186 F ; pour 3 numéros : 18 F.

Les jurys en vedette aux championnats du monde de gymnastique

Notés d'abord ex aequo avec les premiers, puis départagés par le nouveau règlement, les Français Dimitri Karbanenko, deuxième au sol, et Eric Poujade, deuxième au cheval d'arçons, méritaient sans doute une plus belle médaille

Les championnats du monde de gymnastique se sont achevés, dimanche 7 septembre, à Lausanne. Ancien membre de l'équipe russe, Dimitri Karbanenko a réussi une entrée remarquée en équipe de France avec une médaille d'argent au sol derrière son ex-compatriote Alexei Nemov, samedi. Eric Poujade a remporté l'argent au cheval d'arçons derrière l'Allemand Valeri Belenki, samedi. La Russe Svetlana Khorkina, championne du monde au concours général et deuxième du classement par équipes, s'est adjugé un autre titre aux barres asymétriques, samedi, et la médaille d'argent au sol et à la poutre, dimanche. Les Françaises Ludivine Furnon et Elvire Teza se sont classées 4e et 6e des huit finalistes à la poutre, dimanche. Ces résultats ne font pas oublier les difficultés des athlètes à s'adapter au code de pointage, renouvelé au début de chaque olympiade.

LAUSANNE
de notre envoyée spéciale

Le public des championnats du monde n'a pas compris. Samedi 6 septembre, il a sifflé l'annonce du classement de la finale du cheval d'arçons. Comment trois gymnastes sanctionnés par la même note ne montaient-ils pas ensemble sur la plus haute marche du podium ?

La deuxième place d'Eric Poujade semblait scandaleuse aux spectateurs français, ou francophiles, massés dans les tribunes du centre de Maley, à Lausanne. Les explications du speaker, interprète improvisé du nouveau règlement, n'ont pas satisfait. Eric Poujade a souri avec résignation. Victime d'une rupture du tendon d'Achille gauche en janvier, il venait pourtant d'effectuer un stupéfiant retour.

La gymnastique n'aime plus les ex aequo. Le Comité international olympique (CIO) réprouve-t-il la *multiplication des médailles*, préjudiciable à la crédibilité du sport ? La Fédération internationale de gymnastique (FIG) réagit avec un zèle aberrant.

A l'égalité parfaite des trois meilleurs aux arçons, la FIG a appliqué son nouveau règlement. Reprenant les résultats obtenus sur l'engin lors des qualifications par équipe, disputées deux jours auparavant et devant un jury différent, elle a classé l'Allemand Valeri Belenki premier et le Coréen Gil Su Pae troisième. Même averti, Eric Poujade a trouvé le procédé injuste.

Comme la question des anneaux soulevée après les qualifications masculines par équipe par l'entraîneur national, Marcus Touchais. Un mouvement figurant – entre autres – au programme des Français aurait été placé par les juges dans une catégorie de valeur inférieure sur recommandation du responsable du jury d'engin *« quelques jours avant la compétition »*. Les rumeurs de favoritisme à l'égard d'autres équipes allaient bon train.

Pour éviter la pénalisation, Dimitri Karbanenko, seul qualifié français au concours général, a modifié son mouvement d'entrée aux anneaux. Avec un note de 8,887 points, il a manqué le podium pour moins d'un dixième au total des points accumulés sur les six agrès. En coulisse, on a évoqué le *« pouvoir »* des élus, donc des responsables de jurys d'engin.

MAUVAISE COMMUNICATION ?

Hardy Fink, président canadien du comité technique masculin de la FIG depuis l'été 1996, ne s'en formalise pas. *« Les entraîneurs et les gymnastes espèrent toujours s'en tirer avec les bonnes notes d'antan, malgré la publication du nouveau code »*, dit-il.

Selon lui, la mésaventure de l'équipe de France tient à un problème de communication interne puisque le mouvement en question a été *« déclassé »* dès décembre 1996. *« Nous avions insisté là-dessus lors du cours obligatoire d'une semaine dispensé par la FIG à Seattle début décembre aux juges*, dit M. Fink. *Le responsable de jury des anneaux s'est contenté de le rappeler cette semaine. »* Les juges français ont-ils omis de relayer le message ou n'ont-ils pas été entendus ?

A plusieurs reprises cette semaine, la gymnastique s'est engluée dans des dialogues de sourds. Et les gymnastes naviguent à vue, entre ragots et suppositions. Dans ces conditions, le degré de représentation d'une nation au sein des instances dirigeantes internationales joue probablement dans l'obtention de résultats.

L'INTÉRÊT DES GYMNASTES

Sur le plan européen, la France est solidement implantée avec cinq élus à l'Union européenne de gymnastique (UEG), mais elle n'a placé à la FIG qu'un élu qui siège au comité exécutif. *« Nous sommes très bien représentés,* dit le président de la Fédération française, Jacques Rey. *Cela n'a rien à voir avec les résultats, et nous nous refusons à faire le procès des juges. »*

Selon Hardy Fink, la clef de la réussite est la circulation de l'information. *« Les changements sont plus vite intégrés parmi les grandes nations de la gymnastique qui disposent de moyens et d'un bon système de communication »*, dit-il.

Mais Hardy Fink, qui cumule ses fonctions d'élu à la FIG avec celles d'entraîneur de l'équipe nationale masculine et de directeur du haut niveau canadien, déplore également le manque d'implications des gymnastes dans la conception de leurs exercices. *« J'ai eu de mauvaises expériences avec les juges en tant que compétiteur dans les années 60,* dit-il, *alors j'ai décortiqué le règlement avant de devenir juge moi-même. Depuis, j'essaie de concevoir un code de pointage stable pour vingt ou trente ans. »*

D'un premier projet publié en 1992, il a réussi à faire accepter quelques bribes. Comme la notion de deux jurys par agrès (*le Monde* du 3 septembre). *« Ce n'est malheureusement qu'une étape »*, dit-il. Mais après les malentendus, on n'ose imaginer les remous suscités par une véritable réforme de la gymnastique artistique. En attendant, c'est juré, tout le monde aura « digéré » le nouveau code de pointage d'ici au Mondial de 1999 qui doit avoir lieu en Chine. Et ensuite ? A l'aube d'une nouvelle olympiade – celle qui ira de 2000 à 2004 –, il sera grand temps d'en changer.

Patricia Jolly

La modestie de Dimitri Karbanenko

Il est bel et bien français. Son passeport en témoigne depuis août 1996. Mais Dimitri Karbanenko restait russe pour le microcosme de la gymnastique. Jusqu'à cette place de « vice-champion du monde » au sol décrochée, samedi 6 septembre, à Lausanne. Après sa quatrième place au concours général, la veille, il emportait la première médaille individuelle de sa carrière pour son pays d'adoption. Dans l'histoire de la gymnastique d'après-guerre, aucun Français n'a fait mieux.

***Leonid Arkaïev*, *président de la Fédération russe et entraîneur de* l'équipe nationale, qui l'avait privé des Jeux olympiques d'Atlanta (1996), a même embrassé le gymnaste d'Antibes. *« Pour lui, je serai toujours russe »*, a commenté Dimitri Karbanenko. On attendait beaucoup de lui. Il a joué son rôle de leader avec brio. Perfectionniste, *il briguait une qualification et un podium* aux barres parallèles et au saut de cheval. Il attribue à la *« mentalité française »* le fait qu'on le traite en champion. *« Je n'ai gagné qu'une médaille, et elle n'est pas en or »*, dit-il sans fausse modestie.**

Juan Antonio Samaranch tient le cap olympique jusqu'en 2001

LAUSANNE
de notre envoyé spécial

« Je ne suis pas jeune – j'ai soixante-dix-sept ans – mais je me porte bien et j'aime beaucoup ce que je fais. Je vais donc m'employer au mieux pour gérer cette organisation qu'est le Comité international olympique avec le même enthousiasme que depuis dix-sept ans. » Deux jours après avoir été réélu pour la troisième fois par acclamations à la présidence du CIO, Juan Antonio Samaranch a tracé, samedi 6 septembre, les lignes d'action qui seront les siennes au cours des quatre prochaines années de son mandat (*Le Monde* du 6 septembre).

« *Le succès du mouvement sportif*, analyse-t-il, *est lié à l'unité entre le CIO, les comités olympiques nationaux et les fédérations internationales. Cette unité doit se faire dans le respect de l'indépendance de chacun, il faut lutter quotidiennement pour la maintenir, mais c'est grâce à elle que l'importance du sport est de plus en plus grande. Or, quand les choses vont bien, il ne faut surtout pas y toucher. Donc le mot d'ordre pour les prochaines années est de poursuivre dans le même sens, unité et coopération. Nous nous tiendrons à jour, mais sans rien révolutionner. »* La commission exécutive du CIO est composée, outre le président Juan Antonio Samaranch, de quatre vice-présidents, le prince Alexandre de Mérode (Belgique), Pal Schmitt (Hongrie), Richard Pound (Canada) et Anita DeFrantz (Etats-Unis), et de six membres, Kéba Mbaye (Sénégal), Zhenliang He (Chine), Kevan Gosper (Australie), Thomas Bach (Allemagne), Chiharu Igaya (Japon) et Un Yong Kim (Corée du Sud).

LA PREMIÈRE FEMME

Pour la première fois une femme, l'ancienne championne d'aviron américaine, Anita DeFrantz, a donc fait son entrée dans ce cénacle très masculin. Cette évolution se fait au moment où le comité de candidature qui a obtenu l'organisation des Jeux de 2004, Athènes, était présidé par une femme, Gianna Angelopoulos.

Le président du CIO a souligné : *« La victoire d'Athènes est claire et sans équivoque. Elle efface l'amertume que les Grecs avaient pu avoir en 1990* [lorsque Atlanta fut préférée à Athènes]. » Sur le point de savoir si le vote en faveur de la capitale hellène a été obtenu à la suite de tractations de couloir, le président du CIO a affirmé : *« C'est un vote personnel, il n'y a pas de groupes. Chacun décide selon sa conscience. »*

Les autres points abordés par le président du CIO ont été :

● **Le programme des Jeux de Sydney, en 2000** : *« Il y aura des épreuves de trampoline qui n'étaient pas prévues, et sans doute du water-polo féminin. Une solution a été aussi trouvée pour le canoë-kayak en eaux vives qui est revenu au programme à Atlanta. Quant au pentathlon moderne, dont j'avais dit un peu rapidement qu'il n'avait plus sa place dans notre programme, le président de la Fédération internationale m'a convaincu de revenir sur ma position. »*

● **Les rapports avec les Jeux mondiaux** : *« Les fédérations des sports non olympiques (comme le ski nautique) organisent des Jeux mondiaux. La dernière édition vient d'avoir lieu à Lahti en Finlande. Ils ont été très bien organisés. Nous allons collaborer avec ses fédérations. Si on peut les aider, on le fera. »*

● **Les Jeux de 2008** : *« Osaka a d'ores et déjà en piste. Quand la procédure sera lancée, il y aura sans doute une dizaine de villes en concurrence, mais les comités olympiques nationaux devront d'abord faire un tri, car nous n'acceptons que la candidature d'une ville par pays. Quant au Cap, qui a fait un bon résultat vendredi 5, tout dépend d'eux. Si la ville renouvelle sa candidature, celle-ci sera très importante. L'Afrique est le seul continent qui n'a encore jamais organisé les Jeux. »*

● **Le bilan d'Atlanta** : *« Le budget se montait à la somme énorme de 1,8 milliard de dollars. Il a été couvert entièrement par des entreprises privées, ce qui n'est possible actuellement que dans un pays comme les Etats-Unis. Bill Payne, le président du comité d'organisation, nous a présenté un budget en équilibre. Un bénéfice de 550 millions qui aurait pu être fait par la revente d'installations sportives et de logements, mais ceux-ci ont été donnés à l'université de Géorgie. Le résultat est donc excellent. »*

● **Le prochain président du CIO** : *« Il sera élu par la 110e session à Moscou. Quand j'ai été élu en 1980, il y avait quatre candidats. En 2001, les choses se passeront sans doute de la même façon. »*

Alain Giraudo

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97195

♦ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I								■				
II								■				
III						■						
IV					■							
V									■	■	■	
VI		■	■	■								
VII								■				
VIII							■					
IX					■							
X					■							

HORIZONTALEMENT

I. On y range tout, même des cadres. Trouve refuge dans le précédent. – II. Bonne pour le tirage. Impossible de le corrompre. – III. Usé par le temps. Sortira manu militari. – IV. Ebranlée. La grande famille des merlans et des morues. – V. Prit des notes et travailla à la vitesse du son. – VI. Son histoire de Rome s'arrête en 9 av. J.-C. – VII. S'attaque aux muscles. Repère pour le bâtiment. – VIII. Sans aucun suivi. Homme à tout faire, même le pire. – IX. Sortie du lot. Aura du mal sortir du lot. – X. Un monstre se cache dans ses eaux profondes. Prêtes à partir.

VERTICALEMENT

1. Fait entrer l'œuvre au musée. – 2. Versée dans la joie et dans la peine. Prépare la récolte. – 3. Le blanc nettoie le cours. Assurent les bons coups. – 4. Depuis Napoléon ils régissent tout. Ont déjà fait un bon bout de chemin. – 5. Grand connaisseur du son. Toujours prêt à exploser. – 6. Note. Eaux-de-vie. – 7. Pris pour ne pas se faire prendre. Personnel. – 8. Représentation arbitraire. Toutes en souplesse. – 9. Heure démoniaque. Garantie de qualité. – 10. Un refus pris à l'envers. Essaie de reproduire. – 11. Espace de révolution. Se prend entre amis, mais il ne faut pas le laisser tomber. – 12. Poussées à bout.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97194

HORIZONTALEMENT

I. Frein. Foudre. – II. Rasoir. Priât. – III. Amon. Emietté. – IV. Napoléon. Sar. – V. En aller (s'). Sn. – VI. Us. Eclorai. – VII. Eta. (ETA). Hétaïres. – VIII. Tommasso. Seme. – IX. Triai. Veinée. – X. Emette. Pneus.

VERTICALEMENT

1. Franquette. – 2. Rama. Storm. – 3. Esope. Amie. – 4. Ionone. Mat.. – 5. Ni. Lâchait. – 6. Réelles. – 7. Molotov. – 8. Opinera. Ep. – 9. Ure. Raisin. – 10. Dits. Irène. – 11. Ratas. Emeu. – 12. Eternisées.

AFFAIRE DE LOGIQUE

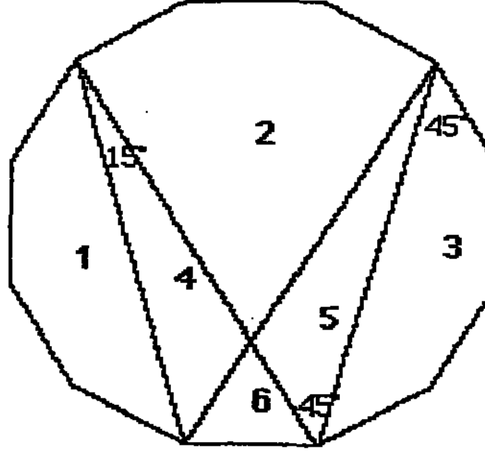
PROBLÈME N° 34

Dodécagone ou carré ?

RÉARRANGEZ les six morceaux de ce puzzle en forme de dodécagone régulier pour en faire un carré.

Pour vous aider, les valeurs de trois des angles vous sont indiquées.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 1997



SOLUTION DU PROBLÈME N° 33
paru dans *Le Monde* du 2 septembre

Dans le total des quatre effectifs (49 + 42 + 35 + 30 = 156), les 24 touristes qui font deux excursions sont décomptés deux fois (une fois de trop) et les 10 touristes qui font trois excursions sont décomptés trois fois (deux fois de trop). 156 – 24 – 2 x 10 = 112. Les « acharnés » faisant le grand chelem sont décomptés quatre fois (trois fois de trop) : il y en a au moins quatre.

● S'il y avait exactement 4 acharnés, c'est que les cent touristes partiraient au moins une fois, ce qui est contraire à l'hypothèse.

● S'il y en avait six ou plus, en enlevant 18 ou plus, on trouverait un effectif de 94 ou moins : plus de cinq paresseux ne partiraient pas.

● Il y a donc 5 acharnés, pour un effectif de 97 partants et 3 sédentaires.

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu.
Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique.
Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble.
Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge.
Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art.
Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
Le Monde PUBLICITE
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26
PRINTED IN FRANCE



Belle arrière-saison

UN VASTE ANTICYCLONE s'est installé pour plusieurs jours des Açores à l'Europe de l'Ouest. Il garantit une période de temps calme et ensoleillé sur l'ensemble de la France. Les températures retrouvent un très bon niveau pour la saison dans la moitié nord et restent toujours aussi agréables au sud.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Le soleil chassera rapidement les quelques nappes de grisaille du petit matin. Il brillera sans partage jusqu'au soir. Seul inconvénient, le vent de nord-est qui se lèvera sur les côtes en cours de journée. Les températures se limiteront à 18/20 degrés sur les côtes de la Manche, elles atteindront 22 à 25 degrés ailleurs.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – La fraîcheur et les bancs de brouillard du matin seront vite balayés par le soleil. Il fera de 22 à 25 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La journée débutera parfois dans la grisaille près des frontières. Le soleil reprendra très vite le dessus. Après un début de matinée un peu frais, il est prévu 21 à 25 degrés l'après-midi.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – L'été continue dans le Sud-Ouest. Cette journée ressemblera aux précédentes avec, au menu, soleil et chaleur. Le vent de nord-est sera parfois sensible l'après-midi sur le littoral. L'après-midi, on pourra profiter de températures bien agréables avec de 25 à 29 degrés du Poitou au pied des Pyrénées.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Un beau soleil s'imposera rapidement dans les vallées et sur les sommets. Il brillera sans mal jusqu'au soir. Il fera de 24 à 28 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le temps reste estival autour de la Méditerranée. Sous un beau soleil, il fera de 26 à 30 degrés. Un mistral modéré se lèvera en cours d'après-midi en vallée du Rhône.

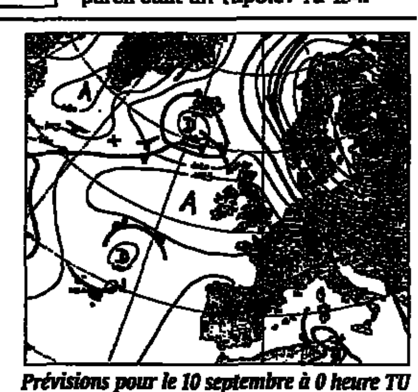


PRÉVISIONS POUR LE 09 SEPTEMBRE 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

		PAPEETE 22/28 S	KIEV 12/17 P	VENISE 18/28 S	LE CAIRE 21/33 S
		POINTE-A-PIT. 25/31 N	LISBONNE 20/31 S	VIENNE 14/22 N	MARRAKECH 20/31 C
		ST-DENIS-RÉ. 18/24 N	LIVERPOOL 12/17 S	**AMÉRIQUES**	NAIROBI 12/25 S
		EUROPE	LONDRES 12/18 N	BRASILIA 20/34 S	PRETORIA 13/17 P
		AMSTERDAM 13/17 N	LUXEMBOURG 11/19 C	BUENOS AIR. 7/15 N	RABAT 20/26 S
FRANCE métropole	NANCY 11/22 S	ATHENES 21/32 S	MADRID 15/32 S	CARACAS 26/31 P	TUNIS 23/28 S
AJACCIO 16/27 S	NANTES 13/25 S	BARCELONE 19/27 S	MILAN 17/31 S	CHICAGO 17/21 P	**ASIE-OCÉANIE**
BIARRITZ 15/25 S	NICE 19/26 S	BELFAST 11/16 S	MOSCOU 10/15 P	LIMA 20/24 C	BANGKOK 26/32 P
BORDEAUX 14/28 S	PARIS 12/24 S	BELGRADE 15/27 N	MUNICH 11/19 N	LOS ANGELES 23/28 S	BOMBAY 25/31 C
BOURGES 11/25 S	PAU 13/26 S	BERLIN 12/18 P	NAPLES 21/31 N	MEXICO 13/21 C	DJAKARTA 26/31 N
BREST 13/21 S	PERPIGNAN 17/29 S	BERNE 11/21 C	OSLO 4/14 P	MONTREAL 11/23 S	DUBAI 29/37 S
CAEN 12/20 S	RENNES 13/24 S	BRUXELLES 12/18 S	PALMA DE M. 18/27 C	NEW YORK 20/25 C	HANOI 24/32 S
CHERBOURG 11/21 S	ST-ETIENNE 11/26 S	BUCAREST 13/26 N	PRAGUE 9/18 N	SAN FRANCIS. 15/21 C	HONGKONG 26/27 P
CLERMONT-F. 11/26 S	STRASBOURG 12/22 S	BUDAPEST 14/23 N	ROME 21/29 N	SANTIAGO/CHI 6/13 C	JERUSALEM 19/29 S
DIJON 11/23 S	TOULOUSE 15/28 S	COPENHAGUE 11/16 P	SEVILLE 20/33 S	TORONTO 12/23 C	NEW DEHLI 27/32 P
GRENOBLE 13/27 S	TOURS 12/25 S	DUBLIN 11/16 S	SOFIA 12/24 S	WASHINGTON 20/27 P	PEKIN 18/24 P
LILLE 12/22 S	**FRANCE outre-mer**	FRANCFORT 13/20 N	ST-PETERSB. 13/18 P	**AFRIQUE**	SEOUL 22/32 S
LIMOGES 13/25 S	CAYENNE 23/32 S	GENEVE 16/24 N	STOCKHOLM 11/16 P	ALGER 16/29 S	SINGAPOUR 27/32 P
LYON 12/27 S	FORT-DE-FR. 25/31 S	HELSINKI 10/16 P	TENERIFE 18/24 N	DAKAR 26/30 S	SYDNEY 10/18 S
MARSEILLE 17/28 S	NOUMEA 18/23 S	ISTANBUL 18/27 S	VARSOVIE 10/17 P	KINSHASA 21/29 N	TOKYO 25/29 P



Situation le 8 septembre à 0 heure TU



Prévisions pour le 10 septembre à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **PARIS.** A l'occasion des Journées du patrimoine, samedi 20 et dimanche 21 septembre, la compagnie des Batobus accorde 50 % de réduction sur ses forfaits un jour (30 F au lieu de 60 F pour les adultes, 15 F pour les moins de 12 ans) et deux jours (respectivement 45 F et 22,50 F). Grâce aux six escales desservies (toutes les 25 minutes, de 10 à 19 heures), on pourra passer d'un site à un autre. Renseignements au 01-44-11-33-99.

■ **VIETNAM.** La compagnie Vietnam Airlines ne se servira plus des Tupolev de sa flotte jusqu'aux conclusions de l'enquête sur la catastrophe de Phnom Penh, où 64 personnes ont péri, mercredi 3 septembre, dans l'accident d'un appareil en phase d'atterrissage. Depuis 1988, trois accidents sont survenus sur des vols assurés par la compagnie, dans deux cas, l'appareil était un Tupolev Tu-134.

AUTOMOBILE

Renault agrandit l'Espace pour le rendre plus accueillant

CÉLÉBRÉ comme la voiture familiale de la décennie, le monospace dissimule une anomalie congénitale. Ses propriétaires, trop heureux de pouvoir avaler les kilomètres sans que leur progéniture ne se plaigne de mille maux, feignent de ne pas y accorder la moindre importance. En privé, pourtant, il leur arrive d'enrager contre cette automobile capable de transporter sur la route des vacances sept personnes, mais à condition qu'elles n'emportent, en tout et pour tout, que leur brosse à dent.

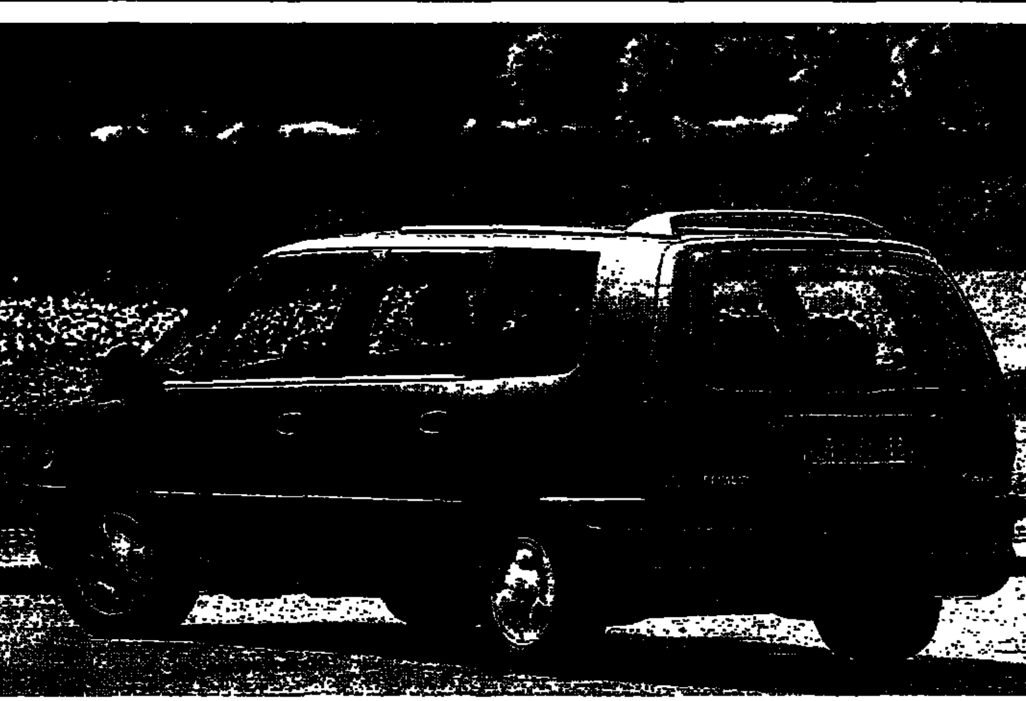
Exagération ? A peine. Le monospace dispose d'un coffre ridicule au regard de sa corpulence. En configuration normale, celui de l'Espace Renault affiche une contenance de 275 litres (340 litres pour le Peugeot 806), alors que la Laguna peut embarquer 452 litres.

UN COFFRE DE 520 L

Même si la famille ne compte que trois héritiers, le trop-plein de bagages est rapidement atteint, à moins de sacrifier la troisième rangée de sièges ou de coiffer la voiture d'un coffre de toit, pratique, mais peu aérodynamique (la consommation de carburant s'en ressent) et inadapté à nombre de parkings souterrains.

Jusqu'alors, seuls les Américains – Chrysler Voyager et, plus récemment, Chevrolet Pontiac – proposaient des versions rallongées, certes pachydermiques, mais offrant au moins un coffre digne de ce nom. A Billancourt, on s'est finalement convaincu que les amateurs de monospaces, s'ils n'aspirent pas forcément à faire de chaque voyage un véritable déménagement, apprécieraient sans doute de pouvoir s'embarquer avec un minimum de paquetage.

Il y a un an, est donc né le petit monospace Scénic, limité à cinq places mais doté d'un grand coffre. Aujourd'hui, apparaît le Grand Espace, de 27 centimères plus long que l'Espace classique. Dans un souci d'équilibre dynamique autant qu'esthétique, il a été décidé de répartir cette croissance entre le porte-à-faux arrière (qui a grandi de 10 centimères) et l'empattement, qui a gagné 17 centimètres.



D.R.

Porte-à-faux arrière, empattement légèrement augmentés et nouvelles vitres de custode

Présentée à l'occasion de l'ouverture du Salon automobile de Francfort, mercredi 10 septembre, cette version dispose enfin d'un vrai coffre, d'une capacité de 520 litres.

Etiré à 4,78 mètres, le Grand Espace – qui devrait se traduire par un supplément de prix d'environ 10 000 francs (soit un tarif de base guère inférieur à 200 000 francs) et espère représenter 20 % du total des ventes du monospace au losange – ne prétend évidemment pas gagner en maniabilité.

Heureusement, il n'a grossi que de 40 kilos et ses mensurations restent raisonnables. Le Grand Espace n'est pas plus long qu'une Safrane et reste bien en deçà des 5,07 mètres du Chrysler Grand Voyager. Selon ses concepteurs, son rayon de braquage est le plus court de la catégorie. Avec un tel engin, pas facile tout de même d'expédier en vitesse un créneau dans une ruelle en pente...

Ainsi déployée, la voiture conçue par Renault et Matra n'est pas seulement devenue un vrai sherpa des familles. Elle est aussi beaucoup plus accueillante pour ses passagers du dernier rang, relégués juste au-dessus de l'essieu arrière et qui, lorsqu'ils ont atteint une certaine corpulence, entament sans tarder d'habiles pourparlers avec les occupants de la rangée précédente en vue d'un changement d'attribution des places.

Dans le Grand Espace, ils apprécieront le tarage spécial de la suspension arrière, l'augmentation de la garde au toit et pourront jouir pleinement du paysage grâce aux vitres de custode, agrandies. A bord des modèles du haut de gamme, dont les sièges sont montés sur des rails, les grands gabarits pourront étendre leurs jambes tout à loisir, les avant-bras nonchalamment posés sur les accoudoirs individuels.

Navire-amiral croisant au-dessus du clapotis du trafic, le Grand Espace se laisse aller à des rêves de grandeur. Chez Renault, on se dit qu'il existe peut-être pour ce modèle une petite place au gotha du chic automobile.

10 % D'INTÉRIEURS CUIR

Depuis son lancement, en janvier, la troisième génération de l'Espace a nettement repris ses distances vis-à-vis de la concurrence française (Peugeot 806, Citroën Evasion) et, au plan européen, talonne le Volkswagen Sharan, numéro un des ventes. L'usine Matra de Romorantin a constitué en juillet une troisième équipe pour parvenir à un rythme de trois cents véhicules par jour, et l'usine de Dieppe (anciennement celle d'Alpine-Renault) sera mise à contribution dès octobre.

Non contente de bien se vendre, cette voiture – qui n'est pas précisément bon marché – tend aussi à s'embourgeoiser. L'option « intérieur cuir » représente désormais 10 % des ventes, contre 3 % en 1996, alors que les versions correspondant à des finitions d'entrée et de milieu de gamme (versions 2 litres, 2,2 litres et RTE) sont devenues minoritaires.

Une française élevée au rang d'automobile prestigieuse ? Ne rêvons pas. En Europe, les Renault Safrane, Peugeot 605 et Citroën XM font, au mieux, de la figuration. Sans prétendre rouler sur les traces des Delahaye de jadis, le Grand Espace offre pourtant au haut de gamme made in France, une chance qu'il n'espérait plus.

Jean-Michel Normand

DÉPÊCHES

■ **NOUVEAUTÉ : Suzuki lancera au début du mois de février** 1998 en France le Wagon R+, une petite berline urbaine au style très particulier, plus courte que la Twingo (3,41 mètres) mais beaucoup plus haute (1,70 mètre). Le prix du Wagon R+ n'est pas encore connu.

■ **SÉCURITÉ : la Prévention routière,** qui rappelle qu'en 1996, 12 884 enfants ont été victimes d'accidents de la route, demande aux parents de faire preuve de prudence en cette période de rentrée scolaire. Entre 5 et 7 ans, le risque « piéton » s'accroît avec l'âge et se concentre sur les traversées de chaussées. Ensuite, c'est le risque « cycliste » qui apparaît.

■ **OCCASION : le 6e Salon** du véhicule d'occasion aura lieu au parc floral de Paris du 19 au 22 septembre : 50 professionnels proposeront plus d'un millier de modèles dans le parc situé dans le bois de Vincennes. Prix d'entrée : 30 F.

■ **CONTRAVENTIONS : le Syndicat des transports parisiens (STP),** auquel le Trésor public reverse la moitié des PV acquittés par les automobilistes d'Ile-de-France, a pu ainsi consacrer 402,2 millions de francs en 1996 à des améliorations dans les transports en commun, notamment en matière de sécurité.

■ **BATEAUX : cet automne, Bénéteau commercialise** trois nouveaux modèles : l'Océanis Clipper 411, un voilier de 12,75 mètres avec 81 m² de voilure (995 000 francs), et deux bateaux à moteur : l'Antarès 620, un « pêche-promenade » de 6 mètres doté d'un moteur Volvo de 50 chevaux (149 000 francs) ; et l'Antarès 760, une vedette de 7,60 mètres doté d'une motorisation Volvo de 150 ou de 200 chevaux (à partir de 414 000 francs).

SPOLIATION **Les restitutions des objets d'art pillés par les nazis pendant la guerre n'en finissent pas de susciter des surprises. ● LA COLLECTION *Alphonse Kann, une des* plus importantes réunies, dans tous les domaines, entre les deux guerres, fut entièrement déménagée par les occupants. Ses héritiers se battent *aujourd'hui pour obtenir la restitution* de ce qui n'a pas été récupéré après 1945. ● DES MANUSCRITS à peintures médiévaux, de grand prix, viennent d'apparaître sur le marché de New York. *Sont-ils la propriété de* la famille Wildenstein, qui les a mis en vente, ou celle des héritiers Kann qui les réclament, documents à l'appui ? ● LES CATALOGUES de la col*lection Kann sont inexistants.* L'amateur modifiait sans cesse l'accrochage des œuvres qu'il possédait, au gré de ses achats et de ses ventes. Ce qui complique encore le sort de cet héritage complexe.**

A qui appartiennent les manuscrits médiévaux mis en vente aux Etats-Unis ?

Les héritiers du gand collectionneur Alphonse Kann réclament la restitution de ces chefs-d'œuvre, huit pièces uniques datant des XVIe et XVIIe siècles, que veut mettre en vente la famille Wildenstein

LA RESTITUTION des œuvres pillées il y a plus de cinquante ans par les nazis ne cesse de connaître de nouveaux épisodes. La dernière affaire fait grand bruit outre-Atlantique et risque de provoquer de nombreuses polémiques en France.

En septembre 1996, le ministère des affaires étrangères remet à Francis Warin, en sa qualité de président du syndicat des héritiers du collectionneur Alphonse Kann (onze personnes), la photocopie de l'inventaire établi par les nazis après la razzia opérée, en octobre 1940, dans son hôtel particulier. L'inventaire a été dressé par l'ERR (Einsatzstab Reichsleiters Rosenberg) – le service officiel de confiscation des biens juifs et maçonniques dans l'Europe occupée – dirigé par le théoricien nazi Alfred Rosenberg et, en France, piloté par le baron Kurt von Behr. Francis Warin repère sur cette liste, sous l'intitulé *« Sammlung Kann »* (collection Kann), huit manuscrits à peintures. Les fonctionnaires nazis sont des professionnels scrupuleux. Chaque ouvrage est affecté d'une cote, de KA 879 à KA 886.

Cinq sont d'origine franco-rhénane, exécutés autour de 1500 pour le roi de France Louis XII ou le cardinal de Bourbon ; deux autres proviennent d'Italie du Nord et datent du XVIe siècle ; un dernier enfin de la Perse du XVIIe siècle. Chacun d'eux fait l'objet d'une description extrêmement détaillée – signe de l'attention que les experts allemands portent à ce qui est médiéval et gothique. Il y a là en particulier le livre d'heures de Jean de Carpentin, seigneur de Gravile : 303 pages enrichies de peintures attribuées au maître de Dresde. Et aussi une Vie de sainte Radegonde, 66 pages destinées à Louis XII. La valeur historique, esthétique et financière de cet ensemble est évidemment considérable.

Christ bénissant. Peinture attribuée au maître de Dresde pour le livre d'heures dit de Carpentin (autour de 1500).

D. R.

A la Bibliothèque nationale de France, Francis Warin apprend de François Avril, conservateur au département des manuscrits, que trois de ces ouvrages ont été exposés, en 1949, comme biens spoliés par les nazis et dépourvus de propriétaires. Il apprend aussi qu'ils ont alors été réclamés par le marchand d'art Georges Wildenstein.

« Depuis, indique Francis Warin, *j'ai retrouvé aux archives de Coblence, en Allemagne, les fiches concernant ces huit manuscrits. Elles avaient été établies par les services américains chargés de recenser les objets volés dans toute l'Europe occupée et retrouvés dans des caches. Par le ministère des affaires étrangères, je reçois, par ailleurs, des documents qui me prouvent que trois de ces manuscrits ont été attribués, en 1952, à la famille Wildenstein, sur leur demande, et que cette restitution avait été contestée à cette époque par l'expert de la Bibliothèque nationale. »*

Il existe en effet un rapport et un courrier signés André Masson, inspecteur général des bibliothèques, qui fait observer à Georges Wildenstein que les descriptions fournies à l'appui de ses demandes ne correspondent pas aux livres en souffrance. Ainsi, la Vie de sainte Radegonde décrite par le marchand parisien compte 192 feuilles, d'un format de moitié inférieur à celui de *« KA 879 »*. Seul le titre et le sujet sont identiques.

RÉPONSES ÉVASIVES

A partir de novembre 1996, Francis Warin envoie plusieurs courriers à Wildenstein and Co. pour tenter de récupérer ce qu'il estime être le bien des héritiers Kann. Il reçoit des réponses évasives. Les manuscrits en possession des Wildenstein, lui dit-on, auraient été achetés avant guerre, voire avant la première guerre mondiale – la date est flottante selon les réponses – à un membre de la famille Kann. Il pourrait s'agir d'Alphonse ou d'Edouard, son lointain cousin.

Faute de substance, l'affaire menace alors de s'enliser. Quand, en mai 1997, Francis Warin reçoit des Etats-Unis une lettre signée de James Marrow, professeur d'histoire de l'art à l'université de Princeton. Ce dernier lui raconte comment un marchand britannique de livres précieux, Sam Fogg, l'a prié de se rendre chez Wildenstein à New York pour expertiser des livres à peintures qui lui étaient proposés à l'achat.

Les 7 et 14 mars 1997, James Marrow examine donc les manuscrits, particulièrement le livre d'heures de Carpentin. Il n'obtient aucune information sur la provenance de ces ouvrages mais remarque que chacun d'entre eux porte, au crayon rouge, une cote de KA 879 à KA 886. Interrogeant sur la signification de ces chiffres et de ces lettres, il n'obtient que les réponses vagues qui avaient déjà été opposées à Francis Warin.

Peu satisfait, James Marrow s'adresse alors au professeur Bodo Brinkmann, un collègue allemand connu pour être le meilleur spécialiste du Maître de Dresde, auteur supposé du livre d'heures de Carpentin. Ce dernier, après des recherches dans les archives, lui adresse en retour une photocopie de la fiche établie, le 16 juillet 1946, par les fameux services américains de récupération, ainsi que la liste des huit manuscrits de la collection Kann telle qu'elle avait été dressée par l'ERR. A ses yeux, le rapprochement ne fait aucun doute. Pas plus qu'à ceux de James Marrow. Les ouvrages viennent bien de la collection Kann. Ils ont été volés par les nazis.

Entre-temps, le marchand, Sam Fogg, a renoncé à toute transaction : *« Il m'a dit,* écrit James Marrow, *qu'il avait été informé que les manuscrits de la collection Kann pouvaient avoir été volés par les nazis durant la seconde guerre mondiale. Il a aussi déclaré que Wildenstein and Co. n'avaient pas voulu, ou pu, lui fournir un document établissant leur titre légitime sur les manuscrits (un acte de vente par exemple) et que la firme refusait d'inclure dans les contrats de la vente une clause qui indemniserait le marchand en cas de contestation de ladite légitimité. »*

Fort de ces nouvelles, Francis Warin décide de porter ce litige devant la justice américaine. Celle-ci doit être saisie dans les prochains jours. Pourtant déclare-t-il : *« Je ne peux croire, quel que soit le choc légitime ressenti par les Wildenstein à la suite de ma demande, qu'ils ne restituent pas aux héritiers Kann les manuscrits disparus. Ce qui serait tout à leur honneur. »*

Philippe Dagen et Emmanuel de Roux

L'empire Wildenstein

La firme Wildenstein, une des plus puissante sur le marché de l'art international est présente à New York, Londres, Paris et Buenos Aires. Ses activités commerciales s'exercent surtout aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. A Paris, le Wildenstein Institute, rue La Boétie, développe une politique concentrée sur l'édition de catalogues raisonnés et la documentation. Elle finance la publication de *La Gazette des beaux-arts* dont Daniel Wildenstein est le directeur. Cet empire a été fondé par Georges Wildenstein (1892-1963). A sa mort, lui a succédé son fils Daniel, né en 1917, aujourd'hui largement épaulé par ses propres fils, Guy et Alec. Le champ de leurs activités marchandes est vaste : des arts médiévaux jusqu'au post-impressionnisme. La richesse de leurs collections et de leurs réserves est proverbiale. Mais rares sont ceux qui les ont visitées. Ils entretiennent en France des liens étroits avec l'Institut. Le musée Marmottan a bénéficié, parmi d'autres, de leur générosité.

Le long et tortueux itinéraire d'une collection

QU'Y AVAIT-IL chez Alphonse Kann, dans sa maison de Saint-Germain-en-Laye, quand les hommes du service nazi des confiscations des biens juifs (ERR) s'y rendirent, en octobre 1940, et la vidèrent de son contenu ? Des centaines d'objets et d'œuvres d'art, assurément. Alphonse Kann, établi à Londres depuis l'hiver 1938-1939, n'eut pas le temps de les faire transférer outre-Manche. Dans la capitale britannique, il possédait une vaste résidence où il avait accroché l'essentiel de sa collection impressioniste et postimpressionniste, ses Monet, ses Renoir, ses Van Gogh. Ses œuvres ne subirent aucun dommage durant la guerre. A Saint-Germain-en-Laye se trouvait sa collection de cubistes et d'abstraits associés aux arts primitifs et au Moyen Age.

Dans son volume de souvenirs, *Le Front de l'art* (rééd. RMN, 1997), la résistante Rose Valland évoque *« les cent quatre-vingt-huit tableaux " expressionnistes sauvages " d'Alphonse Kann (...) parqués dans le local spécialement réservé à l'art dégénéré »*, une salle du Jeu de paume. Ce chiffre est de très loin inférieur à celui que fournissent les listes dressées par l'ERR en 1941 et 1942 : plus de mille numéros précédés des lettres KA.

Que devinrent-ils après ce pillage ? Nombre d'entre eux furent transférés sur le territoire du Reich, où ils furent retrouvés, dans des caches, parmi les centaines de milliers de biens volés par les nazis dans l'Europe entière. A partir de 1945, ils ont été restitués à leur propriétaire par les Alliés. De 1945 à 1948, date de sa mort, Kann a ainsi pu reconstituer une partie de sa collection. Mais en partie seulement.

AUCUN INVENTAIRE

Il y eut aussi des œuvres retrouvées par les Alliés mais non restituées, inadvertance ou erreur. Elles devinrent des MNR (musées nationaux récupération) et le sont restées un demi-siècle durant, jusqu'à ce que les recherches du journaliste Hector Feliciano, l'auteur du *Musée perdu* (Les Editions australes, 1996), attirent enfin l'attention sur ces cas obscurs. Un MNR provenant de la collection Kann a ainsi été rendu cet été à ses héritiers, le *Paysage cubiste* d'Albert Gleizes, qui était jusqu'alors accroché au MNAM. Un autre doit suivre, une *Tête de femme* (1921), pastel de Pablo Picasso déposée au musée des Beaux-Arts de Rennes.

Il y eut, peut-être, des œuvres brûlées aux Tuileries par les nazis en mai 1943, parce que tenues pour *« dégénérées »*. Il y eut assurément enfin des œuvres vendues ou échangées sous l'Occupation, introduites par les hommes de l'ERR dans le vaste trafic qui s'est développé en France et en direction de la Suisse, auquel ont participé autant de collectionneurs et de marchands français que de conservateurs et d'intermédiaires allemands. Il a été alimenté au premier chef par les spoliations opérées dans les collections juives, dont celle d'Alphonse Kann était l'une des plus connues, autant que celles des familles Rothschild, David-Weill ou Rosenberg.

Ces œuvres, dont l'itinéraire depuis lors a pu être long et tortueux, seraient susceptibles de faire l'objet de demandes de restitution de la part des héritiers, dans la mesure où il leur serait possible de démontrer qu'elles appartenaient indubitablement à Alphonse Kann en octobre 1940, au moment de sa spoliation.

C'est là que les difficultés redoublent, parce que la collection était sans cesse modifiée au gré des achats, des échanges et des ventes. Or il n'existe aucun inventaire dressé par le collectionneur. Existent certes ceux de l'ERR, mais ils se révèlent souvent, en matière d'art moderne, d'un usage difficile, parce qu'y figurent des descriptions elliptiques, des dimensions fausses, des titres imprécis. Quant aux albums photographiques, qui montrent l'intérieur de l'hôtel particulier et qui sont déposés aux archives du ministère des affaires étrangères, ils ont été constitués en 1928 pour l'un et en 1937 pour l'autre – ce qui leur ôte de leur valeur probatoire, dans la mesure où accrochages et acquisitions changeaient fréquemment. Ainsi sait-on, par exemple, que, si Kann a possédé jusqu'à dix-sept tableaux de Juan Gris, il ne lui en restait plus que cinq à la fin des années 30. Il s'était dessaisi des autres pour procéder à d'autres opérations. C'est dire que, pour l'heure, l'incertitude est la règle plutôt que l'exception.

Ph. D.

Alphonse Kann, amateur expert

C'ÉTAIT, vers 1930, un privilège d'être reçu chez Alphonse Kann, 7, rue des Bûcherons, à Saint-Germain-en-Laye. L'écrivain Maurice Sachs y fut invité. *« Chez lui,* observe-t-il, *tout est parfait : le whisky, l'Ingres, la miniature, la statue grecque, le cigare, le Cézanne et le chien qui vous accueille. L'hôte est un homme qui sait, ce qui ne veut pas dire qu'il ne se trompe pas. Il a mieux compris les peintres de sa jeunesse que ceux de la nôtre. »* Phrase contestable. Kann a réuni l'une des plus belles collections d'art contemporain de France. C'était aussi l'une des rares qui prétendît encore à l'universalité : des chefs-d'œuvre de toutes les époques et de toutes les civilisations.

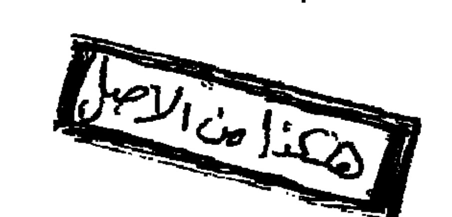
Il lui fallait une fortune considérable. Alphonse Kann en avait une, venue d'une ascendance de financiers. Il la fit prospérer. Né à Vienne en 1870, il vint à Paris dans les années 1880, où il fut condisciple de Proust au lycée Condorcet. Ce sont alors deux jeunes dandys, juifs et homosexuels. Proust écrit. Kann achète. Il commence très tôt une collection, qui privilégie alors les œuvres anciennes et impressionnistes – Monet, Renoir, Degas, Cézanne, Van Gogh.

Il ne se convertit à l'art contemporain que vers 1920, à cinquante ans. Jusqu'à 1939, il accumule un ensemble de toiles capitales. De Matisse, il a *Le Nu bleu* de 1907, acheté à Léo Stein, revendu ensuite à John Quinn – pedigree qui laisse rêveur. Il possède aussi *Les Aloés* de 1907, aujourd'hui à Houston, dans la collection De Menil, le presque abstrait *Rideau jaune* de 1914 et *La Table de marbre rose*, désormais au MOMA (Museum of Modern art) de New York. Il acquiert dix-sept Juan Gris. De Georges Braque, il achète *L'Homme à la guitare* de 1914, tableau essentiel du cubisme, propriété aujourd'hui du Musée national d'art moderne.

A tout ceci, aux Klee, aux La Fresnaye, aux Masson, aux Léger s'ajoutent des Picasso historiques : la *Femme nue assise* de 1909, désormais à la Tate Gallery de Londres, *L'Arlequin* de 1915, que le MOMA acheta à ses héritiers après que la toile leur eut été restituée à la fin de la guerre, *Le Violon* peint à Céret en 1912 – à la Staatsgalerie de Stuttgart –, la *Nature morte « Job »* de 1916, entrée au MOMA par un legs Rockfeller. Les clichés permettent aussi d'identifier la *Nature morte à la bouteille de Malaga* de 1919 et un autre *Violon cubiste* de l'hiver 1912.

Cette énumération, si incomplète soit-elle, suggère l'importance de Kann comme mécène, propagandiste de la modernité. Il passait ses journées dans les ateliers et les galeries, chez Kahnweiler, chez Paul et Léonce Rosenberg, chez Pierre Loeb. Il y défendait ses artistes préférés, Juan Gris, mais aussi Fernand Léger – ce dernier a raconté comment Kann obtint que Paul Rosenberg achète à Léger *Le Grand Déjeuner*, qu'il n'aimait pas. Ce sont du reste de telles attitudes tranchantes qui irritaient parfois ses contemporains. Son rôle cependant ne s'arrêtait pas là : à en croire Pierre Loeb, *« il vendait, paraît-il, de temps en temps, quand l'acheteur en valait la peine, échangeait avec les marchands le tableau qu'il avait depuis longtemps contre d'autres qu'il préférait, peu appréciés encore, mais qui, un ou dix ans plus tard, allaient s'imposer. Il s'y connaissait mieux que les experts et, l'œil aigu, dur, jugeait sans erreur »*.

Ph. D.





Comment l'auteur de la photo de l'année s'est fait « rouler » par une chaîne de télé américaine

Nate Thayer n'est pas photographe, mais il était le seul journaliste présent au « procès » de Pol Pot. Histoire d'un scoop mondial

Rendez-vous annuel du photojournalisme, le festival Visa pour l'image de Perpignan a été fortement marqué cette année par les débats provoqués par la mort de Lady Diana, sur le rôle de la presse, des photographes en général et des paparazzi en particulier. Le travail d'un journaliste non photographe de métier, l'Américain Nate Thayer, a également été projeté. Thayer est l'auteur du « scoop » de l'année : les photos du procès du leader khmer rouge Pol Pot. Il affirme aujourd'hui avoir été abusé par la chaîne de télévision ABC.

VISA POUR L'IMAGE, Hôtel Pams, 18, rue Emile-Zola, 66 000 Perpignan. Tél. 04-68-66-18-00. Expositions jusqu'au 14 septembre.

PERPIGNAN
de notre envoyé spécial

Il n'est pas photographe, mais les images les plus marquantes de l'année, c'est sans doute lui qui les a prises. Elles ont été projetées comme telles, samedi 6 septembre, durant la soirée de clôture du festival Visa pour l'image de Perpignan.

Le journaliste américain Nate Thayer a une sacrée gueule – crâne rasé, yeux bleus métalliques, barbe naissante, voix grave. Après dix ans d'enquêtes, rendez-vous manqués, menaces de mort, crises de malaria, ce reporter à l'hebdomadaire *Far Eastern Economic Review*, très influent en Asie, est le seul journaliste à avoir pu assister au procès de Pol Pot, soixante-douze ans, quelque part cet été dans la jungle cambodgienne.

C'est le visage détruit de Pol Pot, corps rongé par la maladie et trente-cinq ans passés dans la jungle, que l'opinion mondiale a pu découvrir pour la première fois depuis de longues années. Ce monstre anéanti apparaît en chemise claire et écharpe à carreaux, une canne et un éventail à la main, tenu à bout de bras par un militaire.

« Je n'en croyais pas mes yeux », raconte Thayer quand il a découvert que le *« rendez-vous »* auquel les Khmers rouges l'avaient convié était Pol Pot en personne. *« J'ai essayé de lui parler, mais il était épuisé. Il ne me regardait pas, alors j'ai pris mon appareil et je l'ai placé à un mètre sous son visage, légèrement en contre-plongée, et j'ai attendu. Au bout de dix minutes il m'a regardé. J'ai deux photos comme ça, les yeux disent tout. Mais mon journal a préféré en publier d'autres. »* Et de lâcher : *« Ils sont stupides. »*

> « Pour m'approcher, les journaux ont appelé mon hôtel en disant que ma mère était mourante. Ils étaient capables d'inventer ça ! »

Nate Thayer a pris 160 photos et six pellicules en cinq heures. Un ami filmait en vidéo tandis que le magnétophone tournait. *« Ce n'était pas un événement, mais l'Histoire en train de s'écrire »*, affirme le journaliste. *« Le soir, pourtant, je n'ai pas pu dormir. Je me sentais sale avec ces images. »* Ce qui s'est passé ensuite est encore moins joli. Thayer confie la vidéo à la chaîne de télévision américaine ABC. Avec interdiction de la diffuser tant qu'il n'avait pas publié son reportage – texte et photos – dans *Far Eastern Economic Review*. Selon Thayer, ABC a cassé l'embargo.

Outre la diffusion du film, la chaîne en aurait extrait des images, les aurait digitalisées, retouchées pour leur donner un aspect « photographique », avant de les diffuser dans le monde entier avec le label « Exclusivité ABC ». Et cela avant que Thayer ne publie son sujet. *« ABC a même passé mes photos sur Internet. C'est du vol et du trucage d'images. »*

Thayer a reçu 3 000 dollars (18 000 francs) de son magazine pour le scoop de l'année. Une paille à côté des *« millions de dollars que j'ai refusés par respect pour mon journal, qui me fait confiance depuis cinq ans »*. Thayer sera assailli par les propositions. *« Pour m'approcher, les journaux ont appelé mon hôtel en disant que ma mère était mourante. Ils étaient capables d'inventer ça ! »*

Voilà pourquoi, devant deux mille spectateurs médusés du Campo Santo de Perpignan, cet aventurier d'une autre époque conclut : *« Je me suis fait enculer. »* Sous-entendu par les marchands de presse qu'il appelle *« de grosses machines dévorantes »* et contre lesquelles *« on ne peut rien faire. Comme pour la princesse de Galles »*.

Sans le vouloir, Nate Thayer soulève une tout autre question, à savoir les liens entre information et image. Il n'est pas photographe, sa technique est approximative, il n'a aucun regard personnel, mais ses portraits de Pol Pot sont gravés dans la mémoire puisque ces documents sont très riches en informations. Nombre de sujets d'actualité montrés à Perpignan n'ont pas cette lisibilité.

Comment produire des images signifiantes sur la Bosnie, l'Albanie, l'Algérie, l'Afrique, dans les territoires occupés ? La plupart du temps le photographe ne peut échapper à une rhétorique – terriblement répétitive – du pouvoir et de la douleur, de la violence et de la répression qu'il décline avec une forte dose de formalisme pictural sur tous les sujets. Deux photographes pourtant ont trouvé un point d'équilibre, de tension juste, entre le sujet et leur regard : Lise Sarfati avec sa vision fantasmagorique de la Russie et Jane Evelyn Atwood avec son reportage sur les prisons pour femmes.

Michel Guerrin

Le palmarès

Chaque année, le Festival décerne des prix aux meilleurs reportages photographiques parus dans la presse et les magazines internationaux. Le Visa d'or « news » (actualité) a été attribué à Younghi Kim (agence Contact) pour son reportage en noir et blanc sur les événements au Zaïre. Le Visa d'or « presse quotidienne » a été attribué au journal argentin *Clarin* pour avoir publié un reportage sur le meurtre du journaliste argentin Jose Luis Cabezas et les manifestations de protestation qui ont suivi. Le Visa d'or catégorie « magazine » est allé à Jillian Edelstein (Network) pour ses portraits en noir et blanc de persécuteurs et de victimes en Afrique du Sud. Le Prix Kodak du jeune reporter a été attribué à Rip Hopkins (agence Vu) pour son reportage sur les enfants de la rue à Madagascar.

U2 et 55 000 personnes au Parc des Princes

Dans un stade bondé, le groupe irlandais a donné un concert spectaculaire

LES PLAQUES minéralogiques l'attestent : les fans ont afflué de France entière pour assister, samedi 6 septembre, à l'étape parisienne de la tournée internationale du groupe U2, entamée en avril à Las Vegas (*Le Monde* du 30 avril). Quatre garçons dont le dernier album, *Pop* (Island/Polygram), sorti en mars, a déjà dépassé en France les 300 000 exemplaires (5 millions dans le monde). Depuis trois semaines, le concert est complet : 55 000 billets vendus. Les retardataires n'ont plus que la ressource du marché noir. Tant pis si les prix font la culbute.

Certains ont encore en mémoire la mise en scène grandiose du concert de 1993. Cette fois encore, le spectacle promet d'être gigantesque, à la mesure des super-productions de Pink Floyd, Michael Jackson ou des Rolling Stones. Les forces de l'ordre et la logistique de la Croix-Rouge sont sur le pied de guerre.

L'événement annoncé a déplacé les célébrités. Avant que le colossal « son et lumière » ne démarre, on s'amuse à reconnaître les visages. Une ovation accueille l'arrivée de Raï, le capitaine du PSG, une autre suit pour Johnny Hallyday, qui donna ici même une série de concerts en 1993, à l'occasion de ses cinquante ans. Sur la pelouse, quelques drapeaux irlandais s'agitent. Tout autour, s'est déployée une imposante sécurité, ennoblie par des blousons portant l'inscription « Steward ».

A 21 h 20, une clameur monte vers le ciel. Au-dessus de la scène, l'écran s'anime. Un écran géant : 650 mètres carrés, sur lesquels alterneront animations vidéos et images individuelles du groupe pendant pratiquement les deux heures que va durer le concert. Un écran indispensable à ceux qui sont trop loin, mais aussi un rival pour les quatre Irlandais. Sa débauche d'images focalise trop l'attention, faisant oublier l'action sur scène, même lorsqu'elle est à portée du regard.

Bono, le chanteur, et ses acolytes, le guitariste The Edge, le batteur Larry Mullen et le bassiste Adam Clayton, font leur entrée. Ils surgissent au milieu de la foule. Premier effet de surprise de la soirée. Le propos est évidemment de donner chair et vie au dernier album. Le groupe va largement s'y employer, avec force décibels, un peu excessifs.

UNE MER DE BRIQUETS S'ALLUME

Pas question pour autant d'oublier les classiques. Ce sont eux qui exaltent à chaque fois le public. *I Will Follow*, par exemple, titre phare du premier album, *Boy*, en 1980, ou bien *New Year's Day*, qui était dans *War*, sorti trois ans plus tard, et que ce soir le stade tout entier reprend en chœur. L'écran est éteint. Un moment d'apaisement au milieu du déluge sonore et visuel. Tout comme *Staring at the Sun*, extrait de *Pop*, que Bono et The Hedge chantent en duo, avec chacun une guitare acoustique. Le karaoké, l'une des coquetteries kitsch du concert, ne fait pas l'effet escompté. Rares sont ceux qui se prêtent au jeu. En revanche, lorsque après un faux rappel, U2 réapparaît dans l'énorme citron, accessoire du décor, soudain transformé en vaisseau spatial scintillant, la foule s'excite. Une foule volontaire et partie prenante également à la fin du concert.

Quand, sur l'écran, après le visage de Marilyn Monroe revu par Andy Warhol, surgit celui de Lady Di, des milliers de briquets et quelques cierges magiques s'allument. Dans les baffles, pour accompagner la sortie, la voix d'Elton John chante *Candle in the Wind*. Le matin même, lors des obsèques de Diana, le chanteur interprétait ce titre en l'abbaye de Westminster. A Ostende, le 3 septembre, Michael Jackson dédiait son concert à la princesse de Galles. Trois jours plus tard, à Paris, le groupe U2 participe lui aussi au cortège des hommages.

Sous le clinquant et la démesure, les rock stars ont du cœur. Qui oserait en douter en ce qui concerne U2, militant pour Amnesty International, le Tibet, Greenpeace ou la paix en Irlande du Nord ? Certainement pas ce fan anonyme reprenant son métro, comblé, une rose à la main. Ni cette fille à laquelle une danse fut offerte par Bono. Suprêmes récompenses pour ceux qui s'agglutinèrent aux portes dès le début de l'après-midi pour se donner l'illusion d'une intimité partagée avec leur groupe favori.

Patrick Labesse

★ U2 en concert à Montpellier (Espace Grammont) le 15 septembre.



Le Japonais Takeshi Kitano remporte le Lion d'or de Venise

Le jury, présidé par Jane Campion, aura livré un palmarès impeccable qui a su distinguer les rares films surnageant dans une compétition très faible, en phase de transition

Désordonnée et burlesque, la cérémonie de clôture de la Mostra de Venise aura été à l'image d'un festival qui essaie de trouver ses marques. Son nouveau directeur, Felice Laudadio, avait pour objectif de donner une place accrue aux œuvres éloignées du star-system. Le résultat est malheureusement discutable et pâtit d'un niveau d'ensemble très médiocre, qui s'explique par la santé moyenne du cinéma mondial et la concurrence effrénée à laquelle se livrent les différents festivals. Le jury, présidé par Jane Campion, a pourtant su récompenser les quelques films sortant du lot. En attribuant le Lion d'or au Japonais Takeshi Kitano pour *Hana-Bi*, il couronne un réalisateur en pleine maturité, dont l'œuvre découverte en Europe il y a quelques années seulement, s'impose comme l'une des plus originales du cinéma contemporain.

VENISE
de nos envoyés spéciaux

La cérémonie de clôture de la 54e Mostra de Venise aurait plu à Fellini, qui en aurait peut-être fait l'un des numéros de *Ginger et Fred*. Il ne se sera quand même pas produit de panne d'électricité, et la présentatrice de la soirée n'aura pas été victime de crampes comme le couple formé par Giuletta Massina et Marcello Mastroianni, mais c'est tout juste. Dans un rituel burlesque, les lauréats venaient discrètement chercher leur prix et se retrouvaient expulsés presque aussitôt de la scène pour laisser la place au suivant. Dans un coin, Francesco Rosi et Charlotte Rampling, tous les deux membres du jury, discutaient sans se soucier du déroulement de la cérémonie.

MOSTRA DE VENISE

Une impression de désordre qui était renforcée à la télévision italienne qui retransmettait la cérémonie en direct. Manifestement tout heureux d'avoir trouvé Michelangelo Antonioni dans les rangs des invités, le réalisateur de la Rai Due s'ingéniait à revenir en fil rouge sur la figure émaciée du réalisateur de *L'Avventura*, à moitié prostré, et manifestement effrayé du spectacle qui lui était présenté.

Cette cérémonie aura été à l'image d'un festival de transition, qui essaie de trouver ses marques. Felice Laudadio, son nouveau directeur, avait pour objectif d'imposer un festival dévolu aux oeuvres éloignées du star-system. Un esprit d'ouverture qui se sera manifesté durant toute la quinzaine avec la présence de documentaires, de films d'art et d'essai vidéo. Malheureusement, le résultat est discutable et pâtit d'un niveau d'ensemble très médiocre qui s'explique par la santé moyenne du cinéma mondial et la concurrence effrénée à laquelle se livrent les différents festivals.

SCÉNARIO COMPLEXE

Pourtant, le jury, présidé par Jane Campion, aura livré un palmarès impeccable qui a su distinguer, à l'exception notable du *Septième Ciel* de Benoît Jacquot, les rares films surnageant dans une compétition très faible. Le Lion d'or attribué à *Hana-Bi* de Takeshi Kitano semblait marqué du sceau de l'évidence. Il couronne un réalisateur en pleine maturité, dont l'œuvre découverte en Europe il y a quelques années seulement s'impose comme l'une des plus originales du cinéma contemporain.

Encore fallait-il avoir le courage de récompenser un film difficile, au scénario complexe faisant s'entrecroiser plusieurs intrigues, et qui dépouille un genre (le film de yakuzas) de ses figures habituelles pour remplacer l'action par la méditation. Il suffisait de voir la mine de Kitano et de ses producteurs pour comprendre que ce Lion d'or semblait tomber du ciel pour eux et témoignait d'une reconnaissance qu'ils désespèrent de trouver sur l'archipel. Kitano a beau être une immense vedette à la télévision japonaise, ses films restent eux complètement dans l'ombre.

Trois faits notables étaient survenus la veille de la remise du palmarès. Classés à juste titre dans la catégorie *eventi speciali*, *Fratello del Nostro Dio* (Frère de notre Dieu) de Krzysto Zanussi, *HHH* d'Olivier Assayas et *The Year of the Horse* de Jim Jarmusch, donnent des nouvelles contrastées de leurs auteurs. Elles sont très mauvaises en ce qui concerne Zanussi, qui finit par confondre catéchisme et cinéma avec son dernier film, une adaptation d'une pièce de théâtre écrite dans les années 40 par Jean Paul II lorsqu'il s'appelait encore Karol Wojtyla. *HHH* désigne la triple initiale de Hou Hsiao-Hsien, filmé par Olivier Assayas, dans le cadre de la série « Cinéma de notre temps » dirigée par André Labarthe et Janine Bazin. Assayas est celui qui a fait découvrir, en 1984, le cinéaste taïwanais en France. Son film qui relie l'écoute au mouvement, les mots aux lieux, et l'oeuvre à ses origines, est un tribut supplémentaire, intelligent et respecteux (trop peut-être pour ceux qui attendaient plus qu'un portrait, une rencontre entre les deux cinéastes), à la découverte de l'homme et du créateur.

The Year of the Horse de Jim Jarmusch, un portrait du chanteur américain Neil Young, s'est révélé bien plus décevant. Incapable de se démarquer des figures obligées du film de concert, Jim Jarmusch a réalisé un objet bien évidemment très intéressant vu la nature de son sujet, mais trop conventionnel, se contentant d'aligner des scènes de concert filmées en plan large, entrecoupées d'entretiens avec les musiciens de Neil Young. On est très loin de *The Last Waltz* de Martin Scorsese, et beaucoup plus près d'un banal portrait télévisé où Jarmusch donne le sentiment de s'être laissé dépasser par son sujet au lieu d'avoir cherché à lui imposer un traitement cinématographique.

Samuel Blumenfeld et Jacques Mandelbaum

Le palmarès

Le Lion d'or : *Hana-Bi*, de Takeshi Kitano. Grand prix spécial du jury : *Ovosodo*, de Paolo Virzi, pour *« la force et la profondeur de son humour »*. Meilleure actrice : Robin Tunney dans *Niagara, Niagara*, de Bob Gosse. Meilleur acteur : Wesley Snipes pour *One Night Stand*, de Mike Figgis. Meilleur scénario original : Gilles Taurand et Anne Fontaine, pour *Nettoyage à sec* d'Anne Fontaine. Meilleure photo : Emmanuel Machuel pour *Ossos*, de Pedro Costa. Meilleure musique originale : Graeme Revell pour *Chinese Box*, de Wayne Wang ; Lion d'argent du court métrage à *Ainsi soit-il*, de Joseph Gaye Ramaka.

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUE : « L'Enlèvement au sérail » de Mozart**, dirigé par Marc Minkowski et mis en scène par François Abou Salem, qui vient de triompher au Festival de Salzbourg, a été filmé en haute définition et enregistré en stéréophonie par procédé VTHR. Le 19 septembre, à partir de 20 h 30, cette production sera retransmise sur grand écran dans les villes suivantes : Argenton-Château (79), Balaruc (34), Barbastre (47), Beauzac (43), Boinville (78), Chalonnes (49), Champagne-au-Mont-d'Or (69), Clermont-sur-Oise (60), Couzeix (87), Dourdan (91), Genouilly (71), Gérardmer (88), Gournay (79), Guémené-sur-Scorff (56), Hyères (83), La Couarde-sur-Mer (17), La Ferté-Gaucher (77), La Rochefoucauld (16), Les Pavillons-sous-Bois (93), Magenta (51), Meauléon-Soulé (64), Montrond-Lès-Bains (42), Mugron (40), Olivet (45), Orsay (91), Paris (75), Pierrefeu-du-Var (83), Pruneili (Corse), Saint-Jean-d'Angely (17), Saint-Laurent-de-Neste (65), Saint-Martin-Vésubie (06), Saint-Paul-en-Forêt (83), Saint-Quentin-Fallavier (38), Saint-Raphaël (83), Saintes-Maries-de-la-Mer (13), Vaux-sur-Mer (17) et Viane (81). Rens., tél. : 01-53-75-11-19.

■ **ART : cent dix œuvres du peintre Vassili Kandinsky** seront exposées à partir du dimanche 14 septembre à Milan dans le cadre d'une manifestation organisée conjointement par la Fondation Mazzotta et par la région Lombardie, a-t-on appris mercredi auprès des organisateurs. A cette occasion, toutes les œuvres exposées jusqu'à présent de façon permanente au Centre Georges-Pompidou, à Paris, seront transférées à Milan.

GUIDE CULTUREL-CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

ELVIS
Film bosniaque de Jean-Christian Bourcart, Alain Duplantier, avec Zan Marolt, Elvedina Dzeko, Iuzdin Bajrovic, Sead Bejtovic, Ljubica Znidaric, Selma Kapos (1 h 05).
VO : Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

FOOLS
Film de Ramadan Suleman, avec Patrick Shai, Dambisa Kente, Hlomla Dandala, Jeremiah Ndlovu, Corney Mabaso, Ken Gampu (1 h 30).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20).

FREEWAY (**)
Film américain de Matthew Bright, avec Reese Witherspoone, Kiefer Sutherland, Brooke Shields, Wolfgang Bodison, Dan Hedaya, Amanda Plummer (1 h 34).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; UGC Odéon, dolby, 6e ; UGC Rotonde, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC George-V, dolby, 8e ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+). VF : Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; Les Montparnos, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

HUSTLER WHITE (**)
Film allemand-canadien de Rick Castro, Bruce Labruce, avec Tony Ward, Bruce Labruce, Kevin P. Scott, Ivar Johnson, Kevin Kramer.
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (+) ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19e (+).

POST-COÏTUM, ANIMAL TRISTE
Film français de Brigitte Roüan, avec Brigitte Roüan, Patrick Chesnais, Borris Terral, Nils Tavernier, Jean-Louis Richard, Françoise Arnoul (1 h 37).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (01-43-26-80-25) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; Majestic Bastille, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

TRANSATLANTIQUE
Film français de Christine Laurent, avec Laurence Côte, Joaquin Olarreaga, Hector Spinelli, Monique Mélinand, Evelyne Didi, Julio Calcagno (1 h 50).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (+).

UN AIR SI PUR
Film français d'Yves Angelo, avec Fabrice Luchini, André Dussollier, Marie Gillain, Emmanuelle Laborit, Yolande Moreau, Redjep Mitrovitsa (1 h 30).
UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (01-43-87-35-43) (+) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Les Montparnos, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; Mistral, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19e (+).

UN AMI DU DÉFUNT
Film franco-ukrainien de Viatcheslav Krichtofovitch, avec Alexandre Lazarev, Tatiana Krivitskaïa, Evgueni Pachin, Elena Korikova, Angelika Nevolina, Constantin Kostychin (1 h 48).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Reflet Médicis, salle *Louis-Jouvet, 5e (01-43-54-42-34)* ; Elysées Lincoln, 8e (01-43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (01-43-20-32-20) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20) (+).

EXCLUSIVITÉS

LES ANGES DÉCHUS
de Wong Kar-wai,
avec Leon Lai-ming, Takeshi Kaneshiro, Charlie Young, Michele Reis, Karen Mok.
Hongkong (1 h 36).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; Lucernaire, 6e.

BOX OF MOONLIGHT
de Tom DiCillo,
avec John Turturro, Sam Rockwell, Catherine Keener, Lisa Blount, Annie Corley, Alexander Goodwin.
Américain (1 h 47).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

CARMIN PROFOND (**)
d'Arturo Ripstein,
avec Regina Orozco, Daniel Gimenez Cacho, Marisa Paredes, Patricia Reyes Espindola, Julieta Egurrola, Rosa Furman.
Franco-mexicano-espagnol (1 h 54).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+).

LE CINQUIÈME ÉLÉMENT
de Luc Besson,
avec Bruce Willis, Gary Oldman, Ian Holm, Chris Tucker, Milla Jovovich.
Français (2 h 06).
VO : UGC Forum Orient Express, dolby, 1er ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+). VF : Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

LA COLLINE OUBLIÉE
d'Abderrahmane Bouguermouh,
avec Djamilla Amzal, Mohand Chabane, Samira Abtout, Abderrahmane Kamal, Abderrahmane Debiane, Faroudja Hadjloum.
Franco-algérien (1 h 45).
VO : Denfert, 14e (01-43-21-41-01) (+).

DAAYRA
d'Amol Palekar,
avec Nimal Pandey, Sonali Kulkarni, Nina Kulkarni, Hyder Ali, Faiyyaz, Nandu Madhav.
Indien (1 h 47).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+).

DONNIE BRASCO
de Mike Newell,
avec Al Pacino, Johnny Depp, Michael Madsen, Bruno Kirby, James Russo, Anne Heche.
Américain (2 h 05).
VO : Brady, 10e (01-47-70-08-86) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

GHOST IN THE SHELL
de Mamoru Oshii,
dessin animé japonais (1 h 25).
VO : Grand Pavois, dolby, 15e (01-45-54-46-85) (+).

GOODBYE SOUTH, GOODBYE
de Hou Hsiao-hsien,
avec Jack Kao, Hsu Kuei-ying, Lim Giong, Anne Shizuka Inoh, Hsi Hsiang, Lien Pi-tung.
Taïwanais (1 h 52).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (+).

J'AI HORREUR DE L'AMOUR
de Laurence Ferreira Barbosa,
avec Jeanne Balibar, Jean-Quentin Châtelain, Laurent Lucas, Bruno Lochet, Alexandra London, Eric Savin.
Français (2 h 14).
14-Juillet Beaubourg, 3e (+) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

JAMES ET LA PÊCHE GÉANTE
de Henry Selick,
dessin animé américain (1 h 20).
VF : Cinoches, 6e (01-46-33-10-82) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33) ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+) ; Grand Pavois, 15e (01-45-54-46-85) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

LE JOUR DE LA BÊTE (*)
d'Alex de La Iglesia,
avec Alex Angulo, Armando de Razza, Santiago Segura, Terele Pavez, Nathalie Sesena, Marie Grazie Cucinotta.
Espagnol (1 h 40).
VO : Latina, 4e (01-42-78-47-86).

LEVEL FIVE
de Chris Marker,
avec Catherine Belkhodja, la participation de Nagisa Oshima, Kenji Tokitsu, Junishi Ushiyama.
Français (1 h 46).
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).

LOOKING FOR RICHARD
d'Al Pacino,
avec Al Pacino, Harris Yulin, Penelope Allen, Alec Baldwin, Kevin Spacey, Winona Ryder.
Américain (1 h 53).
VO : Lucernaire, 6e ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

LOST HIGHWAY (*)
de David Lynch,
avec Bill Pullman, Patricia Arquette, Balthazar Getty, Robert Blake, Robert Loggia, Gary Busey.
Américain (2 h 15).
VO : Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08) (+) ; Cinoches, 6e (01-46-33-10-82) ; Grand Pavois, dolby, 15e (01-45-54-46-85) (+).

MARION
de Manuel Poirier,
avec Coralie Tëtard, Pierre Berriau, Elisabeth Commelin, Marie-France Pisier, Jean-Luc Bideau, Laure Fernandez.
Français (1 h 46).
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34) ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

MARS ATTACKS !
de Tim Burton,
avec Jack Nicholson, Glenn Close, Annette Bening, Pierce Brosnan, Danny DeVito, Martin Short.
Américain (1 h 45).
VO : Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+). VF : Grand Pavois, 15e (01-45-54-46-85) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

MENTEUR, MENTEUR
de Tom Shadyac,
avec Jim Carrey, Maura Tierney, Justin Cooper, Jennifer Tilly, Swoosie Kurtz, Amanda Donohoe.
Américain (1 h 26).
VO : UGC George-V, dolby, 8e. VF : Cinoches, 6e (01-46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15e (01-45-54-46-85) (+).

M.I.B. MEN IN BLACK
de Barry Sonnenfeld,
avec Tommy Lee Jones, Will Smith, Linda Fiorentino, Vincent D'Onofrio, Rip Torn, Tony Shalhoub.
Américain (1 h 38).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; Bretagne, 6e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Danton, dolby, 6e ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Gaumont Kinopanorama, dolby, 15e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, 19e (+). VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE
de Claude Nuridsany,
Marie Perennou.
Français (1 h 15).
Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08) (+) ; Cinoches, 6e (01-46-33-10-82) ; Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+) ; Grand Pavois, 15e (01-45-54-46-85) (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

LA MÔME SINGE
de Xiao-Yen Wang,
avec Fu Di, Fang Shu, Yang Guang, Yang Lin, Chang Hung-Mei, Wang Yang.
Américano-chinois (1 h 35).
VO : Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI
d'Anne-Marie Miéville,
avec Aurore Clément, Bernadette Lafont, Jean-Luc Godard.
Franco-suisse (1 h 20).
Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34).

LES NOUVELLES AVENTURES DE WALLACE ET GROMIT
de Peter Lord,
David Sproxton,
Sam Fell,
Nick Park,
dessin animé britannique (1 h 13).
VF : Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

LES PLEINS POUVOIRS
de Clint Eastwood,
avec Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn, Dennis Haysbert.
Américain (2 h 01).
VO : UGC George-V, dolby, 8e ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

PORT DJEMA
d'Eric Heumann,
avec Jean-Yves Dubois, Nathalie Boutefeu, Christophe Odent, Edouard Montoute, Claire Wauthion, Frédéric Pierrot.
Franco-gréco-italien (1 h 35).
Lucernaire, 6e.

LA PROMESSE
de Jean-Pierre, Luc Dardenne,
avec Olivier Gourmet, Jérémie Renier, Assita Ouedraogo, Rasmane Ouedraogo.
Belge (1 h 33).
Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+).

PULP FICTION
de Quentin Tarantino,
avec John Travolta, Bruce Willis, Uma Thurman, Samuel L. Jackson, Harvey Keitel, Ving Rhames.
Américain (2 h 29).
VO : Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08) (+) ; Grand Pavois, dolby, 15e (01-45-54-46-85) (+). VF : Paris Ciné II, 10e (01-47-70-21-71).

LA RENCONTRE
d'Alain Cavalier.
Français (1 h 15).
Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18).

REPRISE
d'Hervé Le Roux.
Français (3 h 12).
L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63).

LA RIVIÈRE
de Tsai Ming-liang,
avec Lee Kang-sheng, Miao Tien, Lu Hsiao-ling, Chen Chao-jung, Chen Shiang-chyi, Chang Long.
Taïwanais (1 h 55).
VO : Gaumont les Halles, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Le Saint-Germain-des-Prés, salle G.-de-Beauregard, 6e (01-42-22-87-23) (+) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (01-43-07-48-60) ; Escurial, 13e (01-47-07-28-04) (+) ; Gaumont Parnasse, 14e (+).

SCREAM (**)
de Wes Craven,
avec Drew Barrymore, Courteney Cox, David Arquette, Neve Campbell, Matthew Lillard, Rose McGowan.
Américain (1 h 50).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; UGC Odéon, 6e ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (01-43-59-19-08) (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+). VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+).

SHE'S SO LOVELY
de Nick Cassavetes,
avec Sean Penn, Robin Wright Penn, John Travolta, Harry Dean Stanton, Debi Mazar, Gena Rowlands.
Américain (1 h 40).
VO : UGC Ciné-Cité les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; Reflet Médicis II, 5e (01-43-54-42-34) ; UGC Odéon, dolby, 6e ; La Pagode, 7e (+) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Escurial, dolby, 13e (01-47-07-28-04) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+). VF : UGC Montparnasse, 6e ; UGC Opéra, dolby, 9e ; UGC Lyon Bastille, 12e ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+).

SMOKE
de Wayne Wang,
avec William Hurt, Harvey Keitel, Stockard Channing, Harold Perrineau Jr., Ashley Judd, Forest Whitaker.
Américain (1 h 50).
VO : Denfert, dolby, 14e (01-43-21-41-01) (+).

LE TEMPS DES MIRACLES
de Goran Paskaljevic,
avec Predrag Miki Manojlovic, Dragan Maksimovic, Svetozar Cvetkovic, Mirjana Karanovic, Danilo Bata Stojkovic, Mirjana Jokovic.
Yougoslave (1 h 38).
VO : Espace Saint-Michel, 5e (01-44-07-20-49).

TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU »
de Woody Allen,
avec Alan Alda, Woody Allen, Drew Barrymore, Lukas Haas, Goldie Hawn, Gaby Hoffmann.
Américain (1 h 41).
VO : Le Quartier latin, 5e (01-43-26-84-65) ; UGC George-V, dolby, 8e ; L'Entrepôt, 14e (01-45-43-41-63) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

TROIS VIES ET UNE SEULE MORT
de Raoul Ruiz,
avec Marcello Mastroianni, Marisa Paredes, Arielle Dombasle.
Franco-espagnol (2 h 03).
Accatone, 5e (01-46-33-86-86).

USUAL SUSPECTS
de Bryan Singer,
avec Stephen Baldwin, Gabriel Byrne, Chazz Palminteri, Benicio Del Toro, Kevin Pollack, Kevin Spacey.
Américain (1 h 48).
VO : Grand Pavois, dolby, 15e (01-45-54-46-85) (+).

LA VÉRITÉ SI JE MENS !
de Thomas Gilou,
avec Richard Anconina, Vincent Elbaz, Elie Kakou, José Garcia, Bruno Solo, Richard Bohringer.
Français (1 h 40).
UGC Forum Orient Express, 1er ; UGC Danton, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; UGC Triomphe, dolby, 8e ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (01-47-70-33-88) (+) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Convention, 15e.

LA VIE DE JÉSUS
de Bruno Dumont,
avec David Douche, Marjorie Cottreel, Kader Chaatouf, Geneviève Cottreli, Sébastien Delbaere, Sébastien Bailleul.
Français (1 h 36).
Lucernaire, 6e ; Saint-André-des-Arts I, 6e (01-43-26-48-18) ; Le République, 11e (01-48-05-51-33).

LE VILLAGE DE MES RÊVES
de Yoichi Higashi,
avec Keigo Matsuyama, Shogo Matsuyama, Mieko Harada, Kyozo Nagatsuka, Hoseil Komatsu, Kaneko Iwasaki.
Japonais (1 h 52).
VO : Lucernaire, 6e.

LES VIRTUOSES
de Mark Herman,
avec Pete Postlethwaithe, Tara Fitzgerald, Ewan McGregor, Stephen Tompkinson, Jim Carter, Philip Jackson.
Britannique (1 h 47).
VO : Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Epée-de-Bois, 5e (01-43-37-57-47) ; Le Quartier latin, 5e (01-43-26-84-65) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00 +) ; Le Cinéma des cinéastes, 17e (01-53-42-40-20) (+) ; Studio 28, 18e (01-46-06-36-07) (+).

VOYAGE AU DÉBUT DU MONDE
de Manoel de Oliveira,
avec Marcello Mastroianni, Jean-Yves Gautier, Leonor Silveira, Diogo Doria, Isabel de Castro, Isabel Ruth.
Franco-portugais (1 h 33).
VO : Le République, 11e (01-48-05-51-33).

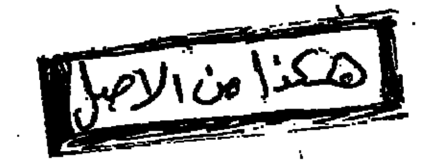
WESTERN
de Manuel Poirier,
avec Sergi Lopez, Sacha Bourdo, Elisabeth Vitali, Marie Matheron, Basile Sieouka, Olivier Guehenneux.
Français (2 h 15).
Gaumont les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (+) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), dolby, 5e (01-43-54-15-04) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; La Pagode, dolby, 7e (+) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (01-43-59-04-67) (+) ; Le Balzac, dolby, 8e (01-45-61-10-60) ; Max Linder Panorama, dolby, 9e (01-48-24-88-88) (+) ; La Bastille, dolby, 11e (01-43-07-48-60) ; Les Nation, dolby, 12e (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (01-39-17-10-00) (+) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (01-48-28-42-27) (+) ; Majestic Passy, dolby, 16e (01-42-24-46-24) (+) ; UGC Maillot, 17e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; 14-Juillet-sur-Seine, dolby, 19e (+).

WHEN WE WERE KINGS
de Leon Gast,
avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer.
Américain (1 h 28).
VO : Studio Galande, 5e (01-43-26-94-08) (+) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (01-43-20-32-20).

Y AURA-T-IL DE LA NEIGE A NOËL ?
de Sandrine Veysset,
avec Dominique Reymond, Daniel Duval, Jessica Martinez, Alexandre Roger, Xavier Colonna, Fanny Rochetin.
Français (1 h 30).
14-Juillet Parnasse, 6e (+) ; Saint-Lambert, dolby, 15e (01-45-32-91-68).

(*) Films interdits aux moins de douze ans
(**) Films interdits aux moins de seize ans
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.





AUDIOVISUEL Trois conseils d'administration – celui d'Audiofina le 9 septembre, de CLT-UFA le lendemain, puis de GBL le 12 septembre – devraient entériner la séparation entre Havas et le groupe germano-luxembourgeois CLT-UFA. ● HAVAS, qui avait progressivement perdu de son influence au sein de CLT-UFA au profit du financier belge Albert Frère, veut se défaire de sa participation dans le groupe. Il se concentrera désormais sur Canal Plus, comme le souhaite son actionnaire de référence depuis le mois de février, la Générale des eaux. ● LA SÉPARATION d'avec CLT-UFA se traduira aussi, pour le groupe de Pierre Dauzier, par la cession de la régie IP, estimée à un peu plus d'un milliard de francs. ● LA RÉGIE IP a longtemps été une rente de situation pour Havas, grâce à des accords économico-politiques inspirés par Valéry Giscard d'Estaing en 1973.

Havas divorce de CLT-UFA pour se concentrer sur Canal Plus

En se désengageant du géant germano-luxembourgeois de l'audiovisuel, le groupe de Pierre Dauzier suit la stratégie dictée par son actionnaire de référence, la Générale des eaux. Trois conseils d'administration devraient entériner cette opération à partir du 9 septembre

L'EXERCICE qui consistait, pour le groupe Havas, à faire éternellement le grand écart entre Canal Plus et la CLT-UFA – les deux pôles audiovisuels dans lesquels il est présent – va être définitivement abandonné cette semaine. Sous l'impulsion de son nouvel actionnaire de référence, la Générale des eaux, Havas a clairement choisi son camp : le groupe présidé par Pierre Dauzier se concentre définitivement sur Canal Plus et se désengage du groupe germano-luxembourgeois.

Ayant adopté des stratégies qui se sont révélées peu payantes, Havas a, au fil des années, perdu presque tout pouvoir au sein de la CLT. Au profit d'Albert Frère, le financier belge, actionnaire de poids dans le nouveau groupe Suez-Lyonnaise. Depuis sa fusion avec les activités audiovisuelles de Bertelsmann, en janvier, la CLT est devenue le leader européen de l'audiovisuel, mais, dans cette opération, Havas s'est retrouvé sur la touche. Coincé dans un organigramme très complexe avec 40 % du holding non coté CLMM (Compagnie luxembourgeoise de multimédia), le groupe français cherche à rendre « liquide » cette participation, c'est-à-dire à pouvoir céder ses parts sur le marché boursier. C'est sans doute au terme d'une fusion de CLMM avec Audiofina, le holding coté de contrôle de la CLT, qu'Havas pourra placer ses actions sur le marché et se désengager de CLT-UFA (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion-Universum Film AG). Par ricochet, une telle cession devrait se traduire par une vente des parts (2 %) qu'Havas détenait, via CLT-UFA, *dans le bouquet numérique TPS* (Télévision par satellite).

UN TOURNANT

Cette décision, qui doit être entérinée au cours de trois conseils d'administration – celui d'Audiofina le 9 septembre, de CLT-UFA le lendemain, puis de GBL (Groupe Bruxelles-Lambert), le 12 septembre –, marque un tournant pour Havas. Si Rémy Sautter, directeur général de CLT-UFA, affirmait encore en fin de semaine dernière : *« Les conclusions de la négociation menée entre Havas et la CLT-UFA sont prématurées »*, l'accord devrait toutefois être bouclé pour le 9 septembre.

Dans le droit-fil de la stratégie esquissée par Jean-Marie Messier, PDG de la Générale des eaux en février, Havas donne désormais sa préférence à sa filiale Canal Plus. Ce n'était pas acquis d'avance puisque Havas – qui bénéficie d'une très confortable trésorerie – avait, un temps, envisagé de renforcer sa position au sein de la CLT. De fait, la séparation Havas/CLT-UFA apparaît aussi comme la sanction de la politique audiovisuelle menée depuis deux ans par le groupe français. C'est en vain que Pierre Dauzier a tenté de contrer l'arrivée en France de TPS, le bouquet numérique concurrent à celui de Canal Plus.

En outre, l'alliance d'Havas avec Murdoch dans la télévision numérique en Allemagne a rapidement volé en éclats tandis que la contre-offensive de la CLT a été beaucoup plus efficace. Le groupe luxembourgeois a annoncé sa fusion avec UFA (Bertelsmann) en mettant tout simplement Havas devant le fait accompli. Cette redistribution des cartes outre-Rhin et l'alliance des deux anciens rivaux, la CLT et Bertelsmann, a d'ailleurs forcé Canal Plus à quitter l'Allemagne pour tenter de mieux rebondir en Italie. Ayant perdu, face à Albert Frère et à Bertelsmann, la bataille du contrôle de CLT-UFA, Havas préfère donc se retirer.

Ce divorce capitalistique entre Havas et la CLT-UFA s'accompagne d'une seconde opération très symbolique, la cession, par le groupe français, de sa filiale à 100 % Havas Intermédiation, maison mère de la régie IP, son principal actif (*Le Monde* du 2 septembre).

VASTES REMANIEMENTS

La valorisation d'IP serait estimée au-dessus du milliard de francs. Un montant apparemment faible au regard du chiffre d'affaires du groupe (14,5 milliards en 1996), ce qui s'explique notamment par le fait que le contrat de régie liant IP à Havas ne court plus que sur une période relativement courte, jusqu'à fin décembre 2000. De plus, à chaque renégociation de ce contrat, le taux de marge d'Havas a été revu à la baisse.

« Par rapport aux cessions effectuées dans la distribution où le prix de vente peut atteindre jusqu'à 50 % du chiffre d'affaires, le prix d'une régie est très faible, explique un analyste. *Il est calculé sur les actifs du groupe, les brevets sur les logiciels, la durée et la volatilité des contrats. C'est la raison pour laquelle le prix d'IP a chuté au cours des dernières années. »*

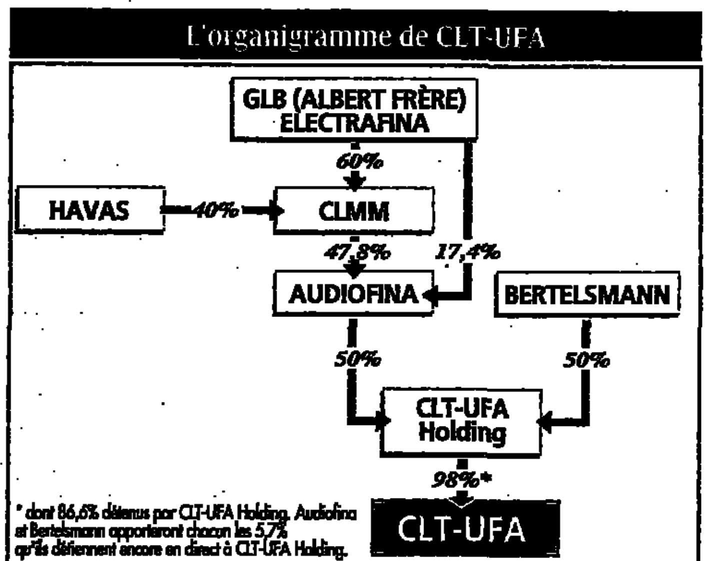
Avec le rachat d'IP, il y a de fortes chances pour que les chaînes allemandes de CLT-UFA adoptent à terme la solution d'une régie publicitaire intégrée. Le groupe germano-luxembourgeois devrait également être tenté de céder certains actifs d'Havas Intermédiation, comme la régie RCI en charge des magazines d'Air France.

Cette redistribution des cartes dans la stratégie audiovisuelle d'Havas n'est peut-être que le prélude à de plus vastes remaniements. Déjà, le groupe de Pierre Dauzier vient d'absorber sa filiale CEP Communication pour tenter de casser l'image de holding non opérationnelle qui lui collait à la peau. Cette réputation avait d'ailleurs suscité, depuis plusieurs années, une réelle défiance de la part des investisseurs et des analystes. Selon la société de Bourse Exane : *« La performance boursière d'Havas est dix fois moindre que celle de son concurrent Wolter Kluwers depuis 1989. »*

Malgré de nombreuses cessions d'actifs envisagées dans le groupe Havas, Pierre Dauzier se défend absolument de vouloir *« vendre par appartements »*. Dans la mesure où les principaux actifs d'Havas resteront Canal Plus et CEP Communication, les analystes échafaudent des scénarios-fictions. Selon l'un d'entre eux, puisque Canal Plus est valorisée en Bourse à plus de 32 milliards de francs, presque autant que sa maison mère, la chaîne cryptée pourrait-elle un jour croquer Havas ?

Nicole Vulser

L'organigramme de CLT-UFA



* dont 86,6% détenus par CLT-UFA Holding. Audiofina et Bertelsmann apporteront chacun les 5,7% qu'ils détiennent encore en direct à CLT-UFA Holding.

La régie IP, créature du pouvoir giscardien

L'HISTOIRE d'IP est exemplaire du capitalisme à la française où se mêlent politique et audiovisuel. Créée en 1928 sous le nom d'Information et Publicité, cette régie a commencé, trois ans plus tard, à travailler pour Radio-Luxembourg, la station de la Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion, ancêtre de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT). Jusqu'alors détenue par Avenir Publicité, la régie été reprise, à hauteur de 98 % par Havas, au lendemain de la Libération.

Fin 1973, tandis que le président de la République Georges Pompidou était souffrant, Valéry Giscard d'Estaing, qui n'excluait pas une victoire de François Mitterrand en cas de présidentielle anticipée, redoutait que la CLT, via Havas, devienne un instrument du pouvoir socialiste. Notamment par le biais de l'un de ses actionnaires, la Compagnie des compteurs, société reprise par Schlumberger, un groupe présidé par Jean Riboud, proche de François Mitterrand. C'est pour contrer toute tentative de prise de contrôle de la CLT par Schlumberger, voire par Paribas – présidé par Jacques de Fouchier, un proche de Jacques Chaban-Delmas –, que Valéry Giscard d'Estaing et le patron d'Havas ont verrouillé le contrôle de la CLT en formant une coalition de deux de ses principaux actionnaires, Havas et le belge Bruxelles-Lambert, regroupés dans un holding ad hoc, Audiofina, majoritairement détenu par le groupe belge.

RENTE DE SITUATION

En vertu de ce « pacte Audiofina », la France a perdu le droit de nommer le président de la CLT, mais a sécurisé son développement économique puisqu'un contrat de régie d'une durée de vingt ans liait Havas, à travers sa filiale IP, au groupe luxembourgeois, jusqu'en 1993. Une véritable rente de situation pour Havas, à qui la CLT confiait la régie de toutes ses radios et chaînes de télévision européennes. Par l'intermédiaire d'IP, Havas touchait un pourcentage très important (de 3 % à 25 %) sur la manne publicitaire récoltée par les chaînes et radios filiales de la CLT.

Le système d'achat d'espaces publicitaires mis en place en France par les frères Gilbert et Francis Gross et leur centrale Carat garantissait, en outre, à la régie un chiffre d'affaires annuel très important. En contrepartie, ces radios et télévisions étaient imposées à Luxembourg, ce qui leur permettait de bénéficier d'avantages fiscaux extrêmement enviables.

Une première ombre a terni, en 1988, le pacte Audiofina, quand M 6, pourtant filiale de la CLT, a préféré créer son propre outil de régie intégré à la chaîne, Havas n'ayant pas réellement fait de contre-offre alléchante. Puis, au moment de la renégociation du contrat liant IP à la CLT, en 1993, les divergences jusqu'alors feutrées ont éclaté. Les raisons politiques ne pouvaient plus faire face aux réalités économiques. Pourquoi Havas empochait-il de fortes commissions sur les télévisions allemandes de la CLT ? A quel titre la CLT finançait-elle le développement d'IP, qui compte des clients hors de la sphère de CLT-UFA ?

C'est surtout le taux des commissions empochées par Havas qui irritait les dirigeants de la CLT. Tant et si bien que le pacte a été renégocié à la baisse pour Havas et que des sociétés mixtes créées à 50/50 entre IP et la CLT ou ses filiales ont vu le jour dans certains pays. Aujourd'hui, Havas Intermédiation (maison mère d'IP) est bien moins rentable que par le passé puisqu'elle ne contribue que pour moins d'un dixième au bénéfice net d'Havas.

N. V.

DÉPÊCHES

■ **PUBLICITÉ : Le groupe de publicité français Publicis a acquis 100 % de l'agence Partnership in Advertising en Afrique du Sud, qui devrait réaliser 118 millions de francs en 1997. Partnership in Advertising a été rachetée, comme l'agence australienne Mojopartners, au réseau américain True North, ancien partenaire américain de Publicis à l'international.**

■ **NUMÉRIQUE : Canal satellite digital (CSD), bouquet numérique espagnol contrôlé par le groupe Prisa (*El País*) et par Canal Plus, a interrompu, samedi 6 septembre, ses diffusions de football en paiement à la séance. Selon lui, son concurrent Telefonica s'oppose aux tournages des matches. La suspension *« durera jusqu'à ce que les tribunaux, devant lesquels ont été déposés les recours nécessaires, reconnaissent nos droits »*, précise CSD. – *(AFP)***

Rabat-tristesse

par Alain Rollat

ELLE A OSÉ ! Elle a osé penser *l'impensable ! Elle a osé dire l'indicible !* Elle l'a osé en gros plan. Cette femme est décidément une peste. Qu'elle soit une peste verte ne change rien à l'affaire. Comment Michel Field a-t-il pu tolérer qu'un pareil scandale vienne ternir *l'héritage spirituel* de Sœur Sinclair le jour même où il l'assumait, en direct, sur TF 1, pour la première fois ? Se croyait-il encore parmi les iconoclastes de Canal Plus ? Si ce transfuge avait une âme, il débaptiserait son émission sur-le-champ. *Elle n'est plus digne* de s'appeler « Public ». On n'a pas le droit de faire croire au public qu'il existe une vie après la disparition de notre chère Diana. Et, si Lionel Jospin avait le sens de l'honneur, il demanderait à cette mécréante de quitter son gouvernement sur l'heure car, en faisant la moue sur l'émotion qui nous étreint en mondovision depuis la fin si tragique de notre si gentille princesse, la Voynet a commis un crime de lèse-télévision qui risque de coûter beaucoup plus que son âme à sa majorité d'hérétiques...

On ose à peine reproduire de tels propos. Comment peut-on répondre : « *Je n'ai pas d'avis... Je ne suis pas assez compétente... C'est une énigme pour moi...* », quand on vous demande simplement de partager la ferveur populaire ? Comment peut-on laisser dire, à une heure d'écoute religieuse, que « *cette émotion mérite d'être relativisée* » parce que « *rien ne peut excuser* » de rouler à tombeau ouvert dans les rues de Paris lorsque « *neuf mille personnes* » meurent, chaque année, en France, des excès de vitesse ou des abus de boisson ? Comment peut-on soutenir qu'« *il y a des princesses qui meurent chaque jour en Algérie* » alors qu'on ne les voit jamais à la télévision ? Michel Field a touché juste quand il a mis ces propos sulfureux sur le compte de « *l'amertume* » d'une « *militante* » déçue qu'une héroïne de la presse du cœur puisse « *faire bouger les choses* » là où s'enlisent tant de masses militantes. Mais pourquoi n'a-t-il pas enfoncé ce clou pour fermer son bec à cette rabat-tristesse ? Même sur Canal Plus on a plus de respect pour le sacré : qui songerait à voir une singerie dans le fait que le documentaire sur « Camilla, une nouvelle vie pour le prince Charles », programmé pour le vendredi 19 septembre, à 20 h 35, sera remplacé par un documentaire animalier intitulé « Face à face avec les babouins » ?

Heureusement, il y avait Claire Chazal. Elle a rattrapé le coup en revenant longuement, dès l'ouverture de son journal, sur les funérailles de Lady Diana, suivies beaucoup plus brièvement (question d'équilibre) d'une émouvante séquence sur la préparation de l'enterrement de Mère Teresa, et en se bornant à rapporter, sans commentaire, les païenneries de Dominique Voynet. Sans sa présence d'esprit, nous serions passés à côté de l'essentiel, auquel elle a consacré cinq fois plus de temps qu'à Mère Teresa. L'essentiel, c'était naturellement, dimanche soir, le dernier livre de Frère Edouard Balladur...

Que reste-t-il des années punk ?

Au-delà du processus de récupération, cette Thema « God save the punk » montre la vitalité préservée d'un mouvement aussi radical qu'éphémère

« TOUT CE QU'ON A AIMÉ, doit-il un jour nous dégoûter ? » Arnaud Viviant et Frédéric Lecomte ont choisi d'ouvrir cette soirée consacrée à l'histoire du mouvement punk sur une désillusion. *Toute sortie est définitive*, un reportage de vingt minutes sur la reformation des Sex Pistols vingt ans après leur cri originel – « *No future* » –, constate froidement la salissure d'un mythe. Des anciens combattants, quelques jeunes clochardisés, des musiciens bouffis au cynisme grotesque... Est-ce là l'unique héritage ? Le reste de la soirée Thema répond à cette question.



Réalisée par Claude Santiago, *Dé-génération punk* décrit quatre années essentielles. De 1976 – date de formation des premiers groupes – au 2 février 1979 – overdose de Sid Vicious, bassiste des Sex Pistols, dans un hôtel new-yorkais –, cette histoire punk dessine, en schéma-type, les étapes d'existence des mouvements musicaux. D'abord objet d'un culte minoritaire, une nouvelle culture explose à une plus grande échelle, provoque dans la société une « panique morale » et une « répression » qui la légitimise, avant qu'elle ne soit finalement assimilée, normalisée et tuée par l'industrie. Mais l'explosion punk était trop radicale pour que, même digérée, il n'en reste rien.

Ingrédients indispensables à la naissance d'un mouvement : des individualités déterminantes, un contexte social, politique et artistique. Les prémices du courant balbutient aux Etats-Unis (le film s'ouvre sur Johnny Rotten regardant Patti Smith), mais les Anglais, stylistes à nuls autres pareils, conceptualiseront ces envies de changements. Peut-être parce que, en 1976, la Grande-Bretagne souffre plus que d'autres du désenchantement et de la récession économique qui met fin aux « trente glorieuses ». Le chomâge s'amplifie, des quartiers s'embrasent. Les combats libertaires, les idéaux hippies se sont embourbés dans la désillusion. Tout comme le rock, tué par la prétention.

La mutinerie punk trouvera son mot d'ordre : « *Destroy !* » Sus à toutes les valeurs. Dans un fracas post-idéologique, on se noie de décibels et de transgression. On télescope les sensibilités les plus extrémistes. On invente aussi. Car un autre slogan ouvre toutes les portes : « *Do it yourself* », (« Faites-le vous-même », « Prenez-vous en main »). Du jour au lendemain, sans complexes, on crée des groupes, des fanzines, des fringues. Ironiquement, cette formule autogestionnaire s'adaptera aussi à merveille au libéralisme des années 80. Les marchands du temple sauront en profiter. Parallèlement à la montée du punk, on assiste à la prise du pouvoir par Margaret Thatcher.

Remarquable, le documentaire évite tout didactisme. Exclusivement composé de documents d'archives, *Dé-génération punk* laisse la parole aux acteurs du moment. Extraits de concerts jamais vus en France, talk-shows et interviews d'époque. Parti pris : laisser parler les images et les chansons. Condensé d'énergie rebelle, d'excitation aussi déterminante qu'éphémère, ces documents pleins de sueur, de bière et d'épingles à nourrice saisissent à la fois l'esthétisme du mouvement et sa dimension humaine. Les textes de Clash, des Sex Pistols, des Slits, de Generation X, des Stranglers ou de Sham 69 sont traduits et sous-titrés – ils le méritent bien ! Pour la première fois peut-être dans l'histoire du rock, des groupes parlent, sans métaphore, de ce qu'ils vivent et s'adressent à ceux qui détiennent le pouvoir (la monarchie, la police).

Rude Boy, tourné en 1980 par Jack Hazan et David Mingway, offre une conclusion pertinente à cette soirée. Trois films en un : la chronique d'un groupe, Clash, fascinant d'intensité, de cruauté et de talent ; un tableau réaliste de la société anglaise de l'époque ; la dérive d'un adolescent de Brixton, témoin désœuvré des espoirs nés du punk et de ses impasses. Au-delà des multiples réminiscences et ramifications qu'on perçoit dans l'art aujourd'hui, le punk ne nous laisse-t-il pas, après tout, comme un devoir de démystification ?

Stéphane Davet

★ **Thema : « God save the punk », Arte, mardi 9 septembre, 21 h 30.**

LUNDI 8 SEPTEMBRE

TF 1

20.45

▶ SUD LOINTAIN
[1/3] Bao Tan.
Téléfilm de Thierry Chabert, avec Véronique Jannot (110 min). 382175
En 1900, pour des raisons différentes, trois hommes émigrent à Saïgon, colonie française...

22.35

52 SUR LA UNE
Magazine. Les sauveurs d'hommes (70 min). 1084953
Portraits de trois nouvelles recrues de la brigade des pompiers de Paris.

23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Les gladiateurs.
0.40 F 1 magazine. Magazine présenté par Yves Geniès.

1.15 et 2.15, 3.20 TF 1 nuit. 1.25 et 3.30, 4.30 Histoires naturelles. Documentaire. 2.30 Haroun Tazieff raconte sa terre. Documentaire. La terre, son visage. 4.55 Musique (5 min).

France 2

20.55

▶ LA BASTIDE BLANCHE
Téléfilm [1/2] de Miguel Courtois, avec Bernard Lecoq (105 min). 8751595
En Haute-Provence à la fin du XIXe siècle, deux hommes, geleurs de profession, s'affrontent...

22.40

CONTRE VENTS ET PASSIONS
Téléfilm de Rod Hardy (135 min). 2500205
Dans les années 20, une jeune femme médecin accepte un poste dans une île au large des côtes australiennes. La communauté très conservatrice voit d'un mauvais œil l'arrivée de cette étrangère...

0.55 Journal, Météo.

2.15 Les Amis rivaux. Court métrage. 2.45 Corsicayak. 3.10 7e continent. 3.35 Iles aux ours. 3.45 24 heures d'infos. 3.55 Météo. 4.00 Rallye. Série [7/7]. 5.00 Thé ou café. Magazine (rediff., 35 min).

France 3

20.50

HAUTE SÉCURITÉ ■
Film O de John Flynn, avec Sylvester Stallone (1989, 110 min). 888882
Un prisonnier modèle n'a plus que six mois à passer en détention.

22.50 Journal, Météo.

23.15

LA NAGE INDIENNE ■
Film de Xavier Durringer, avec Karin Viard (1993, 90 min). 4217021
Deux copains veulent repartir à zéro dans la vie. Ils viennent chercher une fille qui travaille dans un peep-show.

0.45 La Case de l'oncle Doc. Documentaire. Un directeur pas comme les autres (65 min). 6428286

1.50 New York District. Série. L'ange gardien. 2.40 *Musique graffiti*. Magazine. Jazz : BB King à Antibes 1996. Invité : Hubert Auriol (20 min).

Arte

20.45

DELICATESSEN ■ ■
Film de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet, avec Dominique Pinon, Marie-Laure Dougnac (1991, 95 min). 277779
Un événement dans le cinéma comique français : délire, loufoquerie, influence de la bande dessinée. Le réalisme poétique d'avant-guerre reconsidéré par l'absurde.

22.20 Kinorama. Magazine.

22.30

TUEZ-MOI D'ABORD
Téléfilm de Rainer Matsutani, avec Christoph M. Ohrt, Katja Riemann (105 min). 9873972

0.15 Court circuit. Courts métrages (35 min). 7701915
Hello, Hello, Hello. Court métrage anglais de David Thewlis, avec Kathy Burke, Robert Pugh.
Lunettes de soleil. Court métrage irlandais de Michelle Manahan, avec Ellen Colgan, Andrew Lovern.
Il tire, il marque. Court métrage irlandais de John Moore, avec Simon Boyle, James Mahon.

0.50 Vienne, 1er avril an 2000 ■
Film de Wolfgang Liebeneiner, avec Hilde Krahl, Josef Meinrad (1953, rediff., 90 min). 3831460

M 6

20.45

LE GENDARME À NEW YORK
Film de Jean Girault, avec Louis de Funès (1965, 120 min). 833595
La brigade de Saint-Tropez représente la France à un congrès de gendarmerie à New York.

22.45

POLICE STORY 3
Film de de Stanley Tong, avec Jackie Chan, Michelle Yeaoh (1992, 105 min). 7799311
Coscades et scène d'arts martiaux.

0.30 Culture pub. Morale et tabous ; Le marketing gay (rediff.).
0.55 Jazz 6. Magazine présenté par Philippe Adler. Antonio Hart Quartet (65 min). 1509737

3.00 Fréquenstar. Invité : Christophe Lambert (rediff.). *3.45 Movida opus 4.* Documentaire. 4.35 Les Piégeurs (rediff.). 4.55 Turbo (rediff., 15 min).

Canal +

20.35

FAIR GAME
Film d'Andrew Sipes, avec William Baldwin, Cindy Crawford (1995, 90 min). 227885
Une brillante avocate devient la cible d'une bande de tueurs que dirige un ancien colonel du KGB.

22.05 Flash d'information.

22.10

BEAUTIFUL THING ■
Film de Hettie McDonald, avec Glen Berry, Scott Neal (1996, v.o., 90 min). 1837840

23.40 Où sont les hommes ? ■
Film de Forest Whitaker (1995, v.o., 119 min). 4335311
1.40 Dans l'enfer de Gengis Khan ■
Film de Domenico Paolella (1964, v.o., 95 min). 6580489
3.20 Volley-ball. Championnat d'Europe : France - Bulgarie.

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Denis Jeambar [1/5].
20.30 L'Histoire en direct. 1970 - 1981 : Le Larzac.
21.30 Paroles de l'intime. *Violette Leduc* et Simone de Beauvoir.
22.40 Toit ouvrant. Le magazine qui décoiffe.

0.05 Du jour au lendemain. Anne Cauquelin (Le Voleur d'anges). 0.48 Les Cinglés du Music'Hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

20.30 Concert. Les Prom's. Donné en direct du Royal Albert Hall de Londres, par l'Orchestre symphonique de Gothenburg, dir. Neeme Järvi : Œdipus Rex, de Stravinsky, Max von Sydow (récitant), Anthony Rolfe-Johnson, (Œdipus), Anne-Sofie von Otter (Jocaste), Jon Runar Arason (Un berger), Alan Opie (Créon / Un passager), Ronnie Johansen (Tirésias) ; Concerto pour orchestre, de Bartok.
22.30 Musique pluriel. *Œuvres de Ligeti et de Pärt.*
23.07 Le Bel aujourd'hui.
2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Thomas Zehetmair, violon. Caprice n° 24, de Paganini ; Concerto P 53, de Haydn, par l'Orchestre de chambre Franz Liszt, dir. Thomas Zehetmair ; Quintette La Truite D 667, de Schubert, Brendel, piano, Zimmermann, alto, Duven, violoncelle, Riegelbauer, contrebasse ; Œuvres de Britten, *Sibelius.*

22.40 Les Soirées... (suite). Œuvres de Couperin, Leclair, Corrette, Schobert. *0.00 Les Nuits de Radio-Classique.*

TV 5

20.00 L'Ombre blanche au pays des Papous. *De Christophe de Ponfilly* (France 2 du 13/7/97)
21.30 Les Belges du bout du monde. *Magazine.*
22.00 Journal (France 2).
22.30 Thalassa. Magazine.
23.30 Enjeux - *Le Point.* Magazine.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.35 Wiz.
21.30 Notre télévision. [2/6]. Les feux en direct.
22.25 Les Dissidents.
23.25 Sur les traces de la nature. [10/13]. *Pour ou contre la chasse.*
23.55 ▶ Le cirque fait son cinéma (55 min).

Histoire

21.00 Il était une fois... la France : Richelieu. [2/6]. Un évêque en enfer.
22.00 Il était une fois... la France : D'Artagnan amoureux. Feuilleton [2/5].
23.00 Histoire, le film : La Terre des pharaons ■ ■ Film de Howard Hawks (1955, 105 min). 505734205

Paris Première

20.05 et 0.05 Courts particuliers. *Invité : Olivier Dorant.*
21.00 Mon beau-frère a tué ma sœur ■ *Film de Jacques Rouffio (1986, 95 min).* 58265214
22.35 Les Documents du JTS. Catherine Lara.

France Supervision

20.30 et 0.20 Coup de cœur. Invité : Didier Lockwood.
20.45 Hollywood, Hollywood ■ Film de Gene Kelly (1976, 130 min). 99017156
22.55 Le Monde des spectacles.
23.20 Sonate pour violon et piano, de Beethoven. Concert (30 min). 77709446
23.50 Beethoven, Wieniawski, Chopin. Concert (30 min). 94142408
0.35 Sadko. Opéra de Rimsky-Korsakov. Enregistré à Saint-Pétersbourg (180 min). 59314002

Ciné Cinéfil

20.30 Les Joyeux Conscrits Film de Maurice de Canonge (1948, N., 95 min). 6043779
22.05 Quand gronde la colère ■ Film de John Guillermin (1960, N., v.o., 90 min). 6650021
23.35 Le Danseur du dessus ■ ■ Film de Mark Sandrich (1935, N., 75 min). 67786327
0.50 Au service du tsar ■ Film de Pierre Billon (1936, N., 80 min). 71171977

Ciné Cinémas

20.30 Garde à vue ■ ■ Film de Claude Miller (1981, 90 min). 2745576
22.00 Ces merveilleux fous volants dans leurs drôles de machines ■ Film de Ken Annakin (1965, v.o., 130 min). 64866066
0.10 L'Enfant miroir ■ ■ Film de Philip Ridley (1990, 95 min). 45625151

Festival

20.30 Dans l'eau qui fait des bulles *Film de Maurice Delbez* (1961, N., 90 min). 18922972
22.00 Fufu. *Documentaire* d'André Halimi.
22.55 L'Huissier. Téléfilm de Pierre Tchernia, avec Michel Serrault (80 min). 52415448

Série Club

20.15 Une famille pour deux. La panne.
20.45 Edouard et ses filles.
21.35 et 1.00 L'Or et le papier.
22.30 Two. Vision prémonitoire.
23.15 Le Saint. Pièges en tous genres.

Canal Jimmy

20.00 Une fille à scandales. Le van du large.
20.25 Souvenir. Top à Guy Bedos et Sophie Daumier du 1er décembre 1973.
21.30 New York Police Blues. Frères de sang.
22.15 Chronique de la route.
22.20 Mort à l'arrivée ■ ■ Film de Rocky Morton et Annabel Jankel (1988, 95 min). 34698885
23.55 Claude François. Concert enregistré au Music-Hall d'Ajaccio en 1967 (40 min). 47108392

Disney Channel

19.30 Dinosaures.
20.00 Tous sur orbite.
20.10 Chat Pacha. Téléfilm (90 min). 6508448
21.40 Santo Bugito.
22.05 Sinbad.
22.30 Planète Disney.
23.30 Sylvie et compagnie. Tout le monde peut se tromper.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Magazine.
20.55 Le Droit d'aimer. Téléfilm de Sandy Smolan, avec Richard Crenna (95 min). 504583137
23.00 Clair de lune. Le chagrin d'Herbert.

Eurosport

19.30 Speedworld. Magazine.
21.00 Sumo. Tournoi Basho de Nagoya (Japon).
22.00 Course de camions. Europa Truck Trial.
23.00 Eurogoals. Magazine.
0.00 Snooker (90 min).

Voyage

20.05 Suivez le guide.
22.00 Sur la route. Inde, religion.
22.30 L'Heure de partir.
23.35 Vidéo guide : Le Sinaï.
0.25 Deux jours en France.
0.45 Planète aventure. Trou de fer (25 min).

Muzzik

20.00 Who Killed Tchaikovski ? ■ ■ Téléfilm d'Anthony Holden (60 min). 500004088
21.00 La Dame de pique. Opéra en trois actes de Piotr Ilitch Tchaikovski enregistré en 1992 (185 min). 552724601
0.05 Nina Simone, la légende. De Frank Lord (55 min).

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

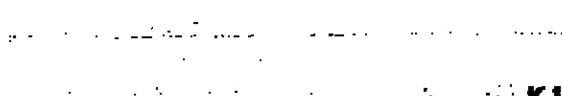
Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, *20.09, 20.39*, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et *22.30 Le Grand Journal.* 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



L'Inde orpheline de Mère Teresa

La presse indienne, unanime, rend hommage à la fondatrice de l'ordre des Missionnaires de la charité, Prix Nobel de la Paix 1979. Plusieurs journaux rappellent, toutefois, qu'elle n'avait pas que des admirateurs

« UN ESPOIR pour les plus pauvres des pauvres, une nation orpheline », la presse indienne n'a pas ménagé ses louanges à Mère Teresa, même si, dans leurs éditions de dimanche 7 septembre, les quotidiens n'ont pas échappé à la très abusive comparaison entre Mère Teresa et la princesse Diana.

Mère Teresa a dû ainsi partager les « unes » avec la princesse de Galles. *« La mort a uni le destin de ces deux femmes*, annonce le *Sunday Pioneer*, dont le titre est encadré par deux photos, l'une de Mère Teresa sur son lit de mort et l'autre du cercueil de Diana, suivi par ses fils.

La presse centre son éloge sur l'inlassable travail de Mère Teresa en faveur des pauvres, la moitié des 970 millions d'Indiens. La vocation de la religieuse a d'autant plus d'impact dans un pays où la stratification sociale demeure très rigide et où les indigents peuvent être ouvertement méprisés. Le très sérieux quotidien *The Statesman* écrit : *« Nous devons la remercier pour sa vie au service de l'humanité et sa transcendantale sympathie pour les désespérés et les oubliés. Qui, dans un moment difficile de sa vie, ne reconnaîtra qu'il a trouvé du réconfort près de sa mère. Mère Teresa était une mère pour nous tous. Nous devons tirer de sa mémoire de la force et de l'inspiration pour affronter le monde et ses épreuves. Au revoir Mère ! Et que le vol des anges accompagnent votre repos. »*

Toutefois, Mère Teresa, d'origine albanaise, catholique dans un pays qui ne compte que 2,4 % de chrétiens, a suscité nombre de polémiques durant sa vie. L'*Indian Express*, proche de l'opposition, ose en faire état sans trop se prononcer. *« Calcutta a perdu sa dernière citoyenne du monde, sans avoir très bien compris qui elle était. Etait-elle un ange de l'enfer ou un ange de compassion ? Le chef de la plus grande entreprise charitable du monde ou purement un instrument de la paix de Dieu ? Une "croisée" de la vie ou un ange pieux de la mort ? Mère Teresa laisse derrière elle beaucoup de questions auxquelles il n'est pas facile de répondre [...]. Ses détracteurs ne comprendront jamais pourquoi elle doit être canonisée. » « Si discutables que peuvent avoir été ses méthodes*, écrit cependant l'*Indian Express*, *le fait demeure que Mère Teresa a aidé des milliers de gens à travers le monde à vivre mieux ou à faire le grand saut* (de la mort) *sans douleur. »*

Evoquant ces mêmes réserves, *The Pioneer* tranche et estime : *« Le temps est venu d'enterrer calmement toutes les douteuses controverses qui ont été créées autour du travail de Mère Teresa. Ceux qui ignoraient son esprit de sacrifice lui ont souvent reproché de montrer une image misérable de l'Inde à l'étranger. Ses détracteurs à Calcutta l'accusaient d'avoir identifié la ville avec la pauvreté, les bidonvilles, l'indignité dans lesquelles une large section de la population vivait. Tout ceci est pur iconoclasme du fait de gens avides de publicité. Ceux qui l'ont décrite comme un "ange de l'enfer" se sont dévalués eux-mêmes, sans l'atteindre. » « L'Histoire après tout doit retenir la mémoire collective de l'humanité*, ajoute *The Pioneer*. *L'Histoire oubliera donc ses détracteurs et accordera les plus grands honneurs à Mère Teresa, qui trouvera et occupera plus qu'une élogieuse mention dans les livres d'histoire. Dans un temps de grave crise morale, quand la foi humaine en la bonté doute, sinon désespère, Mère Teresa, lumière d'espoir pour les pauvres et les enfants de Dieu, a réaffirmé et rétabli cette foi »*, conclut le quotidien indien.

Françoise Chipaux

DANS LA PRESSE

EUROPE 1
Alain Duhamel

■ La mort du maréchal Mobutu, c'est la fin d'une certaine idée et d'une certaine période de l'Afrique noire, celle des ratés et des échecs de la décolonisation. La durée de sa présence au pouvoir, c'est aussi un lourd échec des Occidentaux, un échec belge d'abord, puisqu'il s'agissait d'une colonie relevant de Bruxelles qui n'a pas su préparer les élites politiques et économiques nécessaires à l'indépendance : une longue myopie française ensuite, puisque notre pays a soutenu inconditionnellement un régime et un personnage qui ne le méritaient pas. Paris l'a fait par souci de la francophonie, de l'extension de son influence post-coloniale, par obsession de la stabilité de la région et aussi en raison de la solidarité des autres chefs d'Etat africains vis-à-vis de Mobutu. Enfin, les Etats-Unis portent leur part de responsabilité, eux qui se sont servi du maréchal Mobutu comme d'une arme anti-régimes progressistes dans la région, aussi longtemps qu'a duré la guerre froide. Après quoi, ils l'ont abandonné pour mettre en place ceux qu'ils croyaient plus dépendants d'eux.

LCI
Pierre-Luc Séguillon

■ Le peu d'empressement des autorités françaises à réagir au décès du maréchal Mobutu, quelques mois à peine après la mort politique de l'ancien dictateur, est l'expression d'un évident embarras. Cette gêne s'explique par le sentiment d'échec d'une politique française en Afrique dont le maréchal Mobutu fut le symbole et par la difficulté de la France à imaginer sa reconversion sur le continent noir. Quand Jacques Chirac déclare fièrement que la France *« adapte en permanence sa politique »*, il ne fait rien d'autre qu'habiller élégamment un repli forcé. La mort du maréchal Mobutu rappelle que, malgré ses infléchissements dans le temps, la politique traditionnelle de la France en Afrique a échoué. Elle rappelle aussi la difficulté que nous avons à inventer de nouvelles relations avec le continent noir, cette *« solidarité franco-africaine »* souhaitée ce week-end par le président de la République.

THE WASHINGTON POST
Jim Hoagland

■ Les deux pays sont pris, depuis des siècles, dans la relation d'amour-haine la plus subtile peut-être qui se puisse trouver. La Grande-Bretagne et la France ont maintenant à démêler les conséquences et la signification finale de la mort de Diana, princesse de Galles, dans un accident de voiture survenu à Paris. La justice, en ce qui concerne la mort de la princesse, sera la justice française, étant entendu que le reste du monde est très attentif et attend des réponses concernant les responsabilités. L'enquête et les probables procès à venir à Paris auront lieu dans le contexte de la longue histoire de deux nations qui admirent et rejettent à la fois ce qui est différent dans leurs cultures nationales, tout en occultant leur fortes ressemblances politiques sous-jacentes.

EN VUE

■ Douze candidats au concours national d'entrée à la Commission fédérale de la sécurité routière nigériane (FRSC) sont morts d'épuisement. L'organisme des demandeurs d'emploi n'a pas résisté à des épreuves de course à pied. La FRSC a été créée en 1988 pour réduire le nombre des accidents de la route, particulièrement meurtriers au Nigeria.

■ Les pauvres qui mendient à l'entrée de la cathédrale métropolitaine de Rio de Janeiro refusent d'être transportés dans des abris municipaux pendant la messe que **Jean Paul II** célébrera à l'occasion de son prochain voyage au Brésil. Ils viennent de saisir la justice pour empêcher ces « rafles » organisées par la Fundaçao Leon XIII.

■ **Bernie Taupin**, le parolier d'Elton John, a trouvé ces mots pour la nouvelle version de *Candle in the Wind* chantée, samedi 6 septembre, aux funérailles de la princesse de Galles à Westminster : *« Maintenant tu es au paradis et les étoiles s'unissent pour composer ton nom. »* La mort de Diana a également inspiré **Te Arikinui Dame Te Atairangikaahu**, reine des Maoris, qui écrit dans un poème d'adieu : *« La plus belle des fleurs a été retirée de mon jardin. »*

■ Les millions de bouquets déposés par les admirateurs de la **princesse de Galles** seront retirés, à partir du mardi 9 septembre, par les fonctionnaires des parcs et jardins. Les fleurs flétries serviront d'engrais pour les parterres des jardins de Kensington.

MARDI 9 SEPTEMBRE

TF 1

15.40 Côte Ouest. Feuilleton. Légalement mariés.
16.35 TF 1 jeunesse.
17.05 21, Jump Street. Série. Une leçon d'humilité.
17.55 Pour être libre. Série. Premier article.
18.25 Mokshû Bataurû. Jeu.
19.00 Tous en jeu. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, Tiercé.

20.45

TOMBSTONE
Film O de George Pan Cosmatos, avec Kurt Russell, Val Kilmer (1993, 135 min). 193441
Un épisode célèbre de la légende de l'Ouest, qui se termina en octobre 1881 par la fusillade de O.K. Corral.

23.00

CÉLÉBRITÉS
Magazine présenté par Alexandra Bronkers, Ada de Filippo, Stéphane Bern et Henry-Jean Servat. Les vacances des stars (85 min). 108793
0.25 Le Docteur mène l'enquête. Série. O Erreur de diagnostic.

1.20 et 2.00, 3.00, 4.05, 4.45 TF 1 nuit. 1.30 Reportages. Magazine. Les déserteurs de l'école (rediff.). 2.10 Haroun Tazieff raconte sa terre. Documentaire. La mécanique de la terre. 3.10 et 4.15 Histoires naturelles. Documentaire. 4.55 Musique (5 min).

France 2

17.05 Un poisson dans la cafetière. Jeu.
17.40 Qui est qui ? Jeu.
18.15 Friends. Série.
18.45 et 0.55 C'est l'heure.
19.25 et 1.30 C'est toujours l'heure. Invitée : Clémentine Célarié.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, A cheval, Météo.

20.55

▶ LA BASTIDE BLANCHE
Téléfilm [2/2] de Miguel Courtois, avec Bernard Le Coq (100 min). 8727538
Seconde partie de l'adaptation télévisée du roman homonyme de Jean-Michel Thibaux.

22.40

LA PASSANTE DU SANS-SOUCI ■ ■
Film de Jacques Rouffio, avec Romy Schneider (1981, 120 min). 2356395
Intelligente et bouleversante adaptation d'un roman de Joseph Kessel publié en 1936.
0.40 Journal, Météo.

2.00 Nam Noom, l'enfant thaïlandais. Documentaire. 2.25 Troisième pôle. Documentaire. 2.55 Ile aux ours. Dessin animé. 3.05 Baby Folies. Dessin animé. 3.20 Cordée canine. Documentaire. 3.50 24 heures d'infos. 4.00 Météo. 4.05 Funambule de l'impossible. Documentaire. 4.30. Foofur. Dessin animé. 4.40 Thé ou café. Magazine (rediff., 65 min).

France 3

17.45 Je passe à la télé. Jeu.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour. Magazine.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.08 Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LA CARTE AUX TRÉSORS
Divertissement présenté par Sylvain Augier. Le Lot (115 min). 938644
Nous survolerons les méandres du Lot, l'une des plus belles rivières de France.
22.55 Journal, Météo.

23.20

SCIENCE 3
Magazine. La cocaïne des pharaons (45 min). 871644
Des traces de cocaïne et de nicotine ont été relevées sur des momies égyptiennes lors d'examens effectués en 1992. De quoi susciter l'étonnement des scientifiques lorsque l'on sait que ces drogues proviennent du tabac et de la coca, rapportées d'Amérique par Christophe Colomb.
0.15 Magazine Olympique.

1.10 New York District. Série. Des bébés si précieux. 2.00 Musique graffiti (20 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux. Rencontres au fil de l'eau : le fleuve disparu.

Arte

19.00 The Monkees. Comment être célèbre.
19.30 7 1/2. Magazine. Deauville : que nous dit le cinéma américain sur les USA.
20.00 Archimède.
20.25 Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE : LA FORCE DU POIGNET
Documentaire de Christophe Otzenberger (45 min). 727557
Pour en finir avec le chômage, une femme quinquagénaire rachète la clientèle d'un VRP, représentant en cartes postales. Débutante dans le secteur de la vente, elle découvre un univers où la concurrence est féroce...

21.30

SOIRÉE THÉMATIQUE : GOD SAVE THE PUNK
● Lire page 28.
21.35 Toute sortie est définitive. Documentaire (25 min). 749199
Vingt ans après l'apparition du phénomène punk, les Sex Pistols se reforment le temps d'une tournée.
22.00 Dé-génération Punk. Documentaire (60 min.). 78248
23.00 Rude Boy ■ ■ Film de David Mingway et Jack Hazan (1980, v.o., 130 min). 5081018
1.10 Delicatessen ■ ■ Film de Marc Caro et Jean-Pierre Jeunet (1991, rediff., 100 min). 5688300

M 6

17.30 E = M 6 (rediff.).
18.00 Highlander. Série O. [2/2] L'emprise du mal.
19.00 Raven. Série. La voie du passé.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Notre belle famille. Série. Roi d'un soir.
20.35 E = M 6 junior. Magazine. La pêche.

20.50

DOCTEUR QUINN FEMME MÉDECIN
Série, avec Jane Seymour (110 min). 289248
Tout ce qui brille. *Une chanteuse souffre d'une maladie de gorge.*
Los Americanos. *Quinn se lie d'amitié avec une Latino-Américaine.*

22.40

ASCENSEUR POUR L'ENFER
Téléfilm Δ de John Patterson, avec Meredith Baxter, Stephen Lang (100 min). 7617903
0.20 Les Documents de Zone interdite. Les anges gardiens de vos vacances (rediff.).

2.10 Culture pub. Morale et tabous ; Le marketing gay (rediff.). 2.35 Jazz 6 (rediff.). 3.25 Turbo (rediff.). 3.55 Les Piégeurs (rediff.). 4.15 Mister Biz, best of. Les grands rendez-vous de l'été (rediff.). 4.40 Fréquenstar. Invité : David Hallyday (rediff., 55 min).

Canal +

16.20 Beautiful Thing ■ Film de H. McDonald (1996, 90 min). 1853373
17.50 L'Œil du cyclone. Mon trésor, je t'adore.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.30 Nulle part ailleurs. Thématique : J'avance Masqué. Invité : Joe Cocker.
20.30 Le Journal du cinéma.

20.35

PAPA ! J'AI UNE MAMAN POUR TOI
Film d'Andy Tennant, avec Steve Guttenberg, Kirstie Alley (1995, 100 min). 821489
Comédie familiale.
22.15 Flash d'information.

22.20

U2 : A YEAR IN POP
Concert enregistré à Las Vegas, le 25 avril 1997 (70 min). 5382083
23.30 The Shooter Film de Ted Kotcheff (1995, v.o., 89 min). 98731
1.00 Trois de la Canebière Film de M. de Canonge (1955, 100 min). 8421836
2.40 Mortelle cavale. Téléfilm (85 min). 3808478
4.05 T.V. +. Magazine.
5.05 Le Bel Eté 1914 ■ Film de C. de Chalonge (1996, ●, 105 min). 3750590

Radio

France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison. Denis Jeambar [2/5].
20.30 Archipel Science.
21.32 Mémoire du siècle. Janine Charrat, Antigone de la danse.
22.40 Nuits magnétiques. L'Enfant des Vosges.

0.05 Du jour au lendemain. Georges-Arthur Goldschmidt (La Matière de l'écriture). 0.48 Les Cinglés du Music-Hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

20.30 Concert. Les Prom's. Donné en direct du Royal Albert Hall de Londres, par l'Orchestre des Jeunes de l'Union européenne, dir. Bernard Haitink : Concerto pour piano et orchestre n° 4, de Beethoven, Emmanuel Ax, piano ; Symphonie n° 7, de Bruckner.
22.30 Musique pluriel. Phantoms pour quatuor à cordes, de Schmidt, par le Quatuor Henschel. - Arena 2 pour orchestre de chambre, de Lindberg, par l'Orchestre de chambre Avanti !, dir. Sakari Oramo.
23.07 Le Dialogue des muses.
2.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Nikolaï Medtner, compositeur.

22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres de Brahms, Medtner, Vaughan Williams. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 Les Limites du partage. Téléfilm de Jean Henhin, avec Evelyne Grandjean (100 min). 50889118
21.40 Carnets de voyage.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Strip Tease. Magazine.
23.30 Les Grandes Enigmes de la science.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.10 Des hommes dans la tourmente. [18/32]. Churchill versus Goering.
20.35 Histoires oubliées de l'aviation. [6/6]. Aventures en dirigeable.
21.30 Louise Weiss, l'Européenne.
22.25 Au-delà du visible.
23.20 Wiz.
0.20 Notre télévision. [2/6]. Les feux en direct.
1.10 Les Dissidents (60 min).

Histoire

21.00 ▶ Mille et une vies. Hommage à François Furet.
23.00 De l'actualité à l'histoire. Animé par Marc Ferro et Jean-Pierre Langellier, éditorialiste au *Monde*. La SNCF est-elle encore un service public ? Quelle terre pour Israël ? (rediff.).

Paris Première

20.05 et 0.10 Courts particuliers. Invités : Joëlle Bouvier et Régis Obadia.
21.00 Mistinguett. De Jacques Pessis.
21.50 Les Documents du JTS. Les lumières du Music-Hall : Fernandel.
22.25 La Triche ■ Film de Yannick Bellon (1984, 105 min). 25910644

France Supervision

20.45 Les Francofolies 97 : Khaled. Concert (75 min). 68527286
22.00 Il était une fois... Hollywood ■ ■ Film de Jack Haley Jr (1974, 125 min). 93201712
0.05 Sadko. Opéra de Rimsky-Korsakov. Enregistré à Saint-Pétersbourg (180 min). 63290958

Ciné Cinéfil

20.30 13, rue Madeleine ■ ■ Film de Henry Hathaway (1946, N., v.o., 95 min). 6003151
22.05 J'ai une idée ■ Film de Roger Richebé (1934, N., 95 min). 28371083
23.40 Gold in New Frisco Film de Paul Verhoeven (1939, N., v.o., 95 min). 84044793

Ciné Cinémas

20.30 Le Bateau de mariage ■ Film de Jean-Pierre Améris (1993, 95 min). 8012809
22.05 Abyss ■ Film de James Cameron (1989, v.o., 170 min). 27682354
0.55 Mrs Parker et le cercle vicieux ■ Film d'Alan Rudolph (1994, 120 min). 60410229

Festival

20.30 Les Filles du maître de chais. Téléfilm de François Luciani [1/3] (95 min). 64927539
22.05 Odyssée bidon. Téléfilm de Don Kent, avec Antoine Duléry (90 min). 34518793
23.35 C'est cool. Des ombres aux tableaux (25 min).

Série Club

19.50 Indaba. L'adoption.
20.15 Une famille pour deux. Divorce d'enfants.
20.45 Murder One : L'Affaire Jessica. Feuilleton. Chapitre 1.
21.35 et 1.00 L'Or et le papier.
22.30 Edouard et ses filles.
23.15 Le Saint. Copies conformes.
0.05 Les Dames de cœur. Le gang du troisième âge (55 min).

Canal Jimmy

21.00 Spin City. Le doute.
21.25 Jethro Tull 25th Anniversary.
22.20 Portrait. Magazine.
22.25 Le Dernier Rebelle. De Patrice Gaulupeau. [1/2]. Rouler vers l'Ouest.
23.25 Star Trek : la nouvelle génération. Correspondance (v.o.).
0.10 Vélo. Magazine.
0.40 L'Homme invisible. Ombre dangereuse (25 min).

Disney Channel

20.00 Tous sur orbite.
20.10 20 000 lieues sous les mers ■ ■ Film de Richard Fleischer (1954, 125 min). 2863828
22.15 Mister Bean.
22.40 Honey West.
23.05 Richard Diamond.
23.30 Juste pour rire.
23.55 Sylvie et compagnie. Attrait d'union (25 min).

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview. Magazine.
20.55 Le Jeune Amant. Téléfilm de Rod Hardy, avec Susan Lucci (95 min). 504530809
23.00 Clair de lune.
23.45 Quand le nougat a le goût de bouchon (45 min).

Eurosport

20.00 Jeux de la Francophonie. A Madagascar.
21.00 Boxe. En direct. Combats en dix reprises ; Poids légers : Colin Dunne (GB) - Mohamed Ouzid (Alg.). Poids welters : Harry Dhami (GB) - Allan Gray (GB) (120 min). 190248
23.00 World Cup Legends.
0.00 Equitation (60 min).

Voyage

20.05 Suivez le guide.
22.00 Sur la route.
22.30 L'Heure de partir.
23.35 Long courrier. Magazine.

Muzzik

21.00 Symphonie n° 9 de Beethoven. Concert (60 min). 500085985
22.00 Symphonie n° 9, de Chostakovitch. Concert enregistré au Philharmonic Concert Hall de Munich (30 min). 500000489
22.30 Dvorak Festival Concert. Enregistré à l'Alte Oper de Francfort (90 min). 500076977
0.00 Jazz at the Smithsonian : Joe Williams. Concert (65 min). 509163652

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Ecologia. 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 L'Amour en trop. Film de Bruce Beresford (1993, 110 min). Avec Albert Finney. *Comédie dramatique.* 23.55 La Brigade. Film de René Gilson (1974, N., 105 min). Avec Brigitte Fossey. Drame.

TMC

20.35 Les Grands Espaces. Film de William Wyler (1958, 170 min). Avec Gregory Peck. *Western.*

TSR

20.35 Les Valeurs de la famille Addams. Film de Barry Sonnenfeld (1993, 100 min). Avec Anjelica Huston, Raul Julia, Christopher Lloyd. *Fantastique.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
● Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MARDI 9 SEPTEMBRE 1997

Les « Cent-Jours »

par Pierre Georges

LA DROITE a feint de jouer, pour se réchauffer et se rassurer, à l'Union de la droite. La gauche dite « plurielle » grogne, conteste, râle dans les rangs, mais, finalement, marche au pas cadencé. C'est la rentrée politique, la rentrée tout court.

Que serait la politique sans métaphore ? Par exemple les « Cent-Jours » de Lionel Jospin ! Voilà bien une symbolique un peu curieuse. Trois gros mois de pouvoir à peine. Et, déjà, partout, un bilan de campagne de France. Voyons voir. Etat de l'opinion ? Meilleur ! Confiance ? Un regain de confiance ! Indicateurs économiques ? Un léger mieux ! Méthode de gouvernement ? Acceptable.

Ainsi tombent, l'une après l'autre, les vérifications opérées *sur la check-list de rentrée*. Paré au décollage ! Ciel dégagé, météo plutôt bonne, impatiences contrôlées, *turbulences limitées. Il se pourrait*, à paraphraser certain slogan récent, que la gauche fasse moins, sur certains sujets, ce qu'elle avait dit que ce qu'elle peut. Mais même cela ne troublera pas trop, du moins pas encore, l'opinion publique, qui, dans son infinie expérience, ne doutait pas un instant que le *« réalisme »* en imposerait à l'urgence sémantique.

La France de rentrée, et qui s'était très bien passée de politique pendant ses vacances, est d'humeur *« jospinienne »*. Les « Cent-Jours » s'achèvent comme ils ont commencé. Sur un chèque en rose. Non pas que certaines impatiences ne se manifestent, ici et là, vertes ici, communistes là. Non *pas que les promesses d'hier ne* soient déjà rangées, par certains, au rayon des illusions perdues d'aujourd'hui. La Gauche socialiste râle. Des débats courent les rangs écologistes qui reprochent à Dominique Voynet de passer des arrangements avec les engagements de campagne. Des voix s'élèvent au Parti communiste pour déplorer l'esprit *« béni-oui-oui »* du soutien au gouvernement et dénoncer tout ce qui ne va pas dans le fameux *« bon sens »*.

Il n'empêche. Le gouvernement a du temps. Un peu comme une bonne fortune ou un crédit de rentrée. Le pays est en état de patience, comme il est des états de grâce. Il accorde au gouvernement ce que Catherine Trautmann appelle *« une confiance vigilante »*. Et il attend simplement de voir si la méthode gouvernementale, dont même Jean-Pierre Chevènement chante les louanges avec un admirable zèle, aura des effets autres que celui d'un été jospinien.

Les « Cent-Jours » du gouvernement de gauche. Les « Cent-Jours » de l'opposition de droite. S'il fallait une preuve que cela ne *va pas si mal pour la première*, l'état de la seconde la fournirait. La droite, du moins en donne-t-elle l'impression, est toujours dans cet état à peine vigile qui suit un « KO » retentissant. La preuve, son désarroi fut si immense qu'elle s'imagina un instant pouvoir n'être plus *« plurielle »*. Elle alla jusqu'à envisager de faire le carré, en un seul parti, le sien. Aimable rêverie d'été, fiction d'Union-fusion de la droite.

La droite, ou plutôt les droites sont sonnées. Elles restent, elles aussi, en état de patience, à essayer de comprendre ce qui leur est arrivé. Tout juste capables d'émettre quelques critiques rituelles sur *« l'archaïsme de gauche »*. De lancer quelques formules en tenue Léotard sur *« la capacité de Lionel Jospin à être un homme d'Etat »*. En somme, à peine au bout de leurs « Cent-Jours » de convalescence.

Mobutu, l'ex-président zaïrois, est mort à Rabat moins de quatre mois après son départ en exil

Les autorités marocaines souhaitaient le voir quitter le pays

L'ANCIEN président du Zaïre, Mobutu Sese Seko, est mort dimanche soir 7 septembre, des suites de son cancer de la prostate, à l'hôpital militaire Mohamed V de Rabat. Agé de soixante-six ans, il avait été admis dans cet établissement le 30 juin, après avoir subi, à l'hôpital civil Avicenne de Rabat, une intervention chirurgicale destinée à traiter *« des complications hémorragiques graves »*.

Son état de santé s'est brusquement détérioré ces dernières semaines, au point qu'il était devenu *« méconnaissable »* selon ses proches et pesait moins de 40 kilogrammes à la veille de sa mort. *« Il avait manifestement envie d'en finir »*, a indiqué dimanche soir un des employés de l'hôpital.

Arrivé en exil au Maroc le 23 mai en provenance du Togo, après avoir tenté de se rendre en France, l'ancien président zaïrois a été accueilli pendant près d'un mois dans un hôtel de Skhirat, au sud de Rabat, avant d'être prié, le 19 juin, de s'établir près de Tanger, dans le nord. Mais il fut rapidement contraint de regagner Rabat en raison de son état de santé.

Le Maroc, seul Etat à avoir accepté d'accueillir le dictateur déchu, avait justifié la présence de M. Mobutu et des siens à Rabat par *« des raisons humanitaires »*, en espérant que leur séjour serait *« de courte durée »*. Dans l'esprit des autorités, le Maroc ne devait être pour l'ancien président zaïrois qu'une étape, en attendant la fin des élections législatives françaises et un départ vers la France. Départ qui n'eut jamais lieu. Paris a estimé qu'il pouvait parfaitement être soigné au Maroc, quitte à ce que des médecins spécialistes fassent le trajet Paris-Rabat, ce que certains ont fait. *« Personne ne veut de lui »*, avait déclaré à l'époque un de ses proches. Depuis lors, Rabat a également fait savoir à la plupart des membres de son entourage que l'hospitalité marocaine avait des limites et qu'ils devraient quitter le pays à l'issue d'un séjour limité à trois mois. Presque tous l'ont fait. Tous les membres de sa famille proche se sont cependant rendus auprès de la dépouille mortelle à l'hôpital, a-t-on appris dans l'entourage de l'ex-dictateur.

Aucune indication n'a jusqu'à présent été donnée quant à l'endroit où Mobutu Sese Seko sera inhumé. Catholique de confession, il pourrait être enterré dans un cimetière chrétien de Rabat. A Kinshasa, le ministre de l'information du nouveau régime, Raphaël Ghenda, n'a pas exclu que l'ancien dictateur puisse être inhumé dans son pays. M. Ghenda a estimé, lundi matin, qu'il était encore trop tôt pour savoir si des cérémonies officielles seraient organisées dans ce qui est devenu la République démocratique du Congo (RDC), après la prise du pouvoir par Laurent-Désiré Kabila le 17 mai.

Dans Kinshasa, la nouvelle de la mort de Mobutu Sese Seko, divulguée au milieu de la nuit, a d'abord engendré un sentiment d'incrédulité. Une voiture a circulé, propageant l'information à l'aide d'un haut-parleur, sans que cela n'entraîne de réaction spectaculaire. Les Kinois sont partagés. Ils ont souffert du mobutisme pendant des années, mais un certain sentiment de nostalgie commence à poindre. Un grand nombre d'entre eux n'apprécient pas l'autorité du nouveau régime.

Frédéric Fritscher

Lire aussi notre éditorial page 13 et le portrait page 16

Nicole Notat défend Christian Blanc

LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE de la CFDT, Nicole Notat, a déclaré, dimanche 7 septembre, que le départ de Christian Blanc, président d'Air France, *« apparaît maintenant comme quelque chose que tout le monde aurait voulu éviter »*. Invitée du « Grand jury RTL-*Le Monde* », elle a répété que c'était *« un gâchis pour l'entreprise »*. *« Aujourd'hui, la peur du retour en arrière est là et ce sera au successeur de Christian Blanc et à l'Etat actionnaire de prouver que la marche en avant continuera »*, a-t-elle poursuivi. Pour Mme Notat, l'essentiel est que, *« alors qu'Air France ne devait pas être privatisée, voilà qu'un ministre communiste annonce une ouverture du capital à 49 %. Dans ces conditions, l'important pour le gouvernement, c'est de capitaliser cette évolution du Parti communiste »*. *« Christian Blanc est parti de la logique économique de l'entreprise et pas de la logique politique. Ces deux logiques ont donné un coktail explosif »*, a-t-elle conclu.

Les attentats commis à Strasbourg et en Corse restent inexpliqués

BASTIA
de notre correspondant

L'exploitation hâtive, samedi 6 août, par certaines agences de presse, d'une revendication des attentats commis contre l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg, jeudi, puis contre la gendarmerie de Pietrosello, en Corse-du-Sud, *dans la nuit de vendredi à samedi (Le Monde* daté 7-8 septembre), a créé la confusion. En fait, dans la matinée de samedi, un correspondant anonyme, qui ne se réclamait d'aucune organisation connue, contactait par téléphone la rédaction de Radio-Corse-Frequenza-Mora (RCFM), station locale de Radio-France, pour revendiquer ces attentats. Il indiquait le lieu où était dissimulé un texte visant à expliquer les motivations des clandestins.

Le procédé n'est pas rare. Avant de donner le moindre crédit aux interlocuteurs anonymes, les journalistes ont l'habitude de vérifier les indications de charges d'explosifs, de systèmes de mise à feu ou de lieu. En l'occurrence, avant que la *rédaction de RCFM n'ait pu réaliser* ces vérifications, certaines agences diffusaient déjà la nouvelle et concluaient hâtivement à la revendication des attentats par le FLNC, branche dissidente du FLNC-canal habituel, autodissous voici quelques mois. La confusion s'étendait même jusque dans les rangs des clandestins du FLNC-canal historique, proche d'A Cuncolta, dont la direction *publiait, dimanche, un démenti* formel.

Pour l'heure, aucune revendication sérieuse ne permet d'imputer les attentats à telle ou telle organisation clandestine. Depuis juin, l'île connaît une situation de calme relatif, en raison notamment de la nouvelle trêve du FLNC-canal historique. Seuls les dissidents du FLNC-canal habituel seraient en situation de renouer avec des actions violentes. Mais la faiblesse des moyens humains et logistiques dont dispose ce nouveau groupuscule ne lui permet pas, semble-t-il, d'entreprendre la réalisation d'attentats sur le continent ou une attaque à main armée contre un fourgon de gendarmerie.

Michel Codaccioni

■ **ESPACE : l'ordinateur central de la station spatiale russe Mir est** à nouveau tombé en panne, lundi 8 septembre. Cet incident, similaire à celui qui avait déjà eu lieu le 18 août, a fait perdre à Mir le contrôle de son orientation par rapport au Soleil, et ses batteries électriques ne peuvent plus se recharger. La situation devrait revenir à la normale dans les *« deux jours »*. – *(AFP)*

Baisse à la Bourse de Paris

LES VALEURS FRANÇAISES étaient orientées à la baisse, lundi 8 septembre, à la Bourse de Paris. En repli de 0,26 % au début des transactions, l'indice CAC 40 reculait de 0,35 % quelques minutes plus tard. A la mi-journée, l'indice de référence n'affichait plus qu'un repli de 0,09 % à 2 921,77 points. Les échanges étaient peu étoffés, représentant à peine 1,5 milliard de francs sur le compartiment à règlement mensuel.

Quelques heures plus tôt, à Tokyo, les valeurs japonaises avaient terminé la séance sans grand changement. L'indice Nikkei a perdu 16,31 points, soit 0,09 %, à 18 633,86 points. Le marché est resté très morne, dans l'attente de nouvelles indications sur la situation de l'économie japonaise et sur les résultats des entreprises, qui clôturent leurs comptes semestriels fin septembre.

Sur le marché des changes, le dollar cédait du terrain. Le billet s'échangeait à 6,05 francs, 1,7962 deutschemark et 120,90 yens contre respectivement 6,0617 francs, 1,8007 mark et 121,13 yens au cours des échanges interbancaires de vendredi soir.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	08/09 Titres échangés	Capitalisation en F
Carrefour	72463	259573758
Eaux (Gle des)	184598	134978987
Elf Aquitaine	153124	114532456
Total	110643	71684471
LVMH Moet Hen.	47740	62072257
Bouygues	99519	53437141
Saint-Gobain	46165	47250857
Peugeot	51083	39090266
Alcatel Alsthom	48859	38719723
Ciments Francais	149283	37319695,80

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 8 septembre, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	18633,86	−0,09	−3,76
Honk Kong index	14806,49	+1,67	+10,07

Tokyo Nikkei sur 3 mois

18633,86

10 juin — 24 juil. — 5 sept.

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 08/09	Var. en % 05/09	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2918,19	−0,22	+26,02
Londres FT 100	4986,30	−0,16	+21,07
Zurich	—	—	—
Milan MIB 30	22262	+0,27	+41,82
Francfort Dax 30	4060,59	−0,98	+40,57
Bruxelles	14735	+0,23	+39,39
Suisse SBS	3479,50	−0,97	+39
Madrid Ibex 35	6762,78	+0,05	+31,19
Amsterdam CBS	619	−1,35	+41,55

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 05/09	% 04/09	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,4700	—	325	349
Ecu	6,6065	+0,06	—	—
Etats-Unis (1 usd)	6,1086	−0,38	5,8200	6,4200
Belgique (100 F)	16,2950	—	15,7700	16,8700
Pays-Bas (100 fl)	298,7000	+0,01	—	—
Italie (1000 lir.)	3,4525	−0,03	3,2000	3,7000
Danemark (100 krd)	88,3900	+0,01	83	93
Irlande (1 iep)	9,0415	+0,43	8,5800	9,4200
Gde-Bretagne (1 L)	9,6685	−0,21	9,2800	10,1300
Grèce (100 drach.)	2,1350	—	1,9200	2,4200
Suède (100 krs)	78,1100	+0,56	72,5000	82,5000
Suisse (100 F)	409,6700	+0,37	394	418
Norvège (100 k)	81,9400	+0,54	76,5000	85,5000
Autriche (100 sch)	47,8130	—	46,3500	49,4500
Espagne (100 pes.)	3,9905	+0,01	3,6900	4,2900
Portugal (100 esc.	3,3200	—	2,9500	3,6500
Canada 1 dollar ca	4,4221	−0,10	4,1000	4,7000
Japon (100 yens)	5,0480	−0,82	4,8200	5,1700

PARITES DU DOLLAR 08/09

FRANCFORT : USD/DM	1,8056
TOKYO : USD/Yens	121,1000

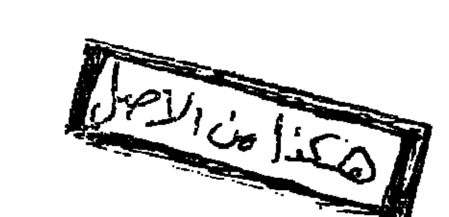
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 05/09	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,12	5,58
Allemagne	3	5,67
Grande-Bretagne	6,94	6,98
Italie	6,88	6,54
Japon	0,48	2,26
Etats-Unis	5,50	6,33

MATIF

Échéances 05/09	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	51017	129,56
Déc. 97	12922	98,82
Mars 98	2	98,18

Tirage du *Monde* daté dimanche 7-lundi 8 septembre : 673 244 exemplaires



CONJONCTURE
Pologne : les recettes du bon élève
page IV

ENJEUX
Emploi : l'exception française
page V

ENQUÊTE
Cerveaux à vendre à Tomsk, l'Athènes de Sibérie
page VI

ANNONCES IMMOBILIÈRES
pages VII et VIII

Le Monde
ECONOMIE
ENJEUX ET STRATÉGIES
MARDI 9 SEPTEMBRE 1997

La France malade de ses élites ?

DOSSIER

▼ Les Français ont changé. Ils aspirent à un pouvoir moins exclusif et plus responsable

En 1991, le transfert de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg avait soulevé un tollé... Contre sa propre administration, contre l'ensemble des anciens énarques de la politique et du monde des affaires, Edith Cresson, premier ministre, avait maintenu sa volonté de transférer l'école, histoire, disait-elle, de « vivifier » les régions et de rendre les énarques plus sensibles aux questions européennes.

Six ans après, les énarques de la Cour des comptes ne pouvaient manquer d'établir le cruel bilan financier de l'opération : 170 millions de francs de frais d'installation, contre 100 millions prévus, sans parler des frais de fonctionnement en hausse de 16 millions de francs par an. Une petite marée noire financière qui révèle l'opération transfert de l'ENA pour ce qu'elle était (*Le Monde* daté 31 août-1er septembre) : une tentative de capitaliser un peu de popularité en surfant sur la grogne latente de la population contre les élites. Jacques Chirac n'a pas agi différemment en multipliant les déclarations vengeresses pendant la campagne présidentielle de 1995. De son côté, Jean-Marie Le Pen a fait de la critique de l'« *établissement* » un thème récurrent de ses discours.

Le modèle du grand commis de l'Etat a sans doute rendu d'insignes services au moment de la reconstruction d'après-guerre, et quand il s'est agi d'équiper le pays d'infrastructures modernes. Il a commencé à perdre de sa pertinence quand le rôle de l'Etat dans l'économie a été contesté, puis progressivement rogné, dans les années 80. Pour beaucoup de jeunes ambitieux, l'administration n'était plus dès lors qu'un tremplin permettant d'effectuer des carrières météoriques dans le privé. C'est sans doute pourquoi le système français de fabrication des élites a aujourd'hui mauvaise presse, certains n'hésitant pas à l'incriminer dans toutes les difficultés d'adaptation de l'économie et de la société.

Les principales critiques sont au nombre de trois. D'abord, la relative inefficacité pratique et théorique de leur formation. De jeunes bêtes à concours sont sélectionnées et formatées par le système scolaire pour être propulsées ensuite, sans expérience professionnelle, à des postes de décision. Telle qu'elle est organisée à l'ENA par exemple, la scolarité oblige chaque élève à rester un bel esprit généraliste tout en étant capable de lire de volumineux dossiers spécialisés, d'en faire la synthèse afin de proposer à l'autorité politique une ou plusieurs solutions. Ce mélange de formation généraliste et de pseudo-expertise sans débat ni recours au terrain, semble toucher aujourd'hui à ses limites. Le taux de chômage, le sous-investissement, les déficits publics... sont bien la preuve de l'inefficacité du système actuel.

La seconde critique tient à l'interpénétration du monde politique, économique et administratif. Des chercheurs comme Ezra Suleiman, professeur de science politique à l'université de Princeton et spécialiste de l'administration française, avaient déjà signalé le fait à la fin des années 70. Vingt ans plus tard, ils constatent que la situation a empiré. « *L'élite issue de l'ENA exerce un monopole de fait dans des secteurs aussi différents que le monde économique, le monde politique, la haute administration* », écrivait ce politologue dans *Le Monde* du 16 juin 1997.

Des statistiques récentes révèlent que les 200 premières entreprises sont dirigées à raison de plus d'un tiers (43 %) par des membres issus des grands corps de l'Etat, le reste par les détenteurs du capital (31 %), et des cadres issus de la promotion interne (26 %). Les évolutions sur dix ans montrent que la part des deux premiers groupes tend à augmenter au détriment de la dernière.

Ces carrières commencées dans l'administration, poursuivies dans les cabinets ministériels et parachevées par un pantouflage à la direction de grands groupes publics ou parapublics ne sont pas sans effets pervers sur le capitalisme à la française. On peut leur attribuer un certain manque d'esprit d'entreprise, la tendance au copinage, les difficultés à penser le développement d'un groupe hors du moule des commandes publiques, la prédilection pour la croissance externe plutôt que pour la création de richesses propres.

Yves Mamou

Lire la suite page II

● Entretien avec Michel Bauer et Bénédicte Bertin-Mourot p. II
● CSG ; la solidarité limitée des fonctionnaires p. II
● Questions-réponses p. II
● Italie : le contre-modèle p. III
● Grande-Bretagne : l'administration recrute à « Oxbridge » p. III

CHRONIQUE

par Sophie Gherardi

Ni-ni, ou-ou

Ministre, c'est un beau poste. Très convoité, très médiatisé, très valorisé. Même si ce n'est pas très bien payé, même si c'est précaire, même si les servitudes abondent, il ne manque jamais de candidats. Mais – sauf leur respect à tous – un ministre ou un autre, ça ne fait pas forcément grande différence. Ce qui compte, c'est l'orientation gouvernementale dans son ensemble.

Mais le train de l'Etat, constitué et lancé depuis si longtemps, ne change pas facilement de trajectoire. La durée de mandat d'un ministre, c'est, disons, deux ans, trois ans, rarement plus, au gré des élections et des remaniements. En général, le temps d'ingurgiter les dossiers, d'apprendre de la bouche de chacun des responsables de l'administration qu'il est impossible de changer quoi que ce soit, de constater qu'aucune marge de manœuvre budgétaire n'est disponible, de se brûler les doigts avec la presse et de se faire assaillir par les lobbies, et pfut... ! le ministre change d'affectation ou rejoint les ténèbres extérieures, et arrive un autre ministre. La loi a peut-être un peu changé, la réalité déjà moins, et le cycle recommence.

En milliards de francs
2, 0, -2, -4, -6, -8
1,2 ; -0,72 ; -7,81 ; -2,87
1988, 1990, 1992, 1994, 1996
Source : Air France

Résultat net d'Air France

Grand patron, c'est aussi un beau poste. Moins prestigieux en France et moins visible que celui de ministre, mais beaucoup mieux payé. Il faut avouer que le job est précaire, d'une autre façon cependant qu'un maroquin. L'entreprise a une logique propre, qui est une logique commerciale. Elle vend des biens ou des services sur un marché concurrentiel. Elle engage, pour ce faire, du capital, c'est-à-dire l'argent de l'actionnaire. L'actionnaire veut que son capital soit non seulement préservé – ce qui exclut les pertes autres qu'exceptionnelles – mais accru – ce qui suppose des bénéfices réguliers. Le grand patron manager dont l'entreprise fait des pertes et qui est incapable d'y mettre un terme finit en général par être limogé. Tandis que celui qui redresse l'entreprise est gardé et félicité.

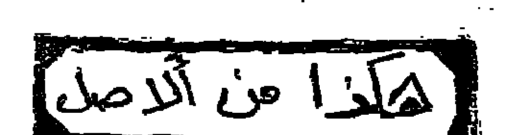
Enfin, ça, c'est dans la théorie. Dans la réalité, il en va parfois autrement. Prenons le cas d'Air France. Voilà une entreprise publique, véritable emblème national, qui allait très mal, depuis 1989, les pertes s'ajoutaient aux pertes, le climat social désastreux se traduisait par des grèves incessantes qui faisaient fuir la clientèle, l'avenir s'annonçait sombre puisque la déréglementation du ciel européen allait accroître la concurrence. Plusieurs PDG se sont montrés impuissants à redresser la situation, jusqu'à l'arrivée de Christian Blanc. Ce rocardien issu de la préfectorale s'est fait connaître au travers de deux missions délicates. L'une, historique, a été de désamorcer en 1989 la violence en Nouvelle-Calédonie ; l'autre, moins dramatique, a été un passage jugé bénéfique à la RATP, la tumultueuse Régie des transports parisiens.

C'est en dernier recours que Christian Blanc a été appelé à Air France, pour sauver l'entreprise sérieusement menacée de faillite. De longues négociations, maints orages, d'importants sacrifices de la part des personnels, auront été nécessaires avant de parvenir à un résultat tangible. Toujours est-il qu'Air France, aidé il est vrai par la reprise mondiale, vient d'enregistrer des gains. Et c'est précisément à ce moment que Christian Blanc, désavoué à mots couverts, prépare sa valise.

Cette surprenante issue tient à l'ambiguïté qui règne en France autour de la notion d'actionnaire public. L'actionnaire d'Air France, c'est l'Etat, pas le gouvernement, encore moins le ministre. La parole de l'Etat, engagée envers l'Union européenne en échange de l'autorisation d'aider le transporteur aérien malade, oblige à privatiser Air France. L'intérêt de l'Etat – représentant collectivement les contribuables – est d'obtenir la meilleure valorisation de son capital, en réalisant des bénéfices qui lui permettront de vendre dans des conditions optimales cette belle entreprise.

Mais voilà, c'est une autre logique qui est ici à l'œuvre : celle de la coalition gouvernementale. La composante communiste, à laquelle appartient le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, ne veut pas de privatisation et en fait un *casus belli*. Même si les employés d'Air France – par la voix du syndicat majoritaire Force ouvrière – soutiennent le plan Blanc qui la promet. Même si les Français s'en battent l'œil. Même si les dirigeants communistes ne se font plus guère d'illusions sur l'efficacité de leurs recettes en matière économique. Le problème, en somme, c'est le pouvoir, pas l'entreprise. Ça ne va pas être évident de trouver un patron capable de relever le défi avec, pour tout viatique, un nouveau ni-ni.

Nul n'est irremplaçable, dit le proverbe. Mais il faut avouer que certains sont plus remplaçables que d'autres.



Michel Bauer et Benédicte Bertin-Mourot, sociologues et spécialistes de la haute fonction publique

« Notre pays n'offre pas de seconde chance »

« Une critique des élites est-elle légitime quand l'extrême *droite en France fait campagne* sur le thème « tous pourris » ?

– Il est vrai que l'extrême droite tire parti d'une crise de légitimité des dirigeants. Faut-il *pour autant abandonner cette remise* en cause au Front national ? La réponse est évidemment négative. Il existe un risque à critiquer nos élites, leur inefficacité relative, le mode de fabrication de leur légitimité. Mais le risque est encore plus grand de ne pas s'attaquer à ce problème et de consolider la coupure des groupes dirigeants avec le reste de la société. La progression du Front national est d'autant plus dangereuse que le fossé se creuse.

– Qu'est ce qui vous parait critiquable dans la sélection des meilleurs élèves par concours ?

– La France est le seul pays du monde qui fabrique l'essentiel de ses élites en fonction du seul diplôme initial. Chaque année, on constitue avec les élèves sortis dans la « botte » – les premières *places du classement de sortie de* Polytechnique et de l'ENA – un vivier d'où sortiront vingt ans plus tard les principaux dirigeants administratifs, politiques et économiques du pays. Une sélection des dirigeants aussi précoce et sur des critères aussi scolaires, on ne voit cela qu'en France.

» Autre exception française qui fait système avec la précédente : les jeunes gens sélectionnés par ces deux grandes écoles sont propulsés à des postes de direction immédiatement. Ils ne doivent pas faire leurs preuves et ne sont nullement contraints à une expérience de terrain. Pendant ce temps, les entreprises et l'Etat dépenseront des milliards de francs en formation continue sans que cela produise aucune légitimité. En France, la tyrannie du diplôme initial joue à plein. Ce qui s'acquiert après ne vaut rien. Nous sommes un pays où il n'y a pas de seconde chance.

– Mais, ce système n'est-il pas *plus démocratique qu'une re*production des élites par la naissance et le milieu social ?

– Il faut distinguer trois types de mérite. D'abord celui qui est *dû à la naissance. Les milieux so*ciaux dirigeants fabriquent leurs héritiers, le père forme son fils pour lui succéder. Cela a fonctionné longtemps et ça continue de fonctionner dans de nombreuses entreprises familiales. Ensuite, il y a l'élitisme républicain. L'école met en place une grande distillerie qui sélectionne les meilleurs sur concours. Le moteur idéologique de ce dispositif repose sur l'égalité des chances. L'école a sélectionné les plus aptes et – le nombre de boursiers est là pour le prouver – ce mode de sélection se pare d'une légitimité sociale plus forte que la reproduction des élites par le milieu social. Et enfin, il y a le mérite professionnel. Mais ce type de mérite ne produit en France aucune autorité légitime. La preuve : pour le choix de leurs *dirigeants comme pour l'organi*sation des carrières de leurs cadres supérieurs, les entreprises privées comme les administrations publiques sont incapables de rebattre les cartes du diplôme initial. En termes de carrière, les jeux sont faits à l'embauche.

– La question qui s'impose est celle de l'efficacité. Nos élites sont-elles compétentes ?

– Quand il s'agissait de gérer des myriades de salariés déqualifiés dans une organisation tayloriste, ce système en valait bien un autre. Mais quand les salariés deviennent plus compétents et mieux formés, ça marche infiniment moins bien. Le type de vingt-quatre ans, frais émoulu de l'école, qui dit à des gens de terrain : *« Préparez-moi le dossier, je vais prendre une décision »*, ça fait bizarre. Aujourd'hui plus que jamais, un savoir-faire opérationnel s'acquiert sur la durée. A vingt ans, on ne sait rien. Nous ne sommes plus dans un monde où l'univers des connaissances *est stable*. Quand les enjeux varient quand tout bascule, la dévalorisation de l'expérience aboutit à donner le pouvoir à ceux qui n'ont qu'une vue abstraite des si*tuations*.

– Vous proposez donc de réhabiliter le mérite professionnel ?

– Oui, c'est la seule façon de s'attaquer au fossé qui se creuse entre les groupes dirigeants et les classes moyennes. Mais pour réhabiliter l'expérience professionnelle encore faut-il prendre à bras-le-corps la fonction latente du système d'enseignement qui ne doit plus être de sélectionner à vingt-deux ans nos futures élites. Aujourd'hui, alors que l'école brasse tous les jeunes jusqu'à seize ans minimum, sa fonction de production d'une élite reste identique à ce qu'elle était au XIXᵉ siècle. On ne forme pas, on n'éduque pas, on sélectionne à tour de bras les meilleurs. Même l'ENA qui devait servir d'école des cadres de la fonction publique est devenue une école *de concours continu pour trier* les membres des grands corps que sont l'inspection des finances, la Cour des comptes ou le conseil d'Etat. Les tensions entre ceux qui sont sortis dans les grands corps et ceux qui en ont été écartés, de quelques points généralement, sont énormes.

– Faut-il alors faire sauter le système ?

– Il faut réformer le système, pas le dynamiter. Le diplôme initial demeure une aide considérable pour démarrer une activité, puisqu'il suppose que des connaissances indispensables ont été acquises. Mais il ne doit plus signifier accès direct et exclusif à *des postes à responsabilité. Des* personnes qui ont acquis les mêmes connaissances en formation continue doivent pouvoir entrer en compétition avec les premiers.

» Il faut donc redéfinir radicalement la notion de mérite scolaire et mettre en cause la fonction d'étalonnage de notre *système d'enseignement*. Pour favoriser la deuxième chance, pour éviter la tyrannie du diplôme initial et pour simultanément mettre en cause la transfor*mation d'un héritage social* en mérite scolaire, pourquoi ne pas diversifier le recrutement de toutes les grandes écoles ? Par exemple en attribuant un tiers des places aux meilleurs élèves des lycées classiques, un tiers aux meilleurs des lycées techniques, et un tiers à des gens issus de la vie professionnelle.

– Et les grands corps, qu'est-ce que vous en faites dans ce nouveau système ?

– Il faut débrancher les grands corps de la « botte » de l'X et de l'ENA. L'inspection des finances, le conseil d'Etat, la Cour des comptes ne doivent plus recruter en fonction des seules performances scolaires, mais également en fonction de réalisations professionnelles. En organisant par exemple le recrutement sur concours après dix ans d'activité *professionnelle, avec un jury* qui évalue l'ensemble du cursus. On supprimerait ainsi le rôle pervers du classement de sortie. On imposerait à l'administration de se donner les moyens d'évaluer enfin le mérite professionnel et on créerait des conditions favorables pour que les grandes entreprises et organisations mettent réellement en compétition les postes de responsabilité. Plutôt que de conforter un système de castes où les niveaux de responsabilité sont répartis en fonction des parchemins initiaux. En agissant dans cette perspective, on se donne les moyens d'attaquer par le haut la mission *d'étalonnage du système d'ensei*gnement, de briser la tyrannie du diplôme initial et de réhabiliter le mérite professionnel. »

Propos recueillis par Sophie Gherardi et Yves Mamou

ELITES

Questions-réponses

1 Qu'est-ce que la « botte » de l'ENA et de Polytechnique ?

Sortir dans la « botte » de l'Ecole nationale d'administration ou de Polytechnique signifie que vous avez obtenu l'une des quinze meilleures notes au concours de sortie. Les heureux élus intègrent alors les grands corps (inspection des *finances, Cour des comptes*, Conseil d'Etat, et les Ponts ou les Mines pour les ingénieurs) et feront des carrières météoriques pour peu qu'ils aient su cultiver des relations au sein d'un parti politique.

2 Qu'est-ce que « pantoufler » ?

Le mot « pantoufle » prend son sens moderne aux alentours de 1880. Dans l'argot polytechnicien, il désigne toute situation trouvée dans le privé par quelqu'un issu de l'école et qui renonce alors à toute position dans l'armée ou dans un autre service de l'Etat. Le pantouflage moderne désigne la manière dont les hauts fonctionnaires monnayent leur carnet d'adresses politique et administratif contre un poste à la direction générale d'un grand groupe public ou privé.

3 A quelles conditions un fonctionnaire peut-il partir vers le privé ?

L'article 45 du décret du 16 septembre 1985 prévoit que la mise en disponibilité d'un fonctionnaire peut être prononcée sur sa demande pour exercer une activité relevant de sa compétence dans une entreprise publique ou privée. L'intéressé doit avoir accompli dix *années de services effectifs*. Au cours des cinq années précédant la disponibilité, il ne doit pas avoir eu à exercer un contrôle de l'entreprise ni à participer à l'élaboration ou à la passation de marchés avec elle.

4 Combien touchent les hauts fonctionnaires ?

L'enquête réalisée en 1995 pour le compte de l'association des anciens élèves de l'ENA révèle que le salaire médian net des énarques de la fonction publique est de 361 000 francs. La même enquête révèle que le salaire des hauts fonctionnaires double lorsqu'ils partent dans une entreprise du secteur public : soit 640 000 francs par an. Quand ces mêmes hauts fonctionnaires sont embauchés à des postes de direc*tion au sein d'une* entreprise privée, leur salaire est alors multiplié par trois et atteint 875 000 francs par an.

5 Les hauts fonctionnaires français sont-ils plus politisés que leurs homologues européens ?

L'association des anciens élèves de l'ENA le reconnaît elle-même dans le Livre blanc qu'elle a édité à l'occasion du cinquantenaire de l'ENA : *« La politisation de l'administration s'est fortement aggravée depuis vingt ans. »* La nomination à des postes de direction administrative obéit plus que jamais à des critères politiques. Et le décret du *24 juillet 1985 a étendu le nombre* des emplois supérieurs laissés à la discrétion du gouvernement. Si l'on en croit un chercheur britannique, Vincent Wright, professeur à Nuffield College (Oxford), ce *« processus* [est] *autoperpétré par les fonctionnaires novices tout juste sortis de l'ENA qui voient l'engagement dans un parti comme une stratégie de carrière »*.

La confusion est accrue par un phénomène inverse : la fonctionnarisation excessive du personnel *politique. La faculté qui est offerte* aux fonctionnaires de faire carrière dans la politique sans rompre les liens avec leur statut n'est soumise à aucune restriction, contrairement aux dispositions qui régissent les passages en entreprise privée.

La France malade de ses élites ?

Suite de la page I

Les désastres financiers d'Alcatel à la fin de la gestion de Pierre Suard (X-Ponts), du Crédit lyonnais après la présidence de Jean-Yves Haberer *(inspection des finances) ou plus* récemment du Crédit foncier ou du GAN sont à la fois l'illustration d'un système et sa caricature. Grâce aux commandes publiques et sous la protection de l'État, ces nouveaux PDG issus de la fonction publique se croyaient insubmersibles, eux et les entreprises qu'ils dirigeaient. Ils ont découvert, surpris, et le contribuable par là même, qu'on ne lance pas une compagnie d'assurances dans l'immobilier ou une banque dans le financement de l'industrie comme le ferait un gouvernement en décidant d'équiper un pays en liaisons téléphoniques ou en énergie nucléaire.

DÉRESPONSABILISATION

Certes, quelques tentatives sont faites pour démontrer, statistiques à l'appui, que l'ENA et Polytech*nique ne sont pas les principales* pourvoyeuses de ces élites sûres d'elles et dominatrices. Jean-François Kesler, professeur des universités, pourfend depuis longtemps le mythe de l'« énarchie » et l'idée toute faite qu'une caste issue des grandes écoles monopolise le pouvoir aujourd'hui en France. Chiffres à l'appui, il montre dans un article de la revue *Pouvoirs* (nº 80) que seulement une petite minorité d'énarques alimente la classe dirigeante, et que les sommets de l'Etat *ne se confondent pas forcément* avec les sommets de la société. Ce qui est vrai.

Mais c'est oublier que la critique de la technocratie vise surtout les représentants des grands corps (Inspection des finances, corps des Mines...) et que cette critique est souvent reprise par les autres énarques et polytechniciens, ceux qui, pour quelques points en moins au concours de sortie, ont vu les portes du paradis se fermer devant eux.

La troisième critique, suite logique des deux premières, est l'absence de responsabilité. Il existe en France une élite dirigeante qui ne connaît pas la sanction de l'échec, puisque l'appartenance à un corps préserve à jamais de toute inscription à l'ANPE. *« Est-il légitime, au nom de brillantes études terminées à vingt-trois ans, de se voir accorder une rente à vie extrêmement confortable ? »*, demande Nicolas Tenzer, président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique *(Cérap) et directeur de la revue Le Banquet*.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Mais, plus que la rente, c'est la sécurité et l'irresponsabilité qui sont en jeu. Un exemple frappant de ce double statut a surgi dans l'actualité en 1996. A cette époque, Jean-Pierre Elkabbach, président de France Télévision, se voit contraint de démissionner parce qu'il a signé de faramineux contrats garantissant de 80 millions à 120 millions de francs de chiffre d'affaires à une poignée d'animateurs d'émissions de variétés (Jean-Luc Delarue, Arthur, Nagui...). En période de difficultés sociales, l'argent public de la *redevance doit-il servir à enrichir* outre mesure et sans cause réelle une poignée de saltimbanques ? Non, bien sûr. Et le PDG de France Télévision doit quitter ses fonctions.

Pour mieux jeter l'opprobre sur sa gestion, le ministère des finances charge Jean-Michel Bloch-Lainé, inspecteur des finances, d'effectuer un audit de France 2. Un rapport sévère sera remis quelques semaines plus tard au ministre. L'étrange dans cette affaire est que la politique suivie par Jean-Pierre Elkabbach n'a jamais mis en danger France 2, tandis que l'Inspection des finances a trouvé normal de choisir le responsable d'une faillite *bancaire pour porter un jugement* de valeur sur la gestion d'une entreprise publique. Jean-Michel Bloch-Lainé, ex-PDG de la banque Worms (filiale de l'UAP), avait placé celle-ci en quasi-dépôt de bilan en 1991 pour cause de surinvestissement aventureux dans l'immobilier.

Que l'un ait été cloué au pilori alors que l'autre a toujours bénéficié de l'estime et du respect général souligne qu'il existe bien en France deux poids et deux mesures. L'exemple du Crédit lyonnais, un si*nistre évalué au total à 150 milliards* de francs occasionné sous la présidence d'un inspecteur des finances, ancien directeur du Trésor qui plus est, confirme l'impunité dont jouissent dans leur gestion certains représentants de l'Etat.

CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ

Le contre-exemple existe pourtant. Philippe Jaffré, énarque et inspecteur des finances, a démissionné de l'administration le jour où Elf Aquitaine, le groupe dont il est tou*jours le PDG, a été privatisé. Mieux* encore, Philippe Jaffré a demandé à l'ensemble de ses cadres issus de la haute fonction publique d'en faire autant. Sur cinquante-trois personnes, les trois quarts ont accepté de prendre le risque. *« La mesure a été très bien ressentie en interne »*, affirme Jean-Luc Vergne, directeur des ressources humaines du groupe Elf. *« La plupart des gens ne savaient pas que certains de leurs collègues disposaient d'un tel filet de sécurité. »*

C'est moins la critique de l'élite qui étonne aujourd'hui que l'écho grandissant qu'elle rencontre au sein de la population. Les analyses les plus courantes font valoir que la contestation surgit au moment où le chômage s'accroît et où l'ascenseur social cesse de fonctionner. Mais le rejet des élites disparaîtra-t-il le jour où le chômage commencera à se réduire ? On peut en douter. En réalité, le divorce existe parce que les Français ont changé. Ou plutôt la représentation qu'ils se faisaient d'eux-mêmes a commencé de changer. Ainsi, les Français ne *se distribuent plus dans une société* divisée en classes antagonistes. Ils se voient désormais partie prenante d'une grosse classe moyenne coiffée loin tout en haut, d'une minorité d'ultra-privilégiés et toute proche, au-dessous, de quelques bataillons d'exclus.

Une division du monde que reprend à sa manière Xavier Couture, le directeur de l'antenne de TF 1. Attentif à son public, il remarque que les émissions de télévision sur le chômage, la maladie, la pauvreté ont des *« effets anxiogènes fondés sur le réalisme et le sentiment souvent aigu de la proximité de ces " calamités " »* ! En clair, la classe moyenne – c'est-à-dire tout le monde – a le sentiment qu'elle risque de glisser vers le bas, tandis que ses chances d'accéder au sommet sont nulles. Selon lui, le public ressent très fortement le besoin d'être rassuré *« quant à son appartenance pleine et entière à une seule et même communauté »*, laquelle est fondée sur *« des valeurs de solidarité, de tolérance, d'éthique et d'universalisme »*.

Les classes moyennes étaient les principales bénéficiaires d'un système de promotion sociale entièrement fondé sur la réussite scolaire. Or l'ascenseur social donne le sentiment de ne plus fonctionner, d'autant que chacun court le risque de perdre plusieurs fois son emploi au cours d'une même vie professionnelle et que l'école est devenue aussi opaque et compétitive que le monde du travail. Bâtir des stratégies scolaires payantes s'avère plus difficile alors que l'échec scolaire pénalise plus que jamais l'insertion et peut même apparaître comme le *vestibule de l'exclusion sociale*.

Rien d'étonnant donc – les sondages le prouvent – à ce que l'effacement des repères sociaux, familiaux et scolaires aboutisse à une remise en cause du monde politique et de son *alter ego*, la haute administration. En 1996, la Sofres indiquait deux tendances lourdes dans la société française : une crise de confiance vis-à-vis des partis de gouvernement (qui s'est vérifiée par la défaite du RPR et de l'UDF lors des dernières législatives) ; et *un discrédit* des leaders pour les raisons évoquées plus haut : un cumul de tous les avantages sans aucun des inconvénients de la responsabilité.

BLOCAGES

Selon Sabine Chalvon Demersay, sociologue et chercheur au CNRS, c'est aussi *« la crise du concept de pouvoir qui est en jeu. Hier encore, celui-ci était hiérarchique, vertical, sans appel. Aujourd'hui, il devient horizontal, organisé en réseau et consensuel »*. Une évolution confortée par la technologie et la généralisation du modèle Internet : une société où tout le monde est connecté à tout le monde et où chacun peut entrer en contact avec n'importe qui.

Bien entendu, les systèmes de pouvoir actuels tant en entreprise que dans l'administration freinent ces nouvelles possibilités d'organisation. Ce que Théodore Zeldin, écrivain britannique et grand connaisseur des passions françaises, exprimait à sa manière dans le magazine *Capital* : *« Les citoyens ne demandent qu'à faire avancer les choses. Mais il faudrait que les hommes politiques et les hauts fonctionnaires consentent à leur abandonner une partie de leurs pouvoirs. »* Le texte de l'ordonnance prise en 1945 pour instituer l'Ecole nationale d'administration reste d'une étonnante actualité : *« Le procès de nos administrations publiques est ouvert depuis nombre d'années. Certes, les mérites personnels y sont communs et s'y rencontrent souvent à un haut degré. Mais, dans l'ensemble, elles n'ont pas été mises au pas du temps »*.

Y. M.

CSG : la solidarité limitée des fonctionnaires

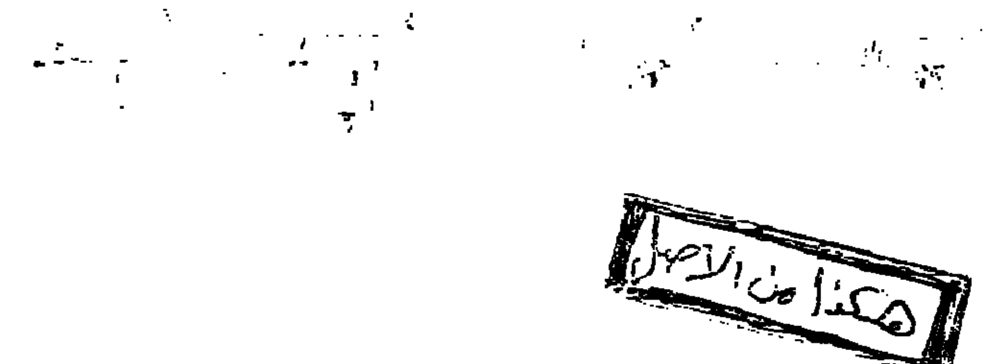
La manière dont les hauts fonctionnaires se *sont exonérés de CSG en janvier dernier est* passée inaperçue. Au début de l'année, les fonctionnaires ont reçu leur feuille de paie accompagnée d'une lettre du trésorier payeur général leur expliquant que, à l'instar des autres catégories de salariés, *ils allaient* bénéficier d'une baisse de charges sociales d'environ 0,45 %. Le gouvernement Juppé venait de décider une baisse de la cotisation d'assurance-maladie (de 6,05 % à 4,75 %) et une hausse simultanée de la CSG (contribution sociale généralisée, de 2,4 % à 3,4 %).

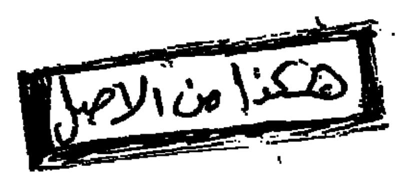
Mais la lettre du TPG ne se bornait pas à ce constat : elle précisait que si cette mesure entraînait *« une diminution de la rémunération nette à payer en raison essentiellement de la part des indemnités dans votre rémunération globale... un dispositif de compensation* [serait] *institué sous forme d'une indemnité exceptionnelle versée mensuellement »*... Derrière ce charabia administratif, il *fallait comprendre que ce swap* entre assurance-maladie et CSG pouvait pénaliser certaines catégories de fonctionnaires – principalement les hauts fonctionnaires et ceux des finances en particulier – dont le revenu se compose d'un pourcentage appréciable de primes (ou indemnités). Celles-ci n'étant pas soumises à cotisations sociales, la baisse du prélèvement assurance-maladie ne pouvait guère leur bénéficier. En revanche, la hausse de 1 % de la CSG allait frapper en plein ces mêmes indemnités. D'où ce petit tour de passe-passe de *s'octroyer une indemnité pour compenser la baisse* de rémunération. Gêné, le cabinet de Dominique Strauss-Kahn nous a expliqué qu'il était *« compliqué »* de connaître le coût global de cette opération pour la collectivité, mais que la *« somme devait être respectable »*.

Dans le cadre du budget 1998, le gouvernement qui négocie actuellement un nouveau transfert des cotisations maladie sur la CSG va devoir affronter le problème des primes des fonctionnaires. Instituera-il, comme son prédécesseur, une indemnité exceptionnelle ?

Rappelons que la CSG est un prélèvement de solidarité qui a été conçu pour s'appliquer indifféremment à toutes les formes de rémunération des salariés du privé comme l'intéressement, la participation, l'abondement patronal sur plan d'épargne entreprise (PEE), les retraites... mais aussi les primes des fonctionnaires. En s'exonérant de cette *contribution les (hauts)* fonctionnaires donnent une étrange définition de la solidarité qui aboutit à ce qu'ils se remboursent d'une baisse du taux de cotisation d'assurance-maladie qu'ils n'acquittaient déjà pas sur leurs primes. Bien placés pour connaître le problème des déficits sociaux, les plus hauts représentants de l'Etat auraient-ils perdu le sens de l'intérêt général ?

Y. M.





Italie : le contre-modèle

▼ Dans les entreprises, on se succède de père en fils, alors que la fonction publique souffre d'une désaffection certaine

Elites. En italien, on utilise le mot français, comme d'ailleurs en anglais. Autant dire que le fonctionnement du pouvoir et le recrutement des couches dirigeantes ne s'apparentent que de loin avec la sélection des élites telle qu'on la connaît en France. *« La différence vient de ce qu'il n'existe pas en Italie de hiérarchie des universités*, explique Bruno Dente, président de l'Istituto per la ricerca sociale (IRS) à Milan. *Pas de grandes écoles comme en France, pas d'« Oxbridge » comme en Grande-Bretagne, pas d'Ivy League comme aux Etats-Unis. »* Du fait, peut-être, de l'unification relativement récente du pays et de fortes identités régionales, la seule école de prestige national destinée aux futurs dirigeants est l'université Bocconi, à Milan. Mais elle ne dispose d'aucune espèce de monopole et forme plutôt les cadres des grandes entreprises de la Péninsule.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

Le scénario français d'accession au pouvoir est bien huilé : l'élève brillant passe par les grandes écoles, sort dans la « botte » de Polytechnique ou de l'ENA, est recruté par un grand corps, entre dans un cabinet ministériel, puis s'oriente soit vers la politique, soit vers la grande entreprise de la mouvance publique. En Italie, rien de tel. En caricaturant, on pourrait presque dire que le recrutement des différentes fonctions de pouvoir est géographique : les chefs d'entreprises privées sont du Nord, les fonctionnaires sont du Sud et les politiciens sont de Rome ! Et chacune de ces branches a sa propre logique de promotion.

L'entreprise italienne est restée, beaucoup plus qu'ailleurs, une affaire familiale. On s'y succède de père en fils (ou de frère en frère), comme chez Fiat, ou bien de père en gendre, comme chez Pirelli ou naguère chez Ferruzzi, pour ne pas parler des innombrables petites entreprises qui ont fait la fortune du nord et du centre, et à présent de l'est du pays. Comment transformer des héritiers en hommes d'entreprise est l'un des savoir-faire dont l'Italie détient le secret...

CONSENSUS POLITIQUE

La politique a longtemps été l'autre voie d'accès à l'argent. Via le pouvoir. Au sortir du fascisme et d'une guerre catastrophique, la République italienne s'est construite sur un consensus politique presque complet, mais sous-jacent. La Démocratie chrétienne, parti dominant, semblait s'appuyer sur les petits partis laïcs pour écarter du pouvoir l'autre géant, le Parti communiste. Dans la réalité, tout le monde mangeait à la même table abondamment garnie – grâce au budget et aux marchés publics –, à l'exception des néo-fascistes du MSI.

La *lottizzazione*, le partage des postes et prébendes par les partis politiques, faisait que les dirigeants des entreprises publiques étaient choisis non pour leur compétence, mais pour leur appartenance politique et leur ductilité. Le copinage institutionnalisé a longtemps camouflé la montée des pratiques de corruption. Lesquelles n'ont éclaté au grand jour qu'en 1992, avec l'opération « Mains propres ». Les hommes politiques les moins compromis ont survécu, mais pas les étiquettes. Quant aux pratiques, reste à espérer qu'elles ont changé autrement qu'en surface. Mais une corporation a démontré au passage l'étendue de son pouvoir : la magistrature.

Ce qui permet de relativiser l'idée, très répandue, selon laquelle il n'y a pas d'Etat en Italie. Outre la magistrature, des corps comme la police (qui est venue à bout du terrorisme et porte des coups très durs à la Mafia), la Banque d'Italie, le Conseil d'Etat ou encore l'Université ont été et sont toujours des lieux d'excellence professionnelle. La vraie faiblesse de l'administration centrale a longtemps résidé dans les fonctions de contrôle. Le fisc italien était notoirement incapable de faire rentrer l'impôt, sauf celui, prélevé à la source, des salariés. Mais c'est en train de changer.

LIBÉRALISATION À L'AMÉRICAINE

L'un des gros problèmes de la fonction publique en Italie est que c'est une carrière assez peu prestigieuse. « Méridionalisée » à outrance, elle ne reflète qu'imparfaitement la société italienne. Ainsi, lors du dernier concours de recrutement de la Scuola superiore della pubblica amministrazione (pâle réplique de l'ENA, fondée en 1960), 11 % des candidats venaient d'Italie du Nord, 43 % du Centre, 36 % du Sud et 10 % des îles. La Lombardie, cœur économique du pays, qui regroupe 20 % de la population, ne représentait que 4 % des candidats.

La réforme administrative, pourtant, est en marche. Depuis 1993, le statut de fonctionnaire a été aboli pour les catégories basses et moyennes, et depuis cette année pour les hauts fonctionnaires. Le recrutement se fait désormais directement par le sommet, et non plus à l'ancienneté.

« La crise de nos élites administratives est en passe d'être résolue par la libéralisation, constate le professeur Dente. *A l'américaine, pas à la française. »*

Sophie Gherardi

Bibliographie

● **La Faute aux élites**, de Jacques Julliard (Gallimard, à paraître, en octobre 1997).

● **La Crise de l'intelligence, essai sur l'impuissance des élites à se réformer**, de Michel Crozier et Bruno Tilliette (Interéditions, 1995, 208 p., 115 F).

● **Le Recrutement des élites en Europe**, ouvrage collectif sous la direction d'Ezra Suleiman et Henri Mendras (La Découverte, 1995, 169 F).

● **L'ENA est-elle une business school ?**, *étude sociologique sur les énarques devenus cadres en entreprise de 1960 à 1990*, de Michel Bauer et Benedicte Bertin-Mourot (L'Harmattan, 1997, 85 F).

● **L'ENA**, revue *Pouvoirs*, sous la direction d'Olivier Duhamel (Seuil, 1997, 176 p., 95 F).

Grande-Bretagne : l'administration recrute à « Oxbridge »

▼ Les Britanniques n'ont pas l'ENA, mais pêchent leurs hauts fonctionnaires de préférence dans le vivier Oxford-Cambridge. Mais leurs élus « pantouflent » rarement dans le privé

LONDRES
de notre correspondant

Issus de traditions et de systèmes politiques différents, les hauts fonctionnaires britanniques et français bénéficient d'un recrutement et d'une formation également différents. En Grande-Bretagne, la haute fonction publique compte environ 24 000 membres (à partir du grade 7) sur un total de 450 000 fonctionnaires, comme nous l'explique Jonathan Baume, qui dirige la FDA (First Division Association), la branche des syndicats (TUC) qui les représente.

Ce recrutement s'effectue par concours. Il en existe plusieurs, spécifiques, pour la fonction publique proprement dite, le Foreign Office (diplomatie), les affaires européennes, depuis le début des années 90, et les postes techniques (économistes, juristes, ingénieurs...).

« Dans la filière normale – dite rapide –, une dizaine de milliers de candidats âgés d'une vingtaine d'années se présentent à un examen écrit destiné à tester leur intelligence plus que leurs connaissances, nécessairement limitées, à l'issue d'un cursus universitaire limité à trois ans », ajoute Jane Burnham, de la London School of Economics. Les 200 meilleurs passent une batterie de tests – comme la résolution de cas concrets – et d'interviews devant un jury dont font partie trois hauts fonctionnaires en activité. A l'issue de cette dernière épreuve, il reste 120 lauréats, qui seront intégrés avec un contrat à durée indéterminée.

APPROCHE GÉNÉRALISTE

Ce processus qui se veut égalitaire ne l'est pas vraiment, puisque la plus grande partie des reçus sortent d'« Oxbridge » (Oxford et Cambridge), et surtout d'Oxford. La sélection se fait donc par la formation, les diplômés des deux universités les plus prestigieuses étant, à l'évidence, mieux préparés à répondre aux questions posées. Mais pas de préparation spécifique, d'écoles d'administration ni d'ENA. *« On recrute des généralistes qui ne sont pas vraiment formés et qui apprennent sur le tas »*, explique Jane Burnham, définissant cette *« approche généraliste comme la capacité de passer d'un type d'emploi à un autre, parce que l'on est intelligent, capable, et non pas parce que l'on a un diplôme d'administration »*. Il y a des spécialistes pour les domaines où ils sont nécessaires. Par contre, on ne voit guère de hauts fonctionnaires pantoufler dans les entreprises publiques comme en France.

COURTISANE DE LUXE

Ces concours sont placés sous la responsabilité de la Civil Service Commission, un organisme indépendant. Le Civil Service College, chargé de la formation, et que le précédent gouvernement de John Major n'était pas parvenu à privatiser face à l'opposition de la FDA, vend ses services aux administrations, leur proposant des cours taillés sur mesure. Vincent Wright, qui enseigne à Oxford, l'a défini dans la revue *Pouvoirs* comme *« une agence qui vend ses produits comme une courtisane de luxe »*. Aucun rapport donc avec Science Po ou l'ENA. Par contre le RAS (Recruitment and Assessment Services), chargé, comme son nom l'indique, du recrutement et de l'évaluation de la fonction publique, a été privatisé quelques semaines avant les élections.

Les nouvelles recrues mettent environ cinq années pour parvenir au grade 7, contre douze à vingt ans pour ceux qui n'ont pas passé le fameux concours ; pendant ce temps, ils bénéficient d'avantages salariaux. Les spécialistes peuvent aussi intégrer la filière généraliste. Une fois parvenus au grade 7, tous les fonctionnaires se retrouvent sur un pied d'égalité et la promotion se fait au mérite. Tout cela pour la filière normale, car, depuis les années Thatcher, le gouvernement a ouvert la fonction publique à la compétition et au secteur privé, en même temps qu'il déléguait nombre d'attributions auparavant exercées par l'administration à 140 agences exécutives, dont certaines ont été privatisées. Les PDG de ces dernières doivent tous être recrutés par petites annonces.

Désirant que cet appel d'air aille jusqu'aux fonctions les plus élevées, le gouvernement conservateur avait décidé que les postes à pourvoir dans les cinq grades supérieurs – y compris les *permanent secretaries* (secrétaires généraux de ministères) – devraient pouvoir faire l'objet de publicité. C'est désormais la règle pour environ 20 % des cas. Des personnalités extérieures, du monde des affaires par exemple, comme l'ancien directeur général des prisons Derek Lewis, ont ainsi été recrutées avec des contrats d'une durée de trois à cinq ans.

Mais la publicité ne s'arrête pas là, selon Jonathan Baume, *« le moule traditionnel est de plus en plus brisé pour faire appel à de nouveaux talents. Depuis cinq à six ans, quand une vacance est rendue publique, tous ceux qui le désirent peuvent poser leur candidature, y compris s'ils sont un ou deux grades en dessous. C'est un changement radical et qui a de bons côtés. (...) Je crois à la fonction publique, mais cela ne veut pas dire que la gendarmerie maritime doive être organisée comme le ministère du commerce et de l'industrie ! Elle doit être flexible, ouverte et savoir répondre aux problèmes posés »*.

SIMILITUDES FRANCO-BRITANNIQUES

Vincent Wright a défini six différences fondamentales entre la haute fonction publique de part et d'autre de la Manche. La politisation, qui n'est pas censée exister en Grande-Bretagne. L'absence de cabinets ministériels, qui s'accompagne de la stricte limitation des nominations politiques et de la prééminence de la hiérarchie administrative. La non-existence des grands corps, des technocrates et du pantouflage. Enfin, l'absence d'une culture de confrontation, de cloisonnement et même de conflit dans une haute administration aussi hiérarchisée et autoritaire de part et d'autre, mais qui se limite à des fonctions d'autorité, la fourniture des services publics étant confiée à d'autres organes.

Vincent Wright note cependant une similitude entre *« les deux meilleures administrations d'Europe »* (*dixit* Jane Burnham). En dehors de la France et de ses grandes écoles, *« il n'y a qu'en Grande-Bretagne, où l'administration a tendance à recruter ses hauts fonctionnaires à "Oxbridge", que le problème de la provenance universitaire se trouve également au centre des débats. Les systèmes français et britannique structurent des attentes négatives parmi les élites éduquées en dehors de Paris et d'"Oxbridge"* ("Cela ne sert à rien de poser sa candidature") *et semblent être créés pour attirer leur hostilité. Les hauts fonctionnaires allemands, italiens, espagnols et américains ont une éducation beaucoup plus diversifiée »*.

Patrice de Beer

Les grands corps, voie royale vers le business

▼ La répartition des diplômes des PDG
en pourcentage

1985 / 1989 / 1993

GRANDS CORPS — X ET ENA — AUTRES ÉCOLES — UNIVERSITÉS — DIPLÔMES ÉTRANGERS — AUTODIDACTES

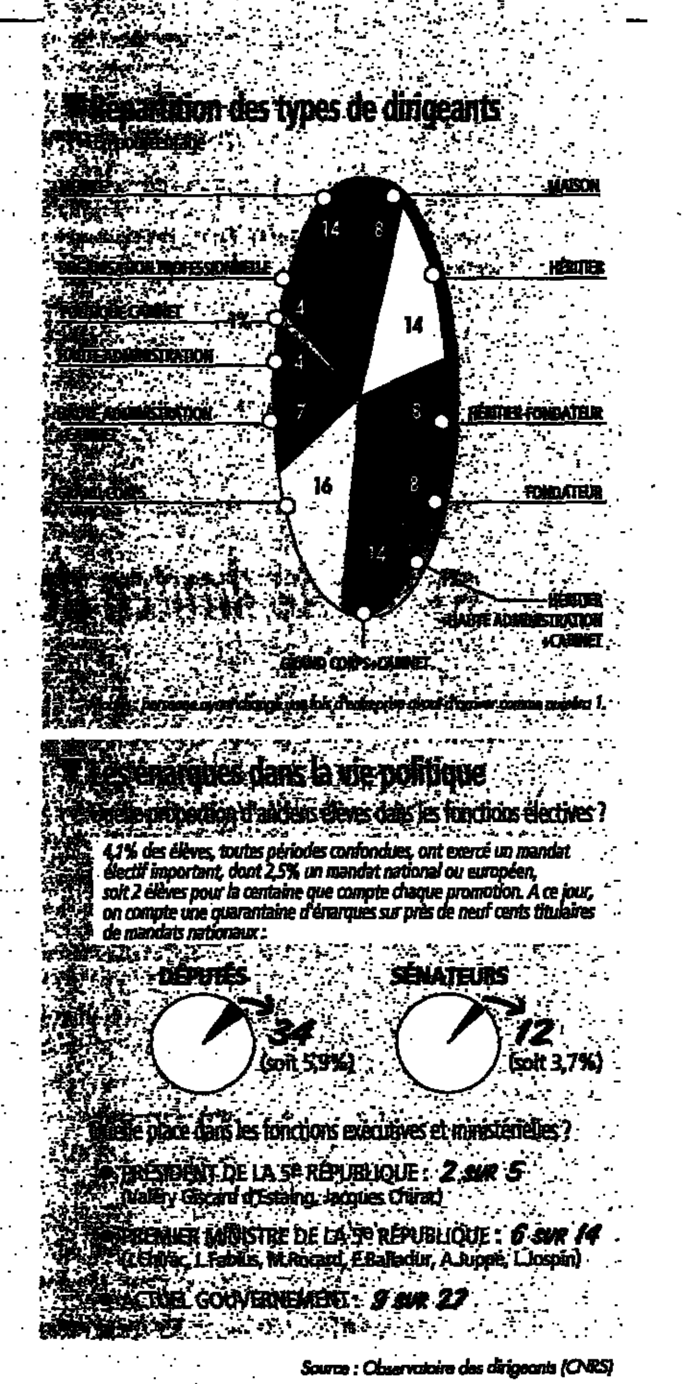
▼ Le niveau d'entrée dans l'entreprise dirigée
en pourcentage

MOYENNE

FONDATEUR — MONTAGNARD (à l'ancienneté) — HÉLIPORTÉ (proche de l'équipe dirigeante) — PARACHUTÉ (dans l'équipe dirigeante) — CATAPULTÉ (n° 1) — FONDATEUR + MONTAGNARD — PARACHUTÉ + CATAPULTÉ

▼ Le temps passé dans l'entreprise avant de devenir n° 1
(hors fondateur) en pourcentage

0 À 4 ANS — 5 À 9 ANS — 10 À 14 ANS — 15 À 19 ANS — 20 ANS ET PLUS



Source : Observatoire des dirigeants (CNRS)

LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	juillet	juillet	juillet	juin	mai	juin	mai
Dernier mois connu	+0,1	+1,2	+3,7	+0,6	−0,5	+0,5	+0,2
Cumul sur 12 mois	+3,8	+4,5	+8,4	+2,8	+2,5	+1,2	+5,2
Taux de chômage (en %)	juillet	juillet	juillet	juillet	avril	juillet	juillet
Dernier mois connu	4,8	3,4	11,5	12,5	12,5	5,5	9
Un an avant	5,4	3,4	10,3	12,4	12,3	7,6	9,9
Indice des prix (en %)	juillet	juillet	juillet	juillet	août	juillet	juillet
Dernier mois connu	+0,1	−0,4	+0,5	−0,2	0	−0,2	0
Sur 12 mois	+2,1	+1,9	+1,9	+1	+1,5	+3	+1,8
Solde commercial (en milliards)	juin	juillet	juin	juin	mai	mai	juin
Dernier mois connu (monnaies nationales)	−13,3	+ 739	+12,9	+18,2	+ 4 181,5	−0,5	+1,9
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	−177,6	+8 084,4	+114,6	+131,8	+65 409,9	−10,2	+33
Cumul sur 12 mois (en dollars)	−177,6	+ 69,7	+71,4	+24,1	+ 41,7	−16,4	+24,2
Croissance du PIB (en %)	97.T2	97.T1	97.T1	97.T1	97.T2	97.T2	97.T2
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	+3,6	+6,6	+1,8	+1	+6,9	+3,5	+4,9
Sur 12 mois	+3,5	+2,6	+2,8	+1,1	+1,7	+3,5	+3,7
Solde des paiements courants en % du PIB 1997 (estimations OCDE)	−2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	−0,2
Déficit public en % du PIB 1998 (prévisions OCDE)	−1,2	−2,3	−2,7	−3	−3,8	−1,8	+0,5
1997 (estimations OCDE)	−1,1	−3,1	−3,2	−3,2	−3,2	−2,8	−0,2
Dette publique en % du PIB 1997	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

INDICATEURS DE QUATRE PAYS D'ASIE DU SUD-EST

● **THAÏLANDE.** La tourmente financière est loin d'être calmée dans le pays où elle a pris naissance. Malgré la fermeture d'une soixantaine d'établissements financiers plombés par l'immobilier, les Etats-Unis menacent d'abaisser le *rating* de Bangkok s'il ne se conforme pas aux mesures structurelles prévues dans le plan de sauvetage de 15 milliards de dollars mis en place par le FMI.

PIB 1997	PIB 1998	Bal. des paiements (*) 1997	Bal. des paiements (*) 1998	Inflation 1997	Inflation 1998
1 %	0,5 %	−7,0	+0,6	9 %	6,5 %

● **MALAISIE.** Le premier ministre Mahatir s'efforce de contrer la spéculation qui mine la Bourse de Kuala Lumpur en proposant de racheter avec un bonus les actions détenues par les citoyens malais. Pour lui, aucune réforme structurelle ne peut être lancée tant que la confiance des opérateurs n'est pas restaurée. Il s'y est mal pris en imposant des limites à la revente des principales valeurs. Mesure supprimée le 4 septembre, à la grande joie des investisseurs.

PIB 1997	PIB 1998	Bal. des paiements (*) 1997	Bal. des paiements (*) 1998	Inflation 1997	Inflation 1998
8 %	7 %	−9,1	+7,0	3,5 %	4 %

● **INDONÉSIE.** Le gouvernement de Djakarta a pris des mesures pour endiguer les ventes sur les marchés financiers. Les taux d'intérêt seront progressivement relâchés, le secteur bancaire consolidé et les investisseurs étrangers encouragés par l'abolition du plafond de 49 % qui leur était imposé sur les émissions de titres nouveaux. Ce « paquet » a été bien accueilli et la Bourse s'est redressée.

PIB 1997	PIB 1998	Bal. des paiements (*) 1997	Bal. des paiements (*) 1998	Inflation 1997	Inflation 1998
7 %	6 %	−10,7	−10,6	6 %	7 %

● **PHILIPPINES :** La Bourse de Manille a retrouvé un peu de couleurs la semaine passée. La spéculation avait eu moins de temps pour s'accumuler aux Philippines, qui ont rejoint assez récemment le peloton des économies à croissance rapide de la région. Leurs responsables sont confiants dans une stabilisation d'ici la fin de l'année avec un rééquilibrage de la balance des paiements.

PIB 1997	PIB 1998	Bal. des paiements (*) 1997	Bal. des paiements (*) 1998	Inflation 1997	Inflation 1998
5,3 %	4,4 %	−3,7	−3,3	3,5 %	4 %

(*) En milliards de dollars.
Source : JP Morgan/Il Sole-24 Ore (Prévisions).

Pologne : les recettes du bon élève

▼Est. L'orthodoxie économique a payé, le pays, voit s'ouvrir les porte de l'UE

Pendant son dernier sommet, à Amsterdam, l'Union européenne a décidé d'ouvrir l'an prochain des négociations d'adhésion avec cinq pays d'Europe de l'Est : la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et, plus surprenant, la Slovénie et l'Estonie. Dans cet ensemble, la Pologne fait figure de poids lourd, avec 62 % de la population, 57 % du PIB total (en parités de pouvoir d'achat), et 34 % des exportations vers l'UE en 1996. Elle est aussi un des pays européens les plus pauvres, avec un PIB par habitant (PPA) qui ne représentait que 31 % de la moyenne communautaire en 1995. Ce rapport était en moyenne de 37 % pour les quatre autres élus.

Cependant la Pologne montre aussi la croissance la plus forte et la plus ancienne d'Europe de l'Est, avec une expansion totale du PIB de 27 % entre 1992 et 1996, contre 1 % et 6 % respectivement en Hongrie et en République tchèque. Si le taux d'épargne (18,5 % du PIB en 1995) ne paraît pas suffisant pour en faire un premier « dragon » est-européen, ce résultat reflète toutefois une dynamique de croissance classique, reposant sur des gains de productivité de l'ordre de 10 % à 12 % l'an, nettement supérieurs à ceux observés en Europe de l'Ouest au cours des « trente glorieuses ».

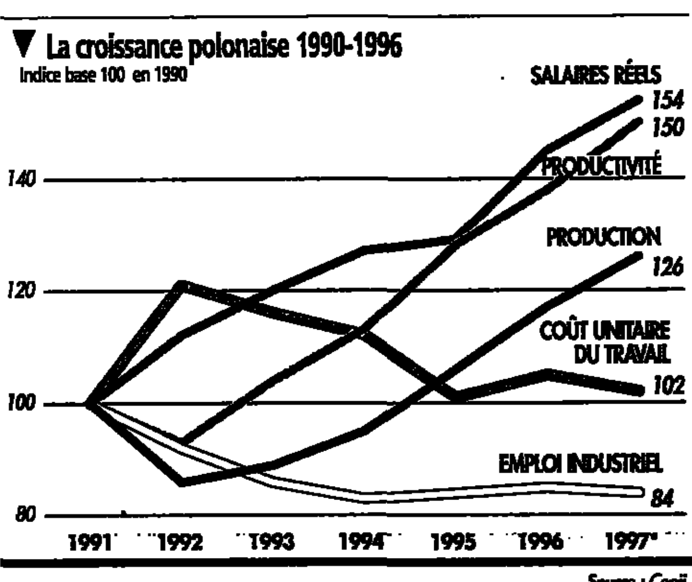
PRAGMATISME

Quand une entreprise augmente sa production de 12 % à coûts constants, elle dégage un surplus de ressources équivalent. En Pologne, dans l'industrie, ce surplus est allé prioritairement aux entreprises jusqu'en 1993, le partage de la valeur ajoutée s'étant ensuite stabilisé, comme en témoigne l'évolution des coûts unitaires de production. Ainsi, la consommation des salariés soutient la demande interne, tandis que les entreprises autofinancent largement les restructurations et l'accroissement des capacités productives. Dans le même temps, la croissance rapide des exportations a permis de relâcher la contrainte extérieure, au moins jusqu'à la fin de 1996, tout en assurant que la restructuration des entreprises s'accompagne d'un ancrage fort dans l'économie internationale, notamment européenne. En 1996, 66 % des exportations polonaises ont été absorbées par l'UE.

Qu'est-ce qui a permis que s'amorce, dès 1992, cette reprise encore si lente dans la plupart des économies en transition ? Pour une part, ce dynamisme répond à la politique économique orthodoxe mais pragmatique suivie par les sept ministres des finances qui se sont succédé depuis la thérapie de choc de janvier 1990. Toutefois, un facteur complémentaire a contribué à ce succès, qui ne répond pas aux canons habituels de la bonne finance : contrairement à la Hongrie et à la République tchèque, la Pologne a commencé la transition par un énorme défaut de paiement. La crise d'inflation de 1989 a détruit l'essentiel des dettes internes, puis les négociations avec les créditeurs étrangers ont conduit à une réduction inégalée de 50 % des créances héritées de l'ancien régime. En l'absence de rétorsion massive par les principales victimes de l'opération – notamment les épargnants et les banques occidentales –, le renforcement progressif de la concurrence et de la discipline financière a pu s'engager avec le minimum de « poids mort » financier.

Une seconde série de facteurs est d'ordre plus microéconomique : l'expansion très rapide du nouveau secteur privé est allée de pair avec la restructuration d'une part non négligeable des entreprises publiques. Apparemment, cette bonne réaction a résulté d'un mélange favorable : pression de la concurrence, taux de change compétitif, accès restrictif au crédit et évolution adéquate de la tutelle sur les entreprises publiques, avant la privatisation. Par rapport à d'autres pays de l'Est, la Pologne a prêté davantage attention aux aspects institutionnels de l'économie de marché (législation, régulation) et aux mécanismes d'incitation permettant d'orienter les comportements des agents.

Ce souci était déjà présent dans le plan de recapitalisation bancaire de 1993-1994, et on le trouve à nouveau dans le dernier programme de privatisations reposant sur des fonds d'investissement, et qui a concerné près de cinq cents entreprises. Contrairement à l'expérience tchèque, en particulier, le transfert de la propriété, d'une part, et le gouvernement d'entreprise de l'autre, ont été posés comme deux problèmes étroitement liés, mais qui devaient recevoir chacun une réponse viable. Une leçon des dernières années est, en effet, que les structures de gouvernement, tant dans le secteur privé que public, jouent un rôle déterminant.



Source : Cepii

AMBITION

La contrepartie de cette approche jugée parfois trop constructiviste a été cependant un progrès très lent des privatisations : la production industrielle privée n'a dépassé celle du secteur public qu'au premier trimestre de cette année. Or les inconvénients de ce retard pourraient vite s'accroître à l'avenir si, après une première phase de reprise, l'absence d'agents capitalistes forts devait retarder les choix stratégiques des entreprises. De même, le maintien d'une large propriété publique expose l'Etat à la pression des intérêts sociaux les mieux établis, ou les plus bruyants, accentuée par les faiblesses du système politique. Le risque est donc que la gestion d'un large secteur public absorbe une part excessive des ressources et de l'attention des pouvoirs publics, aux dépens d'autres dossiers – en particulier l'adhésion à l'UE et la *réforme du régime des retraites.*

A plus court terme, le gouvernement qui sera formé après les élections législatives du 21 septembre devra surtout répondre à la situation de surchauffe observée depuis le début de l'année : au premier semestre, la croissance du PIB a dépassé 7 % en rythme annuel, celle des investissements a été de 27 %, et le déficit courant devrait excéder 5 % du PIB en fin d'année. Les graves inondations dans le sud du pays en juillet ne devraient pas peser sur la conjoncture et sur le budget. Toutefois, la banque centrale *ne pourra pas assumer longtemps* seule l'effort de ralentissement de l'économie, qui devra donc être relayé par la politique budgétaire. Le gouvernement prévoit de réduire le déficit public de 2,8 % du PIB cette année à 1,9 % l'an prochain. L'objectif est ambitieux, mais les difficultés passagères connues par le zloty, en juillet dernier, ont rappelé que les erreurs d'appréciation peuvent entraîner des sanctions rapides et douloureuses.

Jérôme Sgard
(Cepii)

Le pouvoir d'influence des banques centrales

▼Politique monétaire. Les instituts d'émission japonais et allemand ont prouvé qu'ils pouvaient résister aux marchés

Les autorités monétaires ont-elles la possibilité d'influencer les marchés des changes ? A cette question, il est convenu de répondre par la négative et de citer les « 1 000 milliards de dollars » qui s'échangent chaque jour sur les marchés. L'énormité du chiffre – on oublie d'ailleurs souvent de se demander ce qu'il mesure au juste – dispense à l'évidence de toute analyse. Comment de frêles banques centrales, armées de modestes réserves, pourraient-elles s'opposer aux déchaînements d'une spéculation mettant de telles masses en mouvement ? En quelques mois seulement, deux épisodes ont montré pourtant que la question mérite d'être posée.

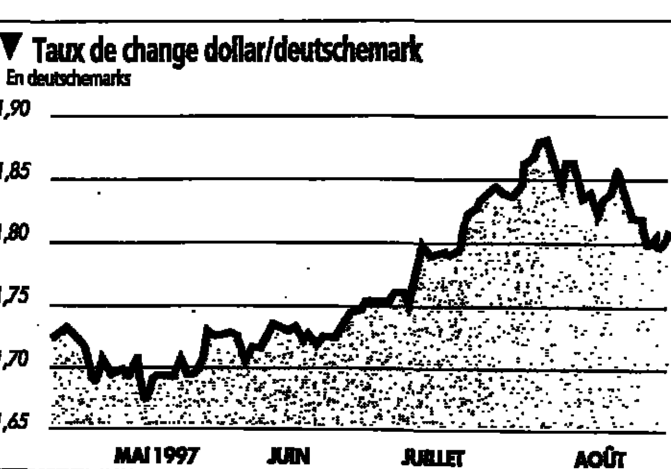
N'a-t-on pas vu la Banque du Japon d'abord, puis la Bundesbank enrayer, dans des styles très différents mais avec la même efficacité, une hausse apparemment irrésistible du dollar face à leur monnaie ? L'intervention, au printemps, de la Banque du Japon n'a pas vraiment surpris : depuis de longues années, les autorités monétaires japonaises ont, face aux marchés, une attitude qui n'est pas véritablement résignée ! Au milieu de cette décennie, lorsque le yen s'est trouvé emporté par une formidable pression à la hausse, elles n'ont pas hésité à acheter des dollars par dizaines de milliards. Leur intervention, en mai dernier, pour défendre le yen cette fois, a presque fait figure d'opération de routine, destinée à permettre aux *marchés de retrouver leurs marques.*

Le comportement, cet été, de la Bundesbank, peut paraître plus étonnant. Moins interventionniste, la banque centrale allemande n'en a pas moins réussi, avec une formidable économie de moyens, à enrayer, pour un temps au moins, une inquiétante faiblesse du deutschemark. Depuis la fin du mois de juin, les problèmes politiques allemands conduisaient à une hausse continue du dollar face au deutschemark. Après avoir passé 1,75 deutschemark, le cours de la monnaie américaine semblait, contre toute défense, devoir atteindre la barre des 2 deutschemarks. L'évolution était inquiétante pour la Bundesbank : quelle confiance les Allemands pourraient-ils avoir dans cet euro *« aussi fort que le mark »* si, dans les mois précédant l'avènement de la monnaie unique, le deutschemark s'effondrait ? D'emblée, le Conseil de la Bundesbank a manifesté sa préoccupation : il n'a pas fixé la nature – taux fixe ou variable – des appels d'offres prévus pendant son congé d'été. Il a ainsi ouvert la possibilité d'une hausse du taux de ses prises en pension, figé à 3 % depuis de longs mois. Les marchés ont perçu le signal, s'en sont émus quelques jours... puis ont semblé l'oublier.

La hausse du dollar a repris. Début août, le rapport mensuel de la banque centrale allemande paraît : la baisse du mark modifie les conditions monétaires auxquelles est soumise l'économie allemande. La Bundesbank peut trouver là une raison de monter ses taux. En quelques minutes, *le dollar – il a dans les jours* précédants frôlé les 1,90 deutschemark – va perdre plusieurs pfennigs...

DEUX APPELS D'OFFRES

Le 21 août, le Conseil de la Bundesbank reprend ses réunions. S'il ne décide aucune hausse, la menace qu'il laisse planer sur les marchés ne va-t-elle pas perdre toute crédibilité ? Si, par contre, il monte significativement ses taux directeurs pour défendre le deutschemark, la lente reprise de l'activité économique risque d'être compromise. La Bundesbank décide de laisser ses taux inchangés... mais elle annonce que, dorénavant, les modalités de ses prises en pension ne seront plus fixées à l'avance et, même, que deux appels d'offres – l'un à taux fixe, l'autre à taux variable – pourront être lancés simultanément. Les marchés ne s'y trompent pas : la Bundesbank met en place des mesures qui lui donnent éventuellement la possibilité de donner un signal, sans pratiquement modifier le niveau des taux du marché monétaire allemand.



Dans les jours qui suivent, des membres de son Conseil laissent entendre que la hausse du dollar a des effets sur les prix allemands, ce que confirme, presque immédiatement, la publication d'un indice mensuel des prix à l'importation en forte hausse... Il n'en faut pas plus pour que le dollar chute lourdement, redescendant même sous les 1,80 deutschemark.

La correction n'est peut-être que temporaire. Les statistiques américaines de l'été ont montré que la consommation avait bel et bien rebondi outre-Atlantique. Et le ralentissement observé, au deuxième trimestre, a été moins important que ne l'avaient laissé croire les premières estimations. Si l'on ajoute à cette conjoncture toujours très soutenue, le maintien d'une forte tension sur le marché du travail, il est difficile d'exclure une hausse des taux américains.

Quels seraient ses effets sur le cours du dollar face aux monnaies européennes ? Logiquement, cette hausse devrait renforcer le dollar. Mais si elle s'effectue dans un contexte un tant soit peu agité, dans lequel les titres américains – actions et obligations – sont vendus massivement par les non-résidents, le dollar peut fort bien s'en trouver affaibli. Dans tous les cas, on constatera à nouveau bientôt que les autorités monétaires des grands pays industriels ont, sur les marchés, un certain pouvoir d'influence.

Anton Brender
Economiste (CPR)



Le vol des oies sauvages est menacé par la globalisation

par Jean-Raphaël Chaponnière

Depuis l'été, les capitaux fuient l'Asie du Sud-Est. Le plan de sauvetage financier de la Thaïlande mis en place par le FMI n'a pas rétabli la confiance : après le baht thaïlandais et le peso philippin, le ringgit malais et la roupie indonésienne ont été contraints à la dévaluation et les Bourses asiatiques subissent le contrecoup de ces tourmentes monétaires. Les gouvernements locaux ont dénoncé les manœuvres des spéculateurs internationaux mais celles-ci n'ont fait que sanctionner la dérive de ces dernières années. En 1996 déjà, le moteur de la croissance asiatique avait eu des ratés. La progression des exportations s'est ralentie à cause du retournement du cycle de l'électronique mondiale mais également à cause de la baisse du yen par rapport aux monnaies asiatiques arrimées au dollar américain. Au cours des premiers mois de 1997, la poursuite de l'appréciation de la monnaie américaine a continué de peser sur l'exportation et les déficits courants ont atteint entre 4 % et 7 % du produit intérieur brut (PIB) de ces pays. Ces déséquilibres n'étaient pas tenables.

Cela fait plus de quarante ans que la croissance est contagieuse dans cette région et l'image du vol des oies sauvages est utilisée pour décrire l'essor des pays asiatiques : installé en tête de la formation en « V », le Japon est talonné depuis les années 60 par la vague des nouveaux pays industrialisés (NPI : la Corée, Singapour et Taïwan), elle-même poursuivie depuis les années 80 par les pays de la seconde vague, l'Indonésie, la Malaisie, la Thaïlande et la Chine, rejoints par les Philippines et le Vietnam depuis peu. Au fur et à mesure que les premiers perdent leur avantage dans une activité, celle-ci est reprise par les suivants et le vol s'élève dans un ciel sans nuages.

Cette image qui nourrit l'optimisme asiatique est trompeuse. Prenant leur envol dans le ciel serein des « trente glorieuses », les NPI ont pratiqué un commerce que l'on peut qualifier de prédateur, exportant de façon agressive tout en n'important que l'essentiel et en protégeant jalousement leurs industries nationales. Les Etats-Unis ont longtemps traité avec indulgence ce protectionnisme des pays pauvres qui, dans le contexte de la guerre froide, les assurait de leur loyauté politique.

Depuis l'effondrement du communisme, les Américains menacent de leurs foudres commerciales le protectionnisme que ces pays plus riches continuent de pratiquer. A l'exception notable de la Chine, dont le statut de nation la plus favorisée doit être renouvelé chaque année par le Congrès américain, les pays de la seconde vague ne peuvent pas pratiquer le commerce prédateur qui avait naguère fait la fortune des NPI et du Japon.

Dépourvus de ressources naturelles, les NPI s'étaient engagés dans une stratégie de promotion des exportations dès les années 60. Ils ont longtemps fait figure de cavalier seul et formaient un ensemble assez homogène. Grâce à leurs succès sur les marchés internationaux, les industriels du textile ou ceux du jouet ont embauché massivement. Ce « détour par l'exportation » a élargi les débouchés intérieurs et permis d'asseoir le développement de secteurs capitalistiques.

Les pays de la seconde vague d'industrialisation en Asie du Sud-Est ne connaîtront pas les mêmes facilités que leurs prédécesseurs

A la fin des années 80, l'industrie manufacturière employait plus de 35 % de la force de travail en Corée, à Taïwan et à Singapour. Ces pourcentages ont diminué depuis car la hausse des coûts salariaux et la réévaluation du nouveau dollar taïwanais (N$T) qui a suivi celle du yen de 1985 *(endaka)* ont précipité la délocalisation des industries de main-d'œuvre vers les pays de la seconde vague. C'est en valorisant leurs ressources naturelles (étain, pétrole, gaz, plantations d'hévéas et de palmiers à huile) que ces pays se sont développés jusqu'au début des années 80. La chute des cours les a convaincus de donner à leur tour la priorité à l'exportation, une stratégie adoptée à la même époque, mais pour d'autres raisons, par la Chine des *« quatre modernisations »*. A partir de 1985 une avalanche d'investissements japonais, coréens et taïwanais a transformé ces pays en plates-formes exportatrices. Plus de la moitié des exportations manufacturières malaisiennes et chinoises sont le fait d'entreprises étrangères, un peu moins en Indonésie et en Thaïlande.

Mais cette seconde vague est très différente de la première. Il s'agit d'un ensemble plus hétérogène – le salaire chinois ou indonésien est le tiers du salaire thaïlandais – de pays qui n'ont pas donné la même priorité à l'éducation.

Au début des années 80, on écrivait que la généralisation de l'expérience des NPI buterait sur la montée du protectionnisme des pays industrialisés : renâclant contre l'agressivité commerciale de quatre pays peuplés de 75 millions d'habitants, ils élèveraient des barrières pour endiguer le flot de produits exportés par les centaines de millions de petites mains indonésiennes ou chinoises. Ce scénario ne s'est pas réalisé. Les nouveaux exportateurs asiatiques ont entamé les positions des premiers ; ils se battent entre eux et ils sont concurrencés par les pays, de l'Afrique à l'Europe de l'Est en passant par l'Amérique latine, qui, conseils de la Banque mondiale aidant, se sont convertis aux mérites d'une stratégie d'exportation et s'appliquent à transformer leurs bas salaires en avantages comparatifs.

En conséquence, les pays de la seconde vague sont contraints de s'ajuster bien plus rapidement que ceux de la première sans disposer des moyens humains de leur ajustement. Ils doivent abandonner le textile, la chaussure et les jouets pour s'engager dans des industries plus sophistiquées. Alors qu'en Thaïlande il existe encore un large réservoir de main-d'œuvre dans l'agriculture – elle occupe 60 % de la population active – les entreprises délocalisent au Vietnam où les coûts salariaux sont moins élevés. Le textile a été supplanté par les périphériques d'ordinateurs à la première place des exportations.

Pour remarquable qu'elle soit, cette transition n'en est pas moins préoccupante. En effet, au fur et à mesure qu'elles s'engagent dans des productions plus sophistiquées, les entreprises auront moins besoin des jeunes qui entreront sur le marché du travail sans disposer d'un bagage suffisant de formation. Ils sont proportionnellement très nombreux dans ces pays qui n'ont pas donné la priorité à l'éducation. Avec 33 % des jeunes scolarisés dans l'enseignement secondaire, la Thaïlande fait figure de lanterne rouge en Asie ; le pourcentage de jeunes fréquentant l'université est également faible en Malaisie et en Thaïlande. Ces pays ont fait peu d'efforts pour remédier à cette situation et il en a résulté une pénurie de personnel qualifié. Alors que le salaire des ouvrières thaïlandaises a augmenté de 28 % entre 1993 et 1996, le salaire d'un ingénieur débutant a triplé en cinq ans pour atteindre 5 000 francs par mois.

L'industrie aura besoin de moins en moins de bras alors qu'elle n'emploie que 15 % de la main-d'œuvre en Thaïlande et moins encore en Indonésie et en Chine. Alors que les effectifs de l'agriculture diminuent (Thaïlande) ou stagnent (Indonésie), la Thaïlande devra créer 50 % d'emplois de plus qu'au cours des quinze dernières années, l'Indonésie deux fois plus. Cette évolution est inquiétante tant pour la croissance que pour l'emploi car les entrants sur le marché du travail seront proportionnellement plus nombreux à se diriger vers les services, qui, dans ces pays, sont des activités à faible productivité. En Asie comme ailleurs, le sous-emploi touchera les moins qualifiés et les disparités sociales s'aggraveront.

A court terme, les dévaluations de 1997 relanceront les exportations mais on assiste probablement à la fin des « dix glorieuses » qui avaient commencé avec l'*endaka* de 1985. Les pays asiatiques disposent cependant des ressorts – profil démographique, capacité d'épargne – d'une croissance à un taux supérieur à celui que devrait connaître l'Europe.

Jean-Raphaël Chaponnière est ingénieur de recherche au CNRS.

Emploi : l'exception française

par Michel Godet

La France se distingue par la singularité de ses analyses sur le chômage, avec la mondialisation comme bouc émissaire, et l'originalité du débat sur les moyens d'en sortir : avec la relance par les salaires, la création d'emplois publics et la réduction du temps de travail. La cause du chômage est d'abord endogène. En effet, les contraintes de la compétitivité internationale sont les mêmes pour tous, et pourtant les taux de chômage varient du simple au triple suivant les pays : des Etats-Unis à l'Espagne, la France se situant au milieu.

L'exception française est surtout incontestable en matière d'emploi. La part de l'emploi public dans l'emploi total est passée, depuis 1980, de un sur cinq à un sur quatre, alors qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne cette part a baissé pour devenir inférieure à 16 %. Plus grave encore, la France comme l'Allemagne et l'Espagne ont perdu des emplois marchands depuis 1973. Les experts de Rexécode ont tenu compte des poids relatifs des populations pour calculer que, si la France avait fait aussi bien que les Etats-Unis, elle aurait créé huit millions d'emplois marchands depuis vingt ans. La même comparaison avec la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande donne respectivement deux millions et six millions d'emplois marchands supplémentaires.

Nous sommes aussi champions du monde avec les plus forts taux de chômage et les plus faibles taux d'activité pour les jeunes entre seize et vingt-cinq ans (moins de un sur trois aujourd'hui, soit deux fois moins qu'il y a vingt ans) ! Mais nous avons eu cette année un taux de près de 80 % de réussite au baccalauréat, du jamais vu ! Quel progrès depuis 1980 : à l'époque, on amenait à ce niveau deux fois moins de jeunes et un sur trois échouait !

Regardons la réalité en face, la surabondance de diplômés et la pénurie de professionnels sévissent en France plus qu'ailleurs. Nos principaux voisins savent que la formation ne suffit pas à la compétence et que l'insertion est en soi formatrice. Est-il possible d'accueillir des dizaines de milliers de jeunes dans les services publics sans augmenter, à terme, le nombre de fonctionnaires et, par conséquent, la dépense publique ? Ne serait-il pas plus judicieux de développer les activités marchandes et donc les emplois correspondants ? On manque pourtant cruellement de professionnels dans les métiers du bâtiment, de l'industrie ou de l'hôtellerie. Parions que les artisans qui refusent des commandes et les petites entreprises seraient prêts à insérer des dizaines de milliers de jeunes si on leur proposait un financement public aussi généreux que celui offert aux collectivités et aux associations pour développer les vingt-deux métiers nouveaux de Martine Aubry !

Pour développer les métiers nouveaux de Martine Aubry, il faut de vrais professionnels expérimentés

Les intentions du gouvernement sont très louables. On risque cependant de connaître les mêmes échecs qu'avec les emplois de proximité, ces dernières années. L'erreur principale est toujours la même : il s'agit d'activités nouvelles à créer et non de travailleurs à insérer. Pour développer des activités nouvelles, il faut de vrais professionnels expérimentés. Apparemment, les conseillers des ministres ignorent toujours les règles élémentaires du marketing stratégique : il est très risqué de lancer un produit nouveau (un jeune sans expérience professionnelle) sur un marché nouveau. Cette règle est issue de la fameuse matrice produits/marchés d'Igor Ansoff. Elle enseigne qu'il est préférable de lancer des produits nouveaux sur des marchés anciens et de s'attaquer à de nouveaux marchés avec des produits confirmés. En d'autres termes, il faudrait encourager l'innovation et stimuler l'esprit d'entreprise des travailleurs expérimentés et insérer les jeunes en priorité dans les activités marchandes existantes.

La proportion de plus de 35 % de chômeurs de longue durée constitue une autre performance remarquable. Aux Etats-Unis, elle n'est que de 12 %. Mais l'exception française ne s'arrête pas là : la relance par les salaires et la réduction du temps de travail nous distinguent aussi clairement de nos partenaires. Là encore, l'erreur est manifeste. Si en France, contrairement aux Etats-Unis, la part des salaires dans la valeur ajoutée a baissé, ce n'est pas parce que les salaires sont trop bas, mais parce qu'il n'y a pas assez de salariés. Plutôt que de donner du grain à moudre à ceux qui ont déjà du pain, augmentons le nombre de semeurs rémunérés.

Il n'y a pas de remède miracle, mais un cocktail d'ingrédients qui, suivant les mélanges, permettent de créer ou de détruire des emplois. Si les Etats-Unis ont favorisé des arbitrages plus favorables à l'emploi qu'aux salaires, ils se sont aussi distingués par leur capacité d'innovations et de créations d'entreprises. De leur côté, les Pays-Bas ont misé sur le partage du travail par le développement du temps partiel, y compris dans la fonction publique : il concerne en proportion deux fois plus d'actifs qu'en France. Mais les Hollandais ont aussi joué sur la modération salariale. Contrairement à ce qui s'est passé en France, aux Pays-Bas, le SMIC a baissé par rapport au salaire moyen et le poids des dépenses publiques dans le PIB a régressé drastiquement ! Résultat, le taux de chômage dans ce pays est comparable à celui des Etats-Unis avec la durée moyenne annuelle du travail la plus faible des pays développés : 1 400 heures, contre 1 560 heures en Allemagne, 1 730 heures en Grande-Bretagne et 1 945 heures aux Etats-Unis.

Le taux d'activité réel de la population d'âge actif entre quinze et soixante-quatre ans n'est que de 60 % en France, contre 75 % aux Etats-Unis : sur ce plan aussi la France est presque la lanterne rouge des pays de l'OCDE. A partir d'une analyse comparative de tous les indicateurs d'activité, Claude Vimont *(in Sociétal*, nº 10, juillet 1997, « Travailler plus, pourquoi et comment ») conclut : *« La population en France ne travaille pas trop : d'après les normes internationales, elle ne travaille pas assez. »* D'ailleurs, sur une longue période, les pays qui ont les plus forts taux d'activité et les horaires de travail les plus longs (Etats-Unis, Japon) sont aussi ceux qui ont le plus créé d'emplois. Il est donc permis de douter des vertus de la réduction du temps de travail.

Michel Godet est professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Il est l'auteur de « Le Grand Mensonge : l'emploi est mort, vive l'activité » (Fixot, 1994, 306 p., 109 F), à paraître en poche en septembre chez Presses Pocket.

LIVRE

Les nouvelles métamorphoses du travail

par Philippe Arnaud

MISÈRES DU PRÉSENT, RICHESSE DU POSSIBLE
d'André Gorz.
Editions Galilée, 240 p., 160 F,
à paraître le 16 septembre.

André Gorz est un précurseur. Dans *Métamorphoses du travail, quête du sens*, publié en 1988, il prenait acte de la crise de *« l'idéologie du travail »*. On ne compte plus, depuis, les ouvrages sur ce thème. Ce sont ces nouvelles *« métamorphoses »*, survenues depuis près de dix ans, que l'auteur des *Adieux au prolétariat* analyse dans cet essai.

Qui connaît le cheminement d'André Gorz ne sera pas surpris de retrouver ici ce qui fait la force d'une pensée en mouvement, attentive à tout ce qui change, aux antipodes du dogmatisme. Gorz ne cesse de critiquer, depuis ses premiers livres, la fonction *« irremplaçable »* du travail. *« Le besoin impérieux d'un revenu suffisant et stable est une chose ; le besoin d'agir, d'œuvrer, de se mesurer aux autres, d'être apprécié par eux est une chose distincte, qui ne se confond pas ni ne coïncide avec la première »*, rappelle-t-il. Or il se pourrait bien que cette *« figure centrale »* du travailleur, exaltée entre autres par Ernst Jünger, qui a marqué profondément l'histoire de ce siècle, soit en train de s'effacer. La *« désaffection »* vis-à-vis du travail est peut-être le phénomène vraiment nouveau et la chance de cette fin de millénaire, également évoquée par Jeremy Rifkin dans *La Fin du travail* (La Découverte).

Pour Gorz, il existe aujourd'hui une illusion et une inversion quasi transcendentales à l'égard du travail. L'illusion vient de ce que nous feignons d'ignorer que la société aura besoin de moins en moins du travail de tous. L'inversion résulte de ce que ce n'est plus celui qui travaille qui se rend utile aux autres, mais la société qui se rend *« utile »* en fournissant au plus grand nombre ce *« bien précieux »*.

« Il ne faut rien attendre d'un traitement symptomatique de la crise, car il n'y a plus de crise : un nouveau système s'est mis en place qui abolit massivement le travail », explique Gorz. Le problème n'est pas tant dans l'évolution elle-même que dans *« le retard du politique sur l'évolution des mentalités »*. D'autant que nous n'avons encore rien vu, semble-t-il nous dire. Ainsi, un cabinet de consultants internationaux chiffrait-il récemment à 30, 40, voire 50 % les sureffectifs *« potentiels »* dans l'industrie et les services. Citant Marx, Gorz souligne d'ailleurs que *« la véritable économie, celle qui économise, est économie du temps de travail »*.

La fin de la *« société de travail »* a déjà une conséquence positive selon l'auteur : *« Encourager chaque membre à se renouveler et à se surpasser perpétuellement dans la coopération compétitive avec les autres ; cette poursuite par chacun de l'excellence étant un but commun à tous. »* Un propos que ne désavouerait pas un libéral convaincu.

Le salariat a été pendant longtemps l'horizon indépassable du capitalisme. Or l'évolution de ce dernier nous oblige à penser aujourd'hui *« la fin de la société salariale »*. C'est un mouvement qu'il faut anticiper, accompagner, et si possible maîtriser... Pour Gorz, une *« chance »* à saisir, plutôt qu'une sempiternelle *« contrainte »* à laquelle *« s'adapter »*. Mais par quoi remplacer la *« société de travail »* ? Comment faire que *« la production du lien social »* se déplace vers d'autres sphères ? Et si l'*« emploi »* est rare (le travail, lui, n'est pas frappé de rareté, par définition), que faire des sans-emploi ? Gorz examine la possibilité d'une allocation universelle inconditionnelle. Si *« elle n'est pas réalisable immédiatement »*, elle présente néanmoins un intérêt prospectif. Plus proche est la perspective d'une *« société du temps choisi »* et de la *« multiactivité »*. Quoi qu'il en soit, les tentatives de *« replâtrer »* la société salariale sont vaines. Comme est vain le refus de la mondialisation, qui conduit simplement à *« capituler »* devant elle. En matière d'emploi, les sociétés occidentales sont entrées dans l'avenir *« à reculons »*, conclut Gorz. On trouvera en épilogue de cet ouvrage remarquable deux *« digressions »* intéressantes sur le rapport entre communauté et société et sur la pensée d'Alain Touraine, dont l'auteur reprend maintes analyses, notamment la distinction entre socialisation et éducation.

Un livre à méditer, ne serait-ce que pour la description de notre *« misère »* présente : *« C'est la priorité que des parents inquiets donnent à la socialisation par l'école sur l'éducation ; à la réussite scolaire sur l'épanouissement sensoriel et affectif ; à l'acquisition de "compétences" sociales sur le développement des facultés imaginatives et créatrices, de la capacité de se prendre en charge et d'accéder à l'estime de soi en dehors de sentiers tracés. La socialisation continuera à produire des individus frustrés, inadaptés, mutilés, déboussolés aussi longtemps qu'elle persistera à tout miser sur "l'intégration sociale par l'emploi", sur l'intégration dans une "société de travailleurs" où toutes les activités sont considérées comme des moyens de gagner sa vie. »*

Cerveaux à vendre à Tomsk, l'Athènes de Sibérie

▼Reportage dans l'ancienne cité interdite où sont nés la première auto russe et le premier engin de forage automatique du monde

« Fleurs de papier » titrait *en juin dernier le principal* quotidien de Tomsk, encore intitulé *Le Drapeau rouge*. Façon de se moquer gentiment d'une conférence sur le développement économique de la région, organisée par l'OCDE. En *pleine taïga, à quatre heures* d'avion de Moscou, la vieille ville universitaire de Tomsk découvre le marché mondial et s'offre à lui en toute naïveté. Si l'on ose dire : cet ancien pré carré des hiérarques du complexe militaro-industriel était jusqu'en 1993 cité interdite. A quelques kilomètres de là, la cité satellite de Sieviersk, autrement nommée Tomsk-7 (110 000 habitants), reste fermée sauf laissez-passer. Même les habitants de Tomsk (500 000) n'ont *pas le droit de s'y rendre.*

Les cinq imposantes cheminées qu'on aperçoit au loin veillent sur un énorme centre nucléaro-chimique. Il abrite l'une des deux premières usines nucléaires construites en URSS sur ordre de Béria. *Le secret qui l'entoure et un* grave accident survenu en 1993 dans une unité de retraitement, avec force retombées radioactives, continuent d'alimenter une certaine schizophrénie sur cet ensemble où sont aussi stockées bon nombre d'armes toxiques. L'année dernière encore, l'aéroport de *Tomsk ne figurait pas sur les* cartes russes. Une ligne de chemin de fer s'évanouit dans la forêt, vers une mythique batterie de Sam 7 destinée à protéger les installations et la matière grise des deux villes.

*Ici, les rues n'ont pas été débap*tisées. Sur les trottoirs de la vaste *avenue Lénine une foule* d'étudiants à la mode longe les nombreux et imposants bâtiments universitaires construits sous l'empire, à commencer par les deux plus célèbres, l'université d'Etat et l'Université polytechnique. *Beaux-immeubles témoins* de l'époque où Tomsk l'opulente faisait figure de bastion avancé du capitalisme russe. Jadis un simple fort jeté par Boris Godounov sur les bords du Tom, pour tenir tête aux Khirghizes et aux Mongols, Tomsk s'est développée avec la construction de la grand-route *d'Irkoutsk, puis* une « ruée vers l'or » dans les années 1830, l'afflux des serfs de Russie libérés par Alexandre II en 1861 et l'intérêt des capitaux britanniques et allemands pour le beurre et le bois.

GOULAG ET SANCTUAIRE

Bien que le Transsibérien ait été construit plus au sud, favorisant d'autres villes et notamment celle qui devait devenir Novossibirsk, la création des deux premières universités de la Russie d'Asie, à la fin du siècle, et aussi celle de la première bibliothèque municipale gratuite en Russie allaient faire de Tomsk l'Athènes de la Sibérie, nom dont elle se prévaut encore aujourd'hui.La métaphore fait sourire, mais il est impressionnant de se représenter l'installation de cet énorme et somptueux complexe universitaire dans ce trou perdu quelque part entre l'Altaï et la mer de Kara, aussi loin – ou près – de la frontière mongole que des glaces du pôle, dans un environnement totalement monotone et complètement gelé *du début de l'automne à la fin du* printemps. Il reste troublant, aujourd'hui, de trouver là-bas des dizaines de milliers d'étudiants et de chercheurs, à peu près joignables sur Internet.

Pauvre Athènes sibérienne ! *Quand vint la révolution, elle* choisit le camp des Blancs. La purge fut terrible. Les cathédrales, la synagogue et la mosquée furent détruites. Possédants et entrepreneurs furent exilés dans le Grand Nord, l'économie se trouva déstructurée. Le pouvoir administratif passa à Novossibirsk. Dès la fin des années 30 , la région devint *le centre du goulag. Lors de l'of*fensive allemande, les hommes furent envoyés en première ligne et moururent par dizaines de milliers. Face à l'avance de la Wehrmacht, Moscou déplaça à Tomsk près de quatre-vingts entreprises qui fournirent l'industrie de guerre. La nouvelle *oblast* (région administrative), celle d'aujourd'hui, fut créée en 1944... sur une zone à peine plus grande que l'Italie. La ville avait gagné sa nouvelle vocation : sanctuaire pour cerveaux de la guerre froide. *Premier élément du complexe nucléa*ro-chimique de *Sieviersk*, l'usine d'enrichissement d'uranium entra en service trois mois après la mort de Staline.

MACCARONIS ET KALACHNIKOV

Ce sont des ingénieurs de l'université polytechnique de Tomsk, au début du siècle, qui produisirent la première automobile russe et le premier engin de forage automatique au monde. Dans les années 60 , la ville était célèbre pour son école de géologie minière, sa chaire d'ingénierie des moteurs spatiaux, sa compétence *en physique des particules et bien* entendu son expertise nucléaire. Entre les centres de recherche fondamentale et les usines, il n'y avait qu'un pas. Entre l'industrie civile et l'industrie militaire aussi. Jusqu'à l'absurde : une usine de macaronis fut conçue de sorte qu'en douze heures la production *pouvait être reconvertie pour* fournir des cartouches de Kalachnikov, *si bien que le calibre des* balles est le même que celui des pâtes... Un réseau d'unités de production souterraines fut constitué, abritant bientôt des ateliers de microélectronique militaire.

KGB ET INTERNET

Mais les temps changent. L'heure est à la reconversion, au marketing, aux *start-ups* ! Adidas et Levi's sont en vitrine, les salons de fitness font de la pub, les jeunes loups du business roulent *en BMW, portable à la main, radar* anti-flics sur le tableau de bord. Mais dans les rues délabrées aux maisons de bois superbement ouvragées, la misère se tapit. Autobus et tramways fonctionnent, mais les jardins d'enfants ont fer*mé et il n'y a pas d'eau chaude* de mai à septembre. L'espérance de vie est en baisse (57 ans pour les hommes). Le secteur pétrolier est en expansion, mais la plupart des usines sont en faillite plus ou moins déclarée. Malgré cela, si les *statistiques sont fidèles, le chô*mage n'est guère pire qu'en France. Mais le revenu disponible réel est en baisse. Le miracle du capitalisme se fait prier, et son attente suscite les sarcasmes. Beaucoup y croient, cependant, comme ce jeune Allemand, transfuge de la Deutsche Bank, qui a créé à *Tomsk son entreprise de conseil :* il croit à l'approche d'un boom immobilier et va s'acheter une maison.

Malgré le *brain drain*, qui frappe jusqu'ici, le vrai potentiel est dans la matière grise, dans ces dizaines d'instituts *universitaires et acadé*miques où s'entretient tant bien que mal la fine fleur de la science et de la technologie que le complexe militaro-industriel finançait encore à plein régime au début de la décennie. Aujourd'hui la manne des contrats de l'industrie militaire s'est envolée. Le bud*get de l'Université polytechnique*, qui reste la mieux lotie, a été divisé par dix. Comme celle de l'université d'Etat, la bibliothèque ne reçoit plus de revues internationales depuis trois ans. Seuls les chercheurs du plus haut niveau parviennent à maintenir le contact avec le monde extérieur, via inter*net et grâce aux invitations de* leurs collègues. Les autres, et sur*tout les étudiants, se contentent* des publications russes, elles-mêmes en déclin. Les scientifiques occupent le dernier barreau de l'échelle des salaires : de l'ordre de 250 dollars par mois. Pour passer l'hiver, ils cultivent un lopin de *terre non loin de la ville, stockent* les pommes de terre, mettent les cornichons en conserve, cueillent des baies dans la forêt. Pour échapper à la décadence, certains ont créé leur entreprise. Aucun dans la hi-tech.

Ils ne savent pas vendre leur science, et pourtant ils sont à vendre ! Les responsables des deux grandes universités de Tomsk sont venus dire aux experts occidentaux rassemblés par l'OCDE que leurs espoirs se *tournent désormais vers les multi*nationales. Leur leitmotiv : *« Aidez-nous à nous faire connaître, apportez-nous des contrats. »* Ils déballent gauchement la liste de leur savoir-faire : systèmes haute fréquence, DVD, techniques de *purification de l'eau, introscopie* (repérage des faiblesses de matériaux en service), chirurgie laser, organes de synthèse, explosion de mines anti-personnel. A lire le descriptif des compétences de chaque institut de recherche, le potentiel réel est sans commune mesure avec ce qui est présenté en public. Mais comment trouver les perles dans ce fatras ? Aucun brevet n'a été pris à l'étranger. L'enquête vaut-elle l'investissement ? Pour certains industriels, on le parierait volontiers. Mis à part Cogema, familière du complexe de Sieviersk, *ou encore Thomson Tubes* Electronique, les premiers contrats substantiels sont venus, comme par hasard, d'entreprises japonaises (Kobe Steel, Mitsui). Rendez-vous dans cinq ans.

Olivier Postel-Vinay
rédacteur en chef de La Recherche

Contacts :
Vassili Ouchakov, vice-recteur de l'université polytechnique, chargé de la recherche : ushakov@tpu.ru
Anatoly Soldatov, directeur du centre de l'innovation de l'université d'Etat : root@innov.tsu.tomsk.su

La science russe touche le fond

Rouille et bouts de ficelle : les derniers hoquets de la station Mir symbolisent assez bien la situation de la science russe. En 1989, le budget civil de la R&D (recherche et développement) en URSS représentait 2, 5 % du PNB et servait à payer une population de 1 million de chercheurs. *Le chiffre* des dépenses réelles est tombé à 0,3 %, estime Vladimir Fortov, nommé ministre de la science en mars dernier. Ce qui place la Russie, en termes relatifs, au niveau des pays d'Afrique noire. Quant au nombre de scientifiques recensés, il est descendu en dessous de 500 000. Et combien d'entre eux font de la science ?

Selon Mikhaïl Gloubokovski, vice-président d'une commission de la Douma, entre 20 000 et 30 000 *chercheurs de haut niveau* ont quitté la Russie entre 1991 et 1995, dont un tiers pour les Etats-Unis. Dans le même temps, ajoute-t-il, 30 % des chercheurs ont quitté le secteur scientifique pour faire du business, et 20 % font du business *en conservant leur titre et leur sa*laire de chercheur sans faire de recherche. Au total, *« les plus talenteux et les plus actifs des scientifiques russes »* ont quitté le navire, note *un récent rapport de l'OCDE.* Conclusion simple : *« Ce sont les moins qualifiés qui restent dans le système »*, confirme Leonid Gokhberg, du Centre de statistique scientifique.

Réélu en novembre dernier président de la puissante Académie des sciences, qui gère 300 instituts de recherche, *Iouri Ossipov a décla*ré que *« les réserves historiques qui ont permis d'assurer la stabilité intellectuelle et matérielle de l'Académie sont aujourd'hui épuisées »*. Au même moment, on apprenait le suicide de Vladimir Nechaï, directeur de Tcheliabinsk 70. *Spécialisé* dans les armes nucléaires, cet institut avait comme bien d'autres péniblement engagé sa reconversion dans la recherche civile (cœur artificiel, lentilles de contact...). Moscou venait de lui demander de divi*ser son personnel par deux.*

Le secteur spatial n'est pas épargné. Le sans-faute des Américains sur Mars a fait oublier le dramatique échec de la mission russe Mars 1996, en novembre dernier. Pour la seconde fois, l'étage supé*rieur du lanceur Proton*, naguère *si* fiable, a mal fonctionné, brisant dix ans d'investissements et d'espoir au sein de la communauté spatiale russe. Laquelle n'a plus de mission à se mettre sous la dent d'ici à 2001. L'effondrement des contrats des in*dustries de défense frappe ici* comme ailleurs. Pour comble, les crédits du secteur spatial, dont un quart sont destinés à Mir, ont diminué de 55 % en 1997.

Même dans le secteur militaire, les salaires sont payés en retard : un mois, trois mois... Depuis deux ans, grèves, manifestations, grèves de la faim se succèdent. *Dans ce contex*te, vols et détournements de fonds *sont légion, même à l'Académie des* sciences. Des têtes de dinosaures ont disparu, un bateau océanographique a été vendu en douce...

Les éléments positifs ? Ils *viennent surtout de l'aide et de la* pression extérieures. Par l'intermédiaire d'un institut fondé à Moscou en 1994, 15 000 scientifiques et ingénieurs du secteur nucléaire reçoivent de l'argent des pays de l'OCDE pour les dissuader de vendre leurs secrets. *La Fondation* Soros a réduit la voilure, mais de l'argent arrive désormais de la National Science Foundation américaine (NSF) et de la Nasa, avec de saines conditions à la clef : obligation pour les chercheurs de se plier aux normes de la communauté scientifique internationale et aux *habitudes anglo-saxonnes : peer-review* (soumission des projets ou des publications à des scientifiques indépendants) et contrats de recherche après appel d'offres.

Les dernières nouvelles sont contrastées. Emblème d'un certain renouveau, la Fondation russe pour la science fondamentale, créée sur le modèle de la NSF, est dans le collimateur budgétaire. Mais se dessine aussi peut-être un début de restructuration positive. Les instituts les moins bien cotés seront fer*més et les autres seront désormais* classés en trois catégories, selon la qualité de leur recherche.

Il semble que la science soit devenue un nouveau terrain de lutte entre communistes conservateurs, attachés à l'ancien système centra*lisé* (quasi autarcique), et des réformateurs convaincus de la validité du modèle américain. Une sorte de système parallèle serait en train de naître. 70 000 entreprises high-tech seraient nées depuis dix ans, employant 360 000 personnes. Souvent hébergées dans les locaux de l'institut dont leurs fondateurs sont issus. *« Dans certains cas, ces entreprises font plus de recherche que l'organisme d'origine »*, dit Boris Saltykov, ancien ministre de la science.

O. P.-V.

LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

L'appréciation du risque

Le risque est lié au hasard, à l'incertitude : un événement peut ou non survenir, il implique un gain ou une perte, donc présente un risque. Le risque est la matière première de l'activité financière. Or les financiers rencontrent la même difficulté que le commun des mortels : il faut, pour gagner, accepter des risques, mais estimer *le* risque n'est pas facile.

CHOISIR SES VACANCES

La *météorologie* étant une figure familière de l'incertitude, prenons l'exemple d'un vacancier amateur de plages ensoleillées qui aspire au calme et doit choisir un lieu de villégiature. Un premier choix s'offre à lui. La côte méditerranéenne, où il est plutôt assuré d'un ciel clément, mais que nombre de vacanciers choisissent déjà. La sécurité météorologique a donc son revers : encombrements, attentes, surcoûts...

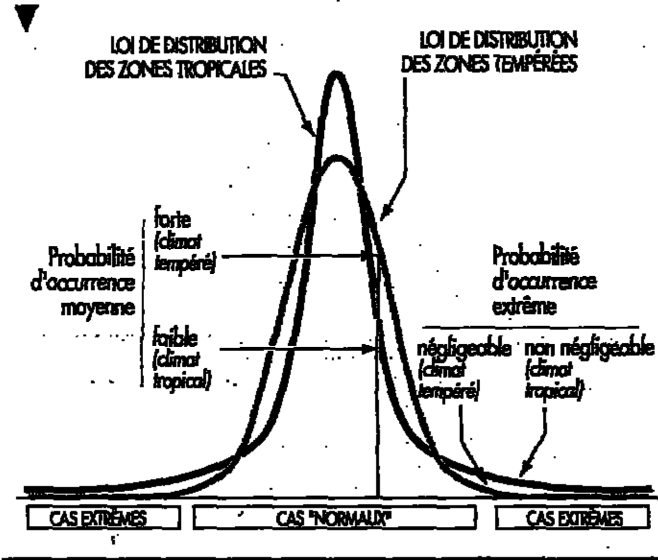
la Bretagne, où la pluie est plus probable, mais la fréquentation moindre. Les vacances seront meilleures s'il y fait beau, mais moins bonnes s'il pleut.

Cette alternative illustre l'adage : qui ne risque rien n'a rien. En généralisant : plus la région est météorologiquement risquée, moins elle sera fréquentée et donc plus il y a à gagner si le soleil est de la partie. Le rendement s'accroît bien avec le risque.

En réalité, un troisième choix se présente : une île des *Caraïbes. Soleil et* repos sont plus sûrs qu'en Bretagne, mais pas totalement cependant puisque ces régions tropicales ont connu des cyclones. Il y a donc de très fortes chances pour que les vacances soient bonnes, et une probabilité, minime certes mais non nulle, qu'elles soient calamiteuses. Est-il alors « risqué » d'opter pour les Caraïbes ? Non, dira l'un, puisque soleil et calme sont quasi assurés. Oui, dira l'autre, parce qu'il y a gros à perdre là-bas.

ESTIMER LE RISQUE

Dans les régions tempérées, l'éventail des possibles reste contenu dans des limites connues. Estimer le risque est, au moins en théorie, assez aisé. Pour le financier, il s'agit d'investir dans un actif quelconque (titre, devise, crédit...) qui varie dans des zones assez précises. La démarche consiste donc, au vu de la courbe, à apprécier sa « variabilité ». Cela correspond en pratique à un calcul précis : les valeurs passées de l'actif (sa représentation graphique) sont supposées représenter la réalisation d'un processus aléatoire, comme *s'il s'agissait de l'expérience répétée d'un jeu de hasard. Le* principe est alors de calculer pour ce jeu l'espérance de rendement et l'écart type, ce dernier étant précisément l'estimation du risque. Si une expérience donne avec des chances égales un gain et une perte de 1 et une autre donne un gain ou une perte de 10, la deuxième expérience est bien sûr dix fois plus risquée (son écart type est de 10, contre 1 pour la première).



Source : Crédit lyonnais

Les actifs dont les espérances de rendement sont les plus fortes sont alors *évidemment les plus risqués. La sécurité, comme la Côte d'Azur, attire* les épargnants, ce qui réduit le rendement. Le travail du financier est donc d'apprécier les différents risques, puis de les sélectionner en fonction de ce qu'il s'estime prêt à perdre : il met ainsi en place des procédures dites « d'allocation », qui consistent à estimer le rendement et le risque d'un panier de différents actifs.

QUEL RISQUE CHOISIT-ON ?

Mais la finance, l'histoire le montre, peut aussi connaître des cyclones : *krachs boursiers, crises monétaires, hyperinflation... Si* bien que, quel que soit le produit financier que l'on considère, il n'est jamais aisé de savoir à quel choix on a effectivement affaire : Côte d'Azur-Bretagne ou pays tempéré-Caraïbes ?

Prenons le cas d'un portefeuille d'actions. Le rendement de l'action est a priori meilleur que celui de l'obligation (l'action, en particulier, ne doit pas se déprécier en cas d'inflation) mais l'action est plus volatile, donc plus risquée. *L'action s'apparente* donc, en première analyse, à la Bretagne et l'obligation à la Méditerranée.

Mais à long terme (ce qui hélas n'est pas *très précis) l'action ferait plutôt* penser aux Caraïbes. Celui qui prépare sa retraite en actions, en investissant aujourd'hui pour réaliser son placement dans vingt ans, est à peu près sûr de faire une bonne affaire. Sauf si, malheureusement, un krach boursier vient, juste avant les vingt ans écoulés, réduire brutalement sa richesse.

Quant à rester monétaire (soit en cash, soit en titres à très court terme), c'est en général choisir la sécurité sans pouvoir espérer de rendement magnifique. C'est en somme le choix de la *Côte d'Azur... Sauf que les expé*riences d'hyperinflation, ou de dévaluation brutale, ont montré que la monnaie pouvait elle aussi fondre subitement ! Et inversement, quand le franc a été attaqué, une sicav monétaire a fourni un rendement appréciable. Alors : Caraïbes ?

Un processus qui laisse ouvertes des possibilités non négligeables d'occurrences extrêmes se distingue par une caractéristique particulière : son écart *type théorique* n'est *plus défini. En finance*, les calculs d'allocation trouvent alors leur limite : ils doivent être doublés de systèmes de prévision et d'alerte. Aussi les prévisionnistes disent : *« La tendance devrait »... et* poursuivent toujours *« sauf correction majeure »*, ce qui n'est pas un manque de courage mais le pur reflet des situations de marché.

LA MAISON BRETONNE AUX CARAÏBES

Se protéger du risque suppose donc d'établir le bon diagnostic. Il ne rimerait à rien de construire aux Caraïbes une maison bretonne.

Alors, que bâtir aux Caraïbes ? *Des forteresses, si on en a les moyens*, sinon de simples cabanes que l'on abandonnera pour se réfugier dans un abri... public. Public, car, face à des crises sévères comme le krach boursier de 1987 ou la crise du peso de 1995, un sauveur providentiel va intervenir sous la forme du prêteur en dernier ressort. Il baissera les taux d'intérêt... mais quelle trempe !

Bref, on ne sait jamais vraiment le risque que l'on prend : c'est cela, le charme des vacances !

Direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais

هكذا من الأصل

IMMOBILIER

FICHE PRATIQUE PAR LES NOTAIRES

CHAMBRE DES NOTAIRES DE PARIS

DONATIONS ET DONATIONS-PARTAGE

Les donations et donations-partage rencontrent aujourd'hui une faveur croissante.

En raison de l'intérêt de la donation partage sur les plans familial, économique et social, le législateur lui a accordé un régime fiscal avantageux lorsque les ascendants donateurs sont âgés de moins de 75 ans.

La loi du 12 avril 1996 a accru cet avantage et l'a équitablement étendu à la donation consentie à un enfant unique. Enfin, elle a crée un abattement spécial en faveur des donations consenties aux petits-enfants.

Nous appelons spécialement l'attention des éventuels donateurs dont l'âge se situe entre 65 et 75 ans que les mesures les concernant seront moins favorables après le 31 décembre 1997.

Rappelons enfin que, comme tout type de bien, l'immobilier peut faire l'objet d'une donation ou d'une donation partage.

Le tableau ci-contre résume les diverses situations.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er
Téléphone : 01.44.82.24.00



REDUCTIONS SUR LES DROITS DE DONATION ET DE DONATION-PARTAGE

		Donation partage (art.1075 - Code Civil)	Donation à un (*) enfant unique	Autre donation (**)	
Régime de Droit Commun	Donateur âgé de moins de 65 ans	-35%	-35%	-25%	Pour actes passés à compter du 1/04/1996
	Donateur entre 65 et 75 ans	-25%	-25%	-15%	Pour actes passés à compter du 1/01/1998 compte tenu du régime transitoire
Régime transitoire	Donateur entre 65 et 75 ans	-35%	-35%	-25%	Pour les actes passés entre le 1/04/1996 et le 31/12/1997

(*) Donations effectuées conformément aux dispositions du Code Civil par deux parents ou l'un d'eux à leur enfant unique

(**) Il s'agit par exemple d'une donation à un enfant qui n'est pas l'enfant unique ou d'une donation à un neveu

VENTES

APPARTEMENTS

2e arrond.

Prox. Opéra pdt XVIIe s. HSP 4,10, 4 P. 102 m², chf ind. belle allure 01-43-35-18-36

ENCHÈRE NOTAIRE
104, rue de Réaumur
4 P. 119 m², 5e ét. + cave
+ P. de serv. 7,5 m²
Mise à prix sur surenchère
1 958 000 F
Visite 10/9 de 15 h à 17 h.
B. Merland 01-53-93-30-60

3e arrond.

Marais
Part. vd. ds imm. rénové
21 m² aménageables
poss. colombage, tomettes,
440 000 F, tél. :
01-48-04-80-81

5e arrondt

PLACE MONGE 2 P. 27 m²
3e ét., soleil, bon état
595 000 F – 01-40-51-06-07

Notre-Dame. Studio 45 m²
à restructurer. Vue
dégagée. Charme. Poutres.
Imm. XVIIe. 890 000 F.
Tél. : 01-44-07-37-05

6e arrondt

HÔTEL DE LA MONNAIE
IMM. XVIIe classé,
beau 75 m²,
stand., élevé,
vue, asc., chf. ind.,
2 350 m.
02-37-99-20-33 ou
01-45-51-07-24

CŒUR LUXEMBOURG

IMMEUBLE NEUF
RESTE 2 APPTS
Gd duplex 6/7 P. Terrasse
au dernier étage.
3 P. en rez-de-jardin
PARKINGS
Pour RV : 01-42-22-78-92

7e arrondt

QUAI VOLTAIRE : 220 m².

Vue Seine, Louvre, soleil,
Part. : 01-42-61-27-24
Fax. : 01-42-61-88-31.

9e arrondt

TRUDAINE 6 P

148 m² + service 12 m²
2 800 000 F –
01-40-25-07-05

10e arrondt

HÔTEL DU NORD

VUE CANAL ST-MARTIN
gd standing du 2 au 4 P.
A partir 16 900 F le m²
Frais réduits
Ad Valorem : 01-44-51-55-55

12e arrondt

AV. DAUMESNIL
PDT, asc., 3 P. tt
cft., cuis. équipée 1 190 000 F
LACUEE – 01-43-07-57-15

13e arrondt

MAISON-BLANCHE 3 P. confort
5e étage asc. 57 m² calme
780 000 F – 01-44-24-26-92

Pl. Italie Butte-Cailles
Studio + cuis., s. d'eau, WC
295 000 F – 01-44-24-26-92

Prox. parc Montsouris réc. dem. ét. séj-dble 4 chbrs 120 m², calme soleil, 2 park. 01-43-35-18-36

14e arrond.

GARE MONTPARNASSE
(Près)
BEAU STUDIO TT CFT
34,40 m² imm. gd standing
560 000 F – 01-45-43-88-60

MONTPARNASSE gd stand. 5 P
111 m², séj. s/pte terrasse
2 bns, park. 01-43-35-18-36

15e arrond.

3/4 P. SQUARE BRASSENS
3e ét. asc. neuf cheminée
Etonnant. 1 750 000 F
Tél. : 01-40-47-67-82

2 P RUE DOMBASLES
Ancien, parfait état
590 000 F – 01-40-47-67-82

3 P RUE DU THÉÂTRE
Ancien, parquet, cheminées
excellent état, chf. ind. gaz
1 050 000 F – 01-40-47-67-82

MONTPARNASSE imm. 80, séj.
2 chbres 74 m² à rafraich. park.
poss., urgt. 01-43-35-18-36

16e arrond.

– EXELMANS BEAU 4 P 95 M²
Standing – 2 200 000 F
– G.-MANDEL BEAU 130 M²
de classe – 2 900 000 F
– ÉTOILE 5-6 P 150 M²
+ Terrasses. Belle vue
Clarté – 3 900 000 F
– PTE MAILLOT 7 P 190 M²
5e dernier ét. 4 400 000F
VALMONT – 01-42-66-36-53

QUAI BLÉRIOT
Superbe 6/7 P 213 m²
4e ét. s/Seine – parking
4 000 000 F M. GUIDE
06-80-31-44-79

VAL-DE-MARNE 94

Fontenay-Sous-Bois

Imm. de standing
DERNIERS
APPARTEMENTS
A partir de :
770 000 F
01-48-76-12-94

APPARTEMENTS MEUBLÉS

PROVINCE

Exceptionnel, beau meublé
cède cause divorce
Les Contamines-Montjoie
Pied des pistes, petit appt.
en RDC, 30 m², 2 P. + cabine
casier à skis, terrasse
park. sous-terrain
Valeur : 500 000 FF.
Vendu : 400 000 FF.
Tél. : 03-44-54-09-25
ou : 03-44-54-37-79

VILLAS

Part. vend gde villa,
4 500 m², parc + pisc.
Près d'Aix-en-Provence
Urgent. 2,3 M
Tél. : 04-42-22-25-16

VIAGERS

16e Th.-Gautier – Libre
4 P 95 m² 300 000 F + 8 333 F
72 ans. – 01-42-62-08-12

MAISONS

ILE D'ARZ, GOLFE
DU MORBIHAN
Maison 1991, sur terrain 650 m²
Salle de séj., salon, cheminée,
3 chbres, cuis. équipée,
2 s. de bains, garage.
Px : 1,250 M
Tél. : 02-97-44-30-64

La Celle-St-Cloud (78)
MAISON D'ARCHITECTE
CONTEMP.
317 m², 9 P., près gare et
commodités, part. : 3,650 M.
T/F : 01-39-69-40-52

PENNE-D'AGENAIS - 47
dans village historique,
vue panoramique,
demeure XVe, XVIe siècle
350 m² habitables sur 2 niv.
confortable. Terrasses, jard.
arboré, piscine. Affaire rare
Agence Fournier Carr.
Tél. : 05-53-40-90-44

PROPRIÉTÉS

NORD SEINE-ET-MARNE
BELLE PPTÉ
300 m² + 100 m² hab. de suite.
Gar., bord de riv., sur 1 800 m².
LIMITE GOLF, CELY-EN-BIÈRE
02-38-96-22-98/06-09-01-40-27

Marseille, part. vd. propriété
provençale 12 ha. Site
d'exception : vallon, colline
et pins. Calme. Bâtisse
rustique 130 m² + studio
indép., gd gar. 1,5 MF
Tél. : 04-91-45-35-38

IRLANDE

Maisons de campagne avec large terrain, petites maisons, haras et domainesfonciers à vendre : tous figurent dans notre catalogue d'été 1997. Ecrivez, téléphonez ou faites votre demande par fax pour en obtenir une copie gratuite.

Notre adresse, Agence Immobilière :
JACKSON-STOPS
51 Dawson Street, Dublin 2, Irlande.
Tél : 00 353-1-677 1177
Fax : 00 353-1-671 5156

Le Monde "Immobilier"

Vous vendez
ou vous louez
votre appartement
ou votre maison

Forfaits Particuliers

495 F TTC - 2 parutions en 8 jours
685 F TTC - 4 parutions en 15 jours

5 lignes - 112 F TTC la ligne suppl.
Tél. 01.42.17.39.80
Fax 01.42.17.21.36

ACHATS

APPARTEMENTS

Rech. URGENT 100 à 120 m²
PARIS Paiement comptant
chez notaire 48-73-48-07

LOCATIONS

OFFRES VIDES

MABILLON 6e ardt.
160 m², 6 P. ét. élevé,
asc., vue panoramique.
Rénové. Loyer 20 000 F
Tél. : 01-46-33-19-41 h. burx.

8e Ternes, loue F1 + park.
40 m² 4 500 F/ mois –
45 m² 5 500 F/mois –
01-42-15-06-25

16e NORD FLANDRIN
Loue F3 + park.
13 900 F/mois.
Tél. : 01-42-15-06-25

BRUNOY 91. MAISON 200 M²

1er ét., 5 chbres, 2 s. de
bains,
gd bur., cave, jard. clos 1 400 m²
RER D, prox. ttes écoles.
Bail mixte possible,
loyer : 8 500 F.
Part. : 02-99-30-51-92

– 15e VOLONTAIRES 3-4 P
90 m² park. 8 100 F h. ch.
– 16e PASSY 4 P 105 M²
4e asc. 10 300 F h. ch.
– 7e SÉGUR VUE JARDIN
– 3/4 P. 110 m² 11 500 F h.
ch.
– 130 m² 14 500 F h. ch.
VALMONT – 01-42-66-36-53

BRUNOY 91
MAISON 200 m²

1 ét., 5 chbres, 2 s. de bains
Gd bur., cave, jard. clos 1 400 m²
RER D, prox. ttes écoles.
Bail mixte possible, loy. : 8 500 F
Part.: 02-99-30-51-92

Mº DUPLEIX
IMMEUBLE NEUF STAND.
Prestations de qualité
3, 4, 5, 6 P avec balcon
à partir de 7 400 F + ch
COMADIM – 01-42-44-15-14

– SANS FRAIS
NI COMMISSION
(16e) 22 rue Boileau
dans immeuble neuf
F1 de 28 à 34 m²
de 3 820 F à 5 064 F TTC
F2 de 46 à 50 m²
6 262 F à 6 281,25 F TTC
Disponibles de suite
Pour RDV 01-53-06-13-02

DEMANDES VIDES

URGENT

Jeune famille suisse rech.

MAISON ou APPT

PROX. ÉCOLE
MATERNELLE
BILINGUE ALLEMAND
à louer, PARIS ou R.P.
à partir du 1er novembre 1997
pour 2 ans (sérieuses référ.).
Env. vos offres à
WIFAG BERNE
Thomas BATSCHELET
Wylerringstr. 39
3000 BERNE

OFFRES MEUBLÉES

Paris 18e (Mairie)
Chbre, 7e ét., dche, lav.
Conviend. à étudiant
1 700 F/mois. C.C.
Tél. : 01-42-58-71-04

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

BURO CLUB
Bureaux équipés
DOMICILIATIONS

10 PL. VENDÔME ARCHE – DÉFENSE

Tél. : 01-40-90-30-46

CENTRE AFFAIRES PARIS-ÉTOILE

Face à l'Arc de triomphe,
Burx de prestige avec serv.
Tél. : + 33 (0)1-44-17-18-44
Fax : + 33 (0)1-44-17-18-43

AGENDA

BIJOUX

BIJOUX BRILLANTS

Le plus formidable choix.
« Que des affaires
exceptionnelles ! »
Tous bijoux or,
toutes pierres précieuses,
alliances, bagues, argenterie
ACHAT - ÉCHANGE BIJOUX

PERRONO OPÉRA

Angle boulevard des Italiens
4, rue Chaussée-d'Antin
Magasin à l'Etoile
37, avenue Victor-Hugo
Autre grand choix

BIJOUX ANCIENS

Bagues romantiques
GILLET
19 rue d'Arcole 75004 Paris
01-43-54-00-83
ouvert le dimanche matin

GARDE D'ENFANT

URGENT recherche
pour EAUBONNE (95)
personne confiance pour sortie école
16 h 30 et soutien scolaire CP et CM 1
jusqu'à 19 heures +
garde régulière le mercredi.
Tél. : heures bur. : 01-44-43-73-79
ou dom. : 01-34-16-14-92

VACANCES TOURISME LOISIRS

Septembre 2 derniers W.E.
Week-end de 3 jrs découverte
champignons, randonnées
pédestres
Ht Doubs 3 h Paris TGV
maison d'hôtes, Ferme du XVIIe
cft. chbres, s. de bns, WC, cuis
et pain maison.
Rens. tél.: 03-81-38-12-51

IMMOBILIER

NEUF ET RÉSIDENTIEL

FICHE PRATIQUE du 9.09.1997

Cette fiche hebdomadaire est rédigée par les spécialistes du mensuel immobilier **Immoneuf.**

De l'intérêt du prêt à taux 0 %

Comme son nom l'indique, le prêt à taux 0 % est une avance remboursable sans intérêt. Avec ce dispositif, les acquéreurs de logements neufs bénéficient d'un solide coup de pouce pour boucler leur budget. Mode d'emploi.

Le prêt à taux 0 % est une aide de l'Etat consentie sous forme d'avance remboursable sans intérêt. Elle est destinée aux personnes physiques qui désirent acquérir un logement en vue de l'occuper à titre de résidence principale. Depuis sa mise en place en octobre 1995, la formule a rencontré un succès indéniable : près de 10 000 prêts sont accordés chaque mois.

Quels bénéficiaires ?
Peuvent prétendre à ce type de prêt les ménages dont les ressources ne dépassent pas certaines limites, déterminées en fonction de la composition de la famille et de la situation géographique du logement. Sont pris en compte les revenus de l'année N-2, soit ceux de 1995 pour un prêt souscrit en 1997. Il s'agit du revenu imposable après déduction des différents abattements. A titre d'exemple, un couple marié avec deux enfants ne doit pas avoir plus de 227 800 F de revenus annuels en Ile-de-France et 207 100 F dans les autres régions.

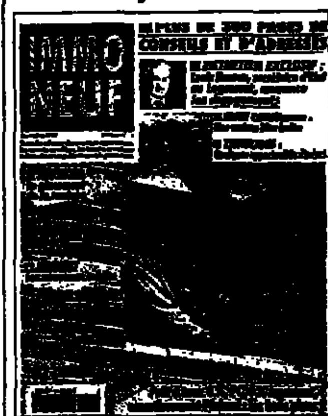
Pour quels logements ?
Le prêt à taux 0 % est réservé aux acquisitions de résidences principales, qu'il s'agisse d'appartements ou de maisons individuelles. L'acquéreur doit donc occuper le bien au moins huit mois par an. Cela étant, il peut s'agir de logements neufs ou anciens. Dans ce dernier cas, ils doivent toutefois être construits depuis vingt ans et nécessiter de gros travaux d'amélioration (54 % du prix d'acquisition).

Quel montant ?
Le prêt à taux 0 % est doublement plafonné. D'une part, il ne peut excéder 20 % du coût de l'opération, dans la limite d'un plafond établi là encore en fonction de la composition du ménage et de la zone géographique. Ainsi, un couple sans enfant pourra emprunter au maximum 140 000 F à Paris et 100 000 F dans les autres régions. D'autre part, le prêt à taux 0 % ne peut représenter plus de 50 % du montant total des prêts d'une durée de plus de deux ans souscrits par l'emprunteur. En conséquence, il ne peut jamais constituer le financement principal de l'opération. Par ailleurs, il est cumulable avec toute autre forme de financement : prêt épargne-logement, prêt 1 % logement, prêt à l'accession sociale, prêt conventionné, et, bien sûr, prêt principal.

Comment rembourser ?
Les modalités de remboursement du prêt à taux 0 % dépendent des conditions de ressources de l'emprunteur. Ainsi, les ménages à revenus modestes bénéficient d'un différé de remboursement égal à la durée de leur prêt principal avec un maximum de 17 ans. En d'autres termes, ils ne commenceront à rembourser qu'une fois leurs autres prêts payés. A l'inverse, les ménages dont les ressources annuelles dépassent 186 401 F ne bénéficient d'aucun différé et remboursent l'avance sur huit ans.

V. S.

Pour d'autres conseils, consultez IMMONEUF, *le mensuel de l'immobilier en vente 20 F chez votre marchand de journaux.*



Plus de 300 pages de conseils et d'adresses

PARIS

2e arrondissement

Les Pavillons Richelieu
Rue de Richelieu
NOUVEAU

Réalisation et commercialisation :
SEFIMA
L'immobilier depuis 1960
40/42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
Tél. : 01 55 73 00 10 ou 01 47 55 78 55

44 appartements du studio au 5 pièces. Prix moyen : 23 000 F le m².

Entre Bourse et Opéra, à quelques pas de Drouot, du Palais Royal et du Louvre... un quartier au charme sûr est actuellement l'objet de convoitises d'amateurs avertis. Découvrez l'une des rares opportunités neuves de ce Paris Grande Tradition : Les Pavillons Richelieu, harmonie de charme, d'élégance et de confort moderne. De superbes façades 1840, conservées et rénovées, préservent l'intimité de deux cours au calme protégé. Du studio au 5 pièces, un grand choix d'appartements neufs pour vivre en famille, pour un pied à terre ou pour investir. Parkings en sous-sol.

SEFIMA

7e arrondissement

Le 72, rue Saint-Dominique
Angle rue Jean Nicot

Commercialisation :
SODEMI
Pour tout renseignement :
Tél. 01 41 92 22 21



Mise en vente en SEPTEMBRE 1997 de quelques appartements prestigieux au cœur du 7ème.

Entre Invalides et Champ de Mars, 28 appartements livrables immédiatement, du studio au 6 pièces-duplex - neufs ou rénovés. Quelques appartements avec terrasse et/ou balcon.
A partir de 34 000 F le m².

Quelques surfaces en amortissement "Périssol".

Visites uniquement sur rendez-vous.

10e arrondissement

Résidence Saint-Martin
61, rue Bichat

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ *QUALITÉ ISO 9001*
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
Rens. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Téléphonez tout de suite au 01 46 03 22 00 pour faire partie des privilégiés!

Plus que 9 appartements disponibles dans cette superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces avec caves et parkings en sous-sol, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Hôtel du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses orientés plein Sud. Prestations particulièrement soignées : Label Promotelec Confort-Plus.

A partir de 18 100 F le m², hors parking et dans la limite du stock disponible.

Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

15e arrondissement

Villa Marmontel
107-109, rue de l'abbé Groult.
Idéal défiscalisation Périssol.

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Un programme superbe à découvrir absolument et choisissez le meilleur du 15e arrondissement! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs : Plus que 8 appartements disponibles du studio au 5 pièces avec caves et parkings en sous-sol. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien ! Livraison 4ème trimestre 1997

Prix à partir de 24 500 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.
Bureau de vente sur place ouvert :
lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.



16e arrondissement

62, rue Saint-Didier

Réalisation :
SEFIMA
40/42, avenue Raymond Poincaré - 75116 PARIS
N° Vert 0800 33 59 00
du lundi au vendredi (aux heures de bureau).



33 appartements dont 8 disponibles. Du studio au 5 pièces.
28 200 F le m² moyen.
Ex : 5 pièces 138,60 m², 2e étage 3 850 000 F hors parking.

Entre Victor-Hugo et Trocadéro, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16e arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du Lycée Janson-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sols. Renseignements et vente : tous les jours de 9 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche. 40, avenue Raymond-Poincaré 75116 Paris - N° vert 0800 33 59 00 (aux heures de bureau).

SEFIMA

29, boulevard de Montmorency

Réalisation et commercialisation:
Kaufman & Broad
44, rue de Washington
75408 PARIS cedex 08
Tél. 01 45 61 70 01

Du studio au 6 pièces duplex.

Dans le meilleur 16ème, au cœur d'un vaste jardin intérieur, un bel immeuble de seulement 22 appartements, aux façades ensoleillées. Terrasses, balcons et jardins. Ces appartements bénéficieront de très belles prestations (parquet, marbre, volets électriques, sécurité renforcée...).

Renseignements et vente : tél n° vert 0 800 544 000

KAUFMAN & BROAD

19e arrondissement

L'Orée du Parc
69, rue Compans/59, rue Rozier
A toute proximité des Buttes-Chaumont
à découvrir absolument !

Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
Rens. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h

Premier promoteur certifié qualité ISO 9001
Prix à partir de 18 800 F le m² hors parking et dans la limite du stock disponible.

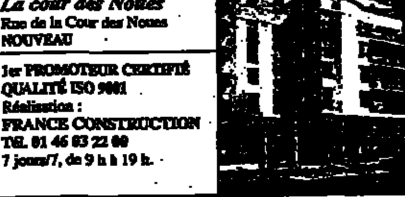
Le calme d'une petite résidence de charme à 100 m du Parc des Buttes-Chaumont et du métro. Très belles prestations : nombreux balcons et vue sur un beau jardin intérieur. Plus que 12 appartements disponibles du studio au 4 pièces avec parkings en sous-sol.
Livraison fin 1997. Idéal défiscalisation Périssol.
Bureau de vente : 3, rue du Général Brunet, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

20e arrondissement

La cour des Noues
Rue de la Cour des Noues
NOUVEAU

1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



A 300 m de la place Gambetta et de la mairie du XXe, découvrez une nouvelle petite résidence composée de 2 bâtiments, dans une rue calme, au cœur d'un quartier traditionnel, vivant et animé. Tous les transports, commerces et équipements à proximité. Architecture soignée et prestations de qualité : un soin tout particulier a été porté à la conception des appartements pour vous assurer confort et sécurité au quotidien. 46 appartements du studio au 6 pièces, Balcons, loggias ou terrasses, (Parkings en sous-sol).
Prix de lancement à partir de 18 900 F/m² hors parking.
Espace de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

RÉGION PARISIENNE

92 Boulogne-Billancourt

La Chancellerie
43/45, rue d'Aguesseau

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89



Studio et 3 pièces. Exemple studio 560 000 F.
Livraison immédiate.

Au cœur du Boulogne résidentiel, à proximité immédiate du métro Jean Jaurès et des commerces, une résidence aux prestations soignées : pierre en façade, parquet chêne dans entrée et séjour, salles-de-bains aménagées, chape isophonique, porte blindée 5 points, kitchenette équipée dans studio.

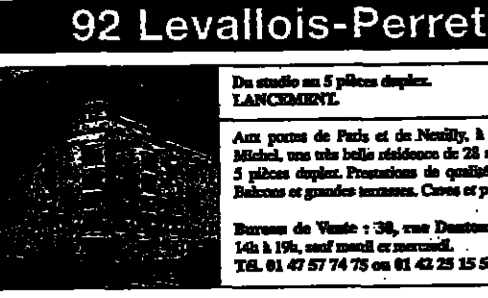
Visite sur rendez-vous : tél. 01 42 25 15 55

SOFRACIM

92 Levallois-Perret

29, rue Danton

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89
Commercialisation :
Z Immobilier



Du studio au 5 pièces duplex.
LANCEMENT.

Aux portes de Paris et de Neuilly, à 100 m du métro Louise Michel, une très belle résidence de 28 appartements du studio au 5 pièces duplex. Prestations de qualité. Jardin privatif intérieur. Balcons et grandes terrasses. Caves et parkings.

Bureau de Vente : 38, rue Danton ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi.
Tél. 01 47 57 74 75 ou 01 42 25 15 55

SOFRACIM

19, rue Rivay

Réalisation et commercialisation:
Kaufman & Broad
44, rue de Washington
75408 PARIS cedex 08
Tél. 01 45 61 70 01

Du studio au 5 pièces.

Au cœur de Levallois, à 2 pas des commerces et des transports (métro Louise Michel), un bel immeuble de 28 appartements avec terrasses, balcons, donnant sur un jardin paysager. Du studio au 5 pièces, ces appartements bénéficieront de belles prestations.

Bureau de vente ouvert : 6, rue Rivay à Levallois, tous les jours sauf dimanche et lundi, de 10h à 13h et de 14h à 19h.
Tél n° vert 0 800 544 000

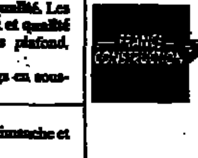
KAUFMAN & BROAD

92 Neuilly-sur-Seine

Neuilly Marine
LANCEMENT. Angle rue de la Marine et bd Seurat
Concevons ensemble l'appartement dont vous rêvez !
1er PROMOTEUR CERTIFIÉ QUALITÉ ISO 9001
Réalisation :
FRANCE CONSTRUCTION
Tél. 01 46 03 22 00
Rens. : 7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Superbe résidence de 3 étages située dans la partie résidentielle de l'Ile de la Grande Jatte, caractérisée par sa tranquillité et la multiplicité des espaces verts.
Architecture raffinée et prestations de très grande qualité. Les appartements ont été conçus pour vous assurer confort et qualité de vie (très belles terrasses, grande hauteur sous plafond, parquet,...).
38 appartements du studio au 5 pièces (caves, parkings en sous-sol) et une maison individuelle.

Bureau de Vente sur place :
ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h.



92 Vanves

Le Montaigne
49, rue Jean Bleuzen

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89
Commercialisation :
Z Immobilier



Du studio au 5 pièces.
A partir de 16 000 F le m².

A deux pas de Paris, dans le meilleur de Vanves, le confort d'un bel immeuble classique doté de belles prestations.
Livraison fin 1998.

Bureau de Vente sur place : ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi.
Tél. 01 46 38 02 50

SOFRACIM

94 Le Kremlin-Bicêtre

L'Atlante
6 à 10, rue Edmond Michelet

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89

Du studio au 3 pièces, parking en sous-sol.
A partir de 15 000 F le m² parking compris.
Livraison immédiate. Crédit : libre.

A 700 m de Paris 13ème, à 100 m du métro. Prestations de qualité, façade en pierre, chape flottante, vidéophone...

Appartement décoré, visite sur rendez-vous.
Tél. 01 30 48 91 92

SOFRACIM

78 Montigny-le-Bretonneux

L'Ascot
Au cœur de la ville
Boulevard Vauban

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89

Du studio au 5 pièces.
Prix moyen parking inclus : 14 400 F le m².
Livraison 3ème TRIM 99.

Résidence à l'architecture et aux prestations de qualité. Nombreux balcons et grandes terrasses aux niveaux supérieurs, parkings en sous-sol.
Bureau de vente en centre ville : (angle avenue du Centre et rue G Eiffel) ouvert lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14h à 19h, samedi de 13h30 à 19h30.
Tél. 01 30 48 91 92

SOFRACIM

Le Patio
Quartier du Pas du Lac.
A deux pas du RER (ligne C) et du centre ville commercial.

Réalisation :
SOFRACIM
Tél. : 01 34 65 89 89

Du studio au 5 pièces duplex. Livraison 2ème trim. 99
Exemples de prix : T2, env. 47 m² : 665 000 F parking compris.
T3, env. 64 m² : 847 000 F parking compris.

2 bâtiments à l'architecture et aux prestations soignées. Nombreux balcons et terrasses, parkings en sous sol.
Bureau de vente en centre ville : (angle avenue du Centre et rue G Eiffel) ouvert lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14h à 19h, samedi de 13h30 à 19h30.
Tél. 01 30 48 91 92

SOFRACIM

